

PUIG ANTICH

HEINZ CHEZ

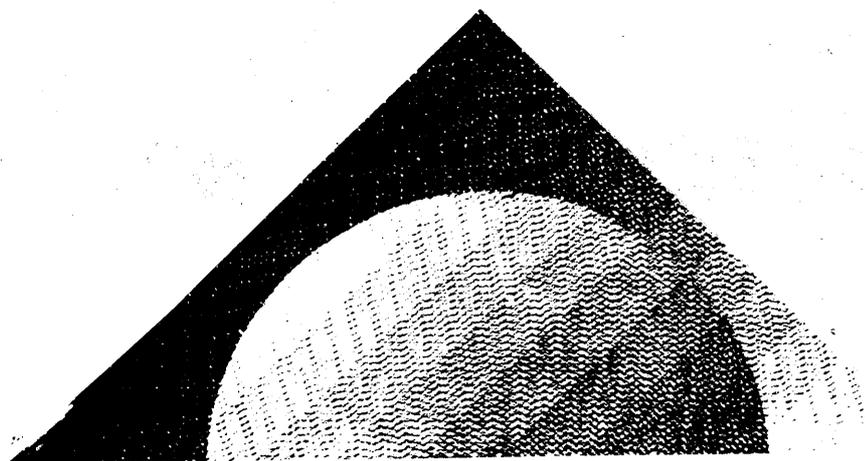
L' ETAT

ET

LA REVOLUTION

DUBLIN 74

TOME III

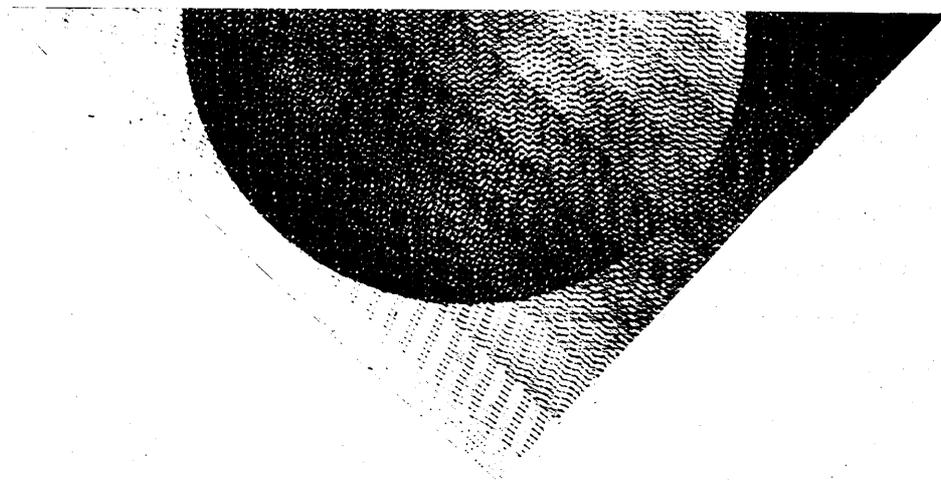


2^{EME} TACTIQUE DE DEFENSE

POUR LES EMPRISONNES

DE BARCELONE (M. I. L.)

ET D'ESPAGNE.



* SOMMAIRE *

- QUI SOMMES - NOUS
- EN BREF LE CONTEXTE HISTORIQUE DU COMBAT
- PRESENTATION GENERALE - LE PROJET GENERAL
- BLOCAGE TEMPORAIRE PAR EXPLOSIFS, DES COMMUNICATIONS FRONTALIERES, ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE
 - Extraits de la presse
- AUTOUR DE LA VIOLENCE
 - Violence révolutionnaire anarchiste ou terrorisme ?
 - La terreur révolutionnaire
 - Circulaire I
 - Circulaire II
 - Lutte et répression policière
- L'ENLEVEMENT D'UN REPRESENTANT DU CAPITALISME MONDIAL ET DU FRANQUISME B. SUAREZ
 - Introduction
 - Réponse aux « camarades » du comité anti-répressif sur leurs positions, par les individus autonomes qui ont assuré la création de ce document
 - Extraits de la presse
- TEXTES THEORIQUES
 - L'affaire Suarez
 - Quelques critiques aux camarades du GARI sur leur texte de Juillet 74
 - La séquestration de Baltazar Suarez
 - Génèse et évolution de l'activisme révolutionnaire anarchiste en Europe (1945 - 1972)
- FIN DE L'ULTIMATUM AU POUVOIR FRANQUISTE - ACTIONS de JUILLET -
 - Extraits de la presse
 - Ni tribun Ni guepeou
 - Ni bruit de chiotte, ni petite bourgeoisie intellectuelle
- POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE LIBERTAIRE INTERNATIONALE COLLECTIVE
 - Flash d'informations
 - La criminalité critique élément de négation de la société capitaliste, ou de la révolte à la révolution sociale
 - Approfondir le mouvement social
 - Si la situation Espagnole devenait le Portugal
 - La psychologie de masse du fascisme
 - Avanti Populo



QUI SOMMES NOUS ?



Nous n'appartenons ni à l'ex-MIL, ni au GARI, nous ne sommes donc pas la partie informative de ces regroupements. De ce fait nous exprimons librement notre point de vue et nous reproduisons, tout aussi librement, celui des autres. Nous refusons tout sigle, toute étiquette, nous essayons d'être le plus autonome possible et de n'avoir de compte à rendre à personne, ni à un quelconque mouvement, sinon à notre conscience qui pour l'instant ne nous tourmente pas du tout.

Nous refusons de faire la séparation entre le but poursuivi et les moyens pour y parvenir. C'est-à-dire que nous voulons dès aujourd'hui le maximum de pouvoir sur notre propre vie et que pour cela nous n'obéissons qu'à nos désirs subversifs ou non. A partir de là nous considérons donc que tout groupe génère des rapports de force et de pouvoir, donc des contraintes. Nous nous sentons de ce fait, plus libertaire qu'anarchiste.

Nous démontrons qu'une petite poignée d'individus autonomes et organisés sur la base de rapports affectifs, amoureux et jouisseurs, est plus efficace qu'une organisation de 500 pèlerins groupuscularisés qui, tout en se faisant bander, en se prenant pour le MIL n'arrivent qu'à sortir une brochure merdique et censurée et à pondre un lamentable « Front Libertaire », avec un crêpe noir sur la couverture.

Nous considérons la lutte comme devant faire le maximum, dans ce que nous avons décidé, avec le minimum d'individus autonomes, chacun étant une force vitale d'énergie et d'initiative, combattant les suiveurs.

La difficulté réside dans ce saut qualitatif. Cela nous fait débouler sur le problème de l'organisation et sur la conception particulière que nous en avons.

-a) Nous pensons que chacun doit tenter de se donner les moyens de la lutte qu'il se propose de mener; à partir de là il n'existe donc aucune recette d'organisation clandestine, puisqu'elle est liée aux désirs de chacun.

-b) D'une manière générale on peut considérer qu'une foule de choses matérielles peuvent être subversives; l'important n'est de savoir en changer l'emploi.

-c) Nous pensons aussi que la lutte ne doit faire oublier sa vie quotidienne, ses rapports inter-subjectifs, qualitativement humains.

-d) L'organisation de l'organisation ne peut être qu'une vue léniniste.

Actuellement la liquidation de tout fichier d'adresses est évidente et nous pensons que dans une phase plus répressive la self-organisation des révolutionnaires doit tourner cet obstacle.

-e) L'organisation en réseaux, même structuré, ne peut qu'entraîner, à moyen terme, un démantèlement par la torture. (voir les réseaux F.L.N. à Alger, ceux de la résistance française et à la limite le MIL lui-même).

Cette période s'achève donc. Nous proposons, et cela commence à être une pratique, l'intervention sans concertation et sans se connaître, mais en se reconnaissant dans les mêmes buts et les mêmes pratiques, utilisant pour se faire les moyens que chacun trouve lui convenir le mieux, pratiquant ainsi la complémentarité.

La route de la révolution est large et chacun est à la recherche d'une fraction de la vérité émancipatrice.

Il va de soi que si des initiatives subversives fusent de toutes parts, suivant la passion irrationnelle de chacun, la répression, même sur ordinateur, ni retrouvera plus son compte. En un mot nous sommes pour une organisation libertaire informelle, incontrôlable, plongeant ses racines dans le prolétariat, contenant le moins possible de contraintes, menant une valse à MIL temps, suivant l'imagination de chacun.

La non-soumission à une seule pratique, ce "jeu" avec l'initiative de chacun, contient un flot de vie qui submergera tout pouvoir. Cela implique l'intelligence la plus complète d'une situation afin d'agir sur celle-ci. Nous pensons que ces positions avancent sur le dépérissement de l'organisation révolutionnaire séparée, ceci avant la révolution. Sur ce problème nous nous sommes opposés aux diverses positions suivantes:.

-1°) Construire une organisation de révolutionnaires séparés du prolétariat, qui devra se dissoudre au moment révolutionnaire (conseillistes, certains anarchistes).

-2°) La maintenir pendant toute la période violente.

-3°) Maintenir comme le veulent les léninistes, le parti après la révolution, comme avant-garde du prolétariat, aboutissant à une dictature sur celui-ci par un capitalisme d'Etat.

Opposés à toutes ces formes d'organisation, nous proposons l'auto-organisation de chacun dès maintenant avec les prolétaires que nous cotoyons quotidiennement, dans une organisation non-spécifique. L'organisation spécifique a l'effet d'un miroir déformant.

Le problème de la fusion dans les organes que se donnera le prolétariat dans la révolution, sera d'autant plus aisée, qu'il n'y aura pas cette constitution d'un pouvoir séparé, et notre pratique tendra à collectiviser dans ces organes ce que nous voulons déjà être: des individus ayant le pouvoir sur leur propre vie et combattant tout pouvoir extérieur à eux-mêmes, la classe entière devenant état major de sa propre émancipation. Nous considérons le débat sur ce point comme fondamental, car l'exemple de la révolution espagnole* montre la faiblesse de la théorie sur ce point.

Cette dualité c'est jouée, entre, la F.A.I. d'un côté qui voulait renverser le pouvoir bourgeois et le ministérialisme et de l'autre, la C.N.T., qui s'y opposait comme organisation syndicale. (Le POUM fut le 1° liquidé par les staliniens qui se servaient de la démocratie bourgeoise et de ses institutions pour détruire sur ce terrain les conquêtes révolutionnaires).

Contre cela nous proposons la fin de toute séparation, l'instauration du pouvoir des travailleurs (excluant par principe celui de tout organe séparé) et une pratique unitaire et non-spécifique.

* pas

* qui s'est soldé dans la pratique par une dualité de pouvoir au sein même du prolétariat espagnol

EN BREF ; LE CONTEXTE
HISTORIQUE DU COMBAT

Les difficultés monétaires et économiques que connaissent les U.S.A. se répercutent dans chacun des Etats du monde occidental, dominés par le marché américain. C'est le cas de "l'empire ibérique" l'Espagne. Mais devant ces difficultés, celle-ci se tourne vers le marché commun et se trouve, de ce fait, poussée vers la démocratie bourgeoise, ainsi que par l'exemple du Portugal.

Ce que la presse appelle la fin du «miracle espagnol» n'est que l'expression pudique pour désigner la voie fasciste; semi-capitaliste d'Etat du franquisme, imposée à l'Espagne pour réaliser l'industrialisation, sur un minimum d'un million de cadavres et on ne sait trop combien de souffrance, depuis 38 ans de dictature!

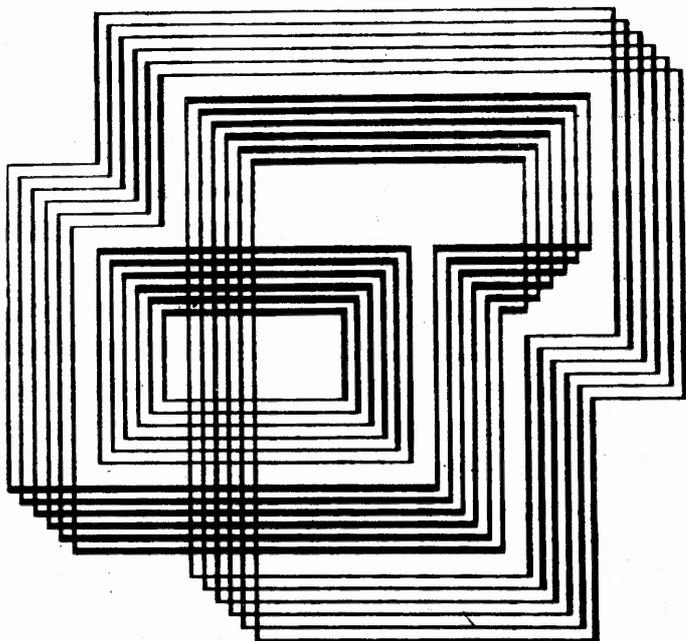
La lutte, entreprise a pour but de ne pas tomber dans un après fascisme à la portugaise, mais au contraire de contribuer à une issue révolutionnaire en Espagne. C'est dans cette perspective que se poursuit la lutte, seule façon de sauver et de libérer des milliers de Puig Antich. Cette lutte se traduit par une participation à la création de la grève générale, expropriatrice et insurrectionnelle, dans le maillon le plus faible où le ras le bol est grand.

C'est dans cette vision que le titre «L'Etat et la Révolution» prend tout son sens. L'enjeu n'est donc plus cette démagogie léniniste (son livre du même titre), mais cette confrontation violente avec l'Etat franquiste et la révolution sociale, qui réellement vise à la disparition de tout Etat et à l'instauration du pouvoir des travailleurs.

Quand à la signature de Puig et de Heinz, c'est pour bien montrer que le projet dont ces hommes étaient porteur, ne finissait avec leur mort, mais comme une torche dans la nuit, allumait de nouveaux foyers de lutte.

Nous revendiquons Heinz le droit commun car il signifie la révolte et Puig le politique, l'insurgé contre l'oppression. L'un est un moment de l'autre, mais les causes sont identiques.

* pas)



LE SABOTAGE ECONOMIQUE COMME PRESSION SUR LE CAPITAL ESPAGNOL POUR LE CONTRAINDRE A UNE LIBERALISATION.

(...) «En tout cas ce qui paraît hors de doute c'est que les éventuelles transformations d'une politique d'ouverture exigent inéluctablement une action économique d'expansion, c'est à dire de maintien d'un bon rythme de croissance, d'un niveau d'activité qui en fin de compte garantisse le plein emploi (sans aller jusqu'à envisager pour le moment la réinsertion potentielle de l'émigration) et qui stimule dans les entreprises les meilleurs projets de modernisation et de concentration.» (...)

Extrait de «Les soubresauts du franquisme», paru dans le numéro spécial du Monde Diplomatique, sur l'Espagne.

PRESENTATION GENERALE.

LE PROJET GENERAL

«N'est-il pas facile d'être convaincu quand chacun ne connaît que la littérature de sa tendance? En réalité seule la controverse le choc des arguments, peut permettre d'acquiescer des idées claires et d'agir en conséquence.»

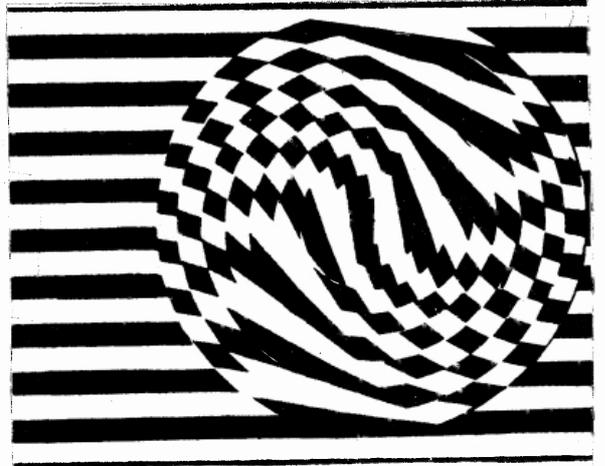
Les frères lumière.

Il y a eu l'affaire des emprisonnés de Barcelone et une 1^{re} tactique de défense qui a abouti au résultat que l'on connaît: un cadavre. Mais au cours de cette affaire il y eut certaines choses qui nous dégoutèrent; d'abord la sous-information sur les camarades du MIL. Il y eut bien deux brochures qui tentèrent d'apporter une information; la 1^{re}, «Notes d'information sur les camarades du MIL», éditée par le comité pour la vérité sur les emprisonnés de Barcelone, fit du bon boulot mais ne reproduisit pas tous les documents du MIL, surtout ceux d'inspiration totalement anarchiste (article sur Sabate, sur la F.A.I., etc...) - est-ce qu'il y avait un parti pris des camarades du mouvement communiste pour orienter l'information vers les thèses marxistes? - La 2^{de} brochure, faite par l'O.R.A., comportait une censure sur le post-scriptum du texte d'auto-dissolution du M.I.L., qui par sa critique mettait en cause l'organisation groupusculaire, (type O.R.A. entre autres).

Mais au delà de ces anecdotes, il y eut cette curée gauchiste et démocrate sur l'affaire. Comme si la mort de Puig contenait une somme de capital politique de laquelle il fallait tirer les dividendes: c'est malheureusement ce qui fut fait. Le P.C., en tête des charognards, manifesta le lendemain de sa mort à 10.000, de Bastôche à la nation. Dans tout cela il y eut une tentative d'enterrement des véritables positions du M.I.L., de sa critique radicale, de son approfondissement des thèses communistes-libertaires. Puis après ce fait d'actualité, d'autres Chili, Larczac, vinrent remplir les colonnes du gauchisme. Les camarades encabonnés pouvaient y rester, on n'en parlait plus. Nous participons donc du mouvement contre la politique des politicards; cette dernière relevant, de par sa forme et son contenu, du système bourgeois (c'est-à-dire événementiel) et capitaliste (exploitation politicarde de cet événement dans le but d'en accroître son pouvoir). C'est à ce moment là qu'un courant ultra-minoritaire désira continuer la lutte, en rupture avec le gauchisme, et engager une 2^{de} tactique de défense des emprisonnés. Dans ce courant nous prîmes la position d'approfondir les perspectives communistes, surtout au moins de faire connaître ce que la bourgeoisie et le nouvel Observateur appellent: «L'EXTREME GAUCHE DE L'EXTREME GAUCHE»;

Faire connaître sans exclusive, ses positions, ses actions, ses motivations le plus complètement possible. La 1^{re} tactique de défense avait abouti à l'explosion de tout le milieu ultra-gauche, ce dont le tome 2 révèle; le sabotage du mouvement communiste qui était aux 1^{res} loges de la campagne d'information.

Nous avons donc entrepris de publier tout ce que nous trouvons sur le mouvement radical en Espagne, depuis sa gestation (avant le M.I.L., le M.I.L., et son auto-dissolution, les arrestations et la 1^{re} tactique de défense). Il nous semble important d'analyser historiquement un mouvement



- L'HISTOIRE S'ACCELERE -

car les problèmes que posent ces camarades intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire. Ils nous semblent également important d'assumer la poursuite de la propagande révolutionnaire, lorsque ces camarades se trouvent dans l'impossibilité physique de le faire.

Au début l'activité du M.I.L. ne fut qu'une volonté de développer la propagande en direction des ouvriers (bibliothèque prolétarienne, édition Mai 37, brochures, histoire d'imprimerie clandestine). Mais dans un pays où toute possibilité d'expression libre est interdite, la recherche de moyens devient difficile et onéreuse. Sur ce point les expropriations des expropriateurs furent une recherche de solution.

- 2 -

«Il ne s'agit pas de préparer la guerre civile de demain telle que le mouvement social détermine cette préparation aujourd'hui, mais de participer à l'approfondissement communiste libertaire de ce mouvement social.»

On ne lutte pas davantage contre la répression policière en se défendant contre les flics comme le proclamait le «Secours rouge» ni même en les attaquant comme ont pu l'imaginer, à un certain moment, les maos dans leur volontarisme étroit et républicain! On lutte contre la répression en l'obligeant à se déplacer de son terrain d'élection. Les deux luttes - contre le capital et contre la répression policière - n'en constituent qu'une, indivisible, c'est la lutte révolutionnaire.»

- EVIAN et VITEL -

Nous considérons la diffusion de cette série de documents comme une réponse positive à l'appel lancé par les groupes autonomes de combat (G.A.C.) de la prison modèle de Barcelone, mais cela ne serait être considéré comme une fin en soit.

Nous concevons la solidarité avec les emprisonnés, non pas comme une activité de souteneur, mais comme un développement de l'approfondissement des contradictions sociales du système du capital, et une ouverture, la plus large possible, du débat que leur lutte a développé, par

la diffusion des textes et des thèses historiques du prolétariat, (censurées par la contre-révolution capitaliste et léniniste), et de documents actuels qui posent le problème du communisme-libertaire comme mouvement social et par la tentative de discussion sur le problème de la violence en la replaçant dans son contexte réel, la guerre civile révolutionnaire.

Il s'agit donc de ne pas tomber dans le frontisme de l'antifranquisme et de l'opportunisme que le procès de Puig a généré. Nous pensons que l'abandon des positions radicales au profit d'un anti-franquisme ou d'un anti-fascisme est une sorte de réformisme, même violent, qui est à critiquer, car c'est ce qui amena dans une certaine mesure l'échec de la révolution espagnole dont les journées de Mai 37 témoignent atrocement.

En conséquence pour éviter la falsification historique nous proposons aux révolutionnaires autonomes d'assurer seuls la défense des condamnés Espagnols et Français, de lutter contre la charogne stalinienne et gauchiste en même temps que contre la bourgeoisie. Il s'agit de porter dans la lutte les buts humains extrêmes de la révolution sociale, en même temps qu'une critique sous forme d'une confrontation. Cette confrontation apparaît sous trois volets :

- Les communiqués d'action (sur fond rouge).
- Les faits et les réactions par le truchement de la pres-

se. (sur fond blanc) .

- Le débat théorique (sur fond vert).

Certains voudraient voir cette confrontation se terminer pour une fuite dans l'activisme; nous n'avons pas la même vision qu'eux. Vu nos positions et ayant une méfiance quasi-instinctive, et un certain dégoût, des organisations gauchistes, nous ne nous sommes pas dérangés pour essayer de faire passer un petit texte dans leur canard afin qu'ils parlent de certaines actions. Nous avons pris le parti de nous exprimer seulement par nous-mêmes.

A l'origine notre projet était de publier dans un seul volume tous les documents que nous possédions, ce qui avait l'intérêt de présenter une vision d'ensemble des tenants et aboutissants de la lutte. Mais cette présentation actuelle en 3 volumes est due à des problèmes techniques et d'urgence d'information.

Tome 1 - Avant le MIL (débat de formation, le MIL et l'auto dissolution dans le cadre général du mouvement ouvrier à Barcelone).

Tome 2 - 1^{er} tactique de défense des emprisonnés de Barcelone. L'affaire Puig Antich.

Tome 3 - 2^o tactique de défense des emprisonnés espagnols et français, Irlandais, Ecossais.

Nous ne voulons donc pas céder à l'image du tome 3; un tourbillon d'activisme et l'exposition et la discussion de ces thèses. Car c'est finalement dans un but de dépassement et d'orientation révolutionnaire plus fondamentale, que sont produites ces trois brochures ;

DEVELOPPER LA CLASSE DE LA CONSCIENCE: LE PROLETARIAT, DE MANIERE A ATTAQUER LE CAPITAL DANS SON PROCES DE PRODUCTION ET DE REPRODUCTION



DOCUMENTATION

Nous tenons à remercier les centres d'archives internationaux et autres, tel le C.I.R.A de Lausanne et l'institut international d'histoire sociale, qui nous ont permis de trouver certains documents tels les communiqués. A ce sujet, il y a des lacunes car certains textes sont introuvables, nous avons donc publié par le truchement imparfait de la presse quotidienne. Nous demandons à tous ceux qui ont des informations complémentaires à ce document d'en faire des doubles en les envoyant aux divers centres pour que d'autres camarades puissent se servir de ces matériaux et les faire connaître.



C.I.R.A. : Centre International de Recherches sur l'Anarchisme - Beaumont 24 - 1012 Lausanne - Suisse .

Institut International d'Histoire Sociale - 262-266 Herengracht - Amsterdam - Pays Bas .

Cette publication peut être librement reproduite, traduite, ou adaptée, en totalité ou en partie de par le monde, en souhaitant que les camarades en fassent une meilleure synthèse.

PARTICIPATIONS A TOUS LES FRAIS : 10 FR



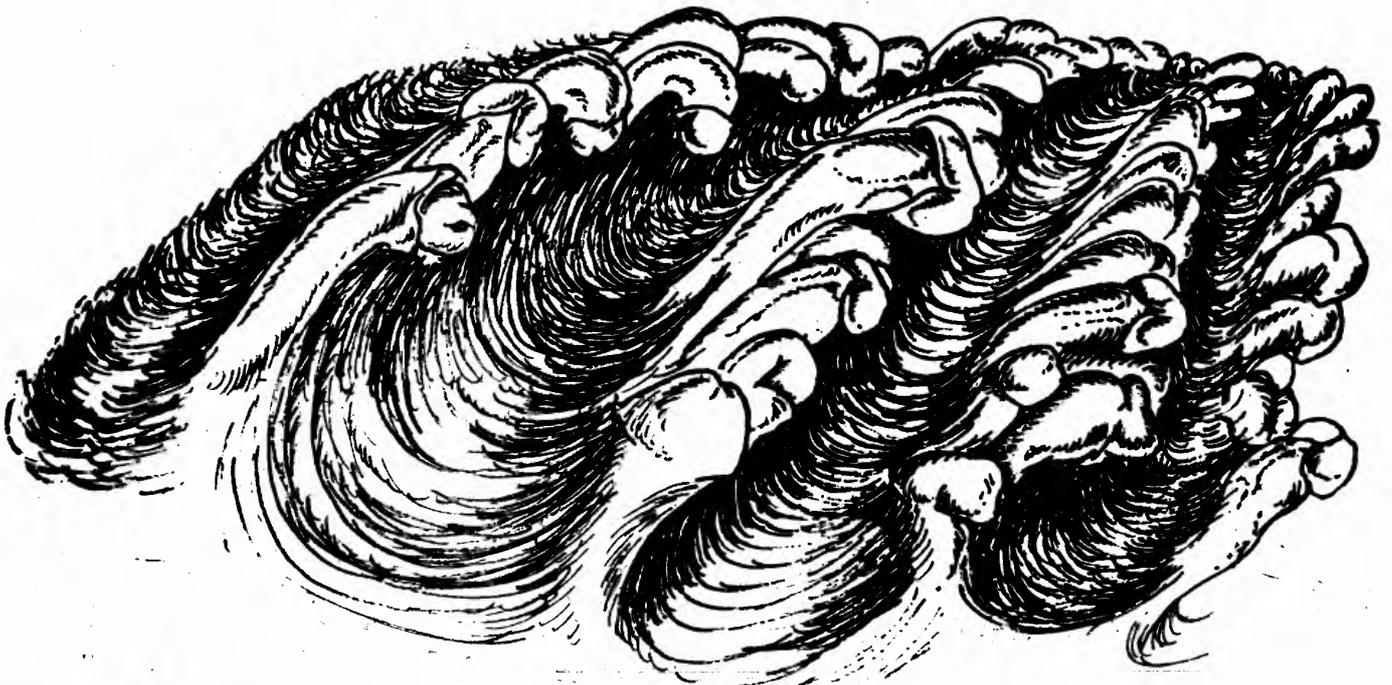
Nous proposons aux camarades qui recevront ce document de verser directement l'argent, soit aux comités de défense des emprisonnés, soit aux emprisonnés, à leur choix. Nous considérons que chacun perçoit le sens historique de ce combat et la contribution des efforts de chacun, au niveau des moyens, est fondamentale. La base de l'action est matérialiste.



RESPONSABLE DE PUBLICATION: YAN CEVADEC
Imprimerie spéciale; Dublin- Irlande -



**BLOCAGE TEMPORAIRE,
PAR EXPLOSIFS, DES COM-
MUNICATIONS FRONTA-
LIERES, ENTRE L'ESPAGNE
ET LA FRANCE**



Vagues de Guardias Civiles à la frontière.

(...) Nous ne sommes ni la branche militaire d'un parti , ni des terroristes , ou des militants professionnels , mais des individus qui savent que la révolution est avant tout sociale et qui refusent le système là où ils travaillent et là où ils vivent . En gênant les communications entre la France et l'Espagne , nous intervenons sur les échanges économiques entre les classes capitalistes des deux pays d'une façon partielle et momentanée , persuadés que les prolétaires peuvent arrêter la production d'une façon durable et efficace sur les lieux de travail , pour leur propre émancipation . » (...)

(...) « Des prolétaires qui sont condamnés à être des objets sans passion , à se prostituer pour survivre avant d'être tués sans éclat sur le lieu de leur travail ; » (...)

(...) « Protester contre les gouvernements libéraux , démocrates ou « socialistes » qui brandissent le symbole de l'Espagne dictatoriale pour prouver qu'ils sont libres et humains , contre les démocrates et gauchistes qui hurlent au crime quand Puig Antich est assassiné et crierait victoire si on lui avait permis de crever à petit feu entre quatre murs et se taisent alors que Pons et Solé risquent la peine de mort , et passent sous silence que onze membres du M.I.L. dont deux en France , risquent de lourdes peines . » (...)

(...) « Seule une action révolutionnaire doit-être actuellement menée . » (...)

un train
pas comme les autres

" BARCELONA "

PARIS ↔ BARCELONE
en une nuit
voitures-lits 1^{re} et 2^e classes
compartiments à 1, 2 et 4 lits

renseignements gares, bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

SNCF

RENFE

" TALGO "

21	PARIS	8 52
• 8	FIGUERAS	• 23 45
• 31	GERONE	• 23 11
• 53	BARCELONE	• 22

• heure espagnole
(heure française + 1 heure)
modifications

2 SÉRIE D'ATTENTATS

Page 32 — 23 mars 1974

UN GROUPE ANARCHISTE REVENDIQUE LA RESPONSABILITÉ DE PLASTICAGE DE LA VOIE MADRID-PARIS.

Bayonne. — A une vingtaine de minutes près, une catastrophe a été évitée, vendredi 22 mars, sur la voie ferrée Madrid-Paris. En effet, le rapide La Puerta del Sol devait passer sur la voie qui venait plasticée.

L'attentat s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi, vers 3 h. 15 du matin, à la hauteur du pont de Parmentia, situé sur la R.N. 10 à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). Des inconnus ont déposé sur le ballast des charges d'explosif et, à l'aide d'un filin, ils pouvaient opérer du haut du pont. La déflagration, entendue à une vingtaine de kilomètres à la ronde, a provoqué des dégâts dans les habitations.

Un train de marchandises arrivait et son mécanicien n'a pu éviter le déraillement de la machine et d'un wagon; lui-même a été légèrement blessé. Mais, fort heureusement, le rapide La Puerta del Sol, arrêté à temps, n'a pas quitté la gare d'Hendaye.

Les voyageurs ont été acheminés vers Bordeaux par autocars.

Les auteurs de l'attentat avaient pris la précaution d'interrompre le trafic sur la route nationale à l'aide de panneaux indiquant « pont miné » et illustrés d'une tête de mort.

Des tracts déposés sur les lieux revendiquent l'attentat au nom du « groupe autonome d'intervention », organisation jusqu'ici inconnue dans la région. Il ne s'agit pas d'un groupe autonomiste basque, mais d'un mouvement anarchiste. En effet, le contenu des tracts stigmatise à la fois le communisme et ceux qui lui manifestent une fausse opposition. Il prend parti contre « les démocrates et les gauchistes qui se taisent alors que Pons et Sole risquent la peine de mort, et passent sous silence que onze membres du M.I.L., dont deux en France, risquent de lourdes peines [...] ».

Les terroristes voulaient couper les relations économiques entre la France et l'Espagne.

Le trafic ferroviaire n'était pas rétabli vendredi à midi, mais le trafic routier, malgré les dégâts occasionnés au pont, n'a subi aucune perturbation.

● Dans les Pyrénées-Orientales, une charge explosive a endommagé durant la nuit de jeudi à vendredi la voie ferrée Perpignan-Cerbère. Les dégâts sont peu importants et le trafic a pu être rétabli vendredi matin.

La voie ferrée sabotée entre la France et l'Espagne

TROIS mystérieux attentats ont été commis contre des voies ferrées reliant la France à l'Espagne.

Le premier, à 3 h. 15, au cours de la nuit de jeudi à vendredi, visait le rapide international « Puerta del Sol ». Une bombe télécommandée, déposée sur la voie entre les gares de Guéthary et Bidart, sous le pont dit de Parmentia, a sauté à l'heure précise où le rapide, qui effectue la liaison Madrid-Hendaye-Paris, aurait dû passer. Heureusement, le convoi avait vingt-sept minutes de retard et c'est un train de marchandises qui, arrivant deux minutes après l'explosion, a déraillé. Le mécanicien a été légèrement blessé. Sur place, les enquêteurs ont trouvé des tracts signés « le groupe autonome d'intervention ». Il s'agirait d'un groupe anarchiste qui prétend stigmatiser à la fois « les démocrates et les gauchistes au nom de la révolution sociale ». Par ailleurs, les terroristes avaient pris soin de dévier la circulation routière en plaçant sur la Nationale 10 des panneaux portant « Pont miné » et illustrés d'une tête de mort. Un chauffeur de poids lourd évita de justesse d'être victime de la déflagration en lançant son véhicule dans un petit chemin.

Trois voies ferrées sabotées entre la France et l'Espagne

(Page 5.)

Poteaux sur les rails

Les enquêteurs ne veulent pas accuser un mouvement autonomiste basque d'avoir commis l'attentat, car deux actes criminels semblables ont eu lieu, au cours de la même nuit, à peu près à la même heure du côté méditerranéen de la frontière franco-espagnole. D'abord, des poteaux en ciment placés en travers de la voie entre Perpignan et Elne ont provoqué le déraillement d'un train de marchandises. Quelques minutes plus tard, un engin déposé sur le tablier d'un pont près de la gare de triage de Villeneuve-de-la-Raho explosait. Il semble que les dégâts soient assez peu importants. La S.N.C.F. espérait rétablir le trafic dans la matinée.

De même, on espère pouvoir, sur la ligne Paris-Hendaye, rouvrir la circulation des trains dans la journée de vendredi.

Y a-t-il une quelconque liaison entre ces attentats ? Leur similitude et leur concordance le laissent supposer. Toutefois, aucun tract n'a été découvert sur la ligne Paris-Cerbère. Les enquêteurs font aussi remarquer que, dans ce secteur, quelques heures auparavant, il y avait encore des manifestations de vigneronnes. Cependant, il n'est pas exclu que les mouvements autonomistes ou anarchistes divers et même internationaux se soient concertés pour une action commune.



ATTENTATS EN SERIE...

SABOTAGES...

...au pays basque et en Catalogne contre la voie ferrée

Samedi 23 et dimanche 24 mars 1974

Une Caravelle détruite par une explosion en Corse et la voie ferrée vers l'Espagne plastiquée dans le Sud-Ouest

ATTENTATS EN TOUS GENRES

AX-LES-THERMES, dans l'Ariège, Villeneuve-de-la-Raho, dans les Pyrénées-Orientales, Bidart, dans les Pyrénées-Atlantiques, Bastia, en Corse : les terroristes de tous poils semblent s'être donnés le mot pour commettre des attentats au cours de la nuit de jeudi à vendredi. Mais, en fait, les motifs de chacun d'entre eux paraissent totalement indépendants, leurs auteurs semblant appartenir à des mouvements de tendances très diverses.

« Révolution sociale »

A la même heure environ, une autre explosion s'est produite sur la voie ferrée Paris-Endaye, près de Bidart. Les auteurs en étaient cette fois des membres d'une organisation inconnue jusqu'à présent, le « Groupe autonome d'intervention » qui a signé son attentat et que l'on soupçonne d'être un nouveau mouvement autonomiste basque qui dissident.

La ombre que les terroristes avaient placée sous les rails a arraché la voie sur plusieurs mètres, quelques minutes avant le passage d'un train de marchandises dont deux wagons ont d'ailleurs déraillé et dont le conducteur a été légèrement contusionné.

Le pont enjambant la voie à cet endroit a été ébranlé, mais les terroristes avaient barré la RN 10 avec des gravaats pour empêcher toute circulation automobile sur l'ouvrage au moment de l'explosion. Ils avaient également laissé sur les lieux des

Francis PUYALTE.

Ariège : Un pont plastique à la sortie d'Ax-les-Thermes

Foix (C.P.). — Vers 4 heures du matin, hier, les habitants du hameau Desbazerques, situé sur le territoire de la commune d'Ax-les-Thermes, ont été arrachés au sommeil par une forte détonation dont l'écho fut perçu presque dans la cité thermale de la haute Ariège, distante de trois kilomètres environ. La gendarmerie d'Ax-les-Thermes, aussitôt alertée, découvrirait que l'on avait tenté de faire sauter le pont de Ruhnac. Ce der-

nie est situé à l'entrée des gorges du Berduquet, sur la R.N. 20 qui conduit vers l'Espagne et l'Andorre. A noter qu'à 150 mètres en aval et en amont, des barrières avec gros cailloux et inscriptions « attention route minée » avait été placées par les auteurs de l'attentat afin d'interdire la circulation. On en voulait davantage au pont de Ruhnac de la route du soleil et de l'Espagne qu'aux vies humaines.

La voie ferrée Perpignan - Cerbère endommagée près d'Elne (P.O.)

Perpignan (C.P.). — D'autre part, un attentat a été perpétré toujours dans la même nuit, contre la voie ferrée Paris-Barcelone, sans faire de victimes. Les explosifs avaient été placés sur le pont de Villeneuve-de-la-Raho (Pyrénées-Orientales), non loin d'Elne. L'explosion a éventré le ta-

blier du pont et tordu les rails de la voie. Les cheminots entreprirent de dégager le pont et, au petit matin, la circulation pu reprendre sur la deuxième voie demeurée intacte. Plusieurs tracts trouvés à proximité du pont sont d'inspiration anarchisante.

Plastiquage terroriste à Bidart (P.-A.)

Bayonne (C.P.). — Dans la nuit de jeudi à hier également, à 3 h 15, sous le pont routier de « Parliamentia », entre Bidart et Guethary, une charge de plastique a explosé contre une pile du pont, qui permet à la nationale 10 de traverser la voie ferrée Paris-Irun. La charge ayant fait sauter les rails sur une longueur de 250 m, l'attentat a failli tourner en catastrophe. En effet, un train de marchandises est arrivé sur les lieux trois minutes après l'explosion. Le mécanicien a pu néanmoins stopper son convoi après être passé sur les rails tordus.

Un wagon toutefois a déraillé. Sur le pont, un camion qui passait a eu ses vitres brisées. Le chauffeur est fortement contusionné. Les gendarmes ont découvert un tract signé : « Groupes autonomes d'intervention » dans lequel est pris à partie « les démocrates et les gauchistes qui se taisent alors que des membres du M.I.L. risquent de lourdes peines de prison ». Les services de la S.n.c.f. sont rapidement intervenus et, en fin de matinée, hier, le trafic avait repris normalement.

ATTENTATS : à qui profitent-ils ?

DEUX attentats de caractère fasciste ont été commis au cours de la nuit de jeudi à vendredi en Corse et dans les Pyrénées Atlantiques.

A l'aéroport de Bastia, les dégâts seraient de l'ordre de 3 millions. Sur la voie ferrée Paris-Hendaye, l'absence de conséquences plus dramatiques n'est due qu'au hasard : un train franchi les rails tordus par l'explosion sans se coucher.

Les auteurs, jusqu'ici inconnus, n'ont pas fait connaître les motifs au nom desquels ils ont perpétré ces sabotages.

Mais, de même que lors du plastiquage de l'antenne de Roch-Trédudon en Bretagne, la seule question qui se pose est : à qui profitent ces attentats ?

Un mouvement populaire de plus en plus ample dresse la population française contre une politique qui atteint durement tous les salariés, les paysans, les travailleurs indépendants et les retraités. Certaines régions éprouvent un sentiment de frustration parce que la concentration capitaliste en fonction des seuls profits des grandes sociétés les vide de leur jeunesse, étouffe leur économie et aggrave encore le malaise.

Dans tous les cas c'est la conséquence d'une politique gouvernementale conduite par l'U.D.R. depuis 15 ans. Les responsables sont connus aussi bien à Paris, Bastia et Rennes qu'à Brest, Strasbourg et Lille.

Les victimes sont plus nombreuses aujourd'hui à les désigner, à les dénoncer.

C'est à ce moment que retentissent les explosions. Créer un climat d'insécurité, jeter la confusion quant aux causes et aux responsabilités, diviser l'opinion démocratique, permettre au gouvernement de se présenter en défenseur, en garant de « l'ordre » et d'accentuer encore la répression et l'autoritarisme, voilà les conséquences de ces attentats. Et l'on est en droit de penser que ce sont les objectifs recherchés.

Le poste de pilotage de l'avion détruit à Bastia : 30 millions de dégâts

A l'aéroport de Bastia-Poretta, une charge explosive, déposée vers 4 heures contre le fuselage de la Caravelle d'Air Inter, en stationnement sur le parking, a entièrement détruit le poste de pilotage. Les dégâts s'élevaient, selon les premières estimations, à près de 30 millions. Il n'est pas certain que l'avion puisse reprendre l'air.

Une Caravelle d'Air France était rangée à côté mais n'a pas été atteinte. Les deux appareils, éclairés par des projecteurs, et l'aéroport, n'étaient pas gardés. Les auteurs de l'attentat ont donc pu opérer en toute tranquillité. Les enquêteurs pensent que l'explosif était constitué d'une charge de

plastic reliée à une mèche lente.

Cet attentat intervient à trois jours de l'arrivée de M. Messmer dans ce département. La Direction régionale d'Air Inter pour la Corse a déploré cet « acte criminel ».

Voie ferrée Paris-Hendaye : le train n'a pas déraillé

Dans les Pyrénées-Atlantiques, c'est sur la voie ferrée Paris-Hendaye, à la limite des communes de Bidart et de Guéthary, qu'une explosion s'est produite trois minutes avant le passage d'un train de marchandises, à 3 h 30.

La charge, très forte, avait été placée au sol, sous le pont routier de Parlaementia (Nationale 10). Trois mètres cubes de ballast ont été balayés, les rails tordus sur deux mètres, le tout légèrement ébranlé, les vitres des maisons avoisinantes brisées : tels sont les dégâts. L'attentat aurait pu avoir des conséquences encore plus graves. En effet, le train de marchandises se dirigeant vers Bayonne est arrivé à cet endroit alors que l'alerte n'était pas donnée. Il a, heureusement, franchi l'endroit de l'attentat sans se coucher. Seul un wagon a déraillé, et le conducteur, très secoué, a été quelque peu contusionné. Le train s'est immobilisé à 200 mètres plus loin. Le trafic a été interrompu et les voyageurs ont été transportés d'Hendaye à Bayonne ou Bordeaux. A 8 h 30, la circulation était rétablie dans le sens Bayonne-Hendaye. Des tracts signés *Groupes Autonomes d'Intervention*, qui revendiquent l'attentat, déclarent que « seule une action révolutionnaire » doit être actuellement menée. C'est la « révolution » des provocateurs. Sans doute est-ce pour cela qu'ils peuvent continuer à agir en toute impunité aux quatre coins du territoire.

● **DANS LES PYRENEES-ORIENTALES**, aux environs de la gare de triage de Ville-neuve-la-Raho, une charge explosive a endommagé la voie ferrée Perpignan-Cerbère. Les dégâts sont peu importants. Comme par hasard une dépêche de l'Agence France Presse fait remarquer que cet attentat « a été commis quelques heures seulement après les manifestations de vignons dans la région ».

La même agence a indiqué ensuite que l'attentat « a été commis par des membres non identifiés d'un parti extrémiste de gauche ».

espagne

ARRESTATIONS A BARCELONE ET A VALENCE

MADRID, 22 mars. — La police annonce l'arrestation, à Barcelone, de 22 membres de la Fédération anarchiste de Catalogne, et de 10 étudiants à Valence. A Cadix, le danseur Antonio Ruiz-Soler a été condamné à deux mois de prison ferme pour « langage blasphématoire ».

A Pampelune, le père Eugenio Lucemberrri a été condamné à une amende de 100.000 pesetas (8.200 F) pour une homélie jugée subversive par le gouvernement franquiste.

● M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, ministre de l'Economie et des Finances, recevra à déjeuner mardi prochain, M. Barrera de Irmo, deuxième vice-président et ministre des Finances du gouvernement franquiste.

M. Barrera de Irmo viendra à Paris en visite privée sur l'invitation de M. Giscard d'Estaing pour s'entretenir avec lui des problèmes économiques et monétaires internationaux à l'ordre du jour et des questions financières intéressant les deux pays.

Le dynamitage de Bidart

5A

Pas de victimes, mais si le rapide « Puerta del Sol » avait été à l'heure...

NOUVEL attentat au Pays Basque hier, à 3 h 20 du matin. Une organisation jusqu'alors inconnue portant le nom de « Groupes autonomes d'intervention », a détruit la voie ferrée Hendaye-Paris sur le territoire de la commune de Bidart, interrompant ainsi le trafic ferroviaire pendant plusieurs heures.

Cette même organisation a opéré dans le même style et presque simultanément dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Ariège, avec pour objectif de perturber les relations économiques entre la France et l'Espagne. Les premiers éléments de l'enquête et

les tracts recueillis sur les lieux de l'attentat semblent mettre hors de cause les mouvements autonomistes basques. Il s'agit au contraire d'un groupe d'anarchistes qui a signé son geste en ces termes : « Nous ne sommes ni la branche militaire d'un parti, ni des terroristes ou des militants professionnels, mais des individus qui savent que la révolution est avant tout sociale et qui refusent le système, là où ils travaillent et là où ils vivent. En gênant les communications entre la France et l'Espagne, nous intervenons sur les échanges économiques entre les classes capitalistes des deux pays d'une façon partielle et momentanée, persuadés que les prolétaires peuvent arrêter la production d'une façon durable et efficace sur les lieux de travail, pour leur propre émancipation ».

Si le « Puerta del Sol » était passé

Il est 3 h 15 quand un camion citerne belge, piloté par M. Henri de Mulder, venant de la frontière, s'apprête à franchir le pont

de Parmentia, à Bidart, qui enjambe la voie ferrée Paris-Madrid. Il distingue alors un panneau de déviation avec l'inscription « Pont miné » et une tête de mort, ce qui l'engage à prendre un petit chemin qui se termine en cul-de-sac.

« Lorsque je m'en aperçois, dit-il, une extraordinaire explosion me projette au sol. La portière de ma cabine a été arrachée et j'ai retrouvé sur mon siège des morceaux de vitres soufflées d'une maison voisine... »

Non seulement la déflagration a été entendue à plusieurs kilomètres à la ronde, mais elle a endommagé aussi des maisons dans un rayon de cinq cents mètres. Les auteurs de l'attentat avaient déposé sur le ballast de la voie ferrée deux pains de dynamite à l'aide d'un filin qu'ils tenaient du haut du pont. Cinq minutes plus tard, un train de marchandises se dirigeant vers Hendaye se lançait sur les voies endommagées chacune sur 2,50 m de longueur. Par bonheur, le rail de droite, quoique tordu, a supporté les wagons et le conduc-

teur du train a pu stopper le convoi sans dommage. En revanche, c'est une véritable catastrophe qui a sans doute été évitée au train rapide « la Puerta del Sol » qui devait passer à cet endroit-là, quelques instants plus tard, avec une centaine de passagers.

On peut se demander si les auteurs de cet attentat avaient soigneusement minuté leur coup au point de ne se contenter que de dégâts matériels ou s'ils recherchaient vraiment le drame qui, à cette heure-là, ne tenait qu'à un fil!

Toujours est-il que, par un heureux concours de circonstances, le rapide de nuit avait hier un retard d'une demi-heure.

Tout le trafic a été immédiatement interrompu; il était rétabli de façon partielle sur une voie dès 8 heures et sur les deux voies à 12 h 30. Le pont routier, déjà vétuste, a subi, lui aussi, quelques dégâts sans gravité.

Qu'elles qu'aient été les motivations des terroristes et l'objectif qu'ils poursuivaient sur la voie ferrée, ils avaient pris toutefois leurs dispositions pour protéger la circulation routière en plaçant, de part et d'autre du pont, des panneaux signalant le danger. C'est à cette protection que le chauffeur du camion-citerne belge doit sans doute la vie.

**Attentats
en série
en France
A Bidart
on est passé
très près
du drame**



SUD OUEST

Toujours dans la nuit de vendredi, une bombe de fabrication artisanale a explosé dans l'Ariège, près du pont de Berduquet, au sud d'Ax-les-Thermes, entre cette ville et l'Andorre. La chaussée a été légèrement endommagée.

UNE série d'attentats par explosifs — de motivations les plus diverses — a été enregistrée en quarante-huit heures à travers la France et notamment dans le Midi et le Sud-Ouest. C'est ainsi qu'une explosion, revendiquée par les autonomistes corses, a détruit, à Bastia, une Caravelle d'Air Inter... pour protester contre la venue, lundi, de M. Messmer. Explosions encore dans l'Ariège, dans le Doubs, dans le Roussillon...

Au Pays Basque, à Bidart, une charge de

dynamite a été déposée sur la voie ferrée Bayonne-Hendaye, quelques minutes avant le passage d'un train de marchandises. Un seul wagon a déraillé sur le rail tordu par l'explosion, mais il n'y a pas eu de victimes. On est cependant passé très près de la catastrophe car, providentiellement retardé, le rapide « Puerta del Sol » devait s'engager sur cette voie, à très vive allure, à peu près au moment où la dynamite explosait...

(Photo A.P.)

Plusieurs attentats dans le Sud-Ouest

La voie ferrée Paris-Hendaye sabotée près de Bidart (Pyr.-Atl.)

Corse, Pays Basque, Catalogne, Occitanie : quatre attentats au cours de la même nuit. Est-ce simplement une coïncidence ? On ne manquera pas de remarquer que ces actes criminels ont été commis dans des régions où agissent des mouvements autonomistes. Mais deux seulement ont jusqu'à présent été revendiqués. L'explosion d'une « Caravelle » sur l'aéroport de Bastia peut être rapprochée du prochain voyage du premier ministre dans l'île de Beauté, mais elle doit l'être aussi du malaise et de tensions

qui depuis plusieurs mois n'ont cessé de se manifester en Corse.

En revanche, les auteurs du plastiquage de la voie ferrée Paris-Hendaye, le « Groupe autonome d'intervention » n'est pas connu comme appartenant aux milieux séparatistes basques.

Quant aux deux autres explosions sur la voie ferrée Perpignan-Cerbère, d'une part, sur la R.N.20, dans l'Ariège; d'autre part, rien ne permet encore d'avancer des hypothèses en ce qui concerne leurs auteurs.

Bayonne, 22 mars. (Correspondance « Figaro ».)

LA Côte basque a été réveillée par une énorme explosion, vers 3 h 15, dans la nuit de jeudi à vendredi.

Ainsi connaît-on l'heure de l'attentat perpétré contre la voie ferrée Hendaye-Paris à la hauteur du pont de Parlemetia, sur la R.N. 10, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). Des inconnus, à l'aide d'un filin, ont depuis le haut du pont déposé près des rails une forte quantité d'explosif dont la mise à feu a déclenché une terrible déflagration. Les deux voies ont été tordues sur trois mètres, interdisant le trafic pendant une douzaine d'heures.

L'attentat avait été minutieusement organisé. Les terroris-

tes avaient pris soin de disposer sur la route des panneaux des Ponts et Chaussées portant l'inscription : « Pont miné, danger de mort ».

De ce fait, les camions n'ont fort heureusement pas emprunté l'itinéraire, mais l'un d'eux se trouvait quand même sur les lieux et son chauffeur a tout juste eu le temps de garer son véhicule dans un petit chemin. Il s'en est tiré avec quelques confusions. Mais un train de marchandises n'a pas eu le temps de s'arrêter et la locomotive ainsi qu'un wagon du convoi ont déraillé. Le mécanicien a été blessé. Enfin le pont lui-même a été sérieusement endommagé pas au point cependant que la circulation routière ne puisse être rétablie.

L'explosion a secoué de nom-

breuses habitations des environs ; des vitres ont volé en éclats, des plafonds ont été fissurés. Sur les lieux de l'attentat des tracts avaient été dispersés portant la signature du « Groupe autonome d'intervention ». Cette organisation était jusqu'ici inconnue dans la région. Les enquêteurs sont d'ores et déjà convaincus que l'attentat n'est nullement le fait de nationalistes basques.

Le « Groupe autonome d'intervention » est, semble-t-il, un mouvement anarchiste qui a voulu couper les relations économiques entre la France et l'Espagne au nom « des prolétaires qui sont condamnés à être des objets sans passion, à se prostituer pour survivre avant d'être tués sans éclat sur le lieu de leur travail ».

Signalons que le train rapide La Puerta del Sol Madrid-Paris devait passer à cet endroit une vingtaine de minutes après l'explosion. Une catastrophe a donc été évitée, mais on peut se demander si les auteurs de l'attentat étaient bien conscients des conséquences possibles de leur entreprise.

Deux autres attentats ont encore été perpétrés. Le premier sur la voie ferrée Perpignan-Cerbère, dans les Pyrénées-Orientales, le second sur la R.N. 20, au sud d'Ax-les-Thermes (Ariège).

La première déflagration a eu lieu aux environs de la gare de triage de Villeneuve-de-la-Raho. Non loin d'Elne. Les dégâts sont peu importants et la S.N.C.F. pensait pouvoir rétablir rapidement le trafic.

Quant à l'engin qui a fait explosion sur la R.N. 20, entre Ax-les-Thermes et Andorre, il s'agit d'une bombe de fabrication artisanale. La chaussée est légèrement endommagée.

LE FIGARO 24/3/74

PLUSIEURS ATTENTATS dans le Sud-Ouest

La voie ferrée Paris-Hendaye sabotée près de Bidart (Pyrénées-Atlantiques)

DERNIERE PAGE : nos informations

RENDONS AUX GROUPES D'INTERVENTION AUTONOMES

Dans le journal de samedi, sous le titre « Les viticulteurs emploient les grands moyens » (page 8), nous avons attribué aux viticulteurs en colère, outre les occupations de perceptions et des heurts avec les CRS, un certain nombre d'actions contre les routes et les voies ferrées. Il semble qu'on s'est trompé (au moins en partie), car nous avons reçu samedi un communiqué des « Groupes autonomes d'intervention » qui revendiquent la responsabilité de ces actions en Haute-Ariège, en Catalogne et au Pays Basque, et ont été menées pour gêner les communications entre la France et l'Espagne.

NB : Dans ce communiqué les Groupes autonomes d'intervention déclarent protester, contre les gouvernements libéraux, démocrates ou « socialistes » qui brandissent le symbole de l'Espagne dictatoriale pour prouver qu'ils sont libres et humains, contre les démocrates et gauchistes qui hurlent au crime quand Puig Antich est assassiné et crieront victoire si on lui avait permis de crever à petit feu entre quatre murs et se taisent alors que Pons et Sole risquent la peine de mort, et passent sous silence que onze membres du MIL, dont deux en France, risquent de lourdes peines.

Libération

Lundi 25 mars 1974



autour
de la

VIOLENCE

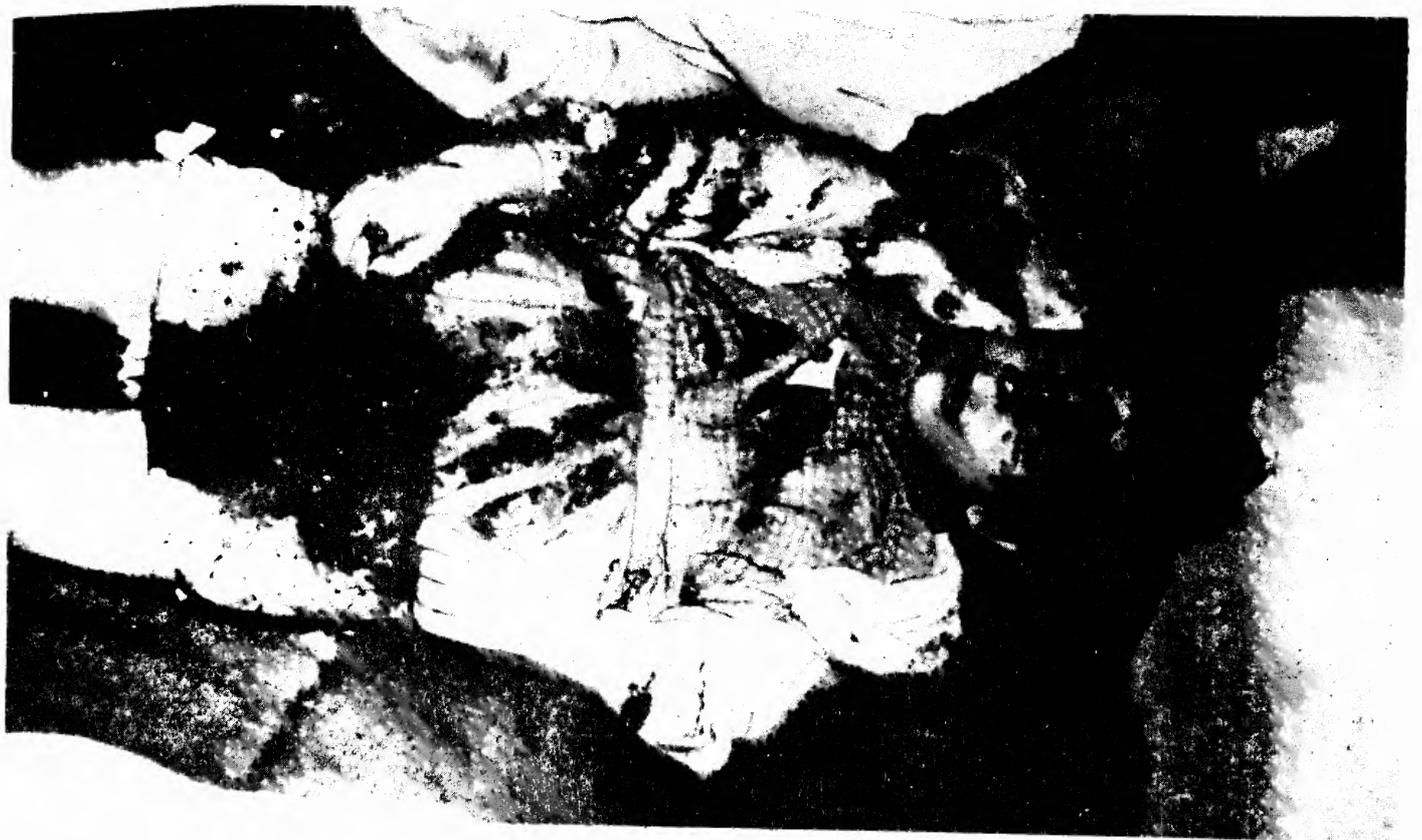


Photo sur le terrorisme étatique et nationaliste pendant la guerre d'Algérie.

(Extrait d'une brochure publiée par le ministère de l'Algérie, cabinet du ministre sur « les aspects véritables de la rébellion algérienne » 1955

Le terrorisme, politique de la terreur, ne peut qu'engendrer de nouvelles tyrannies sur le prolétariat, que se soit par le fascisme d'un parti de droite ou de gauche (cf Trotsky avec son livre « défense du terrorisme » 1936). Le terrorisme est l'arme de tous les autoritaires, il est la politique de la force sur les opprimés.

Au contraire, l'activisme anarchiste international a un profond respect de la vie car il s'attaque par le sabotage à un rapport social capitaliste. Il s'appuie sur la thèse inverse de la prise de pouvoir. Sa violence est sélective et vise des buts économiques.



VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE, OU TERRORISME ?

INTRODUCTION.

Le débat sur la violence révolutionnaire s'impose aujourd'hui afin de préciser certains principes et de le resituer dans une politique globale, d'en tirer des conséquences historiques. Pour cela nous mettons à contribution les diverses positions suivantes: Malatesta, l'I.S., l'affaire Valpreda, des positions du mouvement communiste, de nous, en les confrontant aux actions actuelles de l'activisme anarchiste international. Nous voulons montrer que la violence n'est pas synonyme de radicalité. Toute action violente dans des situations historiques précises, ceci en dehors de l'affrontement généralisé des classes. Il faut le dire carrément, nous sommes ballotés entre deux pôles, car l'expérience historique montre, d'une part qu'il est rarement sortie des sociétés libertaires, du massacre, et que d'autre part, l'oppression pousse légitimement à la révolte. Le système capitaliste contraint des prolétaires à user, aussi, de ce moyen. Nous sommes cependant pessimistes sur la mentalité que génère la violence chez les individus qui la pratiquent. Il n'y a qu'à voir l'attitude des gens quand il s'agit de couper des têtes!

Mais sans nous laisser écraser moralement, nous nous efforçons d'attaquer les causes mêmes de ce qui engendre de tels comportements.

Nous ré-affirmons les buts pour bien montrer que ce n'est pas quelques bombes ou enlèvement qui fourniront essentiellement les bases d'une autre société. Cependant nous pensons qu'ils contribuent aussi à la lutte contre le capital. Nous n'avons donc pas de position catégorique.

La destruction, à l'échelle mondiale, des sociétés d'exploitation, ne peut être le fait que de l'action de centaines de millions d'individus autonomes s'insurgeant contre le capitalisme privé ou d'Etat.

- 1 -

La remontée actuelle des luttes de classes, qui trouve une base matérielle dans la crise du capital, permet aux fractions d'extrême droite de celui-ci de passer au terrorisme: voir l'Italie, l'Espagne et aujourd'hui la France et leurs massacres). Le terrorisme, comme son nom l'indique, est la politique de la terreur, il ne peut donc pas compter sur l'adhésion libre d'une population, il ne peut s'imposer que par la peur, le chantage, le racket politique, pour contraindre le prolétariat à se soumettre à la société capitaliste en crise. Sa pratique participe donc d'une conquête du pouvoir, plus que d'un problème social. Les massacres font partis de cette stratégie qui à pour conséquence de jeter dans les bras de la réaction, qu'elle soit de la gauche ou de la droite du capital, l'ensemble d'une population. Le terrorisme est donc fondamentalement contre révolutionnaire.

Au contraire la violence révolutionnaire anarchiste transforme le fait par explosifs en moyen d'expression et de sabotage économique, en évitant par plusieurs moyens de faire des victimes, les précautions d'information avant l'explosion, la signature sur les lieux pour en assumer la responsabilité, ont permis aux diverses explosions de ne pas faire de victimes. Cette tactique a permis après l'assassinat de Puig et de Heinz d'attirer l'attention sur les camarades de l'ex-MIL et tous les emprisonnés politiques. La stratégie consiste à desserrer l'étau fasciste du régime et à le contraindre à une libéralisation. Car nous sommes convaincus que la liberté ne peut s'engendrer que par la liberté. Imposer une idéologie serait le contraire de

l'idée libertaire qui est que chacun devienne libre et responsable en choisissant sa propre vie, déjà dans cette société pour la société sans classes.

Une tentative de contre pouvoir d'information de masse a été faite en utilisant les quotidiens pour faire passer les communiqués liés aux actions, mais la crapule journalistique a su isoler l'essentiel dans un flot de détails anecdotiques. Le véritable moyen de pression économique n'a pas été trouvé.

Le 1^o communiqué, sur le dynamitage des voies de communications entre la France et l'Espagne, explique que les véritables moyens de pression économique se trouvent, essentiellement, entre les mains des travailleurs. C'est en ce sens que la réalité impose d'elle-même aux révolutionnaires de développer une explication en profondeur et à grande échelle, de la signification politique de tels actes, dans le mouvement social.

C'est pour cela que dans le contexte politique actuel la violence sporadique contre le terrorisme du capital devrait trouver son dépassement dans une lutte de masse, communiste à la base. (telle l'action sauvage des prisonniers, les grèves, les manifestations paysannes). Il convient de situer ces luttes dans une perspective de changement radical de société.

Il s'agit bien de changer un rapport social capitaliste à l'échelle internationale. La lutte de classe ne peut se transformer de par l'affrontement, même violent, entre une poignée d'individus et le pouvoir. La problématique est bien de rompre l'isolement.

- 2 -

Bien que nous comprenions l'objectif politique des camarades du GARI, - qui, après le demi-échec de l'affaire Suarez et devant les arrestations en série, l'entêtement du pouvoir franquiste à ne pas répondre aux exigences formulées, le chant de victoire des journalistes sur de soi-disant éclatement des groupes anarchistes et les saloperies de libération, ne pouvaient à nouveau attirer l'attention sur les problèmes des emprisonnés que par d'autres actions spectaculaires, en niant tout le reste, - nous posons les questions suivantes:

Est-ce que actuellement la poursuite effrénée d'une telle stratégie ne va pas servir d'épouvantail aux partis, de la peur et de l'ordre? freiner les luttes ouvrières et permettre la reprise de la productivité? pousser la gauche extra-parlementaire dans la clandestinité pour la marginaliser et la supprimer par cet isolement? L'affaire Valpreda avait montré cette stratégie. L'affaire de Toulouse, avec cet imprudent de Gendrot, peut servir d'alibi à la répression bourgeoise. Cette manoeuvre trouve toujours la complicité de tous les partis pour isoler les fractions les plus avancées d'un mouvement qui porte en avant le débat de l'autonomie ouvrière.

LA TERREUR REVOLUTIONNAIRE

Il y a un problème général de tactique révolutionnaire qu'il convient toujours de discuter et de rediscuter, parce que de sa solution peut dépendre le sort de la révolution qui viendra.

Je n'entends pas parler de la manière dont peut être combattue et abattue la tyrannie qui, aujourd'hui, opprime tel peuple en particulier. Notre rôle est de faire simplement oeuvre de clarification des idées et de préparation morale en vue d'un avenir prochain ou lointain, parce qu'il ne nous est pas possible de faire autrement, et du reste nous croirions arrivé le moment d'une action effective... que nous en parlerions moins encore.

Je m'occuperai donc seulement et hypothétiquement du lendemain d'une insurrection triomphante et des méthodes de violence que certains voudraient adopter pour « faire justice », et que d'autres croient nécessaires pour défendre la révolution contre les embûches de ses ennemis.

Mettons de côté la « justice », concept trop relatif qui a toujours servi de prétexte à toutes les oppressions et à toutes les injustices, et qui souvent, ne signifie pas autre chose que la vengeance. La haine et le désir de vengeance sont des sentiments irréfrenables, que l'oppression, naturellement réveille et alimente. Mais s'ils peuvent représenter une force utile pour secouer le jaug, ils sont par la suite une force négative quand on tente de substituer à l'oppression, non une oppression nouvelle, mais la liberté et la fraternité entre les hommes. Pour ces raisons nous devons nous efforcer de susciter ces sentiments supérieurs qui puisent leur énergie dans le fervent amour du bien, tout en nous gardant cependant de briser cette impétuosité, issue de facteurs bons et mauvais, qui est nécessaire à la victoire. Mieux vaut que la masse agisse suivant son inspiration que, sous prétexte de la mieux diriger, de lui mettre un frein qui se traduirait par une nouvelle tyrannie, mais souvenons-nous toujours que nous, anarchistes, nous ne pouvons être ni des vengeurs ni des justiciers. Nous voulons être des libérateurs et nous devons agir comme tels, par les moyens de la prédication et de l'exemple.

Ceci dit occupons-nous ici de la question la plus importante : la défense de la révolution.

Il y en a encore qui sont fascinés par l'idée de la terreur. A ceux-là, il semble que la guillotine, les fusillades, les massacres, les déportations, les galères (*potence et galères*), me disait récemment un communiste des plus notoires, soient les armes puissantes et indispensables de la révolution, et ils trouvent que si tant de révolutions ont été écrasées et n'ont pas donné le résultat qu'on en attendait, ce fut à cause de la bonté, de la faiblesse des révolutionnaires, qui n'ont pas percécuté, réprimé, massacré à suffisance.

C'est là un préjugé courant dans certains milieux révolutionnaires, préjugé qui trouve son origine dans la rétorique et dans les falsifications historiques des apologistes de la grande révolution française, et qui s'est trouvé renforcé dans ces dernières années par la propagande des bolchévistes. Mais la vérité est précisément l'opposé : la terreur a toujours été un instrument de tyrannie. En France elle a servi la louche tyrannie de Robespierre. Elle a aplani les voies à Napoléon et à la réaction qui suivit. En Russie elle a persécuté et tué des anarchistes, des socialistes, a massacré des ouvriers et des

paysans rebelles, et a arrêté, en somme, l'élan d'une révolution qui pouvait cependant ouvrir à la civilisation une ère nouvelle. Ceux qui croient à l'efficacité révolutionnaire, libératrice, de la répression et de la férocité ont la même mentalité arriérée que les juristes qui croient qu'on peut éviter le délit et moraliser le monde par le moyen des peines sévères. La terreur, comme la guerre réveille les sentiments ataviques de férocité encore mal couverts par le vernis de la civilisation et porte aux premiers postes les éléments mauvais qui sont dans la population. Plutôt que de servir à défendre la révolution, elle sert à la discréditer, à la rendre odieuse aux masses, et après une période de lutte féroce, aboutit nécessairement à ce qu'aujourd'hui j'appellerai « normalisation », c'est à dire à la législation et à la perpétuation de la tyrannie. Quel que soit le parti vainqueur, on arrive toujours à la constitution d'un gouvernement fort, lequel assure aux uns, la paix aux autres dépend de la liberté, et aux autres la domination sans trop de périls. Je sais bien que les anarchistes terroristes (si peu nombreux qu'ils soient) dénoncent toute terreur organisée, faite par ordre d'un gouvernement, par des agents payés, et voudraient que ce fut la masse, qui directement mit à mort ses ennemis. Mais ceci ne ferait qu'aggraver la situation. La terreur peut plaire aux fanatiques, mais elle convient surtout aux vrais méchants, avides d'argent et de sang. Inutile d'idéaliser la masse et de se la figurer composée uniquement d'hommes simples, qui peuvent évidemment commettre des excès, mais sont toujours animés de bonnes intentions. Les sbires et les fascistes servent les bourgeois, mais sortent de la masse!

En Italie le fascisme a accueilli beaucoup de criminels et ainsi a jusqu'à un certain point, purifié préventivement l'ambiance dans laquelle agira la révolution. Mais il ne faut pas croire que tous les Dumini et tous les Cesarino Rossi sont fascistes. Il y en a parmi eux qui, pour une raison quelconque n'ont pas voulu ou n'ont pas pu devenir fascistes, mais ils sont disposés à faire au nom de la « révolution » ce que les fascistes font au nom de la « patrie ». Et d'autre part, comme les coupe-jarrets de tous les régimes ont toujours été prêts à se mettre au service des nouveaux régimes et à en devenir les plus zélés instruments, ainsi les fascistes d'aujourd'hui seront prêts demain à se déclarer anarchistes ou communistes ou ce qu'on voudra, simplement pour continuer à faire les dominateurs et à satisfaire leurs instincts mauvais. S'ils ne le peuvent dans leur pays parce que connus et compromis, ils s'en iront ailleurs et chercheront des occasions de se montrer plus violents plus « énergiques » que les autres, traitant de modérés, de lâches, de pompiers, de contre-révolutionnaires, ceux qui conçoivent la révolution comme une grande oeuvre de bonté et d'amour. Certainement la révolution a à se défendre et à se développer avec une logique inexorable, mais on ne doit et on ne peut la défendre avec des moyens qui sont en contradiction avec les fins.

Le grand moyen de défense de la révolution reste toujours d'enlever aux bourgeois les moyens économiques de la domination, d'armer tout le monde (jusqu'à ce qu'on puisse amener tout le monde à jeter les armes comme des objets inutiles et dangereux) et d'intéresser à la victoire toute la grande masse de la population.

Si pour vaincre on devait élever des potences sur les places publiques, je préférerais être battu.

PREFACE A L'EDITION ESPAGNOLE DE «VIOLENCE ET MOUVEMENT SOCIAL EN ESPAGNE - 1973 -

L'importance énorme que couvrira l'aspect militaire dans le mouvement futur...

Engels 1851.

Les révolutionnaires ne se contentent pas d'être solidaires devant la répression, ils affirment aussi leurs positions fondamentales sur la violence contre toutes les formes de démocratisation et humanisme. Par conséquent on ne prétend pas à la modernisation du capital, mais à la communauté humaine: le communisme, mais cela implique l'action violente coordonnée. Nous n'avons rien de commun avec ceux qui oublient l'un ou l'autre des deux principes.

Le passé et le présent offrent trop d'exemples d'échecs révolutionnaires dus au manque de fermeté dans l'application de la violence, mais aussi d'exemples de dépassements illusoire du réformisme au moyen de l'action armée, conçue comme remède miraculeux. En Espagne par exemple comme moyen de propagande (les actes de terrorisme «anarchistes»), en Amérique latine, comme moyen de regroupement autour d'un foyer de guérilla. En faisant cela on obtient encore le même objectif que le réformisme obtient avec d'autres méthodes: se joindre à plusieurs «radicaliser les masses», mais dans ce cas, au moyen de la violence et non pas par la politique traditionnelle, au moyen d'un fusil et non pas par le vote. On se substitue comme par magie à un prolétariat qui défaille. L'échec est inévitable.

La violence est révolutionnaire uniquement quand elle est incluse dans le mouvement social qui s'attaque au salariat et à l'économie marchande (le change).

- Avril 74 -



... Lors de la retombée du mouvement, des attentats par explosifs ont eu lieu. Des ouvriers de Bordeaux ont été condamnés pour ces faits, sans que les «étudiants» révolutionnaires leur manifestent d'une façon visible la moindre solidarité. Six mois après, Andrée Destouet fut impliquée dans le plastiquage de quelques façades de banques parisiennes. A examiner la chose du point de vue de la stratégie des luttes sociales, on doit dire d'abord qu'il ne faut jamais jouer avec le terrorisme. De plus, même un terrorisme sérieux n'a jamais eu historiquement d'efficacité que là où toute autre forme d'activité révolutionnaire était rendue impossible par une répression complète; et donc quand une notable fraction de la population était amenée à prendre parti pour les terroristes. Cependant la personnalité de celui qui a revendiqué toute la responsabilité des attentats en question - Elisée Georgev - permet d'affirmer qu'une véritable intention de servir la cause des exploités a commandé ces actes: de sorte que ceux des gauchistes qui ont parlé à ce propos de «provocation policière» méritent le mépris définitif de tous les révolutionnaires. » ...

(texte extrait de l'Internationale Situationniste n° 12 page 98, paragraphe : «De la répression».)

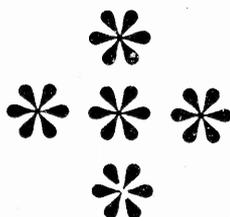
A PROPOS DE LA VIOLENCE

D'autres auront peur de le dire, tant pis. Nous nous battons pour une communauté humaine, pour la rencontre, l'amour, le conflit, la création de situations. Mais nous savons aussi que l'humanisme et la démocratie, sous tous leurs déguisements possibles, sont parmi les ennemis du mouvement révolutionnaire, qui est et sera nécessairement violent. Nous vivons des rapports de force fondés sur la violence potentielle, qui passe à l'état réel dès qu'il le faut à nouveau. On ne détruira le capital et ses soutiens que par une insurrection où les prolétaires, pour se ré-approprier le monde, devront mener une lutte armée générale et concentrée.

Mais la violence est aussi une arme du capital. Dans la délinquance, la concurrence de tous contre tous prend une forme encore plus brutale. Les organisations politiques, y compris d'extrême gauche, cherchent à se servir des bandes de loulous, et parfois réussissent. D'autres, individus ou groupes plus ou moins radicaux, se laissent prendre au piège de la violence pour elle-même. De toutes les fausses contestations, la violence inutile est l'une des plus dangereuses pour le mouvement révolutionnaire. Elle se donne l'air de l'efficacité, opposant trop simplement l'effet du cocktail à celui du texte. Elle n'est pourtant pas inutile pour tout le monde. Elle isole des prolétaires qui ainsi s'auto-détruisent. L'idéologie secrétée glorifie les violents qui font quelque chose, contre la masse passive qui subit. La critique du salariat est réduite à la critique des salariés, le rejet du mouvement ouvrier officiel au mépris des ouvriers, la révolution à une attitude. La lutte contre les groupes politiques à casser du gauchiste. L'élitisme et le culte de la force qui en résultent seront utilisés demain par l'extrême droite (ou peut-être gauche).

La violence est subversive lorsqu'elle attaque ne serait-ce qu'un aspect de la réalité capitaliste, et contribue EFFECTIVEMENT à l'entamer d'une façon ou d'une autre.

Le Fleau Social
N° 5 - 6



LES FASCISTES ET LES REVOLUTIONNAIRES.

Ce document a pour but de préciser les motifs révolutionnaires afin d'éviter la confusion politique avec tous ceux qui utilisent une forme de violence. Il est clair pour* que le problème de la possibilité d'infiltrations fascistes dans les groupes extra-parlementaires, ou de la délation sur le sujet de l'activisme par les fascistes-léninistes (voir leur pratique de S.O., de tribunaux populaires, de purge), n'est que secondairement un problème de self-organisation. C'est un problème politique de fond qui ne se résoud pas seulement par un super-clairsonnement, mais en développant une critique des thèmes et de l'idéologie avancée, par les groupes extra-parlementaires, en critiquant l'idéalisation de la violence et l'adhésion mystique à toutes les formes de révoltes et d'émeutes. (voir les conneries des situs sur Reggio de Calabre 1970). Nous devons critiquer l'opacité des buts réellement poursuivis par les groupes, car c'est sur ces buts, ouvertement déclarés et largement discutés, l'ambiguïté n'est plus possible avec les fascistes et leurs opposés, dans le même style, les léninistes. C'est à partir de là que les moyens et les fins tendront à ne plus se confondre.

Notre auto-critique et celle des camarades proches, sur les attitudes autoritaires, méprisantes et machiste, que la violence engendre, n'est pas à éviter.

* nous

NOTES SUR LE SABOTAGE.

Le sabotage, en ne s'attaquant qu'à du matériel, atteint la radicalité du vandalisme, une rupture d'avec le système marchand, dans la mesure où la marchandise détruite ne peut être ré-introduite dans le système. Les tribunaux sont plus sévères envers de tels actes que vis à vis du vol qui ré-investit l'objet dans le système. Mais si le sabotage peut coûter cher aux capitalistes, par la destruction qu'il occasionne et le dispositif policier qu'il développe et entretient, et peut soumettre les gens à des contrôles, des fouilles et les sortir ainsi de leur neutralité face au système, il présente cependant un autre aspect : dans un système en crise le capital cherche des marchés et le sabotage de stock constituerait une sorte d'élément permettant de lui redonner de petits souffles dans son cycle : de production-crise-destruction, reconstruction-crise destruction etc...!!

Mais le blocage de la circulation de la marchandise (comme type de pression économique) et le sabotage industriel, permettent, eux, de bloquer une production et non plus de détruire dans le cycle de consommation. Ils s'avèrent efficaces (cf les grèves de guerillas en Italie, Noguères en France et les manifestations paysannes). Mais toutes ces actions doivent s'accompagner de la critique de la marchandise, sang du système capitaliste.

NOTES SUR LA VIOLENCE ET LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE.

1) - Nous constatons que l'action spectaculaire, vu sa teneur est noyée par les mass-médias, dans un flot de détails superficiels. Même si cette tactique exprime la révolte directe, nous assistons à une régression théorique... à partir de là une action non spectaculaire, en profondeur, s'impose à la base.

2) - Mais il ne faudrait pas tomber dans le piège de la société du spectacle qui transforme les révolutionnaires en vedettes négatives, à la une des mass-médias. Ce petit vertige de « on parle de nous on est bien quand même ! », n'est pas sans risque. Il tend à générer chez l'individu une sorte d'autorité, qu'il prétend tenir de sa pratique, qui l'amène à mépriser « ce con de prolo qui ne bouge pas » ou tout simplement les camarades qui n'ont pas cette pratique par angoisse pour leur vie et celle des autres.

Le chantage des « couilles au cul » peut se faire par une pression d'un groupe sur les individus, leur manipulation psychologique et leur culpabilisation. Nous pensons que ce n'est pas à ce niveau que se trouve la radicalité car dans ce cas les poros de la guerre d'Algérie en avaient de bien belles...

3) - Il est à remarquer les actes d'imitation de ces actions, produits directs des mass-médias et du sensationnel.



CIRCULAIRE I

7 Avril - Deux révolutionnaires sont arrêtés dans le train Talgo en provenance de Genève, alors qu'ils allaient récupérer une valise avec du matériel de guerre. A l'arrivée de ce train à la gare française de Barcelone, un troisième membre est arrêté alors qu'il allait à la rencontre des deux autres; ils sont immédiatement emmenés au commissariat de la gare d'où peu après ils sont transférés au commissariat central de Via Layetana où ils restent pendant 11 jours et où ils sont soumis à la torture au 3^e degré, qu'on réservait jusqu'à présent en Euzkadi à des militants de l'ETA.

15 Avril - On présente une dénonciation au «juzgado de guardia» pour détention illégale de Juan Vinyoles Vidal, Georgina Nicolau Milla et Ramon Garrion Sanchez, plainte acceptée par le «juzgado» en question.

18 Avril - Les trois prisonniers, sous instruction militaire, passent à la prison modèle de Barcelone.

20 Avril - Quatorze jours après l'arrestation des 3 révolutionnaires, la police donne à la presse une note d'information confuse sur les activités d'un prétendu groupe «OLLA», sur l'arrestation de 7 avril de 3 personnes, en publiant les photos de 5 présumés activistes qu'elle n'a pas pu arrêter, fait sans précédent à l'exception des auteurs supposés de l'attentat contre Carrero Blanco; elle dément aussi cyniquement les avoir retenus au delà du délai légal de 72 heures.

Juan Vinyoles, Georgina Nicolau et Ramon Garrion, membres actifs des groupes autonomes depuis un certain temps, sont des travailleurs de différentes entreprises situées à Barcelone, qui ont choisi la voie révolutionnaire et autonome dans la lutte de classe. Eux, et avant eux Nuria Ballart et Enrique Conde et 20 compagnons libertaires ont été arrêtés pendant la vague de répression déchainée par le Capital et sa police après l'assassinat prémédité de Puig Antich, répression centrée principalement sur les diverses manifestations autonomes que le prolétariat développe à travers sa lutte quotidienne.

Le sigle OLLA qui apparaît dans la note de la police ne correspond à aucun des groupes informels du prolétariat, et a été utilisé par la police pour encadrer ces camarades prisonniers, en extrayant ce sigle de «l'argot» politique, parce que ces groupes de révolutionnaires n'ont pas du tout l'intention de se donner un nom ou sigle, pour éviter ainsi le confusionnisme groupusculaire et les luttes inter-groupes, qui écartent le mouvement réel de classe de ses véritables objectifs.

Les groupes autonomes se sont développés pendant ces derniers temps en Catalogne, en liaison étroite avec les luttes ouvrières, comme dans les actions de solidarité avec les camarades de l'ex-MIL; c'est ce qui a amené la confusion dans la note de la police publiée par toute la presse nationale qui affirme que ces groupes sont patronés par le MIL et qu'ils sont sa continuation.

Actuellement, la solidarité avec les camarades emprisonnés passe fondamentalement par une intensification de la lutte à tous les niveaux. Les groupes auto-

mes proposent de continuer le travail d'information que le Comité de Solidarité aux Prisonniers a mené à bien pendant le 1^{er} procès. Le Comité s'est auto-dissout vues ses limitations pour faire face aux tâches imposées par le second procès.

22 / 4 / 74

LUTTES ET REPRESSION POLICIERE

En conséquence de l'affaire MIL, nous assistons aujourd'hui en Espagne et plus particulièrement en Catalogne, à une vague de répression contre les milieux anarchistes. Depuis l'assassinat du camarade Puig Antich et pour contrecarrer l'éclosion du phénomène libertaire en Espagne, la police a mis sur pied les services spéciaux de la 6^{ème} brigade régionale de recherches. Celle-ci a pour occupation principale le fichage des anarchistes et la désarticulation des groupes autonomes à caractère libertaire. La difficulté à agir dans la clandestinité et les hasards quelquefois étranges ont facilité le progrès policier. Ce qui fait que sont tombés entre les mains de la police 22 jeunes anarchistes accusés d'appartenir à des organisations clandestines et d'avoir perpétré divers attentats (destruction de monuments aux morts, attaques de préfectures, assaut de dépôts de munitions, attaques de banques).

D'après les mêmes services de police, ces camarades appartiennent à la fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone (Bajo Llobregat et Maresma) et affiliés à la fédération anarchiste espagnole (F.A.I.).

Presque au même moment, la police procède à l'arrestation de 3 membres de la «Organitzacio de Lluita Armada».

Pour une meilleure compréhension, nous reproduisons ci-dessous un résumé du communiqué du Commissariat Central de Police :

«Par des agents spécialisés du Commissariat central de Police a été découvert, avec la désarticulation dans ses réseaux politiques et de guérilla, le groupe anarchiste appelé - Organitzacio de Lluita Armada -(O.L.L.A.). Ils contrôlèrent ainsi au cours de l'opération : 2 mitraillettes, 8 pistolets, des cartouches de divers types et calibres, 300 kilos d'explosifs «magelita», 8 cartouches de dynamite, un contrôleur d'explosifs à longue distance, des détonateurs électriques et normaux, des rouleaux de mèche lente et rapide, 2 machines à écrire, des bandes magnétiques enregistrées sur des mouvements pour le contrôle du département de l'ordre public, 8 perruques et plusieurs gants, ainsi que des postiches et des bas utilisés dans la perpétration des coups économiques, un fichier général du groupe O.L.L.A., 100 plans géographiques de la région catalane, des études et croquis des casernes de police armée, de complexes industriels, de relais de télévision, du réseau souterrain des égouts de Barcelone, de l'information des armées de terre, mer et air, de la police gouvernementale; police armée et garde civile; des centaines de documents personnels soustraits à l'administration, concernant des passeports, des pièces nationales d'identité; des documents et des pièces d'identification fiscale; des matricules faux; le dossier du Mouvement Ibérique de Libération (M.I.L.).

Le groupe était patronné par le M.I.L.

L'organisation découverte à nuance politique anarchiste sans équivoque, était patronnée par le M.I.L. (se considérant comme la continuation de ce dernier). La mission fondamentale du groupe O.L.L.A. était de créer en complexes industriels une série de noyaux d'autodéfense par l'intermédiaire de la prolifération de groupes autonomes de combat (G.A.C.)

Objectifs :

A l'approche du 1er Mai, ils avaient l'intention de déchaîner une série d'actes terroristes parmi lesquels figurait l'explosion du relais de T.V., de la caserne de police armée de la Verneda, et des centrales électriques de Catalogne (F.E.C.S.A.)

Identification des protagonistes :

Les 3 jeunes arrêtés sont :

Juan Jorge Vinolas Vidal
Georgina Nicolau Milla
Ramon Garrion Sanchez.

Ils furent mis, avec le matériel confisqué, à la disposition des autorités militaires compétentes, joints aux instructions diligentes.

Des perquisitions qui ont résulté positives ont été effectuées : Rue Martinez de la Rosa, 30, 4^o

- / Mayor de Sarria, 58
- / Calderon de la Barca, 35 bis
- / Bofarull, 59
- / Ecuador, 34
- / Avenida Meridiana, 586
- / Carrelas, 34

VOICI LE COMMUNIQUE

*FACE A UNE TELLE SITUATION, SOYONS VIGILANTS
ET PREPARONS-NOUS A ORGANISER LA RIPOSTE
POLITIQUE!!!*

Pampelune 12 - 3

Arrestation de Jose Maria Gil, 21 ans, professeur du groupe scolaire de Zibiri. Il est incarcéré à la prison provinciale, pour diffusion de tracts relatifs à l'exécution de Puig Antich.

CIRCULAIRE II

AU SUJET DE LA DETENTION DES COMPAGNONS DES GROUPES AUTONOMES :

Dans notre première circulaire du 22 Avril 1974, une série d'inexactitudes a été glissée, par le fait que l'information que nous possédions à ce moment-là, ne provenait pas de sources directes.

En conclusion, à partir de l'arrestation, le 7 Avril, à la gare française de Barcelone, de Ramon Garrion Sanchis, Georgina Nicolas Millà et de Juan Jorge Vinyoles Vidal, les faits se déroulent de la façon suivante :

8 Avril : Perquisition au domicile de Vinyoles et Nicalau (à 13 h) dans le quartier de Gracia

9 Avril : Perquisition au domicile de Ramon Garrion quartier de Sarrià

10 Avril : Les 72 h de détention réglementaire étant passées, le juge militaire légalise la situation, en instituant acte de procès et prison préventive au 42 avenue Layetana, siège de la préfecture supérieure de police (commissariat central) ce qui permet à la police de continuer à interroger nos compagnons tout le temps qu'il leur plaira.

Le juge militaire a donné comme raison qu'on les avait trouvés, selon lui, avec des explosifs pour « volar media Barcelona » .

11 Avril : L'Evêque, l'abbé de Mantserrat et quelques autres personnalités intercèdent devant le gouverneur civil. Apparaît les premiers graffitis, tracts, etc...

Il faut souligner que l'assemblée de Catalogne avait préparé une circulaire de protestation, mais, sachant ce dont il s'agissait réellement - G.A. - décida de ne pas la rendre publique.

12 Avril : On essaie de faire publier dans la presse la nouvelle de l'arrestation des camarades ; des ordres sont donnés de Madrid à tous les journaux, leur mandant de ne publier aucune nouvelle en rapport avec cette affaire. On présente la dénonciation à la judicature militaire pour détention illégale et mauvais traitement, la dénonciation est acceptée.

13 Avril : Le juge militaire informe les avocats de l'état physique des détenus : « la jeune fille n'est pas bien, mais les autres se trouvent dans un état encore pire » .

14 Avril : Arrestations en chaîne de diverses personnes plus ou moins en relation avec les camarades.

15 Avril : La presse publie la nouvelle selon laquelle on a présenté une dénonciation pour arrestation illégale, suivent les arrestations, compagnons de travail des détenus, voisins etc...

16 Avril : Georgina Nicalau Millà est transférée à la prison provinciale des femmes de Barcelone, à 15 h

17 Avril : Ramon Garrion et Juan Jorge Vinyoles sont transférés à la prison modèle de Barcelone à 17h

20 Avril : Ce n'est que ce jour-là que les éditions du soir publient la note de la préfecture de police de Barcelone mentionnant la désarticulation d'une supposée organisation terroriste appelée « OLLA », note d'aspect terrifiant et à sensation, fruit de l'imagination policière et de la nécessité de confronter la population avec le spectre du terrorisme, ceci afin de détourner son attention des luttes réelles du prolétariat et des inévitables répressions envers les militants révolutionnaires. Au moment où la police faisait publier une telle note par les moyens d'information, y compris par la télévision où il reproduisait les photos des cinq camarades non arrêtés, elle imprimait et collait des affiches sur les murs de Barcelone et princi-

cialement dans le métro, qui montraient ces photos, avec le texte suivant : « LA POLICE RECHERCHE INTENSEMENT CES INDIVIDUS ». Le soir même, toutes les affiches furent brûlées ou détruites par des groupes de militants révolutionnaires organisés spécialement pour cette action en question.

23 Avril : Taur de presse à Barcelone des groupes autonomes dans le but de prouver la fausseté de la version policière, d'expliquer les objectifs des groupes autonomes et leur indépendances par rapport au MIL autodissout.

NOS COMPAGNONS

Juan Jorge Vinyoles Vidal

26 ans - il travaillait actuellement dans une entreprise de métal - Etudiant, il participa au syndicat démocratique des étudiants de l'université de Barcelone (S.D.E.V.B.), exclu de l'école industrielle à cause de sa participation dans les luttes qui se déroulèrent vers la fin de l'année 1960 ; il travaille ensuite dans diverses entreprises de Barcelone, et entre en contact avec les ambiances nationalistes Catalanes, radicalisant ses positions politiques en contact avec la lutte quotidienne dans l'entreprise. Puis il fait partie du groupe initial de « Résistance » qui devait se transformer plus tard en groupes autonomes de résistance et en groupes autonomes à partir du congrès que ceux-ci eurent au cours des mois de novembre et décembre 73.

Ramon Garrion Sanchis

26 ans - natif de Enguera (Valence). De profession « anodisador », il travaillait actuellement comme réparateur de télégraphes. Il a appartenu au groupe initial de « Résistance » qui participa plus tard au congrès au cours duquel furent créés les Groupes Autonomes.

Georgina Nicolau Millà

22 ans - employée administrative dans une entreprise d'édition, et étudiante au cours du soir de sociologie. Militante active des Groupes Autonomes dès leurs débuts.

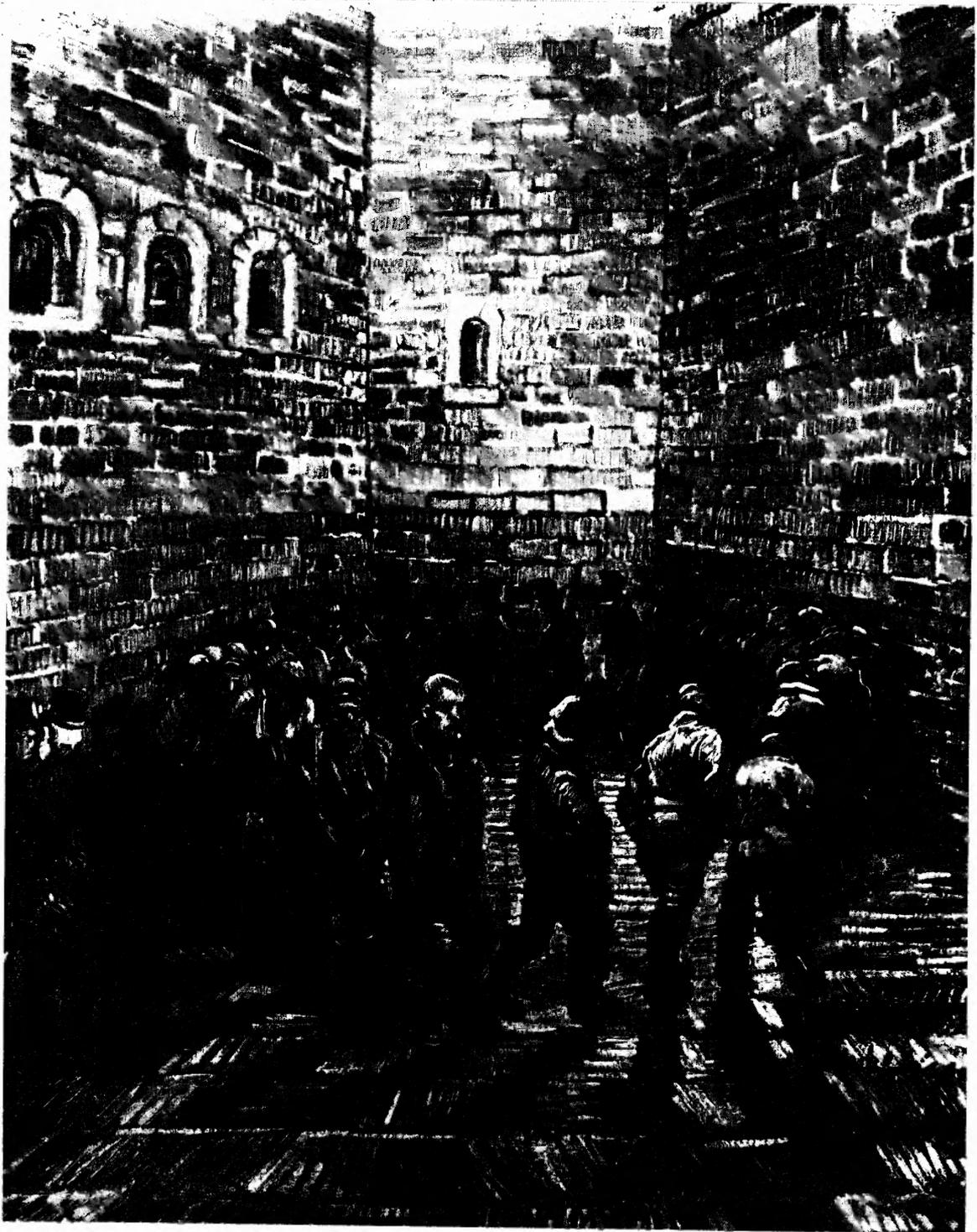
Encore au risque de se voir accusé de participation dans une action quelconque revendiquée par les Groupes Autonomes, Ramon Garrion est accusé lui-même du vol de deux mille kilos de matériel explosifs dans une carrière de la société Creu d'Olorde (Barcelone), et Juan Jorge Vinyoles accusé de participation dans cette même action, de deux vols de six millions de pesetas, et de la récupération de quelques documents dans diverses gestions.

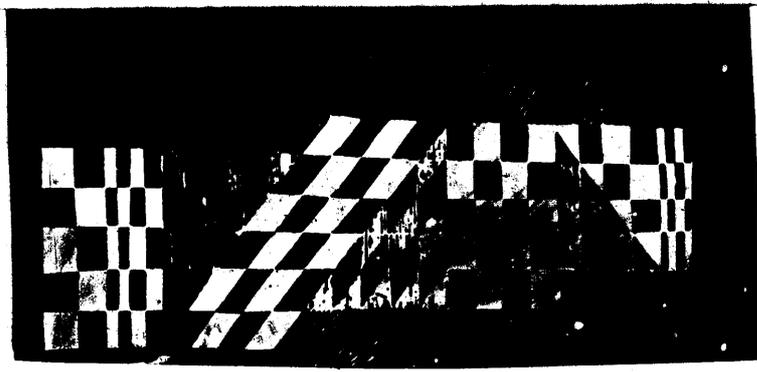
Les avocats nommés pour leur défense sont :

Francisco Caminal Badia : chargé de la défense de Georgina Nicolau et Juan Jorge Vinyoles

Jose Oriol Arau Hernandez : chargé de la défense de Ramon Garrion

Roberto Safont Sisa : membre du groupement anarchiste catalan Organitzacio de Lluita Armada, a été arrêté à Barcelone, annonce un communiqué publié samedi 28 septembre par la police. Il était porteur d'un révolver. Toujours selon la police, il s'était rendu en France et en Italie en septembre afin d'établir des contacts avec le GARI (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste).





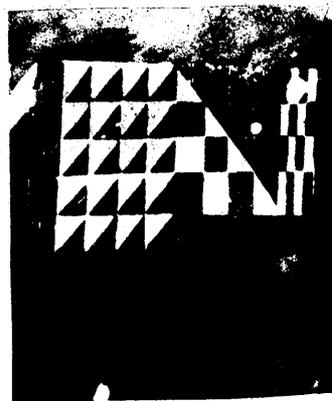
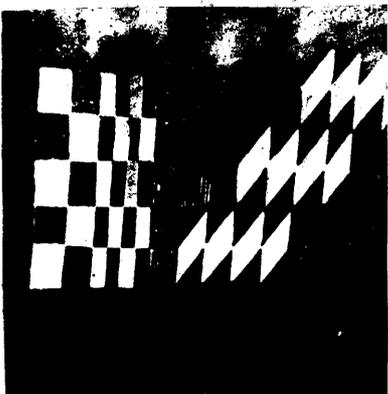
L'ENLEVEMENT D'UN

REPRESENTANT DU

CAPITALISME MONDIAL

ET DU FRANQUISME :

B. Suarez



INTRODUCTION

RAPPEL DE QUELQUES FAITS

- Le 3 Mai Angel Baltazar Suarez , directeur de la banque de Bilbao à Paris est enlevé. Un banal fait divers.
- Quelques jours plus tard le G.A.R.I. (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste) revendique l'enlèvement et pose ses exigences. Il s'agit donc bien d'une « affaire politique », qui deux mois avant la ruée estivale vers les Baléares ou la Costa del Sol attire de nouveau fâcheusement l'attention sur l'état fasciste espagnol, en rappelant à cette grande oublieuse qu'est « l'opinion publique » que des militants attendent, en raison de leur pratique révolutionnaire, de subir le même sort que Puig Antich (surtout Oriol Sole Sugranyes), c'est à dire la mort par le garot .
- Le 23 Mai Suarez est libéré. Ouf ! On a eu chaud pour lui et sa famille. Dieu merci !



**M. SUAREZ VOTRE
~~-ARGENT-~~ENLEVEMENT
NOUS INTERESSE !!**

Ce document réalisé sur « l'enlèvement du capitaliste espagnol Suarez a été conçu à partir de la presse, de tracts recueillis en librairie et d'une brochure ronéo - typée, faite par un groupe Lillois, qui le premier a rompu le silence et la falsification que les gauchistes avaient instauré autour de cette action qui les gênait.

Nos motivations sont de fournir le maximum d'informations en notre possession, nous appelons d'autres camarades à publier ce qu'ils possèdent sur l'affaire, car nous pensons que cette clarification contribuera à rompre la délation des staliniens de Libération qui ont isolé ces camarades, mais aussi que chacun dégage une analyse plus globale d'une action, et les diverses réactions qu'elle provoque. Certains, devant la publication de la presse trouveront cela inutile, quant à nous, nous trouvons que c'est à partir d'elle que l'on peut faire éclater les contradictions de la presse-police-pouvoir.

Notre but est donc de défendre, d'aider politiquement **À NOTRE MANIÈRE ET AUTONOME**, les copains en cavale, clandestins, ou en taule et de préparer la mobilisation pour le procès.

L'étude de la presse révèle l'importance que cette affaire a prise en Europe où la politique institutionnalisée et la démocratie bourgeoise, pacifient les contradictions de classes en douceur. et comment le gang journalistique décompose un acte politique clair en un fait divers pour le neutraliser, mais aussi à travers lui l'expression et la pratique policière. Nous pensons que l'enlèvement s'étant déroulé en pleine période d'élection, a trouvé au début, un silence relativement complice car il mettait dans l'embarras les marchands d'illusions. L'échec des gestionnaires de gauche du capital, de Mitterrand jusqu'à Krivine, ne pouvait qu'augmenter la répression par la droite du capital (Giscard).

Quant à cette vieille salope de Franco, il a fallu qu'elle se réunisse avec sa coterie pour refuser de céder, provoquant de sérieuses tensions au sein de la bourgeoisie espagnole. La classe capitaliste espagnole avec ses fossiles monarchistes, attaquée de plein front dans sa sécurité a laissé transparaître sa haine et sa rage dans des articles délirants. Mais au delà de la signification événementielle qui s'en détache, qu'elle est selon nous l'importance historique et politique de cet acte et pourquoi un banquier ?

L'importance que nous voyons, dans le choix politique des camarades du G.A.R.I., réside dans le fait qu'ils se sont attaqués à la cause du pouvoir d'Etat : la banque, le capital. Alors que les basques, il y a quelques années, en enlevant un diplomate allemand, ne s'étaient attaqués qu'à un représentant de ce pouvoir d'Etat. Ce choix vient du fait que les basques visent le remplacement du pouvoir central par un pouvoir régional, sans changer radicalement la nature de celui-ci. (ceci pour toutes les nuances des basques, des nationalistes aux léninistes.). Il est intéressant de remarquer que personne ne trouva crapuleux que les basques demandent une rançon, utilisant comme intermédiaire diverses organisations de solidarité. Par contre, quand il fut connu que le G.A.R.I. avait demandé une rançon, les petits cons du journal « Le Monde », dans leur article sur les terroristes, trouvèrent cet aspect du combat crapuleux. C'est feindre d'ignorer, en bons intellectuels, que le fric permet de se donner des moyens pour une lutte plus efficace, ainsi que d'assumer une certaine solidarité.

Si nous examinons cette action à l'échelle globale de la

de la société, il devient de plus en plus clair que c'est le pouvoir bancaire qui domine. Le capital financier tend à englober et gérer toutes les autres formes du capital ce que les trotskistes et autres léninistes s'attèlent à ne pas comprendre, continuant à dénoncer comme provocateurs ceux qui au cours des manifestations pillent et brisent les banques.

C'est donc ce pouvoir qui engendre le rapport social dominant : celui de l'échange marchand qui développe entre les hommes des rapports odieux et crapuleux : aucune solidarité humaine ne peut se développer et s'épanouir puisque nous sommes divisés, séparés par des rapports de concurrence, d'intérêt (salarial, hiérarchie, propriété privée ou d'Etat). C'est en ce sens que l'action de ces camarades - s'attaquer à un représentant causal du système d'oppression généralisé - est radicale.

LE CAPITAL EST UN RAPPORT SOCIAL

C'est à partir de là que nous pouvons critiquer les autres activistes espagnols, qui exercent la violence dans un but non radical (radical signifiant s'attaquer à la racine de la société de classes), ainsi l'E.T.A. basque ne peut comprendre les véritables causes de la colonisation. Qui colonise les hommes dans leur vie quotidienne, sinon le capital ? qui impose une langue dominante pour la circulation et l'échange accéléré de ses marchandises, sinon le capital ? Les langues impérialistes dominantes sont celles de l'échange marchand et de la protection des marchés.

Si dans l'affaire Suarez c'est l'homme qui a été séquestré comme agent non anonyme du capital et comme responsable de ses actes, il a été également visé, au delà de sa personne la fonction sociale et la classe à laquelle il appartient. C'est cette fonction qui maintient les autres hommes comme carcasse du capital variable par le salariat. La réification des êtres atteint des proportions insoupçonnées. La menace latente d'exécution d'un capitaliste est évaluée à 300 millions, la mort d'un manoeuvre sur un chantier 0,8 million. Mais c'est cette fonction maintenue et engendrée par la société marchande qui aboutit à l'exécution de Puig Antich, non pas tant parce qu'il a buté un mercenaire du capital, mais parce qu'il s'attaquait directement à celui-ci. C'est cette fonction qui maintient dans la mort lente tous ceux qui transgressent les lois du capital : les prisonniers, ou soumis à celui-ci les prolétaires.

Ce type d'action ultime, parce qu'il met en jeu, est directement le produit d'un pouvoir absolu, qui dialectiquement voit poindre à l'autre bout du champ social sa négation violente. Mais ni le pouvoir, ni l'ensemble des révolutionnaires ne peut détenir le dépassement, mais l'un par son rôle répressif et surtout l'autre par sa pratique émancipatrice peuvent engendrer dans cette dualité de pouvoir, le dépassement historique de l'intervention généralisée des exploités. Si l'on regarde l'action des camarades du M.I.L. en Espagne, c'était cette problématique qui s'inscrivait pour permettre une reprise radicale et autonome de la lutte, après l'échec des commissions ouvrières et dans un pays réputé complètement soumis à une dictature, montrant ainsi qu'il était possible de s'opposer à l'arbitraire d'un pouvoir absolu qui fait tirer sur les travailleurs. Bien que cela ne soit pas exempt de substitutionnisme. Nous pensons que c'est dans cette optique que l'on peut comprendre la stratégie de contre-pouvoir. Bien que la place soit étroite pour ne pas retomber dans un autre pouvoir, celui-ci occulte, d'un petit groupe de révolutionnaires qui manipule les autres et finalement dégénère dans une organisation de type bolchévique.

Le système de la démocratie, par le jeu politique des partis et des syndicats permet une représentation des classes qui empêche le prolétariat de mener autonomement sa lutte. Le système permet donc, de maintenir un rapport de force médiatisé par des institutions, cela est du aussi aux objectifs réformistes de la classe ouvrière. Mais dès que la critique spontanée de la vie débouche sur une insatisfaction plus globale, c'est à dire se vendre quotidiennement, et comme en Espagne sans exutoire la grève sauvage éclate. C'est en ce sens que les révolutionnaires accélèrent le processus de d'émancipation en faisant éclater l'auto-répression et en popularisant une critique de la vie quotidienne sous le règne du capital.

Les révolutionnaires agissent comme clarificateurs dans la lutte des classes, mais au delà de cette séquestration, dont le principal objectif a été atteint - c'est à dire sauver de la mort deux révolutionnaires - , il reste le plus difficile à faire: l'approfondissement des perspectives communistes et libertaires dans le mouvement social et leur généralisation insurrectionnelle. Cela passe évidemment par le démasquage des modernistes du capital (gauchistes partis et syndicats). il devient nécessaire de placer la lutte sur le terrain de la révolution et de la contre révolution et non pas sur celui du fascisme et de l'anti-fascisme démocratique.
SACCO ET VANZETTI

Dublin août 74.

Nous remercions les camarades Irlandais de leur hospitalité libertaire.



La manifestation « autorisée » par Chiappe. En tête du cortège, la sœur de Vanzetti. Cent mille personnes suivaient.

Nous reproduisons l'appel des camarades lillois.

APPEL DU 18 JUIN

POURQUOI CETTE BROCHURE ?

-Dés à présent, alors que tout est rentré dans l'ordre Suarez dans sa banque et les soit-disant auteurs en prison, on peut faire confiance à la presse pour faire le moins de bruit possible sur les suites de cette affaire.

-Voilà pourquoi il nous a d'abord semble utile, par l'intermédiaire de cette brochure, de faire circuler les informations que nous avons en notre possession, et par la même de faire connaître les mobiles et les objectifs du groupe qui a entrepris cette action spectaculaire.

-D'autre part il est nécessaire d'organiser dès aujourd'hui le soutien actif aux inculpés ainsi qu'aux militants libertaires emprisonnés en Espagne.

Nous espérons que cette brochure sera le point de départ d'une coordination effective entre tous les groupes ou individualités qui ressentent la nécessité d'élargir le mouvement de solidarité envers les militants libertaires espagnols, emprisonnés en Espagne, et les ONZE inculpés de l'affaire d'A.B. Suarez, emprisonnés en France.

LILLE : Le 18 Juin 1974

Groupe du 18 Juin, St - Baltazar

J.C. THUMERELLE B.P. 86 La Madeleine 59110

Déclaration du G.A.R.I.



A PROPOS DE L'ENLEVEMENT D'ANGEL SUAREZ

Après l'exécution de Salvador Puig ANTICH, est apparue l'inefficacité de toutes les protestations pacifiques. Pour cette raison, devant le danger de nouvelles exécutions de militants révolutionnaires, et pour faire face à la vague de répressions déchaînée contre le mouvement révolutionnaire espagnol, spécialement en CATALOGNE et en EUZKADI, les groupes soussignés ont décidé de passer à l'action, pour répondre au Franquisme et le combattre, ainsi que tous les gouvernements complices.

Malgré les continuelles déclarations de libération et d'ouverture vers l'Europe « démocratique » émanant du gouvernement espagnol, a été créée en Catalogne ces derniers mois, une brigade spéciale de répression, et une vague de répression s'est déchaînée surtout contre les groupes révolutionnaires qui n'acceptent pas le jeu politique traditionnel soumis aux grands intérêts et compromis internationaux. Ceci nous montre l'intention du régime franquiste d'écraser toute tentative de rébellion qui puisse mettre en danger le système capitaliste.

Notre action s'inscrit dans un programme de développement d'une lutte révolutionnaire continue, dépassant toute considération, d'ordre nationaliste, contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Nous sommes convaincus que, face au terrorisme du pouvoir, une des formes de lutte les plus efficaces est l'action directe révolutionnaire, et nous exprimons notre ferme décision de développer notre lutte pour la libération de l'Espagne, de l'Europe et du Monde.

Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste

Barcelone. 7 Mai 1974

COMMUNIQUE DE PRESSE

Groupes Autonomes

Les méthodes radicales de lutte qu'emploie le prolétariat contre le capitalisme espagnol, ont fait que celui-ci, au moyen de ses organisations étatiques, recourt à son arme traditionnelle : la répression.

C'est dans ce sens qu'il convient de décrire la vague de détentions contre des militants ouvriers et en particulier contre toute manifestation autonome dans la lutte du prolétariat.

- La détention illégale : dans l'espace de 11 jours nos camarades Ramon Carrion Sanchis, Juan Jorge Vinyoles Vidal et Goergina Nicolau Millen, furent interrogés brutalement dans les cachots du Commissariat Central de Police de Barcelone;
- l'assassinat prémédité, de Puig Antich,
- les peines de prison exorbitantes requises contre Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet, militants de l'ex-M.I.L.

Avec tout cela, le Capitalisme Espagnol prétend couper à la racine les premiers bourgeois de lutte révolutionnaire et autonome, en marge des limites étroites qui ont marqué le réformisme, et qui montrent en même temps le point vulnérable où le Capital a été attaqué effectivement par ce type de lutte.

Devant cet état de chose, les G.A.R.I. (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste) ont donné une preuve effective de solidarité et d'internationalisme en séquestrant le 6 de ce mois, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris Baltazar Suarez, représentant supérieur en France des intérêts du capital Espagnol.

Nous saluons cette action décidée des camarades des G.A.R.I., nous déclarant ainsi solidaires pour leurs exigences quant à la libération de Baltazar Suarez, et nous appuyons pleinement la décision ultérieure des camarades dans la mesure où l'Etat oppresseur n'acceptera pas leurs exigences.

Espagne - 7/5/1974



REPONSE AUX «COMPANEROS» DU COMITE ANTI-REPRESSIF, SUR LEURS POSITIONS, PAR LES INDIVIDUS AUTONOMES QUI ONT ASSURE LA CREATION DE CE DOCUMENT.

Chers Copains.

Nous ne sommes pas de votre avis pour la reconstitution d'un mouvement anarcho-sindicaliste. Le contexte espagnol lui fonde une base historique : celle de l'échec Révolutionnaire (guerre d'Espagne : dualité de pouvoir entre un organe syndical C.N.T. ; et politique F.A.I.).

Ainsi, ce mouvement n'a pas su laisser le seul pouvoir à la classe ouvrière, en tolérant l'avènement du prolétariat en tant que classe dissolvant toutes les autres. Néanmoins, vue la situation politique en Espagne actuellement on peut être tenté comme vous le faite de relancer ce mouvement sur de nouvelles bases.

Mais, ne serait-il pas préférable de créer une organisation Révolutionnaire renforçant les luttes du prolétariat ?

Nous considérons plutôt que l'auto-organisation des prolétaires en lutte doit se faire d'une façon unitaire, contre toutes représentations séparées de la classe (partis, groupuscules, syndicats, etc...)

Cette forme d'auto-organisation doit aussi dépasser l'organisation d'usine et tendre de plus en plus vers une lutte englobant tout l'espace social. Les grèves sauvages se situent dans cette perspective.

Il incombe au mouvement Révolutionnaire International de renforcer ce mouvement et de proposer dans sa forme comme dans son contenu, une lutte contre le salariat (c'est à dire : le travail comme marchandise) avec des objectifs communistes Libertaires refusant l'intégration (aménagement du capital),

Actuellement nous devons critiquer la production capitaliste, dans sa forme et son contenu.

Pourquoi cette production ? Pour qui et comment ?

Ces trois questions aboutissent non seulement à détruire radicalement le rôle des syndicats, mais aussi l'économie de marché planifié ou pas, et à reconsidérer toutes les formes de l'activité humaine, notre but étant la disparition du prolétariat et du travail dans une société non marchande.

QU'ENTENDONS-NOUS PAR RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE PROLETARIENNE :

D'abord ne pas faire à la place des travailleurs en lutte ce qu'il ne veulent pas assumer eux mêmes, (expropriations de banques, sabotages, etc...) cela conduisant à une organisation séparée politico-militaire (M.I.L. texte d'auto-dissolution Août 73).

Une popularisation des formes de luttes internationales avec leurs critiques (Lip: et la critique de l'auto-gestion du capital par les ouvriers, Renault avec ses assemblées générales permanentes grève des O.S., Noguères avec son sabotage monumental, l'Italie avec son absentéisme désorganisateur du plan capitaliste, les U.S.A. avec le turn-over qui empêche une productivité accrue de la force de travail, les contre-planning etc...). En un mot, dégager les axes communistes libertaires de toutes luttes, collectiviser ensuite, diffuser toutes les techniques de reproduction et de sabotage économique. Tout cela pour que se renforce une organisation informelle égalitaire, que se crée une dynamique sociale suivant les goûts et les astuces de

chacun, créer cette passion de la destruction du système. En ce sens une critique générale de tous les aspects de la vie ne peut que décomposer toutes les valeurs dominantes et créer cette insatisfaction d'où naissent les Révolutions. Si nous insistons sur cet aspect, c'est que le prolétariat ne peut-être que la classe de la conscience armée et que sa lutte et la notre fusionne dans un changement qualitatif de la vie. Le désir de la construction libre de la vie quotidienne permet de déconstruire le politique institutionnalisé et de le porter sur le terrain de la Révolution globale.

LA REVOLUTION SANS POESIE VE-
CUE NE PEUT-ETRE QU'INHUMAINE

La capacité d'autonomie qualitative de chaque prolétaire déterminera l'échec ou le succès de la révolution sociale. Celle-ci n'étant que la réalisation de la vie quotidienne de chacun comme une oeuvre d'art, unique et passionnante.



CONDITIONS POSEES PAR LES AUTEURS :

- 1 - La publication dans les journaux espagnols de tous les communiqués, textes et documents.
- 2 - La mise en liberté provisoire de Santiago SOLER AMIGO, grièvement malade, impliqué dans l'affaire du M.I.L.
- 3 - La publication de l'acte d'accusation contre les supposés militants du F.R.A.P., arrêtés en relation avec les faits du 1^{er} Mai 1973, car on observe que le régime est en train de monter une campagne face à l'opinion publique, face aux possibles pétitions des peines de mort.
- 4 - L'application de la liberté conditionnelle à tous les prisonniers politiques qui se trouvent dans la période d'extension de leur peine. La non application de cette liberté conditionnelle est considérée comme une séquestration de la part du régime sur tous les prisonniers politiques.

POUR UN MOUVEMENT ANARCO-SYNDICALISTE

Nous appartenons à un noyau libertaire qui travaille pour la reconstruction du mouvement anarco-syndicaliste. Nous avons pris l'engagement de nos responsabilités, pour expliquer et revendiquer le rapt d'Angel Suarez, réalisé par les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste.

Nous avons estimé utile d'ajouter notre avis au communiqué des auteurs du rapt, sur celui-ci même et sur la situation globale dans laquelle il s'est produit, ainsi que sur l'orientation stratégique et idéologique de cette action.

Les conditions dans lesquelles les noyaux révolutionnaires et notamment les libertaires développent leur activité, sont marqués dès le départ par des propositions idéologiques, c'est-à-dire la non-différenciation entre la fin et les moyens, le refus d'une hypothèque idéologique dans le cadre d'une politique, le changement non de la forme mais du fond du système de relations humaines et sociales. Ces objectifs sont irrévocables. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de la substitution d'un gouvernement par un autre, mais de l'élimination de tout état et de tout pouvoir.

Ces caractéristiques donnent à notre lutte une particularité et des conditions dans lesquelles ne peuvent jouer ni les pressions politiques au niveau international, ni les relations entre états (s'appelant capitalistes ou démocraties populaires), ni les appareils de partis structurés au niveau supranational. Notre lutte ne peut donc se faire enfermer dans les limites imposées par ces facteurs.

C'est pour cette raison que le régime, malgré les pétitions de grâce, a exécuté Salvador Puig Antich, car il s'avait qu'une fois la peine exécutée, ces pétitions ne risquaient pas de devenir des pressions politiques, diplomatiques ou économiques.

Ce qui revient à dire que, quand le régime veut assassiner un anarchiste, il peut le faire tranquillement. Déjà pour cette dernière raison, l'action réalisée par les G.A.R.I est largement justifiée.

Elle est aussi, bien sur, dans le cadre global de la lutte des classes qui a un contenu et un but révolutionnaires.

L'action des masses révolutionnaires, l'action individuelle ou de petits noyaux, la propagande idéologique, sont des éléments valables qui se complètent selon nos possibilités données par notre résistance à l'oppression.

La situation actuelle de la société espagnole ainsi que la vague de répression déchainée contre le mouvement révolutionnaire, exige une action exemplaire. Cette action devait (au même titre que l'élimination de Carrero Blanco, montrer au régime qu'il existe des révolutionnaires prêts à répondre à la violence étatique par la violence révolutionnaire. C'est un essai afin de prouver à l'ennemi que l'on accepte ses méthodes de lutte et ceci jusqu'à l'avènement de la révolution sociale.

Nous, libertaires, nous ne nous efforçons pas pour chercher une solution de rechange au système capitaliste (le pacte pour la liberté, république...) comme l'affirment les groupes réformistes. Toutes les solutions ne sont que des façons différentes d'accumuler le capital. Notre lutte nous achemine vers la révolution sociale, qui provoquera un affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat (avec la bureaucratie dans d'autres cas) pour en arriver ainsi à la société sans classe.

Face au terrorisme quotidien de l'Etat (sanctionnement des travailleurs dans les usines, occupations des universités par la police, procès devant la TOP (Tribunal d'Ordre Public), conseil de guerre, torture des détenus, assassinats, etc... **NOUS LIBERTAIRES, PRECONISONS LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE !** ...

Nous entendons par violence révolutionnaire, l'action directe du prolétariat dans ses luttes, refusant ainsi les voies légales de la bourgeoisie : C.N.S. (Centrale Nationale Syndicaliste, tribunaux, élections...)

Nous proposons aussi l'autogestion des luttes, l'occupation des usines, les grèves révolutionnaires, ainsi que les mesures que nous revendiquons en relation avec le rapt du directeur de la banque de Bilbao à Paris, et ceci en tant que mesure d'auto-défense devant la séquestration des militants révolutionnaires en prison.

Face au nouvel élan des forces anti-autoritaires et libertaires, nous considérons comme vitale la coordination de nos forces pour pouvoir parvenir à développer une activité plus efficace.

Ce nouvel élan des forces libertaires s'est traduit par la création spontanée de Comités de Soutien, comme dans le cas de Salvador Puig Antich. Des Comités qui agissaient d'une façon indépendante ont difficilement pu opposer une face à l'acte posé par l'Etat espagnol.

Nous sommes conscients de ce phénomène et attachés à l'idée de reconstruction du mouvement ANARCO-SYNDICALISTE (d'une façon anti-hiérarchique et anti-bureaucratique, ainsi qu'avec une vision claire et anti-dogmatique. Nous croyons que ces Comités de Soutien ont été inefficaces, et devant la nouvelle vague de répression, nous jugeons nécessaire de créer avec un caractère stable, un instrument efficace de solidarité : le **COMITE LIBERTAIRE ANTI-REPRESSIF**.

Le Comité Libertaire Anti-Répressif, en diffusant le fait produit, n'a pas d'autre objectif que celui de faire circuler les nouvelles en les expliquant ouvertement et en assurant leur véracité. Nous encadrons cette action dans un processus de « prise d'initiative » des révolutionnaires contre l'offensive internationalisée des ETATS.

Nous croyons que cette action est l'une des diverses nuances que peut adopter la lutte actuelle et c'est pour cela que nous nous efforçons de diffuser largement son véritable contenu et ses objectifs.

COMITE LIBERTAIRE ANTI-REPRESSIF

ESPAGNE, Mai 1974.

Après l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris

Les ravisseurs de M. Suarez n'auraient pas encore pris contact avec sa famille

Les ravisseurs du directeur de la Banque de Bilbao à Paris, M. Angel Baltazar Suarez, quarante-quatre ans, enlevé par trois inconnus armés et masqués, vendredi matin 3 mai, à son domicile, 41, boulevard du Château à Neuilly (Hauts-de-Seine), ne s'étaient toujours pas manifestés samedi 4 mai en fin de matinée. On était alors sans nouvelles de M. Suarez et on ignorait les motifs du rapt.

Aucun message n'était apparemment parvenu ni à la famille du directeur, marié et père de quatre enfants, ni au siège de la Banque de Bilbao, situé 29, avenue de l'Opéra à Paris (1er), ni à l'ambassade d'Espagne, ni à la brigade criminelle, dirigée par le commissaire divisionnaire Pierre Ottavio. Seules les circonstances de l'enlèvement étaient connues.

C'est à 8 h. 30, vendredi matin, que M. Angel Baltazar Suarez, accompagné de deux de ses enfants, âgés de quinze et dix-sept ans, qu'il s'appropriait à conduire, comme d'habitude, au lycée espagnol de Paris, a été subitement cerné, dans le parking souterrain de son immeuble, par trois hommes jeunes, dont l'un avait un accent sud-américain, armés de pistolets, le visage dissimulé par des cagoules et revêtus d'imperméables beige.

Après avoir hâtivement bâillonné et ligoté, à l'aide de sparadrap, le fils et la fille de M. Suarez — qui devaient rapidement se défaire de leurs liens et donner l'alerte, — ils contraignaient le directeur de la Banque de Bilbao à monter dans sa voiture de fonction, une D.S. 21 gris métallisé à toit noir, à bord de laquelle ils s'enfuyaient.

Les policiers, aussitôt prévenus, ne devaient recueillir dans la journée du 3 mai que des renseignements fragmentaires. Les indications fournies par les deux enfants, par des voisins ou par le gardien de l'immeuble, qui assurait avoir vu la veille trois jeunes gens rôder autour du parking, ne mettaient pas les enquêteurs sur une piste sérieuse.

La surveillance du téléphone, au luxueux domicile de M. Suarez — un appartement de huit pièces qui occupe tout le cinquième étage de l'immeuble du boulevard du Château — ne donnait non plus aucun résultat, et l'on se perdait en conjectures sur les mobiles de ce rapt.

« Un homme assez libéral »

« Mon père, déclarait un des fils du banquier, ne s'est jamais occupé de politique. C'est un homme assez libéral, très juste et très compréhensif. C'est un enlèvement absurde. » On indiquait cependant, dans les milieux proches des nationalistes basques, que M. Angel Baltazar Suarez, qui était directeur de la Banque de Bilbao à Aviles (Asturies) avant d'être nommé, il y a un an et demi, à Paris, avait été « parachuté par le pouvoir espagnol ». Mais on laissait également entendre à Bayonne que cet enlèvement n'était pas « dans le style de l'ETA ».

En effet, le mouvement révolutionnaire basque espagnol, lorsqu'il entreprend des actions de ce genre, les revendique toujours dans un délai très court. Ensuite, il paraît peu probable — ou alors ce serait la première fois — que l'ETA signe un acte accompli en

France, ne serait-ce que pour ne pas détériorer davantage les rapports entre les réfugiés politiques espagnols et l'administration française. Enfin, des responsables du mouvement affirmaient récemment que le contexte actuel de la politique française mobilisait l'opi-

DOUZE SUCCURSALES EN FRANCE

La Banque de Bilbao est la plus importante banque espagnole installée en France; troisième banque nationale ibérique, derrière la Banque espagnole de crédit et la Banque hispano-américaine, elle dispose en France de douze succursales: trois à Paris (le siège principal est situé 29, avenue de l'Opéra), une au marché de Rungis, une à Lyon, les autres agences étant installées dans le Sud-Ouest.

Elle participe, pour une grande partie de son activité, aux transferts de fonds entre la France et l'Espagne, concernant notamment ceux des travailleurs immigrés espagnols.

A la fin de 1972, la Banque de Bilbao occupait la cent deuxième place au classement mondial, avec 14 milliards de francs de dépôts.

nion publique et qu'il n'était pas opportun, pour leur cause, d'entreprendre une action quelconque en ce moment.

L'hypothèse de la vengeance personnelle n'étant pas non plus sérieusement envisagée par les enquêteurs, les raisons de cet enlèvement n'en étaient, samedi 4 mai, que plus obscures.

L'enlèvement du directeur de la banque de Bilbao à Paris

LA VOITURE DE M. SUAREZ EST RETROUVÉE A LONGJUMEAU

Les ravisseurs de M. Angel Baltazar Suarez, le directeur de la succursale parisienne de la Banque de Bilbao, enlevé, vendredi 3 mai à Neuilly, ne s'étaient toujours pas manifestés ce lundi 6 mai, trois jours après le rapt. Cependant, la D.S. gris métallisé à bord de laquelle les ravisseurs s'étaient enfuis en emmenant leur otage, a été retrouvée abandonnée, dans la soirée du 5 mai, rue de Chilly-Mazarin à Longjumeau (Essonne); ce sont des locataires de pavillons du voisinage qui, surpris de voir depuis plusieurs jours cette voiture en stationnement, ont prévenu les gendarmes.

La brigade criminelle chargée de l'enquête a été aussitôt avisée et les spécialistes de l'identité judiciaire ont examiné minutieusement le véhicule, mais aucun objet particulier n'a été retrouvé dans la voiture de M. Suarez.

Selon le quotidien madrilène A.B.C., la police française avait été avertie par la police espagnole de la présence à Paris de Octavio Alberola Surinac, l'un des leaders du groupe anarchiste Primero de Mayo. Selon A.B.C., le nom de M. Baltazar Suarez figurait sur une liste de possibles victimes d'un enlèvement établie par des Espagnols résidant en France et saisie par la police française sur l'un des amis de Octavio Alberola Surinac. Celui-ci, âgé de trente-quatre ans, est né au Mexique de parents catalans; il a toujours conservé la nationalité espagnole et divers membres de sa famille se trouvent à Barcelone.



L'ENLEVEMENT DE M. SUAREZ : Un groupe anarchiste espagnol en revendique la responsabilité

LES auteurs de l'enlèvement, vendredi dernier à Neuilly, de M. Balthazar Suarez, directeur de l'agence parisienne de la Banque de Bilbao, se sont fait connaître. Il ne s'agissait pas, comme on pouvait le supposer, d'éléments basques comme ceux qui avaient enlevé le consul d'Allemagne à Saint-Sébastien mais de militants anarcho-syndicalistes installés en Catalogne et appartenant à une organisation s'intitulant « groupes d'action révolutionnaire internationaliste ». Entrés en relation avec l'agence France Presse à la fois à Paris et à Barcelone, ils ont reconnu détenir M. Suarez entre leurs mains et avoir tenté, et cela dès le jour de l'enlèvement, de négocier en échange de la libération de leur otage ; les autorités espagnoles ont d'ailleurs reconnu le fait. A l'origine de l'enlèvement de M. Suarez, le désir de protester contre l'exécution récente, à Barcelone, du militant Puig Antich. Aucune précision n'a été donnée quant au lieu où M. Suarez se trouve détenu.

C'est par un message envoyé à l'agence France-Presse à Paris que les ravisseurs se sont d'abord manifestés. Ce message a été présenté sous la responsabilité d'un « comité libertaire antirépression » travaillant à la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste ». Ce groupe a précisé qu'il ne prenait en charge que la diffusion du point de vue des ravisseurs mais que, « étant donnée l'attitude du régime franquiste face

à un militant comme Puig Antich », l'action des Groupes d'action révolutionnaires internationalistes (G.A.R.I.) lui semblait « pleinement justifiée ».

Le message reçu à Paris par l'A.F.P. annonçait que, dès vendredi dernier, les ravisseurs de M. Suarez avaient pris contact avec l'ambassade d'Espagne à Paris. Leurs exigences avant la remise en liberté de leur otage avaient alors été précisées aux autorités de Madrid. Ces exigences, selon les informations recueillies hier, étaient les suivantes :

① Publication dans la presse des communiqués et des textes du mouvement.

② Mise en liberté provisoire du militant Santiago Sole Amigo, membre du M.I.L. (Mouvement ibérique de libération), accusé d'être un anarchiste (arrêté peu de temps avant Salvador Puig Antich, le jeune homme — il a 28 ans — est infirme et malade en prison. Faisant l'objet d'une inculpation différente de celle de son camarade exécuté, il doit passer en jugement devant un tribunal d'ordre public et non devant un conseil de guerre).

③ Publication du réquisitoire contre des militants du F.R.P. (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) arrêtés lors des manifestations du 1er mai 1973 et qui, selon le document du mouvement, encouraient également la peine de mort.

④ Mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques pouvant bénéficier de cet avantage (en Espagne, tout prisonnier ayant purgé les trois

quarts de sa peine peut être mis en liberté sous condition.

D'autre part, dans une déclaration d'intentions publiée en

L'ULTRAGAUCHE ?

La solidarité avec Puig Antich, membre du Mouvement ibérique de libération (M.I.L.), la libération de Santiago Sole Amigo, membre du M.I.L. figurent parmi les principales exigences des ravisseurs. Que représente ce M.I.L. auxquels ils pourraient ne pas être étrangers ? Ce qu'il y a de plus radical dans le gauchisme, estime-t-on généralement.

On lui attribue l'attentat contre la voie ferrée Parle-Madrid, près de Narbonne, et les violences soudainement apparues il y a deux mois lors des manifestations d'extrême gauche, en particulier celles suivant l'exécution de Puig Antich.

Le M.I.L. est également l'auteur de tracts appelant à l'attentat et au meurtre dans la rue. Il y a un an, à Toulouse, plusieurs de ses membres avaient été trouvés en possession d'explosifs et d'armes et condamnés pour ce fait.

même temps que leurs exigences, les « groupes d'action révolutionnaire internationaliste » affirmaient qu'il fallait « lutter contre le régime franquiste et les gouvernements complices » (ils évoquaient à ce propos l'emprisonnement d'Irlandais en

Grande-Bretagne et l'affaire Valpreda en Italie). Ils précisèrent que leur action s'inscrit « dans le développement d'une lutte révolutionnaire continue — éloignée de toute considération d'ordre nationaliste — contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation ».

Leur déclaration évoquait aussi l'échec des demandes de grâces venues du monde entier après la condamnation et mort de Puig Antich, et dénonçait la création en Catalogne d'une « brigade spéciale » de police semblable à celle qui opère dans le Pays Basque.

Le comité libertaire antirépression qui a transmis le message des ravisseurs affirmait pour sa part soutenir des « actions exemplaires » comme l'exécution du maréchal Carrero Blanco.

Au moment même où ces précisions étaient connues à Paris, à Barcelone, dans un café du centre de la ville, deux membres des G.A.R.I. rencontraient également — clandestinement on s'en doute — des journalistes : le correspondant de l'A.F.P. et les collaborateurs de deux agences espagnoles. L'entretien, qui se déroula hier de 16 heures à 16 h. 5, confirma en fait les précisions qui avaient été données à Paris. M. Balthazar Suarez, déclara l'une des militants, « ne se trouve pas en Espagne.

Les contacts pour négocier sa libération avaient été pris le jour de son enlèvement. Ses ravisseurs avaient donné aux autorités espagnoles jusqu'au 7 mai pour présenter leur réponse. Ce délai étant écoulé, ils ont estimé que plus rien ne s'opposait à ce qu'ils présentent librement leurs informations à la presse. Ils ont affirmé que d'autres renseignements seraient prochainement communiqués, mais ont refusé de se prononcer sur la libération éventuelle de leur otage.

Aussitôt après la diffusion des messages des ravisseurs, la radio et la télévision espagnoles publièrent un court communiqué. Celui-ci confirmait le rejet par le gouvernement des demandes des G.A.R.I. qui furent qualifiées « d'indéterminées » et « mettant en jeu des décisions du pouvoir judiciaire ».

Après cinq jours de silence, ces informations rassurent, à vrai dire peu, quant au sort de M. Suarez.

Le sous-directeur de La Banca de Bilbao et les proches de M. Suarez se sont réunis, hier, peu avant 23 heures, au domicile de M. Suarez à Neuilly. Mme Suarez, dont l'inquiétude croît avec les heures, ne perd cependant pas tout espoir. Quant au représentant de la Banque de Bilbao, il a précisé qu'il continue à être sans nouvelle directe « concernant le rapt de M. Balthazar Suarez... ».

L'ENLÈVEMENT DE M. SUAREZ

LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL REJETTE LES PROPOSITIONS DES RAVISSEURS

LIRE EN PAGE 3

ENLÈVEMENT

Paris. — Six jours après l'enlèvement de M. Balbazar Suarez, le directeur de la succursale de la Banque de Bilbao à Paris, dans les sous-sols de son appartement de Neuilly, l'espoir renaît, d'une certaine façon, dans la famille du banquier.

On se souvient, en effet, des deux coups de téléphone anonymes reçus samedi, l'un à la station de l'ORTF à Perpignan, l'autre au siège même de notre journal à Marseille et qui annonçaient respectivement : « M. Suarez va être exécuté », « M. Suarez a été exécuté ». Depuis ces deux messages alarmants, silence. Puis, brusquement, mardi après-midi, un mouvement anarcho-sindicaliste espagnol, le G.A.R.I. (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste), annonçait, dans un communiqué, qu'il revendiquait l'enlèvement et précisait que M. Suarez était toujours en vie actuellement, mais qu'il était détenu ailleurs qu'en Espagne. Certaines revendications devaient être remplies par le gouvernement en échange de sa libération.

Le « G.A.R.I. » réclamait que la presse publie les déclarations et les textes du mouvement, que Santiago Soto Amigo, militant du « Mouvement ibérique de libération », actuellement incarcéré, soit mis en liberté provisoire, que les autorités espagnoles publient la requête contre les militants du « Front de révolution antifasciste et patriote » arrêtés en mai 1973, susceptibles d'être condamnés à mort. Enfin, que tous les prisonniers politiques ayant purgé les trois quarts de leur peine, soient mis en liberté conditionnelle.

Dans une déclaration préliminaire, le « G.A.R.I. » affirmait qu'il voulait « lutter contre le régime franquiste et les gouvernements complices » et se disait éloigné de « toute considération nationaliste ».

Dans un bar

Ce communiqué, publié simultanément à Paris et à Barcelone, était suivi d'une « mini-confé-

rence de presse » dont la durée n'excéda pas cinq minutes, dans un bar de Barcelone, et à laquelle participaient deux jeunes dirigeants du mouvement et huit journalistes, dont six ont rapporté hier les conditions de cette rencontre à un magistrat espagnol.

L'essentiel des communications écrites faites quelques instants auparavant y était confirmé. Au cours des débats, les deux militants déclaraient aux journalistes que les autorités espagnoles avaient été informées des conditions de libération de M. Suarez, le jour même de l'enlèvement, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Espagne à Paris.

Lors de ce premier contact, les ravisseurs avaient fixé au 7 mai, la date limite de la réponse du gouvernement espagnol à ces propositions. Le délai écoulé, les militants du « G.A.R.I. » avaient estimé qu'il était temps d'alerter l'opinion publique, en prenant un contact direct avec la presse. Maintenant ils accordent quinze jours aux autorités franquistes pour leur donner satisfaction.

Aussitôt après la diffusion, mardi, du communiqué du « G.A.R.I. », la radio espagnole annonçait que le gouvernement franquiste avait rejeté les propositions des ravisseurs, qualifiant celles-ci « d'indéterminées » et « mettant en jeu des décisions du pouvoir judiciaire ».

Si les policiers français accordent crédit aux affirmations des membres du G.A.R.I., précisant que M. Suarez ne se trouve pas en Espagne, les recherches risquent d'être activées sur le territoire français pour tenter de délivrer le banquier dans les plus brefs délais.

Car il n'est pas impossible que cette déclaration, si aucune autorité gouvernementale française ou espagnole ne met en doute le fait que M. Suarez se trouve prisonnier du « G.A.R.I. », puisse être une diversion, permettant à ce mouvement d'avoir les mains libres en Espagne, et d'y cacher son prisonnier, tandis que les recherches s'intensifieraient de l'autre côté de la frontière.



QU'EST-CE QUE
JE VOUS DERS,
MONSIEUR ?

MARTINI !
AVEC DE LA
GLACE !



Il faut les laisser
se découvrir davan-
tage. Surtout ne pas
publier leurs messages.
Comment étaient-ils

Deux hommes.
Cela n'a pas duré
plus de 5 mn, le
texte le voici Mr le
juge.



Continuons les
filatures.

Un groupe anarchiste revendique l'enlèvement à Paris du directeur de la banque de Bilbao

L'enlèvement à Paris, vendredi dernier, de M. Angel Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, a été revendiqué le mardi 7 mai, à Madrid, par un groupe anarchiste d'action révolutionnaire internationaliste. Dans un communiqué remis à la presse, le groupe affirme que quatre conditions ont été transmises, dès vendredi dernier, au gouvernement espagnol pour la libération de M. Suarez. Les ravisseurs réclament :

1) La publication dans la presse espagnole des communiqués du mouvement révolutionnaire ;

2) La mise en liberté de M. Santiago Sole Amigo, militant du Mouvement ibérique de libération, auquel appartenait Salvador Puig Antich, et qui serait gravement malade ;

3) La publication du réquisitoire contre des militants du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) arrêtés le 1^{er} mai 1973 et qui peuvent être condamnés à mort ;

4) La mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques pouvant bénéficier de cette mesure. (Tout prisonnier ayant purgé les trois quarts de sa peine peut être mis en liberté sous condition.)

Dans une déclaration préliminaire, les groupes d'action révolutionnaire affirment qu'ils veulent « lutter contre le régime franquiste et les gouvernements complices » et que leur action s'inscrit dans le « développement d'une lutte révolutionnaire continue, éloignée de toute considération d'ordre nationaliste, contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation ».

La déclaration évoque l'échec des demandes de grâce venues du monde entier après la condamnation à mort de Puig Antich. Elle condamne la création, en Catalogne, d'une brigade spéciale de police semblable à celle opérant dans le Pays basque.

Dans une communication téléphonique à l'agence France-Presse, à Madrid, un porte-parole du mouvement a affirmé que l'initiative des groupes d'action révolutionnaire était aussi la conséquence de l'affaire Valpreda en Italie, des répressions contre leurs camarades allemands

et des « condamnations à des années de prison de militants anarchistes en Grande-Bretagne ».

D'autre part, deux membres du groupe d'action ont confirmé mardi, à Barcelone, au cours d'une conférence de presse improvisée, les déclarations faites à Madrid par d'autres militants de leur mouvement. Selon eux, M. Suarez ne serait pas en Espagne. Ils se seraient engagés, auprès de l'ambassade d'Espagne à Paris, à ne rien révéler de leurs intentions avant le 7 mai. Après ce délai, ils se réservaient de prendre contact avec la presse. Selon la télévision espagnole, qui a fait état du communiqué du groupe d'action, mardi soir, le gouvernement de Madrid aurait rejeté les demandes des ravisseurs.

● A PARIS, le sous-directeur de la Banque de Bilbao et les proches de M. Suarez se sont réunis au domicile de M. Suarez, à Neuilly. Le représentant de la banque a précisé qu'il continue à être sans nouvelles directes : « La Banque de Bilbao n'a pas reçu de communication ni eu de contacts directs depuis qu'elle a informé l'ambassade d'Espagne de l'enlèvement de M. Suarez. Elle ne négligera aucune possibilité pour agir en faveur de la sécurité de M. Suarez. »

Les ravisseurs du banquier : « Libérez 100 prisonniers politiques espagnols »

Ils donnent 15 jours au gouvernement

L'attente continue dans l'appartement du banquier espagnol, M. Suarez, enlevé vendredi matin à Neuilly. La nouvelle qu'un groupe anarcho-syndicaliste revendiquait le rapt est arrivée par la radio. Mme Suarez, dont l'inquiétude croît avec les jours, ne perd cependant pas tout espoir. Elle attend maintenant la lettre de son mari. Le représentant de la Banque de Bilbao qui demeure à ses côtés, précise qu'il « continue à être sans nouvelles directes », et que sa banque ne négligera aucune possibilité pour agir en faveur de la sécurité de M. Suarez.

(De notre env. spéc. perm. Michel CHAUDE.)

MADRID, mercredi. C'EST dans un bar de Barcelone, lors d'une conférence de presse clandestine, que deux jeunes anarchistes, membres des groupes d'action révolutionnaire internationalistes (G.A.R.I.) ont revendiqué, mardi soir, l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez, le directeur de la banque de Bilbao à Paris.

« M. Suarez se trouve en bonne santé et a grossi un peu », a déclaré un porte-parole des ravisseurs qui a précisé que leur otage avait écrit quelques lignes à sa famille à Neuilly (la lettre n'est pas encore parvenue). Selon le même porte-parole, l'enlèvement de M. Suarez a été discuté et approuvé par les bases anarchistes qui prolifèrent au Pays Basque à Madrid, à Valence et en Catalogne, malgré les risques que signifiait une telle consultation. Les conditions de la libération du banquier furent fixées lors de ces réunions et communiquées à l'ambassade d'Espagne à Paris le jour du rapt.

Les ravisseurs exigent :

1) La publication dans la presse de leur communiqué. (Pour la première fois, dans son bulletin d'informa-

tion, mardi soir, la télévision espagnole a annoncé qu'un groupe anarchiste lié au MIL — Mouvement ibérique de libération — avait revendiqué l'enlèvement de M. Suarez et posait des conditions « mettant en jeu le pouvoir judiciaire ».)

2) La mise en liberté provisoire du journaliste économique Santiago Solé, 31 ans, qui se trouve en prison à Barcelone. Solé, camarade de Puig Antich (exécuté le 2 mars dernier pour avoir tué un policier venu l'arrêter), est accusé d'être l'un des dirigeants du Mouvement ibérique de libération. Solé serait atteint d'une forme de paralysie.

3) La publication immédiate des peines que va demander le procureur militaire contre des militants du FRAT (Front Révolutionnaire d'Action Populaire) arrêtés à Madrid le 1^{er} mai 1973. Le procureur envisagerait de réclamer des peines de mort.

4) La liberté conditionnelle pour les prisonniers politiques qui ont purgé les trois quarts de leur peine (il y a presque une centaine de prisonniers dans ce cas).

Le porte-parole anarchiste a refusé de dire quel serait le sort de M. Suarez. Devant le silence du gouvernement, il a refusé de préciser si M. Suarez se trouvait en France ou en Espagne, expliquant que les ravisseurs ne se seraient pas manifestés si le gouvernement espagnol avait fait connaître sa réponse avant le 7 mai à minuit.

— Un délai de quinze jours a été fixé au gouvernement pour qu'il remplisse ces conditions, ajoute encore l'anarchiste.

Le porte-parole des ravisseurs, un jeune étudiant indique qu'il appartenait au « Comité libertaire anti-répressif créé en Espagne après l'exécution de Salvador Puig Antich ».

En conclusion : « Nous avons décidé de passer à l'action contre la dictature devant les dangers de nouvelles exécutions de militants révolutionnaires et pour faire face à la vague de répression qui déferle sur la Catalogne et le Pays Basque. »

PARECE SER QUE HAY CONTACTOS CON LOS SECUESTRADORES DEL SEÑOR BALTASAR SUAREZ

Se encuentra en poder de elementos del Movimiento Ibérico de Liberación

SU SUERTE DEPENDERÍA DEL RESULTADO DE UN PROXIMO JUICIO CONTRA TERRORISTAS DE ESTA ORGANIZACIÓN, A LA QUE PERTENECÍA PUIG ANTICH

Parece ser que han desaparecido los motivos para seguir especulando en torno a la forzada aventura que le ha correspondido vivir a don Angel Baltasar Suárez, el director del Banco de Bilbao en París, secuestrado el pasado viernes en aquella capital.

En efecto, aunque las fuentes oficiales, españolas y francesas, así como los portavoces de la entidad bancaria afectada y los propios familiares de la víctima, parezcan empeñados en hacer creer a los periodistas que el silencio —ese silencio que siempre nos resultó absurdo en este caso— se mantiene por parte de los secuestradores y, en consecuencia, se carecen de noticias concretas en relación con ellos y con su víctima, la realidad parece ser muy otra. A tenor de noticias no confirmadas, los contactos se habrían establecido ya la noche del domingo, y con ellos, además de saber que el secuestrado goza momentáneamente de buena salud y de buen trato, los pistoleros que le guardan bajo amenaza de muerte han dado a conocer sus condiciones.

En contra de lo que temíamos, nada tiene que ver en este secuestro E.T.A. ni sus intereses concretos. Son los intereses del Movimiento Ibérico de Liberación, el M.I.L., grupo al que, como es sabido, pertenecía el desaparecido Puig Antich, los que han iniciado este juego tan cobarde como lo es el secuestro de un padre de familia, ajeno por completo a la política y a todo acontecer que no sean los de su casa y su trabajo.

Como es lógico, no nos ha sido posible confirmar nada. Pero nuestras noticias apuntan que la libertad y la vida del secuestrado estarían supeditadas directamente a los resultados de un próximo juicio, cuya celebración está anunciada en Barcelona durante el cual ocuparán el banquillo varios miembros del citado M.I.L. detenidos en España tras haber intervenido en atraeos, colocación de explosivos, etc.

Si así resultase cierto, tendríamos que convenir que, en este caso, los pistoleros al servicio de la IV Internacional habrían renunciado, momentáneamente al menos, a toda propaganda buscando los resultados prácticos en beneficio de sus secuestrados en apuros.

Todo ello, además, sería la lógica consecuencia de los acuerdos adoptados en las reuniones celebradas en Prades (Pirineos orientales) de las que va dimos cuenta en su día.

En las mismas, como ya indicábamos en nuestras crónicas de referencia, los terroristas afectos a las distintas facciones allí reunidos, tras la ejecución de Puig Antich, convinieron la necesidad de llevar a cabo las acciones precisas para que sus cuadros se sintieran protegidos, renunciando si ello fuera preciso o postergando al menos el interés económico que suele presidir todos los «golpes» que con marchamo IV Internacional se vienen realizando en España, o contra España, fuera de nuestras fronteras. Era esta una idea a la que no podían renunciar así es que se quería seguir contando con hombres entusiastas y decididos.

Claro está que ello no quiere decir que se haya renunciado a conseguir un buen rescate por la vida y la libertad del se-

ñor Suárez. Eso es cosa que se puede plantear posteriormente, una vez se haya conseguido o no el primer objetivo.

Para la Policía francesa la participación del grupo I.º de Mayo sigue siendo un hecho evidente. Cosa que no contradice en absoluto lo que apuntamos más arriba. Sabido es que Octavio Alberola y su grupo mantiene un estrecho trato con todos los grupos terroristas de la IV Internacional y que además el propio Alberola asistió a las reuniones celebradas en Prades.

El director general adjunto del Banco de Bilbao, quien junto a otro alto ejecu-

FRANCE-SOIR

10. MAI. 74.

Le banquier espagnol enlevé a écrit à sa femme

Il lui demande d'accepter les exigences des ravisseurs

CEST vers Lyon que se déplace l'enquête sur l'enlèvement de M. Baltasar Suárez, le directeur de la Banque de Bilbao. En effet, deux missives postées à Lyon, sont parvenues, l'une à Mme Suárez, l'autre à l'agence France-Presse. La première est arrivée mercredi soir au domicile du banquier, boulevard du Château, à Neuilly. Mme Suárez a formellement reconnu l'écriture de son mari. L'enveloppe avait été postée le 6 mai à Lyon.

Dans cette lettre, M. Suárez rassure sa famille: Il indique, en effet, qu'il est en excellente santé et qu'il est bien traité. Il demande à ses proches de ne pas s'inquiéter, et aussi « de se conformer aux instructions formulées par ses ravisseurs ».

En conclusion, M. Suárez fait part de sa propre inquiétude pour le choc qu'ont dû ressentir ses enfants lors de son enlèvement dans les sous-sols de l'immeuble de la rue à Neuilly, et il s'inquiète également du chagrin de sa mère.

Mme Suárez a remis la lettre aux policiers de la brigade criminelle.

La deuxième lettre émane du GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) qui revendique le rapt. Il s'agit d'un pli urgent posté en express à Lyon. Il contient un communiqué qui dit en substance :

« Après l'assassinat de Salvador Puig Antich, nous ne permettrons en aucune façon une nouvelle exécution. » Le texte poursuit : « Bien que nous ayons envoyé directement un communiqué contenant nos premières exigences à l'ambassade espagnole, nous n'avons reçu aucune réponse. Au contraire, celle-ci a voulu faire croire que nous avions gardé le silence. »

Des exigences précises

Les exigences des ravisseurs sont précisées :

1. La libération de nos camarades Oriol Sole-Sugrañes, José Luis Pons-Llobet, Santiago Soler-Amigo (gravement malade), Francisco Javier Garriga-Paituvi, Maria Angustias Mateos-Fernandez, et qu'ils soient conduits à une des frontières de leur choix. Leur déclaration à la presse du pays qu'ils auront choisi sera pour nous une garantie suffisante de leur mise en liberté.

2. L'application de la liberté conditionnelle pour tous les prisonniers qui entrent dans la période de « réduction de peines ».

En garantie d'authenticité de ce communiqué, le GARI fournit en post-scriptum le numéro de la carte de séjour en France de M. Suárez.

A Madrid, le gouvernement continue à montrer la même intransigeance. Un haut fonctionnaire a déclaré qu'il n'y aurait aucune négociation avec les ravisseurs, car cela serait faire preuve de faiblesse.

6s LOS PRESUNTOS SECUESTRADORES DEL SEÑOR BALTASAR SUÁREZ PONEN CONDICIONES AL GOBIERNO ESPAÑOL PARA SU LIBERACION

Una carta recibida por el Banco de Bilbao en París pidiendo dinero es considerada como apócrifa

Ya han llegado a nuestro conocimiento las condiciones que los supuestos secuestradores de don Angel Baltasar Suárez, director del Banco de Bilbao en París, pretenden imponer como rescate de su víctima.

Renunciamos a transcribirlas. En verdad que no merece la pena hacerse eco de tan absurdo como gratuito intento de «chantage». El resumen de su contexto no es otra cosa, en efecto, que la baldía intenciona de incidir en unas resoluciones inalcanzables a todo razonamiento que no se inspire en la legislación vigente, como tradicionalmente lo son las de nuestro sistema judicial.

Pero el hecho es ese. Triste, lamentable e injustamente, un padre de familia español, por la sola condición de vivir dedicado a su trabajo, ajeno a todo cargo oficial totalmente indefenso, está viviendo estos días un auténtico calvario que comparte la desesperación en que se han visto sumidos su mujer y sus hijos.

Fuentes francesas aseguran que la Policía trabaja con ahínco a fin de descubrir el paradero del señor Suárez y arrebatarle de las manos que le mantienen prisionero, no ya contra toda ley, sino contra toda razón admisible por una sociedad que se tiene por civilizada.

Pero tan sólo se trata de eso. De protes-

tas de eficiencia y dedicación que, hasta la fecha al menos, no parece tener éxito.

A la Policía española poco o nada le cabe hacer en este caso, un secuestro cometido en el extranjero, aunque la víctima sea española.

En consecuencia, tan sólo cabe esperar. Esperar, sí, que en esta ocasión, las gestiones policiales francesas sean todo lo efectivas que reclama no ya la buena vecindad, sino el concepto de justicia más elemental.

Hasta ahora, y con la pretensión, sin duda, de presionar, se maneja a la víctima como contrapeso en una balanza, en trato inhumano y vil, ofreciendo el otro platillo a unas demandas —que por saberlas irrealizables hemos de suponer falsas— que, en breve, han de dar paso al verdadero fin perseguido: el dinero. Los millones de pesetas que han de permitirles seguir vegetando por los bajos fondos europeos, de donde no acertarían nunca a salir.

Al parecer, en intento vano de desorientar a los investigadores, han hecho pública unas nuevas siglas, una nueva denominación. Pero tras ellas se esconden, como ya decíamos en crónicas anteriores, esas otras tristemente conocidas por haber estado relacionadas con no pocas muertes. Son, en suma, los mismos perros, aunque cambien de collar.

Quizá sea por ello, por lo que los investigadores franceses que intentan seguir el rastro del señor Suárez y de los pistoleros que le arrastran por el duro camino de la incertidumbre, están volcando estas últimas horas su atención por la zona de los Pirineos orientales, donde se calcula que pueden haber tenido más o menos tiempo, más o menos facilidades para localizar la guarida donde hoy por hoy, un hombre honrado está sufriendo lo que difícilmente puede uno llegar a imaginarse.

Por su parte, la entidad bancaria afectada, sus representantes en París y su portavoz en Madrid, continúan asegurándonos no haber tenido noticia alguna, en relación con el secuestro del director de su sucursal parisiense.

Es de suponer que nuestros representantes en Francia estén haciendo todo lo posible para que el interés de las autoridades policiales de la vecina nación, no decaiga. Como esperamos, asimismo, que nadie allí caiga esta vez en ese engaño de una bandera política, falsa e inexistente, que tan sólo el papanatismo de algunos, permite seguir tremolando a una infima minoría de vulgares pistoleros a sueldo.— Alfredo SEMPRUN

DECLARACIONES DEL NUEVO EMBAJADOR DE ESPAÑA EN PARÍS

París 9. (Servicio especial.) El nuevo embajador de España en Francia, don Miguel María de Lofendío, ha dado a los periodistas alguna noticia relacionada con el secuestro del señor Suárez, director de la sucursal, en París, del Banco de Bilbao.

Según afirmó el embajador, el lunes, día 6, se recibió una carta dirigida al embajador de España, depositada en la estación de ferrocarril de la ciudad de Lión, el día 4. En esta carta los secuestradores imponían sus condiciones y amenazaban con represalias si no se mantenía el secreto, razón que explica el absoluto mutismo de la Embajada, respecto al tema.

Se refirió asimismo el señor Lofendío a la noticia difundida ayer de una conferencia de Prensa celebrada en Barcelona por dos representantes de este grupo revolucionario anarquista internacionalista, que reivindicó el secuestro del señor Suárez, y que proponía una serie de condiciones al Gobierno español.

Esta madrugada ha aparecido, sobre el suelo de la sede del Banco de Bilbao en París, una carta sin firma, escrita a mano, en mayúsculas y en mal francés que ha sido llevada a la Embajada. En ella se piden diez millones de francos como rescate del señor Suárez. La Policía francesa, a la que se ha advertido inmediatamente, ha desestimado y calificado de apócrifo, sin embargo, este documento.

El embajador dio cuenta de la aparición de esta carta con la petición de rescate al Gobierno de Madrid y comunicó la noticia también a los medios informativos

franceses. Los periódicos, hoy, aventuran también un plazo de quince días que habría sido dado por los secuestradores al Gobierno para que acceda a sus peticiones.

COMUNICADO DEL BANCO DE BILBAO

París 9. El Banco de Bilbao en París hizo público esta noche el siguiente comunicado:

«Por primera vez desde el secuestro del señor Suárez, el Banco recibió hoy una carta, cuyo origen no resulta identificable, en la que se fijan condiciones para el rescate del señor Suárez, entre las que figuran exigencias de carácter económico.

Dicha carta —añade— carece de las concreciones y garantías de autenticidad que pudieran permitir al Banco tomar una actitud tendente a conseguir la liberación de su funcionario; por ello seguimos a la espera de noticias directas y dignas de crédito.

El Banco también puede confirmar hoy —prosigue el comunicado— que la familia Suárez ha recibido, efectivamente, una carta, en la que se le dan seguridades sobre la situación del secuestrado. Esta carta ha sido juzgada como auténtica y fiable y, consecuentemente, ha aportado a la familia tranquilidad y esperanza.»— Efe

SIN NUEVAS PRECISIONES

París 9. La familia del secuestrado director del Banco de Bilbao en París, Angel Baltasar Suárez, se encuentra más tranquilizada desde que recibió, ayer miércoles, una carta en la que se anunciaba hallarse en buen estado de salud.

Los dirigentes del Banco de Bilbao no han recibido más mensajes ni precisión alguna sobre el extraño mensaje depositado también el miércoles, por la mañana, en la sucursal de la avenida de la Opera, en París, en el que se exigía una cantidad de unos 10 millones de francos a cambio de la libertad de Suárez.

Tampoco en la Embajada se recibió noticia alguna del grupo «GARI» que reivindica el secuestro y que se manifestó en Barcelona.—Efe.

QUELQUES

HEURES PLUS TARD...

NOUS N'AVONS RIEN OUBLIÉ, NOUS SOMMES MÊME D'ACCORD SUR TOUS LES POINTS...

DANS CE CAS PRESSION A LA PHASE CONSTRUCTIVE



Mme SUAREZ A REÇU UNE LETTRE DE SON ÉPOUX ENLEVÉ LE 3 MAI

Mme Suarez a reçu, le 8 mai, une lettre de son mari, M. Angel Baltasar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao en France, enlevé le 3 mai à son domicile de Neuilly-sur-Seine. Cette lettre, dont la teneur a été révélée ce jeudi matin 9 mai par la police judiciaire, a été postée le 6 mai à Lyon.

L'épouse du banquier et ses enfants ont formellement reconnu l'écriture de M. Suarez, qui rassure sa famille: il indique qu'il est en excellente santé et bien traité. Puis, tout en demandant à ses proches de ne pas s'ingérer, il leur indique de se conformer aux instructions des ravisseurs.

L'ambassade d'Espagne à Paris a confirmé le mercredi 8 mai qu'elle avait reçu «un communiqué émanant d'un groupe politique, non totalement identifié, qui se présente sous le sigle GARI» et qui «réclame la responsabilité de l'enlèvement de M. Baltasar Suarez, directeur de la succursale à Paris de la Banque de Bilbao». L'ambassade d'Espagne indique que le message de ce groupe «a pour but de faire pression sur les autorités judiciaires espagnoles pour les forcer à adopter un certain nombre de mesures déterminées».

Les ravisseurs du banquier déjà impliqués dans le meurtre d'un Français

La lettre adressée par M. Angel Baltazar Suarez a sa femme ne contient aucun élément qui pourrait permettre d'identifier le lieu où le directeur de la banque de Bilbao à Paris, enlevé il y a une semaine à Neuilly, est actuellement séquestré. La rumeur est assez courte :

— J'écris pour vous rassurer, dit-elle en substance. Je suis en bonne santé et même bien traité. Je ne voudrais pas que vous vous fassiez du souci pour moi. Essayez de distraire les enfants pour qu'ils ne pensent pas continuellement à cette affaire. Je vous embrasse tous.

Dans le même temps, une deuxième lettre arrivait au siège de l'Agence « France-Press » à Paris. Elle émanait du Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste et contenait une copie du communiqué déjà adressé — selon les ravisseurs — à l'ambassade d'Espagne à Paris. Ce communiqué exige, entre autres choses, la libération de cinq militants anarchistes emprisonnés en Espagne.

Les deux lettres avaient été postées en même temps à Lyon, le 6 mai. Mme Suarez, qui a parfaitement reconnu l'écriture et la signature de son mari, a remis le docu-

ment qu'elle avait reçu aux policiers du quai des Orfèvres chargés de l'enquête. Des recherches sont entreprises à Lyon. Il ne paraît pas qu'elles puissent déboucher sur des découvertes intéressantes.

— Les ravisseurs sont sûrement bien loin des bords du Rhône, estiment les policiers. Ils ont simplement fait poster ces lettres par un de leurs courriers.

Du côté espagnol, après la conférence-éclair donnée à Barcelone par deux anarchistes du M.I.L., masqués, devant six journalistes amenés là en grand secret, on se demande si le commando n'a pas réussi à franchir les Pyrénées avec son otage.

Dans un couvent

Les policiers ont longuement entendu les journalistes pour essayer de leur faire préciser la silhouette des deux garçons qui les avaient convoqués à cette conférence. Il ne semble pas qu'ils pourront tirer grand-chose des renseignements ainsi recueillis : les six journalistes ont répété à peu près la même chose :

— Ils étaient grands, jeunes, vêtus de jeans et de blousons. A aucun moment nous n'avons pu apercevoir leurs visages.

A défaut de pouvoir obtenir, pour l'instant, une identification qui leur permettrait peut-être par la suite de remonter jusqu'aux ravisseurs, les policiers espagnols essaient de dresser le portrait

de ces derniers en fonction de la personnalité de ceux dont ils demandent la libération.

— Les cinq terroristes emprisonnés à Barcelone étaient tous des compagnons de Puig Antich, exécuté le 2 mars dernier, font-ils remarquer. Deux d'entre eux, Roger Pons-Llovet, 18 ans, et Maria Mateos Fernandez, 17 ans, avaient été jugés en même temps que lui pour l'attaque d'une banque. Santiago Solé Amigo, 28 ans, Oriol Solé Sugranes, 25 ans, et Francisco Garriga Paytubi, 24 ans, étaient eux aussi des compagnons de lutte de Puig Antich.

Tous sont membres du Mouvement ibérique de libération. Selon les policiers espagnols, le M.I.L. est un groupement d'esprit anarchiste qui, jusqu'à ce jour, ne s'était pas livré à des enlèvements de personnes. Il avait surtout revendiqué des attaques de banques et des plasticages d'édifices publics. L'un de ces plasticages, le 2 novembre 1972, contre le consulat de France à Saragosse, avait eu une issue tragique : le chargé d'affaires français, M. Roger Tur, grièvement blessé, était mort après trois jours d'agonie.

Le M.I.L. a été formé en 1972. A l'origine, il s'agissait d'un groupe de jeunes antifranquistes anciens élèves des Benedictins. Le M.I.L. organisait surtout des réunions clandestines contre le régime. Lorsque l'un de ses membres était poursuivi par la police politique, il traversait les Pyrénées et trouvait refuge dans un des couvents du sud-ouest de la France.

— Les pères de l'abbaye de Saint-Michel de Cuxa, près de Prades, dans les Pyrénées-Orientales, ont abrité souvent, dans cette période, des membres du M.I.L. assurent les enquêteurs espagnols.

Avec le temps, l'action du M.I.L. s'est durcie. Ses membres sont passés aux actes et

à l'anarchisme. Aujourd'hui, ils sont réunis dans le Groupe d'action révolutionnaire avec l'Organisation révolutionnaire anarchiste (O.R.A.) et l'Organisation de la lutte armée (O.L.A.). Ces trois groupes forment ainsi des commandos déterminés et très actifs qui se sont livrés en Espagne à de très nombreux attentats.

Coopération internationale

Toujours selon la police espagnole, les responsables du M.I.L. ont des contacts réguliers avec diverses organisations autonomistes européennes, et notamment les Basques de l'E.T.A., les Bretons du F.L.B. et les Irlandais de l'I.R.A.

— Il n'est pas impossible que le M.I.L. ait fait appel à cette coopération internationale pour mener à bien certaines opérations et notamment le rapt sur le territoire français de M. Suarez, avancent les enquêteurs à Barcelone. Et ils ajoutent à l'appui de leur hypothèse : « Un de nos informateurs nous a signalé, la semaine dernière, la présence sur la frontière des Pyrénées, de Cohn-Bendit, en compagnie de Jorge Solé, le frère d'Oriol Solé, dont les ravisseurs exigent aujourd'hui la libération.

Le refus de toute négociation qu'opposent au commando des ravisseurs les autorités espagnoles, va-t-il durcir leur attitude et les conduire jusqu'à l'irréversible ? Pour l'instant, dans aucun de leurs communiqués ils ne mettent en jeu la vie de M. Suarez. Mais les heures qui passent ajoutent néanmoins à l'angoisse que l'on ressent pour cet homme, seul devant un sort incertain et tragique.

Roger COLOMBANI.

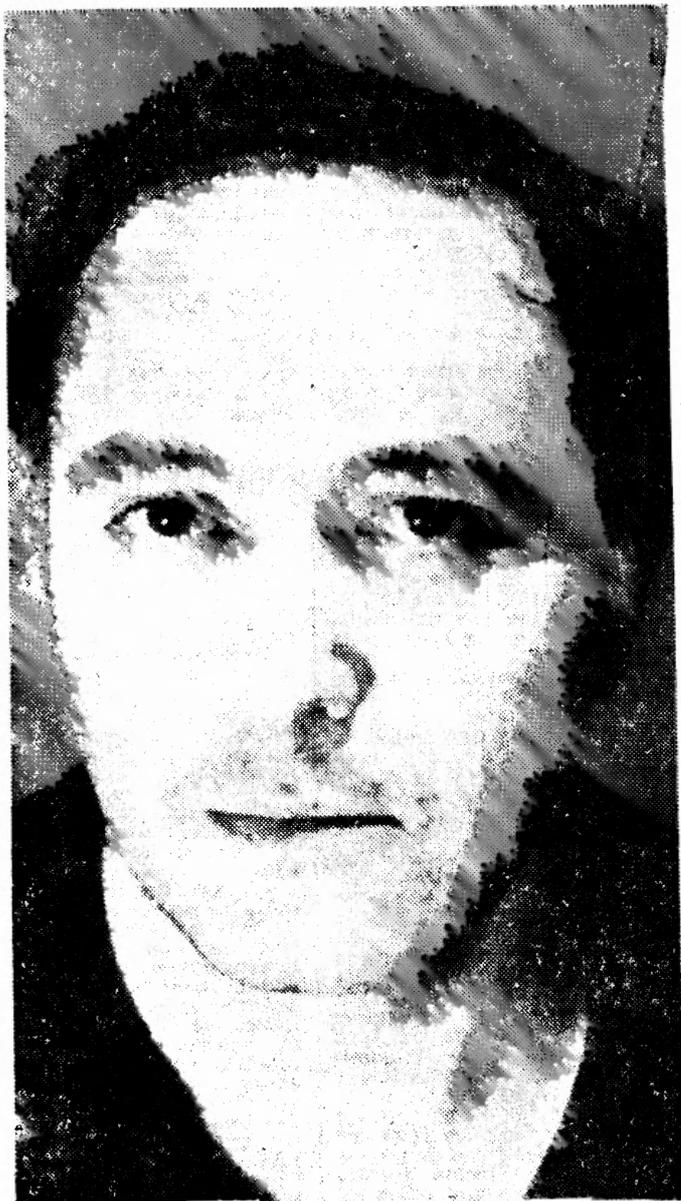
Perpignan : deuxième coup de téléphone

Deuxième appel téléphonique jeudi à midi au centre de l'ORTF à Perpignan où un homme se faisait passer pour l'un des ravisseurs de M. Suarez a déclaré à une journaliste, Mme Anna Laury : « Nous exigeons que la famille Suarez quitte Paris, que Franco libère les prisonniers espagnols et qu'il abandonne le pouvoir. A chaque exécution, a poursuivi l'interlocuteur, les anarchistes répondront par l'exécution de cinquante à cent personnes, ceci pour la libération de l'Espagne. »

La police, qui a été informée, doute que ce coup de téléphone émane vraiment des ravisseurs de M. Suarez.

Voici, dans sa prison, le banquier espagnol enlevé à Paris

Cette photo a été diffusée par les ravisseurs



Cet homme à l'air harassé, sans chemise, portant une barbe de plusieurs jours, c'est Angel Baltazar Suarez, le banquier espagnol enlevé le 3 mai à Neuilly. Cette photographie, parvenue à Londres par des voies assez mystérieuses, aurait été prise durant la détention de M. Suarez par ses ravisseurs, des anarchistes espagnols. Elle était accompagnée de la photocopie de la carte de séjour en France de l'homme d'affaires.

Nous avons montré la photographie vendredi soir à Mme Suarez qui, bouleversée, a formellement reconnu son mari. M. de Gorriño, sous-directeur de la Banque de Bilbao à Paris et porte-parole de la famille Suarez, s'est également montré affirmatif.

C'est vendredi, dans la soirée, qu'un homme avait apporté les deux documents à la rédaction de l'hebdo-

madaire londonien « Sunday Mirror ». Il a déclaré qu'il agissait pour le compte de M. David May, **co-rédacteur en chef d'un hebdomadaire marginal**, « Time out ». Interrogé à son tour, M. May a affirmé qu'il s'était procuré la photographie de M. Suarez et la photocopie de sa carte de séjour par l'intermédiaire d'un contact, un autre Anglais. Il a ajouté qu'il voulait simplement vendre les deux documents. Scotland Yard a été alerté par le « Sunday Mirror ».

En France, c'est désormais M. Alain Bernard, premier juge au tribunal de Paris, qui dirige l'enquête. Le magistrat a, en effet, été chargé d'instruire l'information judiciaire contre X pour arrestation illégale et séquestration de personne, ouverte vendredi par la section criminelle du Parquet.

(Photo « Sunday Mirror ».)

L'ENLÈVEMENT DU DIRECTEUR DE LA BANQUE DE BILBAO :

UNE PHOTO ET LE PERMIS DE SÉJOUR DE M. SUAREZ sont reçus par le journal anglais « Sunday Mirror »

M. SUAREZ

gnol enlevé à Paris, le 3 mai dernier, a été transmis au journal par des révolutionnaires espagnols. M. Suarez y apparaît, mal rasé et le visage éteint.

Le « Sunday Mirror » précise que la réception de cette photo et du permis de résidence que M. Suarez portait sur lui, au moment de son enlèvement, a aussitôt été portée à la connaissance de Scotland Yard et de la Sûreté française. L'épouse de M. Suarez a confirmé qu'il s'agissait bien de son mari.

Le « Sunday Mirror » ne précise pas si le groupe de révolutionnaires lui a transmis un quelconque document écrit.

Une équipe de détectives de Scotland Yard a été constituée pour mener l'enquête. Des policiers français gagneront Londres dans la journée, afin de s'entretenir avec leurs collègues britanniques, a précisé le journal.

Scotland Yard a déjà interrogé quelques personnes, en Grande-Bretagne, susceptibles d'avoir des contacts avec le groupe de révolutionnaires responsable de l'enlèvement de M. Suarez.

M. May a refusé, vendredi, de répondre aux questions du « Mirror » se contentant de déclarer que les documents lui avaient été remis, le jour même, à l'heure du déjeuner, par quelqu'un dont il n'a pas voulu révéler l'identité au journal.

Plusieurs photographies du banquier et son permis de séjour ont été amenés, vendredi soir, au « Mirror » par un agent collaborateur de M. David May, co-rédacteur en chef d'un hebdomadaire. M. May est le journaliste qui est parvenu à obtenir une interview de Kenneth Littlejohn, l'espion britannique au sein de l'I.R.A., alors qu'il était en fuite après s'être échappé de prison.

Le « special branch » de

MIDI-LIBRE

13 / 5 / 74

Londres. — Le « Sunday Mirror » a publié, hier, en exclusivité mondiale, une photo de M. Bernardo Baltazar Suarez, sur le quart de sa première page.

Ce cliché du banquier espa-

LIRE EN PAGE 2

Six jeunes Espagnols qui auraient posté des lettres adressées à la famille du banquier arrêtés dans l'Ain

Lyon. — Les services de police chargés de l'enquête sur le kidnapping de M. Balthazar Suarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris, ont procédé mardi, près de Bellegarde dans l'Ain, à six arrestations.

C'est à la suite d'un simple contrôle de routine que des gendarmes ont stoppé un véhicule qui se dirigeait vers la Suisse. La vérification des pièces d'identité des passagers, six jeunes Espagnols, ayant fait apparaître un certain nombre d'irrégularités, ils furent alors emmenés au poste de police de Bellegarde et gardés à vue.

D'après leur interrogatoire ils sont tous étudiants et pour la plupart militants antifranquistes connus. Ils avaient fait étape à Lyon. Or, c'est à Lyon que les

militants des « groupes d'action révolutionnaire internationale » (G.A.R.I.) avaient posté la semaine dernière trois lettres adressées à Mme Suarez.

Les policiers parisiens dépêchés à Bellegarde ont identifié l'un des six Espagnols comme étant le frère d'un des militants du « G. A. R. I. » dont la liberté est réclamée contre la vie de M. Suarez.

Notons cependant que le juge d'instruction chargé de cette affaire a déclaré que « les arrestations opérées n'ont, apparemment, aucun lien direct avec l'enlèvement le 3 mai de M. Suarez ».

Mais il semble bien que les policiers français tiennent là les militants qui postèrent les trois lettres datées de Lyon.

Le banquier est-il séquestré près de la frontière, dans les Pyrénées ?

Perpignan. — La chose devait arriver ! Deux coups de téléphone à la station O. R. T. F. de Perpignan, un autre message à destination de notre journal, il n'en fallait sans doute pas plus pour que l'information espagnole en provenance de Madrid situe dans la région de Perpignan le lieu de séquestration de M. Suarez, le directeur de la banque de Bilbao, enlevé à Neuilly dans les circonstances que l'on sait.

En fait, sans que l'on possède d'éléments véritablement positifs pouvant accréditer cette hypothèse, il n'en est pas moins vrai que certains rapprochements avec des affaires antérieures peuvent ouvrir la porte à des commentaires. Mais sans doute convient-il de remonter le cours du temps pour évoquer deux précédents enlèvements dont tout laisse à penser qu'ils ont eu pour cadre de leur séquestration, sinon les Pyrénées-Orientales, du moins la région immédiate.

Évoquons tout d'abord l'affaire Marcel Vaquier. A la suite de l'assassinat du consul français de Saragosse, Marcel Vaquier, qui était présent au moment de l'attentat, avait été enlevé, alors qu'il regagnait la France pour régler à Nîmes les obsèques du consul, eux environs de Sigean, dans l'Aude, par des ravisseurs déguisés en représentants de l'ordre. Assommé, Marcel Vaquier se réveilla dans une pièce qu'il découvrit comme étant située à un premier étage, vraisemblablement au-dessus d'une étable. De temps à autre, il percevait le tintement d'une cloche et le bruit lointain d'un train. La pièce n'était éclairée que par une sorte d'œil-de-bœuf où l'on apercevait des sommets.

L'on sait que M. Vaquier avait été libéré de la façon suivante : à la nuit tombée, la tête revêtue d'une cagoule, il avait été placé à bord d'une voiture qui suivit, d'après les sensations qu'il éprouvait, une route particulièrement sinieuse, à la chaussée défoncée. Au bout d'un long trajet, M. Vaquier avait été déposé sur un bloc de glace et c'est là que le découvrirent des gendarmes qui circulaient à bord d'une Jeep. Il se trouvait alors aux environs de Arreau, chef-lieu de canton des Hautes-Pyrénées.

Un autre enlèvement qui avait eu pour objet M. Huarte, un grand financier espagnol, présente avec celui de M. Vaquier des conditions aussi identiques que troublantes quant au lieu de la détention. M. Huarte se trouvait dans une pièce présentant les

mêmes caractéristiques que celle où fut enfermé M. Vaquier. Lui aussi percevait quelques sonneries de cloches et quelques bruits de train. Lui aussi ne voyait de la campagne que des pics enneigés. M. Huarte avait été libéré contre rançon et jamais l'on n'avait pu déterminer l'endroit exact de sa détention.

Et, évidemment, l'on peut effectuer entre ces deux affaires et celle de M. Suarez un rapprochement, et nos confrères espagnols sont tentés de franchir le pas, si l'on en croit les informations en provenance de Madrid.

Quoi qu'il en soit et d'après une enquête effectuée par nos services dans la province de Gérone, qui jouxte le département des Pyrénées-Orientales, les autorités espagnoles estiment qu'elles n'ont pas à se mêler d'une affaire qui ne concerne en fait que M. Suarez, la Banque de Bilbao et les ravisseurs.

Même position auprès de la police frontalière qui est, bien entendu, au courant des rumeurs qui circulent, mais qui se refuse à tout commentaire sur une affaire qui, dit-elle, ne la concerne pas.

Quant aux représentants de la police française que nous avons interrogés à Perpignan, ils nous ont déclaré n'être en fait, au courant de l'hypothèse de la séquestration de M. Suarez dans les Pyrénées-Orientales que par les rumeurs de source espagnole.

Il se peut que des investigations soient entreprises en France. En tout cas, elles n'apparaissent pas sur le terrain et personne n'en a fait état.

Disons en conclusion que les éléments qui nous ont permis d'accréditer la thèse de la séquestration aux environs de Perpignan de M. Suarez résident dans les coups de téléphone répétés à l'O. R. T. F., station de Perpignan ; dans la communication téléphonique au standard de notre journal, éléments dont a fait état la télévision espagnole, dans l'enlèvement, aux portes des Pyrénées-Orientales, de M. Vaquier qui aurait été séquestré dans le même mas que M. Huarte par des ravisseurs qui auraient pu tout aussi bien faire de même pour M. Suarez.

On voit que le dossier est à la fois mince et troublant.

Au demeurant, il n'est pas aberrant de penser que l'on puisse séquestrer un sujet espagnol à proximité de la frontière, ne serait-ce que pour faciliter la libération, au moment du paiement de la rançon, par exemple.

Jean BAQUE.

Midi Libre — Samedi 18 mai 1974

LE BANQUIER ESPAGNOL DE NEULLY BIENTOT LIBÉRÉ ?

M. ANGEL BALTASAR SUAREZ, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, qui avait été enlevé à Neuilly-sur-Seine le 3 mai, serait probablement relâché « au cours du week-end », indiquait un communiqué du GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste), reçu hier soir au bureau de l'Agence France-Presse de Madrid.

Les auteurs de l'enlèvement ont-ils obtenu satisfaction de la part du gouvernement espagnol qui, il y a une dizaine de jours, avait refusé leurs exigences ?

Les tractations n'étaient pas pour autant officiellement interrompues, malgré les conditions préalables posées à la libération de M. Suarez par les ravisseurs : publication dans la presse des communiqués et des textes du mouvement ; mise en liberté provisoire d'un militant révolutionnaire, Santiago Solé Amigo ; publication du réquisitoire contre des militants du Front révolutionnaire antifasciste, arrêtés le 1er mai 1973, et mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques ayant accompli les trois quarts de leur peine.

Et il y avait eu dernièrement l'arrestation près de Bellegarde, dans l'Ain, de quatre anarchistes espagnols, dont l'un, Ignacio Solé-Sugranes, 25 ans, est le frère de l'un des prisonniers politiques dont le GARI demandait la libération. De plus, les lettres adressées par les ravisseurs à la famille de M. Suarez avaient été postées à Lyon, ville d'où les quatre jeunes gens avouèrent qu'ils venaient.

pe d'Action Révolutionnaire Internationaliste) adressé le lundi 20 Mai à l'Agence France Presse. C'est la seconde fois que cette organisation entre en communication avec le bureau de l'AFP à Madrid au sujet de l'enlèvement de M. Suarez. Le 7 Mai dernier, le Groupe d'action Révolutionnaire Internationaliste avait revendiqué l'enlèvement de M. Suarez et indiqué que 4 conditions avaient été posées au gouvernement espagnol pour sa libération. Ces conditions étaient les

suivantes : 1) publication dans la presse des communiqués et des textes du mouvement ; 2) libération de Santiago Solé Amigo, militant du Mouvement Ibérique de Libération (auquel appartenait S. Puig Antich exécuté à Barcelone) ; la publication du réquisitoire contre des militants du FRAP (Front Révolutionnaire Anti-Franquiste et Patriotique) arrêtés lors des manifestations du 1^{er} Mai 1973 ; la mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques ayant purgé les trois quarts de leur peine.

L'AURORE — Mardi 21 mai 1974 —

★ SELON UN COMMUNIQUÉ DE SES RAVISSEURS
★ LE DIRECTEUR DE LA BANQUE DE BILBAO A PARIS SERAIT LIBÉRÉ AU COURS DU WEEK-END
★ Madrid (A. F. P.) - M. Angel Baltasar Suarez Directeur de la Banque de Bilbao à Paris, qui avait été enlevé le 3 Mai dernier, sera probablement relâché « au cours du week-end » indiquant que un communiqué du G. A. R. I. (grou-

LE CHANTAGE SE SYSTÉMATISE

M. Suarez probablement libéré au cours du week-end

Madrid, 21 mai.

M. ANGEL BALTHAZAR SUAREZ, directeur de la banque de Bilbao à Paris, enlevé le 3 mai dernier, sera probablement relâché « au cours du week-end », indique un communiqué du « Groupe d'action révolutionnaire internationaliste »

adressé au bureau de l'A.F.P. de Madrid.

C'est la seconde fois depuis le début de cette affaire que le G.A.R.I. entre en contact avec les services madrilènes de l'Agence France-Presse.

La première fois, au cours d'une conférence de presse improvisée dans un bar du centre de la ville, des membres du mouvement extrémiste ayant fait part des quatre conditions qu'ils fixaient comme préalable à la libération de leur otage :

1 - la publication dans la presse espagnole des communiqués et textes du mouvement ;

2 - la libération de Santiago Sole Amigo, militant du « Mouvement ibérique de libération » (organisation à laquelle appartenait Salvador Puig Antich, exécuté à Barcelone) et qui serait gravement malade ;

3 - la publication du réquisitoire et des peines réclamées

contre cinq membres du Front révolutionnaire antifasciste et patriote, arrêtés lors de manifestation le 1^{er} mai 1973 et qui doivent être prochainement jugés ;

4 - la mise en liberté conditionnelle, conformément à la loi espagnole, de tous les prisonniers politiques ayant purgé les trois quarts de leur peine.

Peut-on déduire du communiqué du G.A.R.I. que les autorités de Madrid qui avaient d'abord opposé une fin de non-recevoir, ont fini par accepter de faire droit aux exigences des ravisseurs ? Rien, ne permet de le croire.

Seule apparemment, la troisième condition a été acceptée puisqu'il a été annoncé publiquement que le procureur militaire demanderait contre les militants du F.R.A.P. des peines allant de quinze ans à dix-huit ans de détention.

Il semble plutôt que l'action menée depuis trois semaines par les polices espagnole et française ait permis aux autorités madrilènes de marquer des points contre les ravisseurs de M. Suarez.

A Madrid, dans les milieux proches de la Sûreté, on laisse entendre, en effet, que les enquêteurs français seraient parvenus à découvrir l'endroit où est séquestré le directeur de la banque de Bilbao.

On rappelle aussi qu'un groupe d'anarchistes espagnols a été intercepté mardi dernier par la gendarmerie de l'air alors qu'il

pénétrait en France en venant de Suisse.

D'autre part, M. Suarez a pu adresser un message à son épouse, où il dit notamment : « Mon état physique est bon, mais moralement c'est différent... La seule chose dont j'ai conscience est qu'il y a quelques conditions pour qu'on me relâche et que si elles ne sont pas accomplies irrémédiablement je serai exécuté. Disons que le compte à rebours a commencé. » De son côté, le G.A.R.I. précise : « Sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer M. Suarez. »

Goeteborg : le forcené retranché dans une pharmacie s'est finalement rendu

Goeteborg, 21 mai. — Le forcené de la pharmacie Maasen à Goeteborg s'est finalement rendu sans résistance à la police après avoir jeté son arme comme celle-ci le lui avait demandé. Depuis 16 heures lundi après-midi il détenait en otage cinq employés de l'établissement. L'homme, un repris de justice âgé de 25 ans et d'origine norvégienne, réclamait la libération de Jan Olsson et de Clark Olofsson, les deux auteurs du hold-up avec prise d'otages commis en août dernier à la « Kreditbanken » de Stockholm qui purgent pour ces faits respectivement 10 et 6 ans d'emprisonnement.

Il réclama ensuite également la libération de Carl Paucksch, un trafiquant de drogue de nationalité hollandaise.

L'homme voulait enfin qu'un avion soit mis à sa disposition pour se rendre en compagnie des trois détenus à Damas où, disait-il, il avait des amis.

Peu après huit heures mardi matin, le forcené, qui avait renoncé à toutes ses revendications, acceptait de suivre les policiers docilement au commissariat.

Eprouvées par leur nuit de détention, mais saines et sauvées, les cinq jeunes femmes étaient dirigées aussitôt vers l'hôpital de Goeteborg.

LE FIGARO

22 MAI 74

Gènes, Paris, Genève, Goeteborg, Séoul, Anvers. Les prises d'otages semblent être devenues la règle commune, qu'il s'agisse d'obtenir la libération de militants politiques ou bien simplement pour un malfaiteur de couvrir sa fuite, la méthode est la même. Le « jeu » du gendarme et du voleur a désormais changé de règle. Passants, clients, employés ne sont plus considérés comme des « neutres ». Ils sont choisis souvent au hasard et associés de force à des affrontements qui, presque toujours, ne les concernent pas. Les voilà transformés en monnaie d'échange au péril de leur vie.

En Italie, le procureur Sossi va être libéré. A la fin de la semaine, le directeur de la banque de Bilbao à Paris pourra peut-être retrouver sa famille. Les employées de banque de Genève, les pharmaciennes de Goeteborg, les clients du salon de thé de Séoul et le passant d'Anvers sont sains et saufs. Les auteurs des prises d'otages ont tous été arrêtés à l'exception de celui d'Anvers. Seule cette dernière affaire s'est terminée tragiquement puisqu'un cours de l'altercation un jeune homme a été mortellement blessé à la tête.

L'affaire Sossi : le gouvernement italien a refusé d'entériner le « marché » des juges de Gènes

Rome, 21 mai. (De notre envoyé spécial permanent.)

Après une longue attente, les Brigades rouges se sont manifestées de nouveau à 16 heures, cet après-midi, alors qu'on n'y croyait plus. Elles ont téléphoné au journal *Le XIXe siècle*. Un rédacteur s'est rendu aussitôt à la boîte aux lettres indiquée par le correspondant anonyme et y a découvert un message autographe de Sossi et un autre signé par ceux qui le détenaient.

Le substitut au procureur, prisonnier depuis le 18 avril, confirme être en bonne santé et être au courant de la sentence de liberté provisoire dont bénéficient les huit du groupe. Le 22 octobre « émise hier par la cour d'assises de Gènes, sentence qui n'a pas été déclarée recevable, on s'en souvient, par le procureur général Cocco.

Le texte des ravisseurs déclare :

« Communiqué n° 7. Nous répons de l'intégrité physique de Sossi. Elle dépend de la mise en liberté des huit de notre groupe. Ils doivent trouver asile à l'ambassade de Cuba près le Saint-Siège. Dans les vingt-quatre heures suivantes, Mario Sossi sera libéré. Nous en faisons serment. »

Apparavant, la femme de l'adjoint au procureur, Maria Sossi, avait vécu des heures d'espoir s'écriant : « Il est sauvé. » Puis ce furent des réunions dramatiques au sein du gouvernement : le ministre de l'Intérieur Taviani se précipitant chez M. Rumor menaçant de démissionner si

l'Etat cédait à l'ignoble chantage des bandits des Brigades rouges. Le président du conseil le rassurait immédiatement ainsi que le ministre des Grâces et Justice, M. Zagari : la cour d'assises de Gènes a agi en toute indépendance mais le gouvernement maintient sa ligne de conduite inflexible. Il ne peut, il ne doit pas faire de concessions malgré l'horrible sort suspendu sur la tête d'un homme aux mains de criminels décidés à tout. Leur souci principal d'ailleurs est de faire front à l'Etat, beaucoup plus que de régler à l'amiable le sort de Sossi.

Les interrogations angoissantes au Parlement se succédaient : la majorité demandait au président du conseil l'assurance que l'autorité de l'Etat démocratique serait maintenue. Républicains, communistes, démocrates chrétiens étaient d'accord après d'angoissants débats de conscience. Pas question d'abdiquer. Seuls quelques socialistes étaient d'avis contraire, dont M. Craxi, secrétaire général du P.S.I. Ce dernier pensait qu'après le massacre récent de la prison d'Alexandrie au Piémont (cinq otages tués) il était difficile de donner une réponse négative au chantage des « brigades rouges ». Tout comme un membre de la gauche indépendante et un seul communiste qui s'écriait : « Il faut sauver une vie humaine à tout prix. »

Mais ce n'était là qu'une exception à l'avis général des milieux politiques, sinon au sein de la magistrature, comme on s'en doute. Celle-ci fera une grève générale

dans toute l'Italie les 20 et 30 mai. Les juges de Gènes ont pourtant été prudents en déclarant : « Libérez ou faites-nous dire que vous allez libérer Sossi et nous relâchons vos prisonniers. » Ceci pour ne fournir aucun prétexte pouvant servir aux bandits des « brigades rouges ».

Les heures passaient. On apprenait que les huit du « groupe du 22 octobre » étaient répartis dans diverses prisons. Il aurait fallu les rassembler. L'un est à Lecce dans le sud, l'autre est à Pèruse, un autre encore à Paternò, puis à Potenza. Et Sossi, le chef de la bande, condamné à la détention à vie pour l'assassinat d'un télégraphiste, attend tranquillement dans sa prison proche de Gènes, aux côtés d'un de ses complices, dont la peine doit finir en 1988. Ces deux derniers « durs » ne montraient aucune émotion apparente rapporte la presse locale.

Et puis on apprenait que l'Algérie et Cuba refusaient l'idée d'accueillir ces « Tupamaros » sur leur territoire. Ceci constituait-il un nouveau coup de grâce à Sossi ? La Corée du Nord, elle, serait impossible à joindre. Elle n'a en effet pas de représentant en Italie.

« La situation dramatique n'échappe à personne », écrit le matin « l'Unità », ajoutant : « Tout en comprenant les sentiments humanitaires des juges de Gènes, on ne peut donner un encouragement à un criminel. Hors-la-loi. Tous les travailleurs sont de cet avis. »

Bernard Noël.

Enlevé le 3 mai à Neuilly

M. Suarez a été libéré par ses ravisseurs

Plusieurs d'entre eux auraient été arrêtés

M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la succursale française de la Banque de Bilbao, qui avait été enlevé le 3 mai, dans le sous-sol de son domicile, à Neuilly-sur-Seine (le Monde du 5-6 mai), a été libéré, ce mercredi 22 mai, peu avant sept heures. Ses ravisseurs l'ont relâché dans le bois de Vincennes et il s'est rendu à pied dans un café d'où il a téléphoné à sa femme. Mme Suarez a aussitôt envoyé une voiture chercher son mari avant de prévenir la police.

Le commissaire divisionnaire Pierre Ottaviani, chef de la brigade criminelle, qui dirigeait les recherches pour retrouver M. Suarez et ses ravisseurs, a appris la nouvelle dans sa voiture par la radio et s'est aussitôt rendu au 41, boulevard du Château, à Neuilly. A sa sortie de l'appartement de la famille Suarez, peu avant 11 heures, le policier a simplement relaté aux journalistes les circonstances de la libération de M. Suarez, ajoutant toutefois qu'il paraissait peu probable que ce dernier ait été détenu dans la région de Perpignan, ainsi qu'avaient pu le laisser penser certains indices.

On apprenait au même moment que plusieurs participants à l'enlèvement auraient été arrêtés à Paris et qu'au nombre des personnes appréhendées figureraient l'instigateur du rapt, ainsi qu'une jeune femme. Une rançon, précisait-on, aurait été récupérée. Dans la soirée du 21 mai, une déclaration des ravisseurs — les

groupes d'action révolutionnaire internationaliste — adressée à R.T.I., proclamait : « Les proches de M. Suarez ont accepté de répondre favorablement à nos exigences. Le gouvernement espagnol nient, de son côté, de nous accorder certaines « promesses » concernant nos revendications. Aussi, et sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer ce représentant du franquisme et du capitalisme mondial qu'est M. Suarez. A partir de là, nous donnons deux mois au gouvernement espagnol pour éviter toute nouvelle action de notre part. »

Dans un message enregistré sur mini-cassette et joint à cet envoi, M. Suarez exprimait son inquiétude. « La seule chose dont j'ai conscience, disait-il notamment, est qu'il y a quelques conditions pour qu'on me relâche, que si elles ne sont pas remplies, irrémédiablement, je vais être exécuté. »

Selon l'organisation nationaliste basque

Les deux militants tués sur une plage espagnole n'appartenaient pas à l'ETA

De notre correspondant

Bayonne. — Après la fusillade de lundi après-midi 20 mai, sur une plage de Fontarabie, où deux nationalistes basques ont été tués par la garde civile (le Monde du 22 mai), le mouvement révolutionnaire ETA a publié mardi un communiqué dans lequel il dément que les victimes appartenaient à son organisation. Selon ce communiqué, MM. Xavier Roque Mendez Villada, et José Luis Mondragon Elorza, ont bien l'un et l'autre appartenu à ETA, mais ils l'ont quitté, le premier en 1973, et le second en 1970. Ils n'en continuaient pas moins leurs activités au service de la cause basque au sein d'une autre organisation. Tout en rendant hommage à leur « patriotisme », ETA ne les reconnaît pas comme ses militants.

M. Pierre Hirigoyen, un ressortissant français, âgé de vingt-huit ans, né à Mouguerre (Pyrénées-Atlantiques), accompagnait les deux militants basques. Blessé au cours de la fusillade, il avait réussi

à s'enfuir mais a été rapidement arrêté après une battue menée avec des chiens policiers. La présence dans le groupe d'un autre Français, dont on avait annoncé l'arrestation, semble de plus en plus douteuse. En revanche, une jeune Française, Mlle Dominique Dupleix, a été appréhendée, lundi 20 mai, par la police espagnole au pont international d'Hendaye, alors qu'elle s'apprêtait à rentrer en France. Elle serait en relation directe avec l'affaire.

L'objectif du groupe reste encore mal connu. Selon la police espagnole, il aurait préparé l'enlèvement d'un industriel : une note, trouvée sur l'un des militants tués, précisait en effet qu'une rançon de 60 millions de pesetas (5 millions de francs) devait être réclamée. La police espagnole, sur la foi de renseignements qu'elle avait recueillis, attendait, dit-on, depuis quarante-huit heures, l'arrivée du commando sur la plage de Fontarabie.

COMMUNIQUE

Les proches de M. Suarez ont accepté de répondre favorablement à nos exigences. Le gouvernement espagnol vient, de son côté, de nous accorder certaines «promesses» concernant nos revendications. Aussi, et sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer ce représentant du franquisme et du capitalisme mondial qu'est M. Suarez.

A partir de là, nous donnons deux mois au gouvernement espagnol pour éviter toute nouvelle action de notre part.

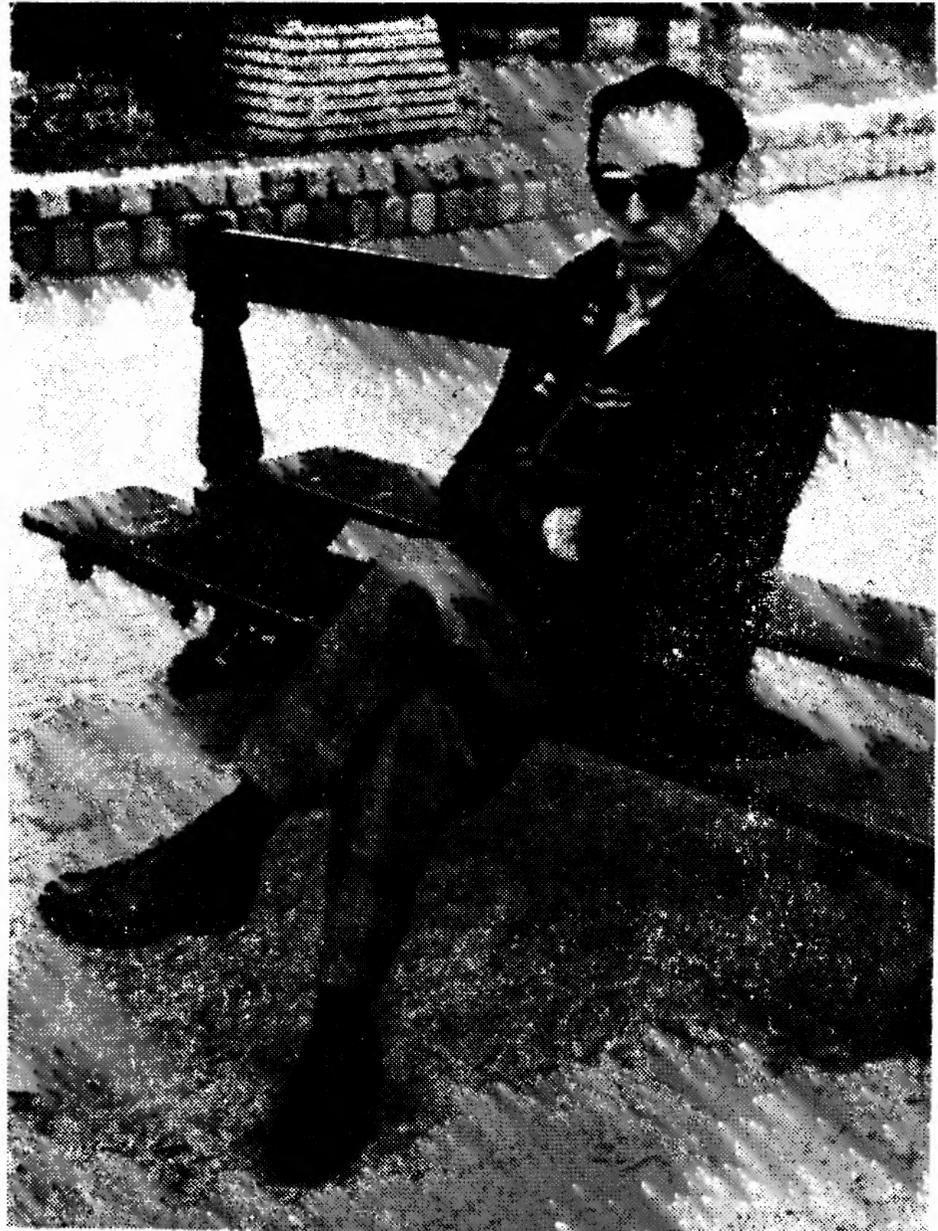
G.A.R.I.
21-5-74

LA JOIE DES SUAREZ

après 19 jours d'angoisse et l'arrestation
de 7 des ravisseurs du directeur de banque

FRANCE - SOIR

22/5/74



La joie éclate chez les Suarez ! Le directeur de la banque de Bilbao, à Paris, retrouve sa famille dans son appartement de Neuilly, mercredi, à 7 h 30 du matin. Son frère l'étreint, le presse sur son cœur. Sa femme, Carmen, lui touche le bras comme si elle n'osait pas croire encore que c'est lui. Son cauchemar avait pris fin une demi-heure plus tôt quand ses ravisseurs l'avaient abandonné sur un banc au bord d'une allée du bois de Vincennes, près du Châlet du Lac, les yeux bandés, sous d'épaisses lunettes noires. Sept de ses ravisseurs ont déjà été arrêtés.

(Photos GAMMA.)

(Page 5.)

Después de la liberación del director del Banco de Bilbao

"NO ENTREGAREMOS LOS CULPABLES"

(a las autoridades españolas)

■ Afirma el comisario francés encargado de las investigaciones

PARIS, 23. (Por teléfono, de nuestro corresponsal, Javier MARTINEZ REVERTE.)

Siete personas han sido detenidas ayer por la Policía francesa, en relación con el secuestro de Angel Baltasar Suárez, director del Banco de Bilbao en París, que fue liberado ayer a primera hora de la mañana en el bosque parisino de Vincennes.

Los siete detenidos lo son en calidad de testigos, mientras no se les inculpan delitos concretos. La Policía ha especificado, sin facilitar nombres, que entre ellos se encuentra una muchacha escocesa, y que los otros seis son de nacionalidad francesa y española.

Angel Baltasar Suárez, entre tanto, se encuentra reposando en su domicilio de Neuilly, y no ha precisado ningún detalle a los periodistas, solamente en una rueda de Prensa, celebrada a mediodía de ayer, en breves minutos, pocas horas después de su liberación, manifestó lo siguiente:

—Les agradezco sus atenciones conmigo y con mi familia. Querria haberles recibido de otro modo, pero estoy muy, muy fatigado. He pasado diecinueve días encerrado, en solitario. Y eso me ha afectado, porque yo no tengo espíritu de mártir, sino que soy una persona normal. Muchas gracias por todo.

Ayer, a última hora de la tarde, un comisario de la Policía Judicial nos convocó a los periodistas franceses y españoles. Nos informó que la operación de rescate de Suárez ha exigido el despliegue de muchos policías, y cien de ellos solamente en París.

La búsqueda se ha extendido por el oeste y el sur-oeste francés y también la región parisina. Se ha seguido a numerosos sospechosos, y muchos de ellos, sabiéndose perseguidos, han mostrado su astucia y extremado sus dotes para engañar a la Policía. Las investigaciones no sólo han alcanzado Francia y España, sino también otros países europeos donde existen grupos de anarquistas.

La Policía supo en abril que grupos de anarquistas preparaban un golpe de este estilo. Pero suponían que contra una personalidad diplomática española y, por eso, no se vigiló a Suárez. Piensa la Policía francesa que Suárez fue escogido por los anarquistas al azar, ya que el secuestrado no tiene actividad política.

Para la Policía francesa se trata, en un principio de un móvil político pero al tiempo de un acto criminal, de un delito común

dinero, que asciende según «France Press» a un millón de francos.

El Gari, responsable del secuestro, lo componen al parecer, muchas organizaciones anarquistas internacionales, y se trata de un grupo de coordinación. La operación de arresto de sospechosos no comenzó hasta ayer, pues se temía por la vida de Suárez. Sobre el lugar donde se ha mantenido a este último, la Policía no ha querido especificar nada, aunque puede tratarse de un aparcamiento automovilístico en la propia ciudad de París. Se ha señalado, sin embargo, que el lugar no estaba en los alrededores

arrestados ayer se encuentra el organizador del secuestro.

—Nuestro objetivo no era el mismo que el de la Policía española —preciso el comisario francés—. Nosotros buscábamos, solamente, los responsables de un delito común, cometido en territorio francés, y, por tanto, no vamos a entregar los culpables a las autoridades españolas.

Angel Suárez permanece con una escolta policial, que presta servicio de vigilancia. Puede que hoy o mañana, ya recuperado, convoque a los partidistas en rueda de Prensa para ofrecer más detalles de su secuestro. Hasta ahora sólo



■ Al parecer, se han recuperado los tres millones de francos pagados por el rescate

■ Hasta el momento hay siete sospechosos detenidos

fueron, según la Policía, rechazadas. Los secuestradores han recibido una gran cantidad de dinero, al parecer, del Banco de Bilbao, pero la Policía francesa no sabe la suma. Ayer, al detener a las siete personas, se ha recuperado una parte de ese

res de Perpignan contra lo que en un principio se pensó.

Con la Policía española se ha mantenido correspondencia como con otras policías europeas. Todavía puede haber más detenciones, pero la Policía no prefiere alentar la

se ha manifestado que anteanoche le dieron una maquina de escribir y que, entonces, supo que iba a ser liberado. Pero por a mañana, fuertemente drogado con somníferos fue trasladado en un baúl de mimbre al bosque de Vincennes, donde fue liberado.

L'enlèvement de M. Suarez

LES SEPT SUSPECTS ARRÊTÉS NIENT LEUR PARTICIPATION AU RAPT

Parmi les sept personnes interpellées, le 22 mai, après la libération de M. Angel Balthazar Suarez (le Monde du 24 mai), se trouve un militant anarchiste espagnol connu des services de police depuis plusieurs années, M. Octavio Alberola, quarante-six ans, indique-t-on à la direction de la police judiciaire. D'origine mexicaine, M. Alberola a été l'un des dirigeants du groupe anarchiste «1er mai», qui organisa, en avril 1966, l'enlèvement à Rome d'un conseiller ecclésiastique de l'ambassade d'Espagne au Vatican.

Interrogées par les enquêteurs de la brigade criminelle, les sept personnes gardées à vue — quatre hommes et trois femmes — ont nié avoir participé à l'enlèvement de M. Suarez. Elles doivent être déferées, ce vendredi 24 mai, au parquet de Paris et mises à la disposition de M. Alain Bernard, premier juge d'instruction, chargé de l'affaire.

SUAREZ LIBERE

Mercredi matin, le directeur de la banque de Bilbao à Paris, Balthazar Suarez, a été libéré et retrouvé sur un banc dans le bois de Vincennes. Sept personnes ont été déjà arrêtées. Les recherches continuent et laissent craindre de nouvelles captures. La presse elle aussi s'est précipitée sur l'événement pour remplir ses colonnes de « Ah, mon cher, les méchants ravisseurs... Mais non ma douce, ils ont été très gentils... » Après tout Suarez, enlevé le 3 mai est sain et sauf et les kidnappeurs présumés sont en prison.

Seulement voilà. L'enlèvement avait un but politique. Le mouvement GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) qui a revendiqué le rapt avait annoncé le second tour clairement ses mobiles : publication en Espagne des textes et communiqués du mouvement, mise en liberté des militants du MII, incarcérés dans les prisons de Franco, publication du réquisitoire contre les militants du FRAP et mise en liberté de tous les prisonniers politiques ayant effectué les trois-quarts de leurs peines. De plus, la police ignorait ou feignait d'ignorer que le GARI avait demandé une rançon évidemment destinée à appronniser les caisses du mouvement clandestin.

Ainsi donc, ces militants emprisonnés vont être jugés. Il ne fait aucun doute que les peines risquent d'être lourdes. Il est de notre devoir de leur apporter notre soutien ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite. Surtout que la police française, complice de Franco et ses tortionnaires ne chôme pas. Les arrestations éclaircies doivent d'ailleurs nous faire réfléchir. Il est certain que la racaille ligarde s'incruste par-

tout et ce n'est pas être parano que se montrer méfiant. Ces militants qui luttent contre Franco sont là pour nous le rappeler. Ils ont besoin de nous comme nous avons besoin d'eux.

Et puis, un homme enlevé en comparaison des nombreuses réclusions à vie ou des meurtres par garrot, ce n'est pas cher payé. Des enlèvements, il y en aura d'autres. Alors, à bientôt...

A.L.

DERNIERES INFORMATIONS

Deux Espagnols et une Anglaise ont été arrêtés à Avignon avec les 3 millions de rançon.

A Paris, c'est une assistante en pharmacie qui a été interpellée. C'est finalement sept suspects, qui étaient interrogés par la Brigade Criminelle, qual des Orfèvres, hier matin.

La répression ne s'arrête pas là. En effet, dans la soirée de mercredi, à Toulouse, ville antifranciste par excellence, l'imprimerie 34 (rue des Blancs) a été l'objet d'une descente en règle exercée par des flics mitraillette au poing, et chiens policiers. Une fois le tabassage de rigueur passé, les flics ont interpellé deux camarades de l'imprimerie et les ont matraqués. D'autres flics pendant ce temps, se chargeaient de perquisitionner.

A la frontière espagnole, l'alerte permanente est donnée. Il est à craindre que cette offensive policière ne s'arrête pas là. Nous manquons à ce jour de renseignements concernant notamment l'identité des militants arrêtés. A suivre.

ENLEVÉ LE 3 MAI A NEUILLY

M. Suarez a été libéré par ses ravisseurs

Plusieurs d'entre eux auraient été arrêtés

M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la succursale française de la Banque de Bilbao, qui avait été enlevé le 3 mai, dans le sous-sol de son domicile, à Neuilly-sur-Seine (le Monde du 5-6

mai), a été libéré, ce mercredi 22 mai, peu avant 7 heures. Ses ravisseurs l'ont relâché dans le bois de Vincennes. Il a regagné aussitôt son appartement et Mme Suarez a prévenu la police.

Le commissaire Ottavioli, chef de la brigade criminelle, a précisé que M. Suarez avait été séquestré soit à Paris, soit dans la proche banlieue; ce qui est certain, c'est que le directeur de la Banque de Bilbao à Paris est toujours resté dans le même local — une petite pièce insonorisée — et qu'il n'a jamais fait de long trajet en voiture.

M. Suarez a d'autre part indiqué qu'il n'avait jamais pu voir ses agresseurs, ceux-ci étant constamment masqués. Ils étaient quatre — dont une femme — qui le gardaient à tour de rôle.

On apprenait en fin de matinée que plusieurs participants à l'enlèvement auraient été arrêtés à Paris et qu'un nombre de personnes appréhendées figureraient l'instigateur du rapt, ainsi que la jeune femme. Une rançon, précisait-on, aurait été récupérée.

M. Angel Balthazar Suarez lui-

même a reçu les journalistes en fin de matinée dans le salon de son appartement. « Je suis vraiment trop fatigué pour parler, a-t-il déclaré. J'ai été entièrement isolé pendant tout le temps. C'est épuisant... Pour un simple citoyen comme moi, cette histoire est incroyable. » Sur ces mots, M. Suarez a dû s'interrompre, pris d'un léger malaise.

« Je crois qu'il a été drogué, a ajouté Mme Suarez. Je pense qu'il n'a pas été bien traité, pas tellement physiquement, mais surtout moralement. Il a toujours été seul et a sans cesse subi des menaces. Hier soir, il a deviné qu'il allait être libéré car on lui a demandé de se raser. »

Dans la soirée du 21 mai, une déclaration des ravisseurs — les groupes d'action révolutionnaire internationaliste — adressée à R.T.L. proclamait : « Les proches

de M. Suarez ont accepté de répondre favorablement à nos exigences. Le gouvernement espagnol vient, de son côté, de nous accorder certaines « promesses » concernant nos revendications. Aussi, et sauf événement de dernière minute, nous allons prendre des dispositions pour libérer ce représentant du franquisme et du capitalisme mondial qu'est M. Suarez. A partir de là, nous donnons deux mois au gouvernement espagnol pour éviter toute nouvelle action de notre part. »

Mais à Madrid, un porte-parole du gouvernement espagnol a indiqué, au contraire, qu'à aucun moment le gouvernement n'était entré en contact avec les ravisseurs pour discuter des conditions de sa libération. « On ne discute pas avec des terroristes et on leur cède encore moins », a ajouté le porte-parole.

Les principales conditions exigées par les membres du mouvement « Gari » n'ont, semble-t-il, pas été satisfaites par les autorités espagnoles. Rien n'indique en effet que les prisonniers politiques et militants du « mouvement ibérique de libération » aient été mis en liberté ou sous condition.

Selon l'organisation nationaliste basque

Les deux militants tués sur une plage espagnole n'appartenaient pas à l'ETA

De notre correspondant

Bayonne. — Après la fusillade de lundi après-midi 20 mai, sur une plage de Fontarabie, où deux nationalistes basques ont été tués

Un objectif encore mal connu

par la garde civile (le Monde du 22 mai), le mouvement révolutionnaire ETA a publié mardi un communiqué dans lequel il dément que les victimes appartenaient à son organisation. Selon ce communiqué, MM Xavier Roque Mendez Villada, et José Luis Mondragon Elorza, ont bien l'un et l'autre appartenu à ETA, mais ils l'ont quitté, le premier en 1973, et le second en 1970. Ils n'en continuaient pas moins leurs activités au service de la cause basque au sein d'une autre organisation. Tout en rendant hommage à leur « patriotisme », ETA ne les reconnaît pas comme ses militants.

M Pierre Hirigoyen, un ressortissant français, âgé de vingt-huit ans, né à Mouguerre (Pyrénées-Atlantiques), accompagnait les deux militants basques. Blessé au cours de la fusillade, il avait réussi à s'enfuir mais a été rapidement arrêté après une battue menée avec des chiens policiers. La présence dans le groupe d'un autre Français, dont on avait annoncé l'arrestation, semble de plus en plus douteuse. En revanche, une jeune Française, Mlle Dominique Dupleix, a été appréhendée, lundi 20 mai, par la police espagnole au pont international d'Hendaye alors qu'elle s'appropriait à rentrer en France. Elle serait en relation directe avec l'affaire.

L'objectif du groupe reste encore mal connu. Selon la police espagnole, il aurait préparé l'enlèvement d'un industriel : une note, trouvée sur l'un des militants tués, préciserait en effet qu'une rançon de 60 millions de pesetas (5 millions de francs) devait être réclamée. La police espagnole, sur la foi de renseignements qu'elle avait recueillis, attendait, dit-on, depuis quarante-huit heures, l'arrivée du commando sur la plage de Fontarabie.

UN TÉMOIGNAGE EXCLUSIF

“ SOUDAIN, J'AI VU

...il était assis sur un banc, les yeux bandés ” raconte C. - M. VADROT

C'EST un document exceptionnel que L'AURORE publie aujourd'hui en exclusivité : il s'agit du témoignage de Claude-Marie Vadrot qui a assisté, hier matin, en la seule compagnie d'un photographe de presse indépendant, à la libération du banquier espagnol Balthazar Suarez, détenu depuis le 3 mai dernier par un groupe d'anarchistes espagnols. Claude-Marie Vadrot était chez lui, en congé de maladie, lorsque le premier appel des ravisseurs lui parvint. Quel journaliste, à moins d'être dans l'incapacité de se déplacer (ce qui n'était pas son cas), aurait résisté à la promesse de ce qu'en jargon de métier on appelle un « scoop » mondial ? Voici le récit qu'il nous a fait de son étonnante aventure.

« 23 30, mardi. Le téléphone sonne. Une voix inconnue vérifie mon identité et interroge : « Avez-vous entendu parler de l'affaire Suarez, le banquier espagnol ? ». Le nom fait évidemment image dans mon esprit et je répond oui. Toujours très sûr de lui, mon interlocuteur enchaîne : « Souhaitez-vous être tenu au courant et connaître le dénouement de l'affaire ? ». Nouvelle réponse affirmative de ma part, une fois la première surprise passée. Conclusion de mon correspondant anonyme : « Alors levez-vous vers 5 h 30 demain matin, nous vous donnerons d'autres précisions. ». Et la communication fut coupée. Mauvais plaisant ou information tombant du ciel ? Il m'est difficile de savoir et à tout hasard je décide d'être prêt.

« A 5 h 20 — bien péniblement car je fais une cure de repos — je me lève. Quelques instants plus tard un coup de sonnette. Je sors sans me presser et trouve sous ma porte d'entrée un papier plié en deux. Dans la rue personne et sur la feuille quelques lignes tapées à la machine : mon correspondant anonyme explique que je trouverai M. Suarez à 6 h. 50, sur un banc, près du « Chalet du lac » dans le bois de Vincennes. Une ligne me demande de quitter mon domicile aussitôt que possible et de détruire le papier. Ce que je fais. Apparemment je jouis de la confiance de mes interlocuteurs invisibles.

« A cette heure matinale, Paris n'offre pas tellement de distraction : je prends ma voiture et m'offre une petite promenade sur le périphérique puis je musarde en réfléchissant sur cette curieuse situation : le journaliste un peu acteur ne se sent jamais très à l'aise. Deux minutes avant l'heure fixée j'arrive vers le « Chalet du lac ». Un homme fait les

cent pas. C'est Jean-Pierre Rey, un photographe que j'ai déjà aperçu dans d'autres affaires. Il ne sait pas pourquoi il est là, il a été convoqué par téléphone. J'explique ce qu'il en est à Jean-Pierre Rey et nous jetons un coup d'œil dans le bois. Les lieux sont déserts mais, cent mètres plus loin, j'aperçois un homme qui est effectivement assis sur un banc, immobile,

des lunettes noires sur les yeux. Il s'agit bien de M. Suarez.

« Je m'approche. L'homme sursaute au bruit de nos pas en marquant un léger mouvement de recul. Je me présente et tandis qu'un large sourire éclaire la figure de M. Suarez, je m'aperçois qu'il porte un bandeau fait d'ouate et de sparadrap. Je l'aide à s'en débarrasser tandis que mon interlocuteur me précise qu'il m'attendait, qu'il savait qu'un journaliste viendrait le chercher. Il explique aussi qu'il aurait dû être attaché par des menottes au banc mais que les montants du siège de sont révélés trop gros. Alors les inconnus qui le transportaient lui ont ordonné de ne pas bouger, expliquant qu'ils restaient à proximité.

« M. Suarez a l'air d'un homme fatigué mais le plaisir d'être libre de ses mouvements lui donne visiblement de nouvelles forces. Il m'envoie une grande tape dans le dos et m'explique qu'il vient de passer quelques minutes extraordinaires à écouter les oiseaux chanter dans les arbres. Il rit de bon cœur tandis que Jean-Pierre Rey le mitraille sous tous les angles. A petits pas, nous gagnons ma voiture. Il s'appuie lourdement sur moi en s'excusant : « Je suis un peu ankylosé par ces vingt jours d'inaction. » Je n'ose le presser de questions, attendant qu'il se mette à parler. Sur l'instant, manifestement, son plaisir est de rire et de

hummer l'air du bois. Nous devisons encore quelques instants le long du trottoir puis, respectant le contrat tacite passé avec les ravisseurs, je lui signale que je vais le raccompagner chez lui. Le bois est toujours désert

« Retrouvailles à l'espagnole »

« Toujours avec le photographe, nous partons et sur le périphérique, dans les premiers embouteillages de la matinée, le directeur de la Banque de Bilbao commence à raconter son odyssée, savourant par avance le plaisir de retrouver sa famille : « Vous allez voir, dit-il en riant, ça va être des retrouvailles à l'espagnole. »

« Tout de suite, il parle des trois hommes qui l'ont gardé pendant trois semaines. Sans rancœur, avec une étonnante philosophie qu'il aura du mal à faire admettre plus tard à sa femme.

« Je ne leur en veux pas, je ne leur en ai même pas voulu quand j'ai commencé à être très inquiet sur mon sort. Ils ont leur idée, c'est leur problème et ils font ce qu'ils croient devoir faire pour aboutir à leurs fins. Ce ne sont pas des communistes, j'en suis sûr. Ils ne m'ont manifesté aucune animosité, reconnaissant que j'étais personnellement innocent, que c'était ma fonction et ma banque qui étaient en cause et qu'il reprochait à cette dernière sa participation à l'Etat franquiste. Dès le début, ils m'ont expliqué qu'ils seraient vraiment désolés si l'affaire se terminait mal, mais qu'ils se montreraient intraitables. Ils n'ont pas cherché à me convaincre et moi non plus. Nous sommes dans un monde de violence, j'ai été happé par cette violence, il n'y a

rien d'autre à dire, c'est la vie, personne ne peut rien changer aux choses. »

« Une chambre dans une autre »

« M. Suarez explique aussi qu'il a fumé la première cigarette de sa vie, un peu parce qu'il a pensé que cela pouvait être la dernière. Il a découvert que le tabac n'avait pas mauvais goût mais maintenant, il refuse la cigarette qu'on nous lui tendons. Il ne montre aucune impatience d'arriver. Il a manifestement envie de parler, de dire qu'il a essayé de comprendre tout ce qui s'est passé.

« Il se souvient avec précision de l'enlèvement, par trois hommes qui ne sont pas les mêmes que ceux qui ont assuré sa garde. Anesthésié par un narcotique qu'il a été forcé de boire, il croit quand même se rappeler que le changement d'équipe s'est fait presque tout de suite et qu'il a été pratiquement immédiatement pris en charge par les deux jeunes hommes d'origine espagnole et le Français de l'équipe. Quand à savoir où il a été tenu au secret, impossible.

« Ce jour-là, tout comme cette nuit, j'ai pu aussi bien

faire 20 kilomètres que 500. Quand on est sous l'effet d'un calmant, on ne se rend compte de rien. Il y a trois semaines, je n'ai repris mes esprits qu'à l'intérieur d'une chambre qui semble avoir été construite à l'intérieur d'une autre, pour que je n'identifie rien. Je n'y disposais malheureusement que d'une place réduite : 2 m. 20 sur un mètre. Juste de quoi placer un lit sur lequel j'ai passé la majeure partie du temps. Au début, je faisais de la gymnastique puis j'ai cessé quand mon moral a commencé à baisser... »

SUR LA LIBÉRATION DU BANQUIER

BALTHAZAR SUAREZ.

La lumière brillant en permanence a beaucoup gêné M. Suarez : aussi, au bout de quelques jours, elle était voilée pendant ses périodes de sommeil. En ce qui concerne les soins, il ne se plaint pas : tous les médicaments qu'il a réclamés lui ont été fournis et quant à la nourriture elle était, paraît-il, satisfaisante.

En fait, ce qui l'a miné pendant les vingt jours, c'est l'incertitude. L'inquiétude pour sa famille, le fait d'être coupé complètement de l'extérieur, de ne pas voir le jour. La seule chose dont il était tenu au courant était l'évolution des négociations avec les autorités espagnoles.

« Si j'ai été relâché, explique M. Suarez, c'est que mes gardiens ont obtenu entière satisfaction, notamment sur les libérations de prisonniers. Car ils m'avaient bien expliqué qu'il n'y avait pas d'autre solution. Je crois qu'ils étaient plus soucieux d'efficacité que de publicité. D'autre part, je crois avoir compris que l'action de ma

banque a été déterminante. Il le fallait car mes gardiens, bien que courtois, ne plaisaient pas : ils n'ont jamais lâché leurs armes, un pistolet et une petite matraque, et ils étaient tous habillés de la même façon : pantalon et pull-over bleu et bien entendu, masqués. »



Cette photo a été prise quelques instants après le retour de M. SUAREZ dans sa famille : bouleversée, sa femme s'est jetée dans ses bras. Le cauchemar est fini.

« De temps en temps M. Suarez s'interrompt pour regarder Paris, pour expliquer que la vie prend une autre signification, que l'on voit tout sous un jour différent après une telle aventure. Et il reparle de ses ravisseurs avec une certaine tristesse en même temps qu'une frayeur rétrospective : « Jamais devant moi ils m'ont parlé de rapin. Jamais ils n'ont fait des allusions personnelles, ils ne pensaient qu'au but à atteindre et je me suis demandé au moment si ce n'était pas des robots. Ils s'étaient fixés une attitude et ne voulaient pas en changer. On aurait dit des militaires. L'ambiance était surieuse, dans ce réduit. »

« Je n'aspire qu'à une chose, poursuit M. Suarez, retrouver ma vie de famille et mon travail. Je ne fais pas et ne veux pas faire de politique. Bien sûr mon pays est dans une situation assez particulière en Europe, mais je ne crois pas en être responsable. »

« C'est la vie »

« Manifestement, cet homme qui a passé 24 ans dans sa banque à gravir tous les échelons est un peu dépassé par ce qui lui est arrivé, par ce coup de tonnerre dans une vie calme où il se croyait à l'abri de tous les remous politiques. Et inlassablement il revient sur sa détention retrouvant de nouveaux détails, cherchant à comprendre qui étaient ceux qui l'ont séquestré. Pour lui encore une chose certaine : il ne s'agissait pas de nationalistes basques et l'organisation qui revendique l'enlèvement lui était inconnue. Longtemps, explique-t-il, il se souviendra de ces hommes aussi courtois que terriblement résolus. »

« Dernier acte : l'arrivée au 41, boulevard du Château, à Neuilly, dans un immeuble coquet situé tout près du bois. M. Suarez veut à tout prix éviter de tomber sur des policiers pour pouvoir profiter en paix de son arrivée au sein de sa famille. Nous marchons, lui toujours appuyé sur moi, mais malgré tout de plus en plus lesté. Il retire l'imperméable et le foulard dont ses ravisseurs lui ont fait cadeau pour qu'il ne prenne pas froid dans le bois. Nous montons au 5^e étage, nous sonnons longuement. Puis des deux portes de l'appartement qui se font face, la famille Suarez au complet jaillit comme une tornade. Tout le monde est heureux et c'est M. Suarez lui-même qui calme tout le monde, et modère les commentaires. Il est de retour, il est sain et sauf, il est heureux, il ne demande rien de plus. « C'est la vie », répète-t-il une fois de plus en nous offrant le café. »

« Et nous nous éclipsons : nous n'avons plus rien à faire dans cette famille à nouveau au complet. Il est 8 h 30. Au téléphone le frère de M. Suarez, un policier espagnol annonce la nouvelle à de nombreux correspondants. »

SEPT SUSPECTS ARRÊTÉS A PARIS ET EN PROVINCE

La grande rafle

PAR JACQUES LESINGE

MOINS de six heures après la libération de M. Balthazar Suarez, le filet s'est refermé sur ses ravisseurs. Sept personnes ont déjà été arrêtées : deux à Paris, cinq en province, dont trois à Avignon, et d'autres pourraient l'être bientôt à Bordeaux, Perpignan, Bayonne et Valence, en Espagne. Et la rançon a été retrouvée... mais on ne sait pas qui l'a versée !

Le piège était tendu depuis longtemps mais les policiers laissaient faire. Ils regardaient les ravisseurs du banquier s'agiter sous leurs yeux sans intervenir. Le feu vert ne devait être donné que lorsque M. Suarez serait revenu dans sa famille.

Quelques heures après son retour, son ami, M. de Gorino, sous-directeur de la Banque de Bilbao à Paris, nous avouait : « Il est dans un état lamentable. Dès qu'il en aura terminé avec la police, il faut absolument qu'il consulte un médecin. De toute façon, un congé maladie est déjà prévu pour lui. »

C'est la moindre des choses car effectivement M. Suarez paraissait très, très fatigué, lorsqu'il a reçu la poignée de journalistes qui s'étaient précipités à son domicile de Neuilly.

« Je vous remercie tous pour ce que vous avez fait pour moi et pour ma famille et je ne comprends vraiment pas pourquoi cette histoire incroyable m'es arrivée à moi. »

Pour M. Suarez le cauchemar est terminé. Mais le récit de son enlèvement n'est pas complet pour autant. Il reste des tas de points d'ombre, et en fait il semble bien que cette affaire que l'on croyait en train de s'enliser progressait au contraire à toute vitesse. Par exemple une rançon de trois millions de francs lourds aurait été versée sans que personne n'en souffle mot. Cet argent serait même en partie récupéré. Mais quand et comment les tractations se sont-elles déroulées ? Pour l'instant on ne le sait pas. Mieux personne ne veut reconnaître l'avoir versée. Ahurissant !

On ne connaîtra peut-être jamais toute la vérité sur cette étrange affaire ou la politique, le droit commun et la diplomatie se mêlent étroitement.

Dès le départ d'ailleurs on s'était posé des questions sur les mobiles des ravisseurs.

C'était le 3 mai dernier. Comme tous les matins M. Suarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris, quitte son luxueux appartement 41, boul. du Château à Neuilly pour conduire deux de ses quatre enfants : Balthazar, dix-sept ans, et Cormen, quatorze ans, à l'école.

Dans le parking souterrain de l'immeuble, trois hommes masqués, parlant avec un fort accent espagnol lui barre le chemin. Ils paraissent jeunes. Sans explication ils ligoient sommairement les deux enfants avec la cravate de leur père et emmène celui-ci dans sa propre voiture.

Le commissaire Ottaviani est chargé de

l'enquête, mais il semble piétiner. Les ravisseurs ne donnent pas de nouvelles.

Le 6 mai, la D.S. du banquier est retrouvée dans une rue de Longjumeau (Essonne). Les policiers ne sont pas plus avancés pour autant.

Le lendemain, enfin les ravisseurs se manifestent en envoyant un message au bureau de l'A.F.P. de Madrid. Ils sont furieux. Ce n'est pas eux qui gardent le silence, mais les autorités espagnoles. « Dès le 3 mai, disent-ils, nous avons fait connaître nos exigences au gouvernement espagnol qui les a gardées secrètes »

Cette fois c'est net, les ravisseurs sont bien des « politiques », des membres du G.A.R.I., un mouvement anarchiste espagnol. Parmi leurs revendications, ils réclament la libération de cinq de leurs amis et la mise en liberté conditionnelle de plusieurs autres. « A partir de maintenant, disent-ils, nous dialoguerons par l'intermédiaire de la presse. »

Quelques messages parviennent encore effectivement à certains journaux, mais il est à peu près certain maintenant que les ravisseurs ont continué à négocier en sous-main avec la famille de M. Suarez ou avec la Banque de Bilbao puisqu'une rançon a été retrouvée.

De leur côté, les policiers ne perdent pas de temps. Pied à pied, ils remontent la filière et, jour après jour, mettent des noms sur les ravisseurs. Ils ont un avantage : depuis le mois d'avril, ils avaient été prévenus que des anarchistes espagnols préparaient « quelque chose » en France. Ils avaient donc placé des pions dans ce milieu.

Hier matin, lorsque M. Suarez téléphone à sa femme, le dispositif est prêt, les policiers entrent aussitôt en action. Une femme, Anne Urtubia, est aussitôt arrêtée à son travail, 38, rue Poulet (18^e). Son mari, un Basque, est lui aussi appréhendé sur le chantier où il travaille.

Dans le même temps, une gigantesque opération se développe en province. A Villeneuve-lès-Avignon, ce sont des policiers de la brigade antigang en planque depuis plusieurs jours qui mettent aussitôt la main sur un couple espagnol et une jeune Anglaise (c'est certainement elle qui avait fait passer une photo de M. Suarez, prisonnier en Angleterre). Au moment de leur arrestation, ces trois personnes sont en possession d'un sac postal contenant un million de francs, soit le tiers de la rançon retrouvée. Le reste sera récupéré ailleurs. A Bordeaux, Perpignan, Bayonne, Toulouse et aussi à Valence, en Espagne, d'autres personnes sont arrêtées ou interpellées. Dans la soirée, sept personnes — quatre hommes et trois femmes — étaient convaincues d'avoir participé au rapt. Mais d'autres arrestations étaient encore prévues. Ce nombre important d'arrestations s'explique assez bien, car ce ne sont pas les mêmes groupes qui ont enlevé, puis séquestré, M. Suarez. Ces précautions n'ont pas encore suffi aux ravisseurs.

D'ÉTRANGES ATTENTATS

UNE fusillade sur une plage du Pays basque espagnol, un enlèvement à Paris, une voiture piégée à Bruxelles, une autre à Liège... Toutes ces affaires sont-elles liées? Il est difficile de croire au fait du hasard dans cet enchaînement d'actes de violences qui visent le régime franquiste.

La police espagnole n'y croit pas du tout. Pour elle, il s'agit d'une offensive bien coordonnée même si apparemment les anarchistes, qui revendiquaient l'enlèvement de M. Suarez, se distinguent des séparatistes pris au piège à Fontarabie.

— L'attentat réussi contre l'amiral Carrero Blanco a stimulé les terroristes de toutes tendances, disait un commissaire de police de San Sebastian. Les événements du Portugal leur redonnent du cœur. Aujourd'hui, ils s'organisent pour une action commune. Et s'ils marquent des points, c'est parce qu'ils bénéficient en Europe, particulièrement en France, de nombreuses complicités et, parfois, de la passivité des autorités.

Policiers

et « mouchards »

On sait que le gouvernement de Madrid a demandé aux autorités françaises l'autorisation d'envoyer officiellement des policiers espagnols dans notre pays pour protéger les diplomates et ressortissants menacés. Mais, du côté de Bayonne, on sait aussi qu'il y a déjà, dans la région plusieurs policiers officieux et des « mouchards » dont la présence commence à gêner les terroristes. On pense encore que les policiers français collaborent avec leurs collègues espagnols. Toujours est-il que ceux-là sont de mieux en mieux renseignés.

Lundi soir, de l'autre côté de la Bidassoa, il y avait bien une cinquantaine de gardes civils, embusqués sur une plage proche du village de Fontarabie. Accompagnés de chiens policiers, et armés jusqu'aux dents, ils attendaient la depuis quarante-huit heures. Qui donc? Un commando franco-espagnol qui devait débarquer exactement à cet endroit. On possède peu de détails sur les circonstances de la fusillade. La garde civile est intervenue, semble-t-il, après que le groupe ait remonté le canot pneumatique sur la plage. Les clandestins, qui ne s'attendaient pas à une telle réception, ont tenté de fuir. La garde civile a tiré. Deux nationalistes basques espagnols, Xavier Roque Mendez Villada et José Luis Mondragon Elorza, tous deux anciens membres de l'E.T.A., ont été tués sur le coup.

PAR FRANCIS PUYALTE

Objectif

Un Français de 28 ans, Pierre Hirigoyen, blessé, avait réussi à s'enfuir. Une heure plus tard, après une battue menée avec des chiens policiers, il était arrêté. Un quatrième homme parvenait, semble-t-il, à échapper aux recherches. Mais, au pont international d'Handapa, une

jeune fille française, Dominique Dupleix, était appréhendée par la police espagnole. Elle serait, croit-on savoir, en relation directe avec l'affaire.

Quel était l'objectif du commando? Selon la police espagnole, il s'apprêtait à enlever un industriel d'Irun dont le nom n'a pas été révélé. Une note, trouvée sur l'une des victimes, précisait qu'une rançon de 60 millions de pesetas (5 millions de F) devait être exigée par les ravisseurs. D'autre part, Pierre Hirigoyen avouait qu'on lui avait promis 250.000 dollars pour ce travail.

Dans le canot pneumatique, la garde civile a trouvé différentes armes et de nombreuses munitions.

— Nous savons que les anarchistes et les séparatistes préparent une série d'actions spectaculaires en Espagne et à l'étranger, affirmait, mardi soir, un policier espagnol.

En écho à ces paroles, la Belgique a eu le sentiment, pendant toute la journée d'hier de vivre à l'heure anglaise. Les activistes espagnols avaient préparé plusieurs attentats. Un seul a réussi. Une voiture a explosé à Bruxelles. Un passant a été grièvement blessé. A Liège, les artificiers faisaient sauter une autre voiture piégée. Toute l'après-midi, la capitale belge connaissait des alertes à la bombe.

Grièvement blessé

Il était 6 heures 30 quand une voiture Fiat, immatriculée en Hollande, a explosé devant le siège de la compagnie Iberia, en plein centre de Bruxelles. Un homme, qui attendait son autobus non loin de là, a été très grièvement blessé. Un autre l'a été plus légèrement. L'explosion a détruit complètement le véhicule et occasionné d'importants dégâts aux voitures et maisons voisines. Le moteur a été projeté au quatrième étage de l'immeuble abritant les locaux d'Iberia.

de l'armée faisaient sauter la voiture.

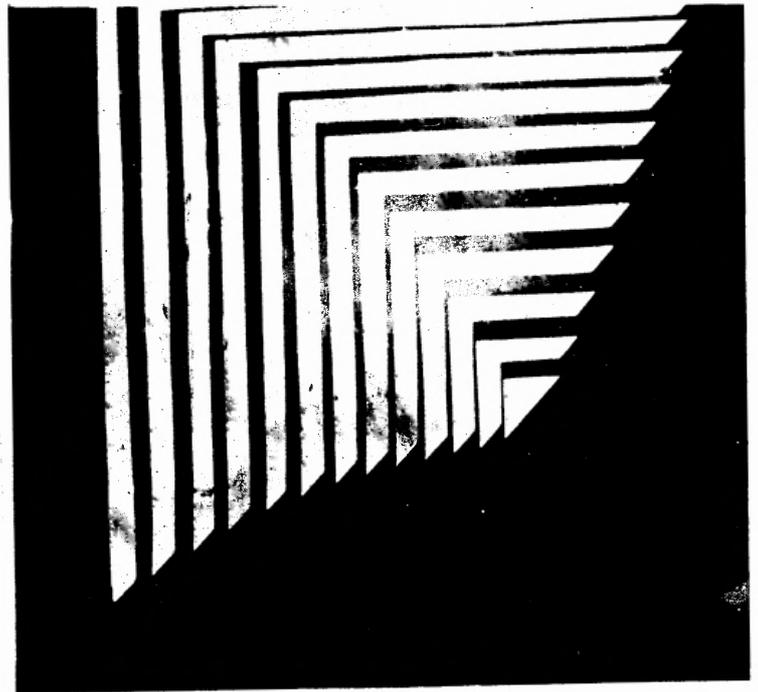
Dans le même temps, la police de Bruxelles recevait un coup de téléphone l'avertissant que d'autres voitures allaient sauter. Devant l'ambassade d'Espagne, une voiture suspecte était repérée. Sa plaque d'immatriculation, encore hollandaise, était fautive, mais le véhicule était normal. Dans le courant de l'après-midi, une nouvelle alerte à la bombe entraînait l'évacuation d'un millier de personnes dans la rue de l'Industrie, au centre du quartier d'affaires.

Pour prévenir toute éventualité d'attentat à l'aéroport de Bruxelles, le nombre des gardes parachutistes a été doublé, tandis que la surveillance était renforcée autour des bâtiments abritant des diplomates ou des organisations espagnols.

Anarchistes ou séparatistes, les activistes espagnols ont réussi à créer en Belgique une psychose de peur qui n'avait pas disparu cette nuit.

Anonyme

Peu après, la police liégeoise était prévenue par un coup de téléphone anonyme de la présence d'une voiture piégée devant le siège d'Iberia, boulevard de La Sauvenière. Effectivement, un véhicule, également immatriculé en Hollande, était garé devant les locaux de la compagnie aérienne espagnole. Après avoir acquis la certitude qu'il était piégé, les policiers prenaient d'importantes mesures de sécurité. En fin de matinée, les artificiers



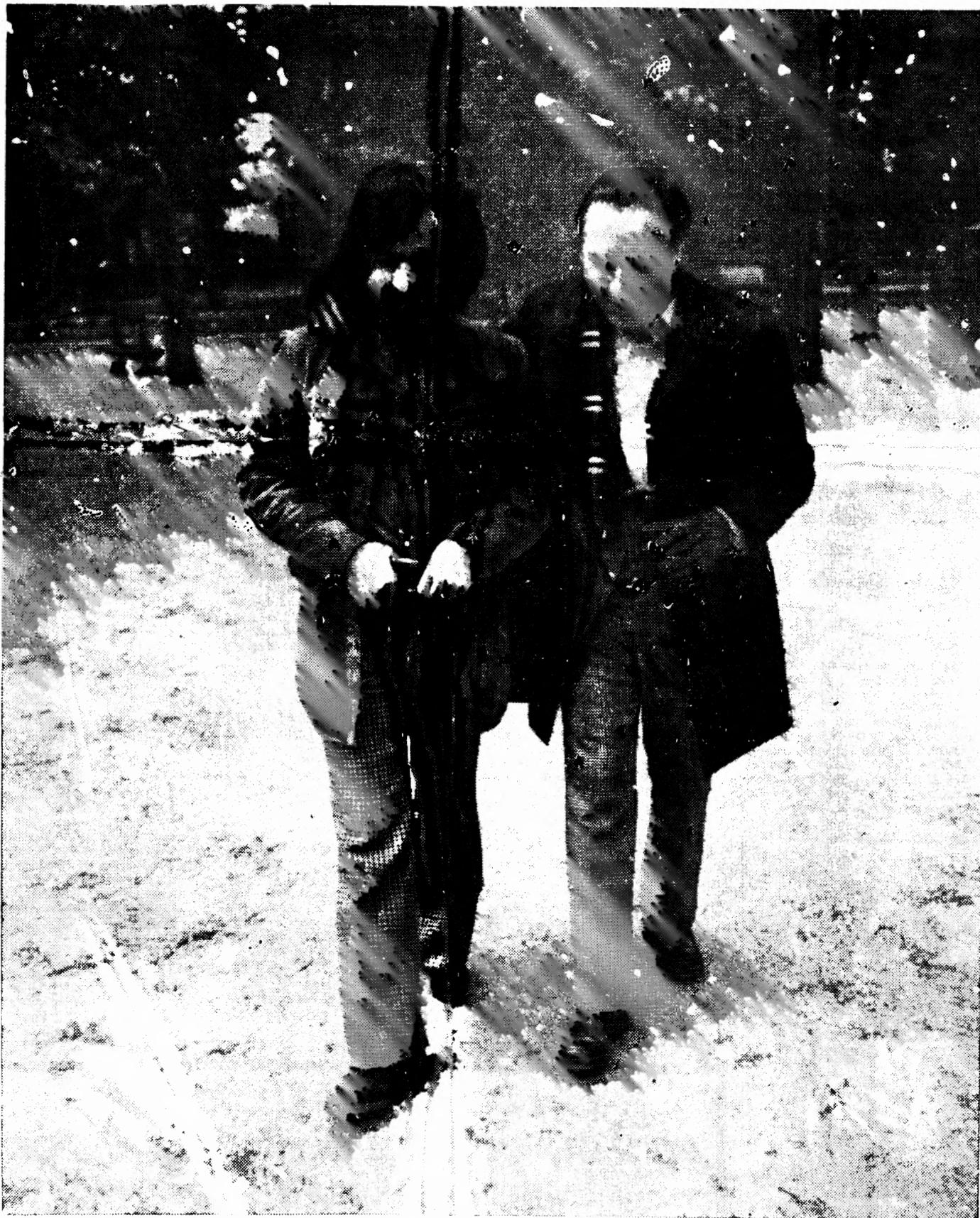
Le témoignage exclusif de C.-M. VADROT
COMMENT J'AI RETROUVÉ
LE BANQUIER SUAREZ

Sept heures du matin
**LES PREMIERS PAS
D'UN HOMME LIBRE**

*abandonné par ses ravisseurs
sur un banc du bois de Vincennes*

● *Sept personnes ont été arrêtées à Paris et à Avignon
et l'essentiel de la rançon
(3 millions de F) a été récupéré*

(Voir en page 3)



Les ravisseurs de M. Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, enlevé le 3 mai, à Neuilly, l'ont libéré hier matin, un peu avant sept heures et l'ont abandonné sur un banc du bois de Vincennes, près du Chalet du Lac. C'est là que Claude-Marie Vadrot (ci-dessus, à gauche), averti par un coup de téléphone anonyme, l'a retrouvé sain et sauf, souriant même, mais fatigué.

Espagne : Il y a encore des Pyrénées mais elles servent de trait d'union

MALGRE l'absence du soleil hier matin sur l'esplanade de la Foire, une chaleur incontestable présida à la journée de l'Espagne : la chaleur de l'amitié, de la coopération et des retrouvailles. De très nombreuses personnalités, d'ailleurs, avaient ten-

nu à marquer par leur présence les manifestations de cette journée.

M. José-Luis Litago, consul général à Bordeaux, qui était entouré de MM. J. Santos Rein, directeur des affaires économiques syndicales à Madrid et Luis Cis-

neros, attaché commercial à l'Ambassade, fut accueilli dès 10 heures par M. Philippe Chantecaille, président de la foire et M. Cazaux-Malleville, vice-président.

Le cortège où se mêlaient plusieurs journalistes espagnols, arpenta longuement le hall où de très nombreux articles et produits

d'union entre nos deux peuples ». Et M. Chantecaille conclut son propos par la « volonté de travailler ensemble attaches aux enseignements du passé à ceux d'une culture commune et à la profondeur d'une immense amitié ».

M. Cisneros prit ensuite la parole au nom de l'ambassade pour préciser que les échanges commerciaux entre les deux pays se chiffrent en 1973 à plus de 8 000 milliards de francs et que la foire de Bordeaux était un rendez-vous que l'Espagne ne saurait manquer. Après lui, M. Santos Rein, venu de Madrid, adressa au nom de son gouvernement, avec une égale chaleur dans les propos, des remerciements et des félicitations.

Les décorations

C'est au consul général M. Litago que revenait l'honneur après une courte et amicale allocution, de remettre solennellement à M. Chantecaille la cravate de commandeur de l'ordre du Mérite civil espagnol. M. Litago remit également à M. Louis Moliner, délégué général de la foire la croix de chevalier de ce même ordre. Le consul général voulut ainsi marquer, par ces hautes distinctions, l'attachement de son pays à l'amitié franco-espagnole et rendre un hommage particulièrement éclatant à ceux qui, par l'intermédiaire de la foire de Bordeaux, en scellent chaque année les liens.

Dans son discours de remerciement M. Philippe Chantecaille associa la mémoire du président Ratabou à la traditionnelle et fraternelle coopération entre les deux peuples. (1).

Didier Ters.

(1) Un vin d'honneur eut lieu peu après où l'on pouvait notamment reconnaître, outre les personnes déjà citées, M. Wiltzer, représentant le préfet, MM. Cazentre, représentant la municipalité de Bordeaux, Pompadou, conseiller général, MM. les consuls Butler, Dumas, Guibert, M.-M. Madrid, Glotin, Manuel Urios, chef du stand espagnol, et de nombreuses personnalités bordelaises et espagnoles venues s'associer à cette quatrième journée internationale.



M. Litago remet la cravate de commandeur de l'ordre du Mérite civil à M. Chantecaille, derrière qui on peut voir M. Moliner lequel, dans quelques instants, va être fait chevalier du même ordre.

Séjour aux Baléares

Devant plusieurs dizaines de personnes venues hier soir au stand « Sud-Ouest », se déroula solennellement le tirage du gagnant du voyage aux Baléares offert par le consulat général d'Espagne à Bordeaux et la compagnie aérienne IBERIA.

C'est le « Sud-Ouest » portant le numéro 14 866 et daté du jeudi 23 mai, qui a été tiré au sort par l'hôtesse de notre pavillon, Béatrice; le possesseur de ce journal a donc gagné un voyage aller-retour Bordeaux-Palma de Majorque pour deux personnes. Les billets pourront être retirés au siège du consulat, cours Xavier-Arnoz, à Bordeaux.

espagnols sont présentés. En arrivant au stand de l'Espagne, M. Chantecaille devait déclarer : « chaque fois que l'on pose les yeux sur ce pavillon, c'est pour découvrir quelque chose de ju- li ».

Ce stand se remarque, en effet, au sein du pavillon international par sa décoration harmonieuse et la richesse des objets exposés. Cette année l'accent a été mis sur les industries de la céramique, de la faïence et du verre.

Après une halte parmi les carreaux et les bibelots artistement travaillés, le cortège visita de nombreux autres pavillons et notamment celui du Roussillon dont le drapeau rouge et or ressemble étrangement au drapeau espagnol. Les personnalités s'arrêtèrent également au stand de la Chambre de commerce britannique (qui vient de créer deux liaisons hebdomadaires par bateau entre Southampton et Pasa-

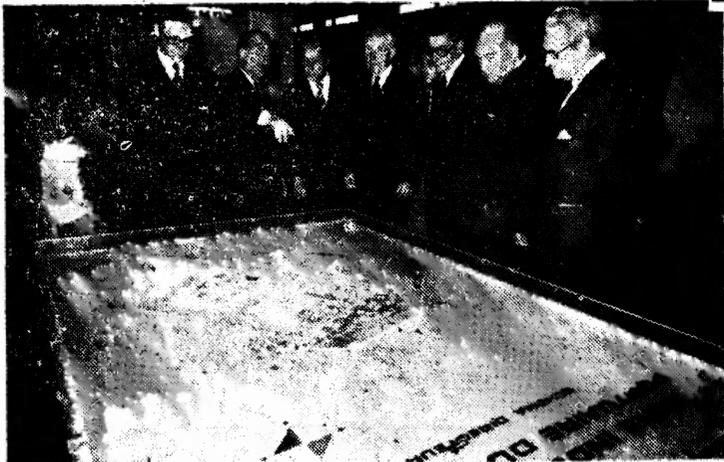
jes, le port de Saint-Sébastien; à celui du Danemark, du Port autonome, de la S.N.I.A.S., etc...

Une étroite coopération

Après un rapide « tour de foire » en minibus, les participants à cette journée se retrouvèrent dans un salon de réception pour sceller d'étroits liens d'amitié entre l'Aquitaine et l'Espagne. Au cours d'un exposé, à la fois brillant et chaleureux, le président Chantecaille souligna l'importance de la présence espagnole à la foire : « Que serait cette Foire sans ses exposants qui ont su garder une âme d'artiste, alliée à des techniques éprouvées, pour nous restituer la beauté de leurs créations ? ». Il évoqua également la nécessité de la coopération franco-espagnole dans une Europe qui aborde une période difficile et rappela que la France est le premier client et le second fournisseur de l'Espagne. Les échanges et les investissements entre les deux pays s'accroissent et « les Pyrénées dont on avait pu dire jadis qu'elles n'existaient plus, existent réellement parce qu'elles sont un véritable trait



La délégation d'Espagne a fait les honneurs de son stand aux personnalités de la Foire.



TRAS DIECINUEVE DIAS DE PESADILLA

EL SEÑOR BALTASAR SUAREZ, LIBERADO

**Aunque algo débil y emocionado por su regreso a casa, su estado general es bueno
AL PARECER, LA POLICIA HA DETENIDO A LOS PRESUNTOS SECUESTRADORES Y RECUPERADO EL DINERO DEL RESCATE**

París 22. A las 9,45 (hora española) de esta mañana llegó a su domicilio, en la avenida Du Château, en Neuilly, Angel Baltasar Suárez, director del Banco de Bilbao en París, liberado por sus secuestradores a las 9,15.

Suárez, de cuarenta y tres años de edad, padre de tres hijos, había sido secuestrado en el garaje del edificio en que reside en Neuilly el pasado 3 de mayo. Tres individuos enmascarados le amenazaron con sus armas y tras maniatar a dos de sus hijos le obligaron a subir en su propio automóvil, desapareciendo rápidamente.

Las primeras noticias recibidas por la familia y por la Embajada de España en París indicaban que Angel Baltasar Suárez se hallaba en manos de un movimiento anarquista llamado G. A. R. I. (Grupos de Acción Revolucionaria Internacionalista). Cinco días después del secuestro fue hallado el automóvil en el que había sido secuestrado, en un aparcamiento de Longjumeau (afueras de París).

El G. A. R. I., en diferentes comunicados transmitidos más tarde a la Prensa, precisaba ciertas condiciones de carácter político-judicial, impuestas a cambio de la liberación de Angel Suárez.

El secuestro del director del Banco de Bilbao constituía para los raptos un acto «simbólico».

La Policía francesa llevó a cabo investigaciones detalladas, cooperando con la Policía española, toda vez que el G. A. R. I. se había manifestado, asimismo, en Barcelona y en Madrid.

El director del Banco de Bilbao en París, en una cinta magnetofónica grabada durante su detención y enviada a una emisora de radio francesa en la tarde del martes 21, tenía ser ejecutado y afirmaba, con voz temblorosa, que la cuenta atrás de su vida había comenzado y pedía a su mujer que hiciese lo imposible para que fuese liberado. En otro mensaje separado, enviado a otra emisora de radio francesa, los secuestradores daban la impresión de que un desenlace feliz no tardaría en producirse. Comunicados contradictorios que, según la Policía francesa, tenían por objetivo desorientar las pesquisas y evitar el descubrimiento de los secuestradores.

Esta mañana, Angel Suárez era puesto en libertad en un discreto lugar del sureste de París, el bosque de Vincennes, avisando rápidamente a su familia. Angel Suárez estuvo secuestrado en una casa prefabricada, en el este de París, y parece ser que ha sido destruida por los secuestradores al abandonar esta madrugada con su rehén.

El comisario Octavioli, encargado de la investigación, recoge en estos momentos todos los datos con objeto de identificar a los secuestradores y el lugar exacto en que fue retenido el señor Suárez.

Aunque algo debilitado y en estado de nerviosismo motivado por el largo secuestro y la emoción de encontrarse de nuevo junto a su familia, Angel Suárez se encuentra en buen estado general. Durante varios minutos, al llegar al domicilio esta mañana, a las 9,45 (hora española), Suárez, su mujer e hijos se

abrazaron, sin poder pronunciar palabra alguna.

La mujer de Suárez, llorando, decía: «Vamos a olvidar, vamos a olvidar...» La conmovedora escena poñía punto final a un drama que se ha prolongado durante diecinueve días. Ahora, la Policía, una vez salvada la vida de Suárez, se propone proceder a la detención de los secuestradores en breve plazo, según fuentes fidedignas.

El embajador de España en París fue informado esta misma mañana de la liberación de Suárez y confió al cónsul general en la capital francesa la misión de trasladarse al domicilio del liberado director del Banco de Bilbao.—Efe.

CONFIRMACION DEL BANCO DE BILBAO

Bilbao 22. «La noticia de la liberación del señor Suárez la recibimos esta mañana a primera hora. Puedo confirmarle que se halla en su casa», ha manifestado a Cifra un portavoz del Banco de Bilbao.

Interrogado sobre cómo se encuentra el señor Suárez, el informado ha declarado: «Hemos hablado con su familia. El se halla agotado, débil, trasnochado... como drogado. Está para que lo vean y examinen los médicos.»

El portavoz de la sede central del Banco de Bilbao ha dicho, por último, que han sido cursadas instrucciones a París para que el señor Suárez pueda recibir a los periodistas, si es que se recupera de su estado. «Al menos —ha concretado el portavoz de la entidad bancaria—, que puedan ver los periodistas cómo se encuentra.»—Cifra.

PRIMERAS DECLARACIONES DEL SEÑOR SUAREZ

París 22. «Estoy muy cansado», declaró esta mañana Angel Baltasar Suárez en su domicilio a un grupo de periodistas.

Angel Suárez recibió a los periodistas acompañado por su esposa. Ambos se hallan sentados en un sofá. El, vestido con traje «Príncipe de Gales» y corbata con flores ro-

jas, visiblemente cansado. La mujer le tenía cogido de la mano, apretando fuertemente.

Suárez hizo una breve declaración, agradeciendo a los periodistas las atenciones y las preocupaciones que habían tenido hacia su familia y hacia él.

Suárez añadió: «Espero atenderles en otras condiciones. Ahora estoy muy cansado. He pasado diecinueve días completamente aislado, razón por la que estoy muy cansado. Les estoy agradecido, porque sé que han deseado lo mejor para mí.» Angel Suárez intentó proseguir, pero la mujer le interrumpió, y éste, emocionado, prorrumpió en lágrimas: «No te preocupes, querido; ya todo ha terminado. Ya estás en casa. Vamos a olvidar.» Los periodistas, discretamente, se retiraron. Doña Carmen de Suárez declaró seguidamente que parece como si estuviese drogado, quizá por el cansancio y el sufrimiento moral. Cree la esposa del director del Banco de Bilbao en París que le han tratado mal, porque se ha sentido constantemente amenazado.—Efe.

DETENCIONES

La actividad de la Policía francesa inmediatamente después de conocerse la liberación del señor Baltasar Suárez ha sido intensa, y apenas unas horas más tarde, las agencias de noticias han comunicado los primeros resultados.

Con el natural confusionismo de los primeros momentos, las distintas agencias informativas dan cuenta de la detención de un número variable de presuntos secuestradores. Mientras Efe manifiesta que uno de los pistoleros ha sido aprehendido, Efe-Reuter amplía a la totalidad del grupo, en el que —dice— se encuentra una mujer. La misma fuente comunicó, por otra parte, que ha sido recuperada la cantidad de dinero entregada por el rescate del señor Baltasar Suárez.

Continúan las pesquisas en los medios anarquistas y revolucionarios de París y Toulouse.

CRONOLOGIA DEL SECUESTRO

He aquí brevemente detallados los principales acontecimientos ocurridos desde el 3 de mayo, día del secuestro del director del Banco de Bilbao en París, según informa Pyresa:

• 6 de mayo: sin noticias de los secuestradores. Fuentes no oficiales achacan al grupo terrorista de Octavio Alberola el secuestro. Según el diario francés «L'Aurore», la Policía española había informado de la presencia de Alberola en Francia a la Policía de este país.

• 7 de mayo: un grupo anarcosindicalista, que se autodenomina Garl (grupos de acción revolucionaria Internacionalista), se atribuye el secuestro. En Barcelona dos individuos sin identificar convocan a varios periodistas en un bar y les entregan un comunicado, imponiendo condiciones para la liberación del señor Suárez.

• 9 de mayo: el señor Suárez envía a su esposa una carta, tranquilizándola y explicando que su estado físico es bueno. La señora Suárez reconoce como auténtica la letra de su marido.

• 14 de mayor: se dice que la Policía francesa tiene localizado el lugar en el que los comandos anarquistas del Garl mantienen secuestrado al señor Suárez. Al mismo tiempo se da a conocer que los pistoleros han solicitado también una fuerte recompensa monetaria por la libertad del secuestrado.

• 17 de mayo: son capturados en Ginebra varios presuntos implicados en el secuestro del señor Suárez. En el grupo, que componen cinco españoles y dos italianos, se han comprobado participaciones en diversos actos contra edificios españoles en toda Europa. Todos ellos estaban bajo el mando del terrorista Octavio Alberola.

• 21 de mayo: la emisora Radio Tele-Luxemburgo difunde un mensaje del señor Suárez a su esposa, que estaba grabado en un «cassette». Los secuestradores enviaron la cinta grabada a la emisora.

A . B . C .

23 / MAI / 74 .

Rien ne filtre de l'interrogatoire des personnes interpellées après la libération de Balthazar SUAREZ

Un épais mystère

LES noms des sept militants de mouvements anarchistes espagnols arrêtés pour avoir participé au rapt de M. Balthazar SUAREZ sont toujours farouchement gardés secrets exception faite pour Mme Anne URTUBIA et son mari, et Octavio ALBEROLA, 46 ans, anarchiste espagnol connu, interpellé à Avignon. Si les policiers ont adopté cette attitude, c'est, disent-ils, parce que l'enquête n'est pas terminée et qu'ils doivent encore procéder à d'autres arrestations.

Effectivement, si l'on en croit certaines informations, les ravisseurs de M. Suarez et les personnes qui l'ont ensuite séquestré (il s'agit de deux groupes différents) seraient toujours en liberté. Toutes auraient réussi à filer entre les mailles du filet. Les quatre hommes et les trois femmes interpellés aussitôt après la libération de M. Suarez ne seraient que des intermédiaires n'ayant été mêlés qu'indirectement au rapt. Ils ont d'ailleurs nié avoir participé à l'enlèvement.

Et c'est vrai qu'un point est tout de même troublant : si les policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé notre collaborateur Claude-Marie Vadrot rencontrer le banquier avant eux ? Certainement pas, ou, en tout cas, ils seraient très vite intervenus. Or, lorsque Claude-Marie Vadrot a quitté M. Suarez, à 9 h. 35 après avoir pris son petit déjeuner avec lui, les policiers n'étaient toujours pas là. (M. Suarez et C.-M. Vadrot s'étaient rencontrés à 7 h. 50.)

Il se pourrait que parmi les ravisseurs se trouve un personnage qui leur a déjà donné du fil à retordre en mars 1972. Le 8 de ce mois, M. Roger Nogrette, un surveillant des usines Renault, avait été enlevé et séquestré. Ses ravisseurs n'avaient jamais été retrouvés. Selon certaines sources, l'un d'eux aurait pu participer à nouveau à l'enlèvement de M. Suarez. Il aurait été recruté en raison du brio avec lequel il avait mené sa pre-

mière opération. Il faut prendre toutefois ces informations avec réserves car elles nous parviennent par des voies encore plus impénétrables que celles du Seigneur.

Comique

Le juge Alain Bernard, qui va maintenant être chargé de l'instruction de cette ténébreuse affaire, y verra peut-être plus clair. Les sept personnes impliquées dans



Arrêtée par la brigade anti-gang à Avignon, cette jeune femme, soupçonnée d'avoir participé au rapt est ramenée à Paris

l'affaire devraient lui être présentées tôt ce matin.

On aimerait également avoir des éclaircissements, au moins sur un point qui frôle le comique : c'est cette histoire de rançon dont per-

sonne ne veut. Ces trois millions de francs lourds récupérés semblent brûler les doigts de tout le monde. Personne ne veut admettre les avoir déboursés. Ce n'est pourtant pas une aumône. La somme est même tellement élevée qu'il est à peine pensable qu'il s'agisse d'un trésor de guerre. L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'elle a été versée dans le plus grand secret par la banque de Bilbao. D'ailleurs plusieurs fois M. Suarez nous a répété que, dans cette affaire, sa banque avait joué un rôle extrêmement important ne se limitant pas à des problèmes d'argent. C'est peut-être elle qui a aussi servi d'intermédiaire pour des négociations ultra-secrètes entre les ravisseurs et le gouvernement espagnol bien que celui-ci dément formellement toute tractation. Mais ce démenti ne signifie pas grand chose dans la mesure où, pour cette opération les anarchistes avaient choisi l'efficacité et non la publicité.

Est-ce la même organisation qui opère en Belgique et en Hollande ? Une troisième voiture piégée a été découverte, la nuit dernière, devant le siège de la compagnie Iberia à Anvers. Elle a pu être désamorcée. Dans tout le pays, les alertes se succèdent. Bien souvent, il s'agit de mauvais plaisants. Mais chaque fois, la police doit se déplacer, sirènes hurlantes, ce qui entretient la psychose de peur

Jacques LESINGE.

LE RAPT SUAREZ :

Des centaines de policiers traquent d'autres complices dans plusieurs départements, dont les Alpes-Maritimes

PARIS. — Les policiers de la brigade criminelle ont poursuivi hier l'interrogatoire des sept personnes interpellées après la libération de M. Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris. Trois d'entre elles avaient été transférées d'Avignon à Paris.

Aucune d'entre elles, dont Octavio Alberola, 46 ans, fiché par les policiers de plusieurs pays européens, comme activiste politique, n'a reconnu avoir participé à l'enlèvement du banquier.

La garde à vue devait prendre fin ce matin : le juge d'instruction Alain Bernard avait alors à prendre une décision, soit la mise en liberté des suspects, soit prononcer des inculpations.

L'arrestation mercredi de sept militants anarchistes soupçonnés de participation ou de complicité dans l'enlèvement du banquier espagnol Balthazar Suarez n'a pas mis un terme aux recherches de la police. Celle-ci estime que tous les responsables de l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris n'ont pas encore été arrêtés.

Une opération de grande envergure

La recherche qui se poursuit des responsables de l'enlèvement du banquier espagnol a mis en œuvre des moyens énormes. Cent policiers parisiens, plusieurs services de police régionaux, et des brigades de gendarmerie participent à l'enquête menée dans plusieurs départements français, notamment la Drôme, le Gard, le Vaucluse, la Loire-Atlantique, les ALPES-MARITIMES et la région parisienne.

Ils sont aidés dans cette tâche par plusieurs policiers étrangers car l'enquête a permis de démontrer que les coupables avaient des « contacts » avec d'autres groupes d'anarchistes espagnols installés dans des pays étrangers.

REPORTAGES, ENQUÊTES * FAITS DIVERS, REPORTAGES ENQ

Après la libération de M. Suarez

Sept anarchistes arrêtés

Paris, 22 mai (A.P.).

Sept anarchistes espagnols, quatre hommes et trois femmes, ont été appréhendés dans la journée de mercredi, deux dans la région parisienne et cinq dans les départements de l'Ouest et du Sud-Est de la France.

C'est ce qu'a déclaré mercredi soir M. Ducréo, directeur de la police judiciaire. Il a ajouté que depuis le mois d'avril, ses services avaient été avisés que des anarchistes espagnols appartenant à plusieurs mouvements se préparaient à faire un « coup » spectaculaire en France. Aussi quand M. Balthazar Suarez fut enlevé le 3 mai, la police ne fut-elle pas surprise. Le directeur de la P.J. a expliqué qu'un dispositif très important avait été installé dans toute la France pour surveiller les milieux connus des anarchistes espagnols. Les opérations de police cependant ne pouvaient être déclenchées qu'après la libération de l'otage pour ne pas mettre sa vie en danger.

A l'occasion de ces arrestations d'anarchistes, dont l'audition établira peut-être le degré de participation à l'enlèvement de M. Suarez, la police, en perquisitionnant dans l'un des appartements qu'ils occupaient en province, a retrouvé une somme d'environ trois millions de FF provenant d'une rançon. On pense généralement que cette rançon n'a pu être payée que par la banque de Bilbao mais celle-ci ne reconnaît pas qu'on lui ait demandé quelque chose.

Le directeur de la P.J. a refusé de donner d'autres précisions notamment l'identité des personnes arrêtées car de nombreuses enquêtes sont encore en cours.

Après la libération de M. Suarez les recherches se poursuivent

LES SEPT ANARCHISTES ARRÊTÉS SONT INTERROGÉS AU QUAI DES ORFÈVRES

Paris. — L'arrestation, mercredi, de sept militants anarchistes soupçonnés de participation ou de complicité dans l'enlèvement du banquier espagnol Balthazar Suarez, n'a pas mis un terme aux recherches de la police. Celle-ci estime que tous les responsables de l'enlèvement du directeur de la banque de Bilbao à Paris n'ont pas encore été arrêtés.

Les sept militants interpellés (quatre hommes et trois femmes) ont tous été transférés quai des Orfèvres pour être entendus par les policiers de la Brigade criminelle.

Les enquêteurs s'efforcent de déterminer le rôle précis de chacun d'eux dans l'organisation du rapt et dans la séquestration du banquier espagnol.

Aucune autre arrestation n'a été opérée.

Les auditions se sont poursuivies toute la journée. Le délai de garde à vue expirant vendredi à 9 heures, ce n'est donc que ce matin que les sept personnes interpellées seront mises à la disposition de M. Alain Bernard, juge d'instruction chargé de l'information judiciaire.

Dans cette affaire, la police française est confrontée à un véritable réseau bien structuré ayant des contacts avec plusieurs groupes anarchistes espagnols implantés dans plusieurs pays européens que précisément les enquêteurs parisiens ont commencé de démanteler par l'arrestation des sept personnes.

Avant même l'enlèvement de M. Suarez, la police avait été discrètement avisée que des anarchistes espagnols préparaient « un coup spectaculaire ». Lorsque, le 3 mai, le banquier espagnol a été enlevé à Neuilly-sur-Seine, un dispositif de surveillance des milieux anarchistes espagnols fut aussitôt ins-

tallé : « Nous n'avons pas déclenché d'opération », a déclaré M. Ducréo, directeur des services de police judiciaire, car l'otage pouvait être en danger. Ce n'est que mercredi matin, lorsque M. Suarez a été libéré, que ces opérations ont été effectuées sur l'ensemble du territoire ».

La recherche qui se poursuit des responsables de l'enlèvement du banquier espagnol a mis en œuvre des moyens énormes. Cent policiers parisiens, plusieurs services de police régionaux, et des brigades de gendarmerie participent à l'enquête menée dans plusieurs départements français, notamment la Drôme, le Gard, le Vaucluse, la Loire-Atlantique, les Alpes-Maritimes et la région parisienne.

Ils sont aidés dans cette tâche par plusieurs policiers étrangers car l'enquête a permis de démon-

trer que les coupables avaient des « contacts » avec d'autres groupes d'anarchistes espagnols installés dans des pays étrangers. La police a d'ailleurs précisé que, parmi les sept personnes appréhendées, figure une Anglaise âgée de 25 à 26 ans.

Pour l'heure, il reste à découvrir l'endroit où M. Suarez a été séquestré. Selon la police, il est vraisemblable qu'il s'agit d'un appartement situé dans la région parisienne.

On confirme à la direction de la P.J., que parmi les sept personnes interpellées se trouve bien le militant anarchiste espagnol Octavio Alberola, 46 ans, connu des services de police. Il a été appréhendé à Avignon.

DAUPHINE 24/5/74

LE SOIR
24-5-74

SUD-OUEST 24-5-74

Suarez : Vaste opération policière dans toute la France et en Europe pour démanteler le réseau des ravisseurs

L'ARRESTATION mercredi, de sept militants anarchistes soupçonnés de participation ou de complicité dans l'enlèvement du banquier espagnol Balthazar Suarez n'a pas mis un terme aux recherches de la police. Celle-ci estime que tous les responsables de l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris n'ont pas encore été arrêtés.

Dans le cadre de l'information judiciaire ouverte par le parquet, les sept personnes interpellées — quatre hommes et trois femmes — seront mises à la disposition du juge d'instruction, M. Alain Bernard. C'est à ce dernier qu'il appartiendra de déterminer le rôle précis de chacune de ces

personnes — dont l'identité n'a pas été dévoilée — dans l'organisation et l'exécution du rapt et dans la séquestration du banquier espagnol.

Dans cette affaire, la police française est confrontée à un véritable réseau bien structuré ayant des contacts avec plusieurs groupes anarchistes espagnols implantés dans plusieurs pays européens, réseau que précisément les enquêteurs parisiens ont commencé de démanteler.

Avant même l'enlèvement de M. Suarez, la police avait été discrètement avisée que des anarchistes espagnols préparaient « un coup spectaculaire ». Lorsque le 3 mai, le banquier espa-

gnol a été enlevé à Neuilly, un dispositif de surveillance des milieux anarchistes espagnols fut aussitôt installé : « Nous n'avons pas déclenché d'opération », a déclaré M. Ducréo, directeur des services de police judiciaire, car l'otage pouvait être en danger. Ce n'est que mercredi matin, lorsque M. Suarez a été libéré, que ces opérations ont été effectuées sur l'ensemble du territoire ».

Opération de grande envergure

Les recherches qui se poursuivent mettent en œuvre des moyens importants. Cent policiers parisiens plusieurs services de

police régionaux, et des brigades de gendarmerie participent à l'enquête menée dans plusieurs départements, notamment la Drôme, le Gard, le Vaucluse, la Loire-Atlantique, les Alpes-Maritimes et la région parisienne. Ils sont aidés dans cette tâche par plusieurs policiers étrangers car l'enquête a permis de démontrer que les responsables avaient des « contacts » avec d'autres groupes d'anarchistes espagnols installés en Europe. La police a d'ailleurs précisé que parmi les sept personnes appréhendées figure une Anglaise âgée de 25 à 26 ans.

Pour l'heure, il reste à découvrir l'endroit où M. Suarez a été séquestré. Selon la police, il est vraisemblable qu'il s'agit d'un appartement, situé dans la région parisienne.

Rappelons que c'est au terme de trois semaines de suspense et de graves inquiétudes pour sa femme et ses quatre enfants, que M. Balthazar Suarez, a été libéré mercredi. Il a été retrouvé abandonné sur un banc au bord d'une allée du bois de Vincennes, les yeux bandés sous d'épaisses lunettes noires. Peu après, la police procédait à l'arrestation de sept suspects et annonçait qu'elle avait récupéré une somme de près de trois millions de francs, montant, semble-t-il de la rançon versée aux ravisseurs.

ENLEVÉ LE 3 MAI DERNIER

M. SUAREZ

**le directeur de
la banque de Bilbao**

EST LIBÉRÉ

**SEPT ANARCHISTES
ESPAGNOLS ARRÊTÉS
DONT TROIS DANS LE GARD
AVEC UNE PARTIE DE LA RANÇON**

Paris. — Enlevé le 3 mai dernier à son domicile à Neuilly-sur-Seine, M. Balthazar Suarez, le directeur de la banque de Bilbao en France a été libéré hier matin par ses ravisseurs. C'est une affaire de vingt et un jours au cours desquels on est passé de l'angoisse

à l'espoir (on se souvient des coups de téléphone reçus par l'O.R.T.F. à Perpignan et par notre journal) qui trouve ainsi une conclusion heureuse : M. Suarez est fatigué, certes, mais en bonne santé.

Quelques heures après sa libération, M. Suarez, revenu à son domicile, répond, en compagnie de sa femme, aux questions des reporters

Sitôt qu'elle a appris la nouvelle de la libération, la police est passée à l'action : depuis plusieurs jours elle avait identifié quelques uns des ravisseurs et elle attendait, pour pouvoir agir, que le banquier soit relâché.

M. Balthazar Suarez a été remis en liberté à 7 heures ; deux heures plus tard, sept membres du G.A.R.I., le mouvement anarchiste espagnol responsable de l'enlèvement, étaient arrêtés. Ceux-ci, sans s'en douter, étaient pris dans un véritable filet qui s'est refermé sur eux dès que M. Suarez a été relâché.

Les policiers ont même récupéré la plus grande partie d'une rançon de trois millions de francs, qui, sans que la nouvelle ait été ébruitée, avait été exigée pour la libération du banquier.

L'enlèvement s'était produit vers 8 h. 30, le 3 mai, au moment où M. Suarez s'appropriait, comme tous les matins, à conduire en voiture deux de ses quatre enfants au lycée. Trois hommes masqués et armés s'étaient emparés de lui. Les ravisseurs, avant de s'enfuir avec le banquier et dans la propre voiture de celui-ci, avaient entravé les pieds et les poings des deux enfants avec la cravate de leur père. « Mettez-vous face contre terre. Ne criez pas. N'appellez pas la police. Nous contacterons ultérieurement l'ambassade. Dites seulement à votre mère que

FIN EN PAGE 2

MIDI LIBRE 24-5-74



M. SUAREZ LIBÉRÉ

17_{S4}

nous avons « enlevé votre père » avaient recommandé les ravisseurs avant de démarrer en trombe.

Deux hypothèses avaient été retenues par les enquêteurs : l'enlèvement crapuleux ou le rapt politique. Plusieurs indices toutefois laissaient supposer qu'on se trouvait en présence d'un kidnapping effectué par un groupe de révolutionnaires espagnols.

Toute la journée du vendredi, aucune demande de rançon n'était parvenue en effet au domicile de Mme Suarez et au siège de la banque de Bilbao.

Par ailleurs, dans le cas d'un acte de gangstérisme, les malfaiteurs auraient sans doute enlevé un des enfants et demandé à la banque de servir d'intermédiaire, sans faire intervenir l'ambassade d'Espagne. On apprenait aussi qu'à Madrid, à la direction générale de la sécurité, plusieurs diplomates espagnols en poste à Paris, avaient reçu les jours précédents le rapt des menaces d'enlèvement et de mort de la part d'organisations terroristes.

Pendant tout le week-end, au

siège de la banque, avenue du Château, à l'ambassade d'Espagne, on avait attendu en vain un appel téléphonique.

Les conditions des ravisseurs

Le mardi 7 mai, l'incertitude était enfin levée. Dans un bar de Barcelone deux jeunes anarchistes, membres du groupe d'action révolutionnaire internationaliste (G.A.R.I.) revendiquaient l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez. Ils fixaient les conditions de la libération du banquier et les communiquaient à l'ambassade d'Espagne à Paris.

Ils demandaient quatre choses : la publication par la presse des communiqués et textes de leur mouvement ; la libération du journaliste économique Santiago Sole Amigo, militant du « Mouvement Ibérique de Libération » (M.I.L.), organisation à laquelle appartenait Salvador Puig Antich, exécuté le 2 mars dernier pour avoir tué un policier venu l'arrêter ; la publication du réquisitoire et des peines réclamées contre cinq membres du « Front révolutionnaire antifasciste et patriote », arrêtés le 1er mai 1973, lors d'une manifestation. Ils doivent être prochainement jugés ; la mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques ayant purgé les trois-quarts de leur peine.

Un délai de quinze jours était fixé au gouvernement espagnol pour qu'il remplisse ces conditions.

Quinze jours au cours desquels mythomanes et ravisseurs multipliaient les contacts avec la presse, les uns annonçant l'exécution de M. Suarez, les autres renouvelant leurs conditions.

Le gouvernement espagnol faisait savoir qu'il ne négocierait pas avec les terroristes. Le jeudi 9 mai Mme Suarez recevait une lettre de son mari, postée le 6 à Lyon. La missive assez courte, voulait la rassurer : « Je suis en bonne santé et même bien traité » écrivait le banquier. « Je ne voudrais pas que vous vous fassiez du souci pour moi. Je vous embrasse tous ».

Mardi dernier après plus d'une semaine de silence un communiqué du « G.A.R.I. » laissait espérer une libération proche de M. Suarez. Pouvait-on en déduire que le gouvernement espagnol avait accepté de faire droit aux exigences des ravisseurs ? En l'état actuel des choses, rien ne permet de le croire. Seule la troisième condition, la publication du réquisitoire du procès qui doit avoir lieu prochainement à Madrid, au cours duquel comparaitront les amis de Puig Antich, a été remplie.

Le procureur militaire réclame contre ces derniers des peines de prison allant de 15 à 18 ans et non la peine de mort.

Deux millions dans une voiture

Est-ce cette relative modération du ministère public espagnol qui a incité les militants du G.A.R.I. à libérer M. Suarez ?

On peut le penser. Mais suivant peut-être se « rattraper » pour les autres conditions restées non remplies, ils exigeaient en outre une rançon de trois millions de francs. Celle-ci était aussitôt réunie et remise d'une façon qu'on ignore au G.A.R.I.

Cette fois tout était prêt pour la libération de M. Suarez.

Hier matin, à 7 heures, le banquier était emmené en voiture jusqu'au bois de Vincennes et abandonné, les yeux bandés avec de la ouate et du sparadrap dissimulés derrière des lunettes noires.

Ce sont deux journalistes parisiens qui l'ont retrouvé près du

Chalet-du-Lac. Ces deux journalistes, un reporter de « L'Aurore », Claude-Marie Vadrot, et un photographe indépendant, avaient été prévenus par un coup de téléphone et un message anonymes à leurs domiciles respectifs, leur donnant les coordonnées de l'endroit où M. Suarez serait abandonné.

Immédiatement après l'avoir retrouvé, les deux journalistes ont conduit M. Suarez jusqu'au premier café ouvert d'où il a pu téléphoner à sa femme, puis l'ont accompagné jusqu'à son domicile de Neuilly.

Pour M. Suarez tout était terminé, mais pour les policiers les choses sérieuses commençaient enfin. Une vaste opération était aussitôt lancée à Paris et en province. Tous les postes frontières vers l'Espagne étaient mis en état d'alerte et on ne pouvait passer en territoire espagnol qu'après un contrôle d'identité très strict.

En fait, les policiers agissaient à coup sûr : depuis plusieurs jours, ils connaissent l'identité de nombreux militants du G.A.R.I. dont une grosse partie avait pris part à l'enlèvement. Tous étaient immédiatement interpellés.

Au total, ce sont sept personnes — quatre hommes et trois femmes — qui se sont retrouvés quai des Orfèvres. Leur identité n'a pas été révélée car le commissaire Ducret, directeur de la P.J. de la région parisienne, ne sait pas avec certitude qui a participé au rapt et qui est innocent.

Il y a pourtant trois de ces militants du G.A.R.I. pour qui il n'y a pas d'équivoque possible. Depuis plusieurs jours, ils étaient surveillés par des inspecteurs de la brigade anti-gang et, dès que la libération de M. Suarez a été connue, ils ont été arrêtés à bord d'une voiture à Villeeneuve-lès-Avignon. Dans cette voiture, les policiers devaient retrouver plus de deux millions de francs, somme provenant de la rançon versée par Mme Suarez. Les militants du G.A.R.I. comptaient transférer cette somme à Perpignan puis, de là, lorsque les contrôles seraient devenus moins stricts, en Espagne.

Dans une malle d'osier

Il y a pourtant une chose que les policiers ne savent pas : c'est l'endroit où M. Suarez a été détenu. Le banquier, après s'être longuement entretenu avec le commissaire Ottavio, chef de la brigade criminelle, a fait une déclaration aux nombreux journalistes qui stationnaient devant sa porte : « C'est une histoire incroyable... Je ne comprends pas ce qui m'est arrivé, a déclaré M. Suarez. Je suis vraiment trop fatigué. Je ne sais même plus combien de jours, dix-neuf ou vingt, j'ai passé loin de ma famille. Pendant toute cette période j'ai été entièrement isolé ». Il parlait d'une voix faible. Sa femme, Mme Carmen Suarez, les larmes aux yeux, a expliqué que les ravisseurs avaient donné à son mari, mercredi matin, « un rasoir pour se raser. C'est à ce moment là qu'il a compris qu'il allait être libéré ». C'est d'ailleurs Mme Suarez qui a révélé à la presse les détails de la captivité de son mari.

Le directeur de la banque de Bilbao a indiqué aux policiers qu'après avoir été enlevé dans le parking de son domicile, il avait été transporté en voiture jusqu'à un autre parking de la région parisienne, probablement Rungis, où ses ravisseurs avaient changé de véhicule. Là ils ont caché M. Suarez dans une malle d'osier avant de reprendre la route pour une destination inconnue.

M. Suarez a également dit avoir été détenu dans une pièce sans fenêtre dont les murs avaient été insonorisés au moyen de boîtes d'œufs vides.

Lors de sa libération, le directeur de la banque espagnole a cru remarquer que ses ravisseurs lui ont fait descendre un étage avant de le transporter jusqu'au bois de Vincennes dans une petite voiture.

Mais avec le nombre de personnes déjà arrêtées, il serait surprenant que les policiers ignorent encore longtemps le lieu de la détention de M. Suarez. Ce sera le point final d'une affaire qui aura duré près de trois semaines.

MIDI-LIBRE

24/5/74

LA VANGUARDIA

ESPAÑOLA

Redacción y Admón.: PELAYO, 28

«TELEX» 54.530 y 54.781

Teléfono 329-54-54 (20 líneas)

BARCELONA-1

Viernes, 24 de mayo de 1974

Precio de este ejemplar: 7 ptas.

FUNDADORES: DON CARLOS Y DON BARTOLOMÉ GODÓ

Año XC - Número 33.578



Detención de dos de los secuestradores de don Baltasar Suárez

He aquí a dos de los secuestradores de don Baltasar Suárez, director de la sucursal en París del Banco de Bilbao, que fueron detenidos anteayer, en Avignon. Se trata de un hombre y una mujer, que aparecen en estas fotografías, ella de nacionalidad inglesa. A la hora de cerrar esta página, la policía francesa había conseguido la captura de siete de los implicados en el secuestro y es casi seguro que se han recuperado veinticuatro millones de pesetas de los treinta pagados por el rescate

SUCESOS

Confirmado por la Policía francesa

OCTAVIO ALBEROLA, DETENIDO

PARIS, 24.—Octavio Alberola, anarquista español implicado en la tentativa de secuestro del ex embajador y representante permanente de España ante la Unesco, Emilio Garrigues (hoy embajador en Ankara), se encuentra efectivamente detenido en París, confirmó hoy un portavoz de la Policía judicial francesa.

Alberola fue detenido hace cuarenta y ocho horas cerca de Avignon, en unión de otras personas sospechosas de haber participado en el secuestro de Angel Baltasar Suárez, director del Banco de Bilbao en París, liberado el 22 de mayo. Octavio Alberola y las otras seis personas detenidas han sido puestas esta misma mañana a disposición del juez de Instrucción Alain Bernard, encargado de este asunto. Según el citado portavoz, Alberola puede que sea el cabecilla del grupo de acción revolucionaria internacional Gari, que reivindicó el secuestro de Angel Suárez.

Alberola fue expulsado de Francia en 1972 tras la tentativa de secuestro del representante español ante la Unesco, y residió últimamente en Bélgica. (Efe.)

COMMUNIQUÉ N.º 1

Onze prolétaires révolutionnaires, dans l'affaire du capitaliste Suarez, ont été pris comme otages par les ravisseurs de l'Etat. Ils ont été kidnappés à Avignon, Paris, Toulouse, par des ravisseurs mercenaires armés de mitraillettes. Il s'agit bien d'un rapt vu qu'ils ne sont pas les auteurs de l'enlèvement de Suarez et de sa séquestration.

Ceux qui se déclarent contre l'exploitation des travailleurs au moyen du salariat, des impôts, etc., contre la propriété privée et qui agissent en conséquence pour changer ce rapport social dominant, subissent l'enlèvement et la séquestration de (par) l'Etat capitaliste, non pas pour quelques jours, mais pour des années! La société capitaliste privée ou d'Etat forme un racket à tous les niveaux, et pousse donc à la violence en exerçant la violence quotidienne de l'exploitation, de la domination, de l'abrutissement. Les moyens de défense qu'offre la démocratie bourgeoise, pour lutter contre le franquisme, ont prouvé leur nullité, puisque soldés par le cadavre de Puig Antich. La séquestration de Suarez a évité 2 nouvelles condamnations à mort aux compagnons de Puig.

L'argent demandé n'est que la récupération légitime du produit de la sueur des prolétaires, pour leur émancipation. Il ne sert qu'à alimenter les caisses du mouvement espagnol clandestin, soutenir les prisonniers; il n'a pas d'usage individuel, au sens de l'enrichissement capitaliste. En aucun cas il ne saurait s'agir de recul qualifié ou pas. Cette action a montré avec clarté la collusion de la police et de la justice espagnole héritées du nazisme, avec celles de ceux qui prétendent avoir lutté contre ce dernier par la résistance. Ce mensonge a éclaté.

Le juge Bernard (Sossi), Otavioli et derrière eux l'exécutif, se font les complices discrets de l'héritier d'Hitler.

La démocratie bourgeoise n'est qu'un moyen pour gérer le capitalisme occidental plus en douceur, tout en exerçant une dictature indirecte sur la vie des exploités, par le salariat et la société marchande.

C'est vous juge Bernard, qui encouragez de nouvelles actions directes par votre attitude en les déplaçant du terrain espagnol vers la France. C'est vous qui, en détournant l'acte politique sur le terrain du droit commun, montrez l'oppression de la classe capitaliste sur la classe ouvrière.

VOUS ET VOS COLÈGES LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES ANARCHISME INTERNATIONALES

APANS Groupe de Solidarité Internationaliste Puig-Antich

Le commando des ravisseurs de M. Suarez déféré au Parquet

Noyautés par la police, les groupes anarchistes espagnols risquent d'éclater

LES sept personnes soupçonnées d'avoir participé à l'enlèvement de M. Baltazar Suarez ont été déferées, vendredi matin, au Parquet. Elles seront présentées au cours de la journée au juge d'instruction chargé de l'information: M. Alain Bernard qui décidera de leur inculpation.

Les enquêteurs refusent pour l'instant de dévoiler les identités de ces sept suspects: quatre hommes — d'origine espagnole — et trois femmes, dont une est Française, l'autre Ecossaise et la troisième Espagnole; on sait cependant que parmi ces personnes en plus de Lucio et Anne Urtubia, le couple appréhendé à Paris figure Octavio Alberola, 46 ans, un militant très connu dans les milieux anarchistes.

Alberola a déjà, à plusieurs reprises, participé à des actions sur le terrain. Il est fiché, comme « agitateur dangereux » par plusieurs polices européennes en 1972, notamment, avec plusieurs autres militants anarchistes, il a tenté d'enlever le délégué espagnol à l'UNESCO, Emilio Guarrigues.

Un dangereux desperado

Condamné par contumace en Espagne, Octavio Alberola avait trouvé refuge en France. Considéré comme « individu dangereux », il en fut expulsé en 1972.

Ainsi, à travers la personnalité de cet homme — une sorte de desperados spécialiste de « l'action directe » — se dessine avec plus de précision le visage de militants farouches qui ont organisé et réalisé l'enlèvement de Salvador Suarez et les groupements qu'ils rassemblent.

Réunis au sein du G.A.R.I. (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) créé, semble-t-il, depuis peu, ces sept suspects appartiennent à divers mouvements anarchistes qui, depuis quelques mois, ont abandonné leurs revendications régionalistes — ils sont pour la plupart originaires de Catalogne — pour pratiquer un internationalisme militant.

On retrouve un peu partout en Europe occidentale des émigrés qui, au nom de ces groupes anarchistes, se livrent à des actions d'agitation lorsqu'ils ne préparent pas des attentats ou des enlèvements.

Seul de tous ces groupes, le M.I.L. (Mouvement ibérique de libération) forme une organisation structurée. L'étude de l'évolution de ce mouvement créé en 1972 permet de mieux comprendre comment les anarchistes espagnols se sont laissés gagner peu à peu par l'internationalisme. A sa naissance, le M.I.L. réunissait surtout d'anciens élèves de béneficiers représentant une tendance catholique progressiste.

Soit, dont les ravisseurs de Baltazar Suarez demandaient la libération, sont devenus des militants du M.I.L. »

A côté de ce mouvement on retrouve cinq ou six autres organisations au sein du G.A.R.I. Elles sont, le plus souvent, à l'image de leurs militants d'une nature changeante. Leurs effectifs varient moins en fonction de leurs orientations politiques que des opérations sur le terrain. Une série d'attentats spectaculaires amène des adhésions, une période d'inaction éloigne les militants.

Ces fluctuations autorisent toutes les pénétrations. Il est

certain que les milieux anarchistes sont truffés d'informateurs. La police espagnole reconnaît qu'elle en entretient des dizaines, et la façon dont l'enquête sur l'enlèvement de Baltazar Suarez a été menée montre que la police française est, elle aussi, très bien renseignée sur ces mouvements.

L'arrestation des sept militants anarchistes intervenant aussitôt après la libération de M. Suarez, la surveillance dont les autres militants font l'objet, la certitude pour eux que leurs mouvements sont noyautés par la police, vont faire éclater les différents groupements anarchistes.

Mais leur action sera-t-elle stoppée pour autant? Ce ne sont pas les personnes appréhendées qui pourront répondre à cette question. Elles se refusent farouchement à dévoiler quoi que ce soit de leurs activités.

— On peut penser, toutefois, estiment les spécialistes, que la disparition provisoire des groupes d'action ne réduira que pour un temps la lutte que mènent certains de leurs militants pour qui le combat dans la rue est l'essentiel de la politique.

Roger COLOMBANI.

« Ils ont durci leur attitude »

« Leur lutte était avant tout politique, nous a expliqué un policier spécialiste de ces problèmes, mais peu à peu, dans le feu de l'action, et aussi devant la répression dont ils étaient l'objet, ils ont durci leur attitude, ce qui a facilité la pénétration d'éléments anarchistes plus durs, prêts à mener leur combat jusque sur le sol étranger.

C'est ainsi que des hommes comme le jeune Puig Antich, qui a été récemment exécuté à Barcelone, ou Jorge

25 Mai 1974

FRANCE-SOIR

COMMUNIQUE N° 2

Appel à tous les déçus de la voie électoraliste

La voie électoraliste, terrain de la bourgeoisie, éloigne le prolétariat de la lutte des classes. C'est en ce sens que la solidarité avec les emprisonnés ne peut se faire que par un développement de l'agitation sociale partout en changeant par là-même le rapport de force. Sachons amplifier le profond mécontentement des travailleurs, sans distinction de nationalité et d'âge.

Le juge Bernard, les flics contribuent directement à cette stratégie.

Giscard est en sursis, avec seulement 13 millions sur 55 millions d'habitants.

Chacun peut faire quelque chose là où il se trouve!

Groupe de Solidarité Internationaliste
Puig Antich.

Nota: (1) Ces deux communiqués sont extraits d'un tract intitulé « L'UNION SACRÉE DE LA CENSURE » voir en librairie.

(2) Sur l'original du 1er communiqué il y a une ratouille sur le nombre des arrestations (le chiffre sept en lettre écrite par le chiffre 11) se qui permettrait de dater ces documents vers le 23-5-74.

LE MONDE

Selon le quotidien madrilène A. B. C., la police française avait été avertie par la police espagnole de la présence à Paris de Octavio Alberola Surinac, l'un des leaders du groupe anarchiste Primero de Mayo. Selon A. B. C., le nom de M. Baltazar Suarez figurait sur une liste de possibles victimes d'un enlèvement établie par des Espagnols résidant en France et saisis par la police française sur l'un des amis de Octavio Alberola Surinac. Celui-ci, âgé de trente-quatre ans, est né au Mexique de parents catalans; il a toujours conservé sa nationalité espagnole et divers membres de sa famille se trouvent à Barcelonne.



Presuntos secuestradores del señor Suárez

Estas dos personas han sido detenidas en Avignon en relación con el secuestro del director del Banco de Bilbao en Paris, don Angel Baltasar Suárez. Otras cinco personas más también han sido detenidas por la misma causa. (Fotos Cifra-Upi.)

L'enlèvement de M. Suarez : la piste des ravisseurs passait par Avignon et Toulouse avant, sans doute, de se perdre en Espagne

Les sept personnes qui avaient été interpellées dans le cadre de l'enquête sur le rapt de M. Balthazar Suarez ont été déferées au Parquet, a précisé hier à Midi, quai des Orfèvres, le commissaire divisionnaire Pierre Ottavioli, chef de la brigade criminelle.

Ce sont :

— Octavio Alberola-Surinach, 46 ans, qui avait été expulsé de France le 19 avril et reconduit à la frontière belge ;

— son amie, Mme Ariane Grant-Sacerdoni, 32 ans, artiste peintre, de nationalité française ;

— Mlle Jean-Helen Weir, 29 ans, infirmière, de nationalité anglaise, demeurant en Ecosse et en vacances en France ;

— Georges Rivière, 25 ans, imprimeur à Toulouse ;

— Mlle Annie Plazen, 24 ans, demeurant dans la banlieue toulousaine ;

— M. Lucio Urtubia, 44 ans, Espagnol, ouvrier carreleur, demeurant à Clichy-sur-Seine, et sa femme, Anne, née Garnier, 32 ans, laborantine.

Cinq personnes ont été présentées hier après-midi à M. Alain Bernard, juge d'instruction.

Octavio Alberola, son amie Ariane Grant-Sacerdoni et Jean-Helen Weir ont été interpellés mercredi matin en Avignon, a indiqué le commissaire Ottavioli.

Ils avaient été aperçus la veille par des fonctionnaires de police alors qu'ils prenaient livraison de sacs de jute qui leur avaient été remis par un homme qui a réussi à fuir.

Ces sacs ont été retrouvés le lendemain en Avignon, au domicile d'amis d'Alberola chez qui il résidait. Ils renfermaient une importante somme d'argent en devises étrangères (francs suisses, pesetas, deutschemarks), d'une valeur globale de 1.500.000 francs.

D'autre part, Georges Rivière et Anne Plazen ont été également aperçus en Avignon alors qu'ils recevaient un autre sac de jute que Rivière avait chargé sur sa moto. Ce dernier a réussi à fuir en direction de Toulouse, mais : était retrouvé avec Annie Plazen le lendemain, à Peyriac-Minervois (Aude). Tous deux s'étaient réfugiés chez M. et Mme Pierre Guilbert, brocanteurs, 27 et 21 ans, où le sac de jute a été récupéré. Il contenait également une importante somme en devises étrangères, d'une valeur de 680.000 francs.

Quant à Lucio Urtubia et sa femme Anne, ils sont considérés par la police comme des agents de liaison d'Alberola pour la région parisienne et l'Espagne.

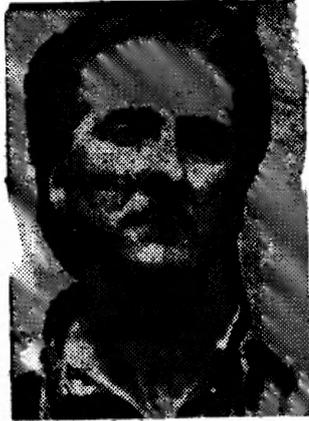
Le commissaire Ottavioli a enfin précisé que le lieu où M. Suarez avait été séquestré n'avait pas encore été localisé. De même, l'identité des personnes qui ont effectivement participé au rapt n'est pas encore connue.

Au cours des auditions quai des Orfèvres, Octavio Alberola s'est borné à déclarer qu'il avait été chargé de conserver l'argent enfermé dans les sacs.

L'Humanité



Annie Plazen.



Octavio Alberola-Surinaeh.



Ariane Gransac Sadot

21s



Anne Urtubia.

Aucun des personnages présentés hier au juge n'a participé à l'enlèvement de Baltazar SUAREZ

DE PIÈTRES COMPARSES

LES sept personnes arrêtées le jour de la libération de M. Suarez, le directeur parisien de la banque de Bilbao, n'étaient que des complices des ravisseurs. C'est ce qu'a révélé hier le commissaire Ottavioli, chargé de l'enquête, confirmant ainsi les informations qui nous étaient parvenues la veille. C'est-à-dire que les véritables auteurs du rapt, ainsi que les personnes qui ont ensuite séquestré le banquier sont toujours en fuite. Il sera plus difficile maintenant de les débusquer, mais les policiers gardent pourtant bon espoir, car ils pensent avoir bien en main tous les groupes anarchistes établis en France.

En attendant les sept personnes impliquées dans le rapt ont été déferées hier matin au parquet. Dans la soirée, le juge Alain Bernard les a inculpés de recel qualifié.

On connaît en effet mieux maintenant le rôle que tous ces gens ont joué dans l'enlèvement, ou plus exactement avant et après l'enlèvement. Alors, prenons-les dans l'ordre. Il y a tout d'abord Lucio Urtubia, un Basque de 44 ans installé à Paris, où il est carrelleur, et sa femme Anne, 32 ans, laborantine, licenciée de chimie et d'allemand. Demeurant à Clichy (Seine-Saint-Denis) ils ont été tous les deux interpellés mercredi matin à leur travail respectif. Bien qu'ils nient tout ce qu'on leur reproche, les policiers sont à peu près certains qu'ils étaient les agents de liaison, entre la France et l'Espagne, d'un troisième inculpé, Ottavio Alberola Surinach.

Celui-là est un personnage plus connu. 46 ans, ingénieur civil au Mexique, expulsé de France le 19 avril pour avoir (déjà) trempé dans une tentative d'enlèvement contre un fonctionnaire espagnol en poste à l'U.N.E.S.C.O., il était revenu clandestinement chez nous il y a quelques jours. Les policiers espagnols, qui s'intéressent décidément beaucoup à ce qui se passe chez nous, le savaient et, dès le début de l'affaire, le nom d'Alberola avait été prononcé. Pourtant, lui aussi semble n'avoir joué que les seconds rôles dans le rapt. On a retrouvé au domicile d'amis chez qui il résidait, à Avignon, une partie de la rançon versée, on le sait maintenant, par la Banque de Bilbao : 1.500.000 F en devises étrangères (francs suisses, Deutchmarks et pesetas). Alberola s'est borné à déclarer qu'on l'avait chargé de garder cet argent enfermé dans des sacs de pommes de terre.

Effectivement des policiers au cours d'une filature avaient assisté en direct mardi dernier à la prise en charge de l'argent. C'est un

homme à moto (qui a réussi à disparaître) qui avait livré les sacs. Deux autres personnes assistaient à l'opération : Ariane Gransac, 32 ans, artiste peintre, et une jolie infirmière écossaise de 29 ans, Jean-Helen Weir, actuellement « en vacances » à Paris, selon ses déclarations. Les deux femmes ont été arrêtées en même temps que leur ami.

Reste enfin Georges Rivière et Annie Plazen. Pour eux aussi Avignon aura été la ville fatale, car c'est dans une de ses rues que d'autres policiers ont vu également Rivière charger sur sa moto d'autres sacs de jute contenant d'autres devises, l'équivalent de 680.000 F. Ce jour-là sa grosse cylindrée a permis à Rivière de filer mais le lendemain les enquêteurs l'ont retrouvé chez des amis, à Peyriac-Minervois (Aude), en compagnie d'Annie Plazen. Tous deux ont été embarqués vers Paris.

Après un temps de réflexion, les policiers ont d'ailleurs décidé d'arrêter également le couple qui avait donné asile à Rivière, M. Pierre Guibert, 27 ans, et Danièle Haas 21 ans. Tous deux devaient arriver aujourd'hui à Paris pour donner quelques précisions sur leur degré d'amitié avec Rivière et son amie.

Voilà donc tous les comparses en prison. Reste maintenant à passer aux choses sérieuses et à mettre la main sur les principaux responsables de l'enlèvement.

Jacques LESINGE
et Alain MATHERON.



Jean-Helen Weir : ses « vacances » à Paris se terminent mal (Photo J.-J. CECCARINI.)



LOS DOS SECUESTRADORES DE SUAREZ EN EL MOMENTO DE SER LLEVADOS A LA JEFATURA DE PARIS El español Alberola Surinach (a la izquierda) y la escocesa Jean Helen Weir, llevados a la Jefatura Superior de Policía en París, para ser interrogados en relación al secuestro del director del Banco de Bilbao en París, Baltasar Suárez. (Foto AP-Europa)

JUSTICE

L'enlèvement de M. Suarez

SEPT COMPLICES PRÉSUMÉS DES RAVISSEURS DU BANQUIER ESPAGNOL SONT INCULPÉS DE RECEL QUALIFIÉ ET ÉCROUÉS.

M. Alain Bernard, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé de recel qualifié et fait écrouer, dans l'après-midi du 24 mai, les sept personnes soupçonnées d'avoir eu une participation dans l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez : MM. Octavio Alberola-Surinach, quarante-six ans, ingénieur civil à Mexico ; Georges Rivière, vingt-cinq ans, typographe à Toulouse ; Lucio Urtubia-Jimenez, quarante-trois ans, carreleur d'origine espagnole, demeurant à

Clichy (Hauts-de-Seine) ; et Mmes Anne Urtubia, trente-deux ans ; Jan-Helen Weir, vingt-neuf ans, infirmière, de nationalité britannique ; Ariane Gransac-Sadori, trente-deux ans, artiste-peintre, demeurant 18, rue Léon-Jouhaux, à Paris (10^e) ; et Annie Plazen, vingt-quatre ans, sans profession, demeurant à Saint-Orens-de-Gameville (Haute-Garonne).

D'autre part, M. Bernard devait entendre ce samedi 25 mai un brocanteur de Peyriac-Minervois (Aude), M. Pierre Guibert, vingt-sept ans, et l'amie de celui-ci, Mlle Danièle Haas, vingt et un ans, chez qui une partie de la rançon demandée en échange de la libération du banquier espagnol — en plus de la libération de certains détenus politiques d'Espagne — a été retrouvée.

I'Humanité

27/5/74

Enlèvement Suarez : deux nouvelles inculpations

M. Alain Bernard, premier juge au tribunal de Paris, qui instruit le dossier du rapt de M. Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, a fait écrouer samedi soir à la prison de Fleury-Mérogis, Pierre Guibert, 27 ans, établi brocanteur à Peyriac (Aude), et son amie Danièle Haas, 21 ans, après les avoir inculpés de recel qualifié.

Ils avaient été interpellés à leur domicile dans l'Aude et ramenés à Paris par les policiers de la brigade criminelle. On leur reproche d'avoir accepté de conserver chez eux un sac de jute contenant une partie de la rançon versée pour obtenir la libération du directeur de la Banque de Bilbao.

Le rôle des neuf personnes arrêtées jusqu'ici semble se limiter à la perception et à l'acheminement de la rançon pour le compte des instigateurs du rapt, qui, eux, ne paraissent pas avoir été identifiés. Dans une interview au quotidien madrilène A.B.C. publiée le 24 mai, M. Suarez a fourni des précisions sur ses ravisseurs : « Je crois qu'il y avait trois commandos impliqués dans mon enlèvement : celui de l'enlèvement, qui a été très agressif ; celui des gardiens, formé par deux Espagnols et un Français, et celui qui a dirigé l'opération. L'un de mes gardiens était un homme cultivé et très intelligent. Je n'ai pas vu de femmes. »

Un des ravisseurs du banquier Suarez s'est fait repérer parce qu'il aimait trop les tenues mexicaines

Les sept personnes susceptibles d'avoir participé, soit à l'enlèvement, soit à la séquestration de M. Angel Balthazar Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris, ont été mis à la disposition du parquet pour être présentées au juge d'instruction Alain Bernard. Mais la preuve de leur participation à l'enlèvement et à la séquestration de M. Suarez n'ayant pas été apportée par la police — ils affirment d'ailleurs n'être pour rien dans le rapt — le parquet a retenu contre les sept militants anarchistes le crime de recel qualifié. On reproche en effet aux prévenus d'avoir eu en leur possession la rançon de 3.180.000 F que la Banque de Bilbao dément, d'ailleurs, d'avoir payée et qui a été récupérée dans sa quasi-totalité. M. Alain Bernard les a placés tous les sept sous mandat de dépôt. Enfin, un brocanteur, Pierre Guibert, 27 ans, et son amie, Danièle Haas, 21 ans, qui avaient conservé une partie de la rançon, ont été transférés de l'Aude à Paris.

Le commando anarchiste impliqué dans le rapt de M. Balthazar Suarez, comprenait au moins treize personnes : les trois ravisseurs, trois « gardiens » prétendant appartenir au GARI (Groupe d'Action Révolutionnaire internationaliste) qui l'ont séquestré pendant dix-neuf jours et les sept militants anarchistes actuellement écroués.

Ces derniers ne peuvent être que des complices, estiment les collaborateurs du commissaire Ottavioli, chef de la brigade criminelle. En effet, ajoutent-ils, M. Suarez a affirmé que les trois personnes masquées qui l'ont enlevé à Neuilly et celles qui l'ont surveillé pendant dix-neuf jours (le visage toujours dissimulé également par des cagoules) n'étaient pas les mêmes. Le directeur de la banque a pu noter que leur taille, leur corpulence, leurs intonations de voix n'étaient pas identiques.

Qui sont donc ces sept anarchistes ou sympathisants qui nient toute participation au rapt lui-même et qui n'auraient été, selon eux, que des subalternes chargés de transporter l'argent de la rançon ?

Le « cerveau » pourrait être Octavio-Alberola Surinach, né le 4 mars 1928 à Alayor (Espagne). Fils d'anarchiste — son père a été tué au Mexique en 1962 en raison de ses activités politiques — marié à une

Mexicaine dont il a eu trois enfants, il se prétend ingénieur civil. Mais cette profession est une couverture. Depuis longtemps, les autorités espagnoles l'accusent d'avoir été l'instigateur de trois autres enlèvements : en 1972, celui de M. Emilio Garrigues, délégué espagnol à l'ONU et ceux, projetés, un peu plus tard, en Espagne d'un prélat et d'un officier américain de la CIA.

Refugié en France, expulsé en 1968, Octavio Alberola Surinach revient dans notre pays. Il est interpellé le 17 avril dernier et reconduit à la frontière de son choix, la Belgique. On retrouve

sa trace fin avril (M. Suarez a été enlevé le 3 mai) dans une localité de la Loire-Atlantique. Il a repassé la frontière française avec de faux papiers.

A-t-il été identifié grâce aux tenues mexicaines, qu'il adore porter : chemises à fleurs, pantalons de vaqueros, mocassins rouges ? Il est plus vraisemblable qu'un carnet d'adresses trouvé sur un de ses « contacts » a permis de trouver sa « planque » à Avignon où il devait entrer en possession d'une partie de la rançon.

Son amie, Ariane Gransac-Sadorie, 32 ans, artiste-peintre, qui demeure 18, rue de la Douane (10^e), semble avoir partagé son idéal politique par amour.

Jean-Helen Weir, 29 ans, est infirmière, Ecossoise, originaire de Saint-Andrews. Elle affirme : « Je m'étais rendue, il y a huit jours, dans le Vaucluse pour essayer de dénicher une vieille ferme que j'aurais retapée pour m'y retirer. J'ai connu Octavio et Ariane il y a plusieurs années par une de nos relations communes. Nous avons continué à nous revoir. »

Georges Rivière, 25 ans, est imprimeur à Toulouse. C'est à lui qu'avait été confié le reste de la rançon (880.000 F). « Je croyais, a-t-il dit, transporter des tracts politiques. Quant à mon amie, Annick Chittie, née Plazen, qui s'entend mal avec son mari, elle avait simplement accepté d'aller camper avec moi. »

Enfin, Lucio Urtubia, 44 ans, carreleur, réfugié politique naturalisé français, et sa femme, Anne, 32 ans, une laborantine, ils servaient de boîte aux lettres entre Octavio Alberola et les différentes cellules anarchistes en France et en Espagne.

Jean-Marie TEXIER.

FRANCE-SOIR

26/05/74

L'UNION SACREE DE LA CENSURE

COMMUNIQUE

« L'affaire Suarez en tant qu'évènement spectaculaire est effectivement terminée, comme l'affirme la presse, contente de voir les méchants punis et l'innocente victime retrouvée saine et sauve. Ce qui n'est pas terminé, c'est l'affrontement entre notre volonté révolutionnaire et le pouvoir franquiste, c'est notre combat, c'est notre force d'intervention dans un monde capitaliste qui affecte de voir en nous des « désesperados », et non un regroupement de gens déterminés à agir pour le détruire, en liaison avec tous ceux qui luttent. (1)

Qu'il y est eu ou non demande de rançon, notre démarche était claire et nos buts politiques aussi. Le gouvernement de Franco qui a commencé à céder sur plusieurs points, le sait bien. Car malgré ses communiqués contradictoires il a été obligé de reculer par rapport aux compagnons emprisonnés, pour lesquels la peine de mort était requise à l'origine. Quand aux arrestations qui ont eu lieu en France et aux recherches qui se poursuivent pour essayer de traquer « les coupables », elles montrent clairement le sens réel de la politique française : l'Espagne désire rentrer au Marché Commun. La moitié des français représentés par Giscard désire l'y aider de tout coeur. Mais pour cela il faut cautionner le fascisme, les tortures, les assassinats, en se mettant au même diapason. Il doit être difficile pour cette moitié de président d'inaugurer sa carrière par l'embastillement de ses premiers prisonniers politiques ; Giscard promet que ça va changer et que les français seront surpris. C'est vrai qu'ils le sont : jamais on avait vu une telle coopération policière franco-espagnole ! Mitterand en tête intervenait auprès de Franco pour éviter que Puig Antich soit exécuté ; aujourd'hui que notre compagnon a été assassiné et que plusieurs autres risquent le même sort avant que nous n'intervenions, la droite française lâche sa police et ose arrêter des gens accusés d'avoir donné leur appui à une action qui s'est révélée efficace pour obtenir un résultat espéré par beaucoup.

Quand au noyautage de nos groupes par les polices et leurs communiqués triomphalistes, ils nous font bien rigoler : Ottavioli, il y a un noyau dans ton fromage ! Ottavioli, Bernard, arrêtez votre ridicule chasse aux sorcières ; nous avons apporté assistance à nos camarades en danger de mort, ce que préconisent vos lois et vos principes moraux. Ces précisions données nous rappelons au gouvernement espagnol nos exigences :
- Libération de nos camarades reconduits à la frontière de leur choix.
- Libération des prisonniers ayant effectué les trois quarts de leur peine.
Nous avons tenu nos engagements, au gouvernement espagnol de tenir les siens dans les délais fixés.

G. A. R. I.

Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste

(1) Paragraphe entièrement censuré par le journal Libération

M. SUAREZ (le directeur de la Banque de Bilbao) RACONTE

Mardi 28 Mai 1974 —

SES 19 JOURS DE DETENTION

225

6 Petit à petit, je m'étais résigné à être tué

Les ravisseurs de M. Baltazar Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao, enlevé le 3 mai à Neuilly et relâché après dix-neuf jours et dix-neuf nuits de détention, courent toujours. Les neuf personnes arrêtées, inculpées de recel qualifié, et écrouées, ne semblent avoir joué que des rôles secondaires. Pourtant, bon nombre d'entre elles ont été filées dix

jours durant par la police qui croyait avoir identifié les véritables ravisseurs : des anarchistes regroupés au sein du GARI (Groupe anarchiste révolutionnaire internationaliste). C'est ainsi du moins qu'ils se sont toujours présentés.

M. Suarez, lui, est d'un autre avis. Il l'a expliqué au cours d'un entretien avec notre reporter Serge Bernard.

« C'était le plus âgé, un garçon cultivé, très intelligent, un philosophe. Avec lui, la discussion était possible. Il condamnait le régime espagnol

mais il condamnait tous les régimes : le régime anglais, français, russe, etc. Il lutte pour l'anarchie. Il était moins menaçant que les autres. Il savait que j'ai le cœur faible. Il me demandait si je me sentais bien, si je n'avais pas besoin d'un docteur. Il était le seul à quitter sa chaise pour venir s'asseoir sur mon lit, quand j'étais résigné à mourir. Et il discutait. Quand je m'asseyais au pied du lit, il mettait un journal par terre, pour que je pose mes pieds. J'étais en chaussettes.

« C'est lui qui m'a montré la coupure de presse. Lui, c'est un politique. Il se donne de tout cœur à son idéal. »

— Les autres n'étaient-ils pas des politiques aussi ?

— Les jeunes qui ont participé à cette affaire, ceux qui m'ont enlevé, ceux qui m'ont gardé, sont des politiques, c'est sûr. Mais, le « cerveau », lui, qui ne court pas de risque, ni dans l'attaque ni dans la garde, était intéressé par l'argent. C'est mon avis. Plus j'y réfléchis, plus je suis persuadé que le « cer-

veau » était intéressé par la rançon. Par contre, il s'est servi de jeunes activistes politiques pour mener l'opération.

— Pourtant, des diplomates avaient été menacés d'enlèvement en même temps que vous ?

— C'est vrai. Mais, justement, pourquoi m'a-t-on choisi ? Je ne me suis jamais occupé de politique. Mais, par contre, je suis directeur de banque et, seule, une banque peut payer une si grosse rançon (trois millions de dollars). Je crois qu'elles existaient politiques n'étaient là que pour donner le change. D'ailleurs, j'ai été libéré quand la rançon a été payée.

— Resterez-vous en poste à Paris ?

— Oui, sans doute. Vous savez, j'ai reçu beaucoup de témoignages de sympathie de Français inconnus. Je les remercie tous. La France est vraiment un pays extraordinaire. Alors, je resterai.

Serge BERNARD.



M. et Mme Suarez : le cauchemar est fini. (Photo-Francis LATREILLE.)

A UJOURD'HUI, M. Suarez est rassuré. Il a retrouvé toute sa vivacité d'esprit, son moral et son sourire. Il a récupéré ce qu'il appelle son « mécanisme mental » d'après et il confie :

« Mes ravisseurs m'ont tellement drogué que j'avais peur de garder des séquelles. Trois jours après ma libération, je n'étais plus le même encore. Je parlais d'une façon automatique, je ne pouvais pas dormir. J'ai eu peur de rester drogué.

— Avez-vous été drogué tous les jours ?

— Non, mais on m'a drogué dès le rapt, dans les sous-sols de mon immeuble. Puis, une fois dans la voiture, on m'a fait boire encore quelque chose. Je suis resté seulement six jours sans rien prendre. La veille et le matin de ma libération, on m'a drogué trois fois en vingt-quatre heures. J'étais entièrement sous l'effet des stupéfiants quand un de vos confrères m'a trouvé sur un banc, au bois de Vincennes.

— Pourtant, vous affirmiez que vous aviez été séquestré dans la région parisienne.

— Oui, car je n'ai jamais perdu totalement connaissance. Au départ, j'ai roulé 15 à 20 minutes dans ma DS, couché sur le passager. Nous avons changé de voiture et nous avons roulé encore 15 à 20 minutes. Après tout, je n'aurais peut-être eu à 10 kilomètres de chez moi.

— Comment était votre cachette, cette cellule toute tapissée de boîtes d'emballage d'œufs ?

— C'était une pièce minuscule : un lit, une chaise, celle de mon gardien et une cuvette. Une pièce aveugle, aménagée dans un appartement pour me servir de cellule.

TRES DISCIPLINES

« La veille de ma libération, un de mes gardiens m'a donné une drogue en me disant : « Nous devons démon-

ter votre cellule et vous ne devez rien voir. »

— Avez-vous toujours un gardien près de vous ?

— Oui, sur la chaise près de la porte. Mes trois geôliers (un Français et deux Espagnols) étaient très disciplinés, organisés en militaires. Ils étaient toujours en cagoule et armés d'un pistolet et d'une matraque.

« Il y en avait un dans ma cellule, un autre derrière la porte — ils entrebâillaient le battant pour se passer les ordres. Un troisième s'occupait des rapports faits à une quatrième personne qui, elle, devait se tenir dans l'appartement. Les premiers jours, cette quatrième personne était une femme. J'ai entendu sa voix.

« Je crois que mes ravisseurs étaient divisés en trois groupes : ceux qui m'ont enlevé, ceux qui m'ont gardé. Je pense qu'un troisième groupe devait me tuer. »

— Pensez-vous qu'ils pouvaient réellement vous tuer ?

— Oh ! oui. Ils ne me menaçaient pas directement, mais ils me disaient : « Vous êtes perdu. »

« Petit à petit, je me suis résigné à mourir. Je pensais surtout à mes deux petites filles. Je suis catholique. J'ai beaucoup réfléchi à la religion, à la vie et à la mort. Je n'ai fait de mal à personne. J'étais conscient d'être en paix avec Dieu, avec ma famille, avec mon entourage.

C'est le quatorzième jour qui fut le plus dramatique. Ils voulaient me faire écrire au gouvernement espagnol, puis à l'ambassade, puis à la banque. Ils ont été très durs ce jour-là. J'ai accepté d'écrire à ma femme. J'ai fait mes recommandations à toute la famille, à mon épouse, à mon fils aîné, à mon frère, à tout le monde. Après, j'ai pleuré. Beaucoup. Pendant quelques heures. Puis, la colère m'a pris. Je leur ai dit : « Je suis condamné sans rien savoir. C'est injuste. Vous avez décidé ma mort, d'accord, je veux bien mourir, mais je veux savoir pourquoi. »

« C'est à ce moment-là qu'un de mes gardiens m'a apporté une coupure de presse m'indiquant leurs exigences. »

— Comment comptiez-vous les jours qui passaient ?

— La nuit, j'entendais mieux les bruits, ceux de la circulation en particulier. Et puis, chaque soir, j'entendais une femme monter des escaliers. Chaque matin, elle le descendait. Je faisais des croix, chaque jour, sur un bloc qu'on m'avait donné pour écrire.

« Le 19 au soir, on m'a dit :

« C'est Giscard qui est parti. »

« J'ai vérifié : j'en ai bien à ma seizième croix. »

LE SILENCE, C'EST DUR

— En apprenant ce que voulaient vos ravisseurs, avez-vous perdu tout espoir ?

— Oui, mais j'ai un peu discuté avec un de mes gardiens. Et cela fait du bien de parler. Le silence, c'est dur, très dur.

Jeudi 30 mai 1974

Le banquier Suarez a reconnu l'appartement du 13^e arrondissement où il avait été détenu

LE 10^e HOMME DU RAPT : UN ASTRONOME FRANÇAIS

PIECE par pièce, les policiers complètent leur puzzle de l'affaire Suarez. L'enquête sur l'enlèvement du directeur parisien de la banque de Bilbao est loin d'être terminée. On en arrive pourtant maintenant aux choses sérieuses. Pas encore à l'essentiel parce que les ravisseurs et ceux qui ont séquestré le banquier sont toujours en fuite. Mais hier c'est le propriétaire de l'appartement où le banquier a été retenu prisonnier qui a été déféré au parquet, ainsi que sa femme, Chantal, 34 ans.

Il s'agit d'un maître de recherches au C.N.R.S., M. Armand Chestel, 29 ans, astronome à l'observatoire de Meudon. Pendant 48 heures de garde à vue il s'est défendu comme un beau diable, affirmant qu'il n'était pour rien dans cette histoire et qu'il était impensable que M. Suarez ait pu être séquestré chez lui. La preuve c'est qu'il était allé plusieurs fois dans l'appartement pendant le déroulement de l'affaire avec sa femme et qu'il n'avait rien remarqué d'anormal...

Même dit la main sur le cœur, cela n'a pas du tout ébranlé la conviction des policiers. Mais avant tout une petite explication « technique » s'impose.

Indignation

M. Chestel habite depuis le mois d'avril un petit pavillon, 44, rue des Cascades (20^e). Mais auparavant le couple logeait dans un vieil immeuble, 91, rue Broca dans le 13^e. Cet appartement M. Chestel l'a conservé, on ne sait pas trop pourquoi, et c'est là que le banquier espagnol a vraisemblablement été séquestré pendant dix-neuf jours.

Pour le propriétaire des lieux, c'est là une hypothèse insensée, mais il aura certainement beaucoup de mal à faire partager son indignation

au juge Alain Bernard, car il faut bien reconnaître que les charges qui pèsent sur lui sont extrêmement lourdes.

Tout d'abord il y a les déclarations de M. Suarez. Lundi après-midi le banquier s'est rendu rue Broca. Il a visité l'appartement, l'a bien détaillé et a été formel : « C'est là que j'ai été séquestré. On m'avait fabriqué une cellule dont les parois étaient faites d'emballages d'œufs, mais tout cela a été démonté la veille de ma libération, comme je l'ai mentionné dans ma déposition. Je me souviens aussi de cet escalier de bois, bien que je l'aie toujours emprunté avec une casquette sur la tête. Deuxième étage, même forme des marches, même résonance, tout correspond. »

Ces affirmations sont déjà très embarrassantes pour M. Chestel, mais ce n'est pas tout.

Les policiers ont aussi établi qu'une amitié assez récente l'unissait solidement à Lucio Urtubia, l'agent de liaison des ravisseurs, arrêté la semaine dernière et inculpé de recel qualifié. Au début de l'année Urtubia, carreleur, était venu faire des travaux dans l'appartement de la rue Broca. Cela ne prouve pas grand-chose, mais au mois d'avril il avait aussi aidé M. Chestel à déménager. Ce ne sont déjà plus des rapports uniquement « commerciaux ».

Toutefois ce n'est pas encore cela qui a fait tomber le chercheur du C.N.R.S. Ce ne sont là que des charges qui sont venues alourdir son dossier.

En fait, c'est bien involontairement Alberola, l'un des autres inculpés de l'affaire, qui a mis les policiers sur la piste de Chestel. Alberola, anarchiste connu et remuant, intéressait beaucoup le commissaire Ottavio, qui le

considère comme le principal instigateur et bénéficiaire du rapt, bien qu'il ait réussi par la suite à tirer assez bien son épingle du jeu. C'est pour cela que le policier a fait passer au microscope le moindre papier froissé trouvé dans ses poches. La technique a été efficace.

rieux. Pas de nom, pas d'adresse. C'était malgré tout extrêmement simple de le faire identifier : très vite le nom de l'abonné a été connu : Armand Chestel.

L'astronome fut aussitôt placé jour et nuit sous surveillance et toutes ses relations passées au peigne fin. La suite on la connaît. Armand Chestel et sa femme ont été déferés hier au parquet et ils devraient être inculpés ce matin par le juge Bernard. Chestel est donc le dixième homme arrêté dans l'affaire Suarez, et avec sa femme cela fait donc onze personnes en prison.

Documents

Les policiers ont ainsi découvert que l'anarchiste avait séjourné un certain temps dans un petit village près de Saint-Nazaire, à La Bernerie. En épiluchant tous les documents laissés là-bas ils ont mis la main sur un numéro de téléphone mysté-

Jacques LESINGE.



Armand CHESTEL

- Jeudi 30 mai 1974

**LE BANQUIER
SUAREZ
AVAIT ÉTÉ
SÉQUESTRÉ
CHEZ
CE COUPLE**

rue Broca (XIII^e)



Le banquier Suarez, conduit sur les lieux, a été formel : c'est bien chez ce couple, mis en état d'arrestation hier soir malgré ses dénégations qu'il a été séquestré après son enlèvement. Il a reconnu l'appartement, 91, rue Broca, dans le XIII^e arrondissement, où il a passé dix-neuf jours dans une terrible angoisse. Mais Armand Chestel, astronome à l'observatoire de Meudon, et sa femme nient toute participation au rapt.

(Photo Gérard Marche.)

(Voir en dernière page.)

Soupçonné d'avoir séquestré M. Suarez

Un membre du C.N.R.S. est déféré au parquet

Les policiers de la brigade criminelle, chargés d'enquêter sur l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez, ont arrêté le propriétaire de l'appartement où le directeur de la succursale française de la Banque de Bilbao aurait été séquestré pendant dix-neuf jours. Le logement, situé 91, rue Broca, dans le quartier des Gobelins à Paris (13^e), appartient à M. Arnaud Chastel, attaché de recherches au C.N.R.S. Celui-ci travaillait précédemment au centre de physique théorique de l'Ecole polytechnique mais, depuis l'été 1973, poursuit des travaux à l'observatoire de Meudon. Appréhendé lundi 27 mai avec sa femme Chantal, M. Chastel a été déféré au parquet dans la soirée du mercredi 29 mai, bien qu'il ait nié toute participation à l'enlèvement.

Mais M. Suarez, qui s'est rendu avec les policiers dans l'immeuble de la rue Broca, affirme avoir reconnu les lieux où il a été détenu, notamment « le vieil escalier de bois de l'immeuble » qu'il avait mentionné dans sa première déposition, aussitôt après sa libération. Les policiers estiment que d'autres éléments de leur enquête établissent clairement la participation de M. Chastel à cette affaire.

Ce dernier était en effet lié à M. Lucio Urtubia, de carreleur d'origine espagnole qui aurait servi d'agent de liaison au groupe de ravisseurs et qui avait été arrêté après la libération de M. Balthazar Suarez. M. Urtubia avait effectué des travaux dans le logement des Chastel et les avait aidés, au mois d'avril à emménager dans leur nouvel appartement, 44, rue des Cascades, à Paris (20^e). C'est une perquisition à La Bernerie (Loire-Atlantique), dans l'un des domiciles clandestins de M. Octavio Alberola, militant anarchiste espagnol (déjà

arrêté), qui a mis les policiers sur la piste de M. Chastel. Les enquêteurs y ont en effet découvert des débris de feuilles de papier. En recollant l'une de ces feuilles, ils ont relevé un numéro de téléphone qui correspondait à celui de l'ancien logement de M. Arnaud Chastel.

Interrogé pendant quarante-huit heures, l'attaché de recherches au C.N.R.S. a nié être mêlé à l'enlèvement ou à la détention de M. Suarez. Selon lui, il est impossible que le banquier espagnol ait été séquestré rue Broca, puisqu'il s'est lui-même rendu dans cet appartement — dont il avait conservé la location — entre le 3 et 7 mai, sans rien remarquer d'anormal. Son épouse a fait les mêmes déclarations et a été également déférée au parquet.

Le numéro du « Monde » daté 30 mai 1974 a été tiré à 639 983 exemplaires.

Midi Libre — Jeudi 30 mai 1974

Un astronome parisien chez qui M. Suarez aurait été séquestré a été appréhendé hier

Paris. — Un maître de recherches au C.N.R.S., M. Arnaud Chastel, âgé de 29 ans, astronome à l'observatoire de Meudon, a été appréhendé par la brigade criminelle dans le cadre de l'enquête sur le rapt du banquier espagnol, M. Balthazar Suarez.

Après une garde à vue Quai des Orfèvres, il a été déféré hier soir au Parquet.

Selon les premières informations recueillies à la Direction de la police judiciaire, c'est dans l'appartement de M. Arnaud Chastel, 91, rue Broca (13^e), un modeste deux pièces cuisine au deuxième étage d'un immeuble vétuste, que M. Balthazar Suarez aurait été séquestré après son enlèvement.

M. Suarez a été amené au domicile de M. Chastel et là, il a formellement reconnu les lieux,

disent les policiers, notamment « le vieil escalier de bois de l'immeuble ».

En revanche, au cours de son audition quai des Orfèvres, M. Chastel a affirmé qu'il était impossible que le banquier espagnol ait été séquestré chez lui, car il s'était rendu à plusieurs reprises dans cet appartement entre le 3 et le 7 mai et qu'il n'y avait rien remarqué d'anormal.

AFFAIRE SUAREZ

Des barbouzes dans le commando

Le 3 mai dernier, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris était enlevé à son domicile par trois hommes masqués et armés. Dix neuf jours après, Balthazar Suarez, le directeur, était relâché dans le Bois de Vincennes après qu'une rançon ait été versée au groupe ayant revendiqué l'enlèvement, le GARI (Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste). Le jour même de la libération, des arrestations étaient effectuées par la police. A ce jour, neuf personnes ont été écrouées par le juge d'instruction Alain Bernard après avoir été inculpées de recel qualifié.

Mais derrière cette affaire, se profile le spectre de l'infiltration des policiers ou autres barbouzes dans le groupe anarchiste. Et aujourd'hui nous sommes à même de donner quelques détails sur ces infiltrations. Plus, nous donnerons prochainement d'autres informations.



gne, le « Paladin Group », une phalange barbouzarde qui regroupe des spécialistes parfaitement qualifiés dans de nombreux domaines et prêts à exécuter n'importe quelle mission, sans limites géographiques mais moyennant une substantielle rétribution. Les clients successifs du groupe Paladin ont été, entre autres, le colonel Agamemnon, de la KYP, les services spéciaux de la Grèce, le groupe industriel britannique Cadbury's, le trust ouest-allemand Rheinmetall et le gouvernement sud-vietnamien. Fort des succès rencontrés, le docteur von Schubert signe un contrat avec les services espagnols, contrat portant sur la « récupération » des chefs et militants basques réfugiés à l'étranger. Immédiatement - nous sommes en janvier 1974 - le « docteur miracle » se met au travail et recrute des groupes d'action. Deux axes de tir : l'infiltration des groupes anti-franquistes et la neutralisation de leurs éléments les plus durs. Neutralisation, c'est à dire enlèvement, mise à l'ombre ou élimination physique pure et simple.

UN RESEAU BIEN STRUCTURE

Les bases d'action de von Schubert sont nombreuses : Bruxelles, 33 rue du Congrès ; Genève, 81 avenue Louis Casati ; Zürich, Rennweg 42/44 ; Londres, 119 Oxford Street et bien sûr Paris, dans des bureaux loués 15 avenue Victor Hugo. Le camouflage du groupe ? Une société spécialisée dans le commerce des armes, la Worldarmco, dont le PDG est évidemment von Schubert.

L'internationale des barbouzes

Dans ses numéros des 22 et 23 janvier, *Libération* dénonçait les activités d'une agence de barbouzes qui recrutait à Alicante et à Zürich, sous la direction du docteur Gerhard Harmut von Schubert. Ce dernier est une figure bien connue du monde du renseignement : ancien spécialiste du ministère nazi de la propagande du docteur Goebbels, devenu après la guerre l'adjoint du professeur Johannes von Leers, alias Omar Amin von Loers, qui sévit en Argentine, puis après la chute de Peron, en Egypte et en Irak, le docteur von Schubert est un expert de la guerre secrète. Lâs de jouer les mercenaires, notre homme décide de se mettre à son compte et fonde à Alicante, en Espa-

(suite page 12)

Libération

Affaire Suarez

L'infiltration dans le commando ...

(suite de la 1)

Le recrutement est aisé par ces temps difficiles pour mercenaires et barbouzes, il suffit d'offrir un salaire de base de 6000 F plus les primes. Et les primes dans ce métier...

Cette fois-ci, le style a changé et les jeunes gens chevelus sont les bienvenus. Certes, on ne leur confiera aucune mission « action » mais on les spécialisera dans l'infiltration et le renseignement. Les hommes de von Schubert ne dépendent que de lui et travaillent sur le système de la troïka qui est un classique, un classique qui a fait ses preuves. Pas de fuite possible, les renseignements remontent la pyramide et au sommet, c'est le « Docteur Miracle » qui les négocie avec le gouvernement espagnol. Celui-ci n'a plus qu'à les transmettre, officieusement mais efficacement, aux services français qui interviennent à point nommé et recueillent une gloire facile.

ET TOUJOURS LA PORSCHE BLANCHE !

Il est curieux de constater que dans les jours qui ont précédé l'arrestation à Clichy (Seine Saint-Denis) d'Anne et Lucio Urtaia, deux frères comparses de l'enlèvement du banquier, une Porsche blanche 911, immatriculée dans le canton du Tessin, en Suisse, stationnait des heures à proximité du domicile du basque et de son épouse. Nous avions déjà signalé ce véhicule, dans notre numéro du 23 janvier 1974, comme étant celui d'un agent recruteur de von Schubert, Paolo Barzel, ex-terroriste au Tyrol du Sud. Curieux non ?

Tout est bizarre la présence à Avignon de Jean Vincent Martini, un Belge de 32 ans, figure bien connue des milieux mercenaires et barbouzes de Bruxelles et de Vienne. Martini, qui circule à bord d'un crabe Mercedes, immatriculé en Italie, à Gènes plus exactement, a passé près de douze jours dans la région avignonnaise en compagnie de deux jeunes gens et d'une jeune femme non identifiés. Or, Martini est un homme de von Schubert. Assez curieux n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de ce rapt combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Les hommes du groupe Paladin sont rompus à tous les types de provocation et ne font pas la fine bouche sur le choix des moyens, encore moins maintenant appuyés comme ils le sont par le vieillard sanglant de Madrid. Vendredi dernier, à Paris, à deux pas des Invalides, un homme d'une trentaine d'années, veston de bonne coupe, moustache et collier de barbe, proposait des Thompson à un groupe de jeunes gens. Proposait ou plutôt bradait car les prix étaient dérisoires, et la livraison immédiate. Circulant dans une BMW 2800 gris métallisée, immatriculée en Suisse avec une plaque touristique, il s'agissait d'Harmut Bragard, un militant allemand d'extrême-droite, recyclé au sein du groupe Paladin, et employé par la Worldarmco. Pour quels « combats », pour quelles provocations ?

L'UNION SACRÉE DE LA CENSURE

(Tract en librairie)

A LIBERATION :

Vous poussez vraiment le bouchon trop loin quand vous laissez entendre au sujet de l'affaire Suarez, que les auteurs instigateurs de l'enlèvement sont peut-être des membres de l'organisation fasciste «Paladin-Group». «Qui veut noyer les révolutionnaires les accuse d'être flics, des provocateurs, des aventuriers».

Cette pratique stalinienne est vieille comme l'histoire; vous-mêmes, il n'y a pas si longtemps de cela, vous en avez subi les inconvénients. Souvenez-vous des colonnes de l'humanité vociférant contre les Maos de tous poils en faisant le jeu du pouvoir et de la réaction. Vous n'êtes pas aussitôt sortis du pilori que vous cherchez à tout pris à y mettre quelqu'un à votre place... Et qui de mieux que le Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste, sur lequel tout le monde s'est empressé de coller l'étiquette anarchiste avec tout ce que cela implique d'incohérence et d'inorganisation, ce qui, bien sur, ne peut que faciliter l'action des provocateurs s'infiltrant et nous noyant à leur aise! !!

Faut-il que les camarades qui sont encore en «liberté» soient arrêtés pour qu'on leur reconnaisse l'authenticité de révolutionnaires et non de provocateurs ? Faut-il que les membres du G.A.R.I. viennent les papiers à la main au bureau de la rédaction de Libération, prouver leur bonne foi révolutionnaire ? Est-ce votre façon, comme vous le proposiez dans votre premier communiqué, d'aider les camarades en prison et ceux qui n'y sont pas, en les traitant de flics et de provocateurs? (Cf. au verso article de Libération du 23 Mai 1974).

L'aide effective ne doit pas s'adresser qu'aux seuls camarades emprisonnés mais aussi et surtout à ceux qui continuent leur combat à l'extérieur.

Il est très possible que telle ou telle voiture ait été remarquée devant le domicile d'un camarade... Nous pensons que le gouvernement espagnol a pu envoyer, en plus de sa police officielle, des organisations parallèles chargées d'enquêter en toute discrétion et sans aucun inconvénient diplomatique. Chaque pays a ses S.A.C. Mais de là à dire que l'enlèvement de Suarez a été organisé par les fascistes et les provocateurs, c'est vouloir sciemment empêcher que certaines idées passent et que certaines pratiques et formes d'intervention révolutionnaires se répandent.

Pourtant la mort de Puig Antich a été un échec :
 - Un échec pour les manifestants qui défilent de la Bastille à la Nation en hurlant « Franco assassin ».
 - Un échec pour les pétitionnaires contre Mitterand.
 - Un échec pour les lanceurs de cocktails sur Iberia.
 - Un échec pour les occupants de locaux espagnols.
 - Un échec pour ceux qui ont imprimé des milliers de tracts et affiches.
 - Un échec pour les dizaines de comités de soutien.
 - Un échec pour ceux qui ont pensé à des enlèvements ou d'autres formes d'actions et qui n'y sont pas arrivés faute de moyens ou de radicalité.

Se donner bonne conscience ne suffira pas pour faire reculer l'offensive fasciste que ce soit en Espagne, en France, en Italie ou ailleurs.

Alors, quand des camarades après l'assassinat de Puig Antich, risquent la peine de mort, est-ce une provocation que de se servir d'autres moyens que les manifs ou les cocktails pour les sortir de là ?

Tous les camarades du G.A.R.I. de différentes nationalités, qui se sont gravement et dangereusement engagés dans cette action, ne comprennent pas que Libération leur tire de cette façon dans le dos. Dans beaucoup de pays, et en Espagne en particulier, de nombreux camarades pourissent en prison. Notre détermination à continuer la lutte pourra seule les sortir de là.

Groupe d'Entraide Révolutionnaire

N.B. Nous demandons à celui ou celle qui signe les articles «P.C.», d'avoir le courage de publier cette lettre intégralement.

Dix jours après l'article «Infiltration...» (Libération du 30 5/74), la réponse n'a pas été publiée.

Libération du 23 Mai 1974 - «Suarez libéré» -
 « En parlant du G.A.R.I. »

«... Ainsi donc ces militants emprisonnés vont être jugés. Il ne fait aucun doute que les peines risquent d'être lourdes. Il est de notre devoir de leur apporter notre soutien, ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite.»

«... Ils ont besoin de nous comme nous avons besoin d'eux...»

signé A.L.



LES CROISÉS DE LA TERREUR

II. — Du banditisme à la bonne cause !

Par MAURICE DÉNUZIÈRE

Le terrorisme, utilisant des hommes psychologiquement conditionnés, est aujourd'hui non seulement une opération de chantage politique mais un moyen — plus ou moins efficace — de relations publiques. (Voir le Monde du 31 mai.)

Si le terrorisme est une méthode de lutte des plus contestables pour soutenir une cause nationaliste ou faire triompher un idéal révolutionnaire, quand il est appliqué au banditisme il revêt tous les aspects de la plus lâche criminalité.

S'inspirant des attentats à mobiles idéologiques, les pilliers de banques prennent de plus en plus fréquemment des otages parmi le personnel ou la clientèle des établissements qu'ils attaquent. Quelquefois, ils choisissent au hasard leurs victimes comme ce fut le cas le 15 mai dernier à Champigny où des gangsters qui venaient d'échouer dans l'attaque d'un établissement bancaire prirent sept otages, dont cinq enfants, pour obtenir les moyens de fuir. Cernés par la police, des criminels en font autant en pratiquant la séquestration et le chantage à la mort à l'encontre des gens chez qui ils se sont de force réfugiés. Les déséquilibrés, informés par la publicité qu'on ne peut manquer de donner à de tels actes, agissent de même. Des bandes de voyous, sous couvert de manifestations équivoques — sont-ils d'extrême gauche ou d'extrême droite ? — molestent des Nord-Africains ou des bourgeois à belles voitures, tentent de créer, le samedi soir au quartier Latin, des incidents avec la police, dont ils profiteront pour piller quelques vitrines brisées.

En Sicile, en Italie peut-être, et certainement aux Etats-Unis, la Mafia pratique une forme discrète de terrorisme pour asseoir ou maintenir son influence. De nos jours, le racket tel que certains policiers l'appliquent à New-York à l'encontre des gardiens de parcs de stationnement ou des tenanciers de boîtes de nuit est aussi un terrorisme... privé !

L'exemple le plus spectaculaire d'un acte de terrorisme à mobile sordide est fourni par ce qui s'est passé aux Etats-Unis — où dix-huit mille personnes meurent chaque année par armes à feu ! — le 10 novembre 1972. Ce jour-là, trois hommes armés, un gangster évadé de prison et deux individus recherchés pour rapt,

s'étaient emparés d'un appareil des Southern Airlines aussitôt après qu'il eut décollé de Birmingham. Pendant vingt-neuf heures, les bandits firent accomplir aux trente et un passagers et à l'équipage une odyssée aérienne qu'Helen B Shaffer qualifia de « cauchemardesque ». Les gangsters avaient exigé une rançon de 2 millions de dollars, qu'ils perçurent après huit escales techniques. Ils avaient, entre-temps, blessé le copilote et menacé de faire s'écraser l'avion sur la centrale nucléaire d'Oak-ridge (Tennessee). L'appareil, les pneus crevés par les balles des agents du F.B.I., finit par se poser en catastrophe à La Havane, où M. Fidel Castro, qui sait faire la différence entre des réfugiés politiques et des gangsters, traita les pirates comme des voleurs et des meurtriers ordinaires... Ce qu'ils étaient !

« La tendance actuelle, écrit M. Gaston Bouhoul, est d'ajouter ou de prétexter des motifs idéologiques qui se superposent aux motifs politiques ou aux activités de rapine. C'est ainsi que certains enlèvements d'otages, des hold-up et des détournements d'avions sont présentés comme des actions politiques « idéalistes ». Le banditisme se pare ainsi, à l'occasion, des couleurs d'un idéal dont la générosité pourrait atténuer, aux yeux de l'opinion, des actes qui, en fait, relèvent de la plus banale criminalité. Les Palestiniens, luttant pour l'éviction d'Israël des territoires qu'ils estiment leur revenir de droit, se méfient des concours spontanés d'inconnus, agissant sous le couvert de la cause, pour des mobiles personnels et parfois sordides. » C'est ainsi que l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris, M. Balthazar Suarez, qui fut séquestré vingt et un jours par les membres d'un groupement d'action révolutionnaire, n'avait pas pour seul objectif que les prétentions politiques avancées par les ravisseurs. Ceux-ci, avec discrétion, avalent aussi réclamé une rançon qui leur fut versée.

Ce terrorisme-là intéresse la répression du banditisme, et personne n'en est dupe, même pas les anarchistes, dont la philosophie, assez floue, est revendiquée par bon nombre de malfaiteurs vulgaires.

La guerre des faibles

L'autre terrorisme, celui des vaincus qui n'ont ni les ressources ni les moyens de mener une guerre ouverte, celui des groupes subversifs qui se manifestent contre l'Etat ou d'autres factions, celui des révolutionnaires qui ne peuvent espérer prendre le pouvoir par les voies démocratiques, constitue, dans le monde d'aujourd'hui, la vraie menace. L'opinion internationale est unanime à condamner le banditisme, elle se fait plus nuancée quand la politique se mêle réellement aux motivations des terroristes. Les moyens restent identiques, mais les fins sont différentes.

Deux terrorismes tiennent actuellement une place à part dans le monde. Celui que connaît l'Irlande, et, par débordement, la Grande-Bretagne, et celui que les Palestiniens répandent bien au-delà des régions arabes.

Le premier constitue peut-être la forme la plus affreuse du genre, car il apparaît comme une guerre civile larvée. Exaspérées l'une contre l'autre, deux communautés s'affrontent dans un conflit à la fois idéologique, social et religieux, par l'intermédiaire de troupes et de commandos aguerris, qui ne se ménagent pas. Sans la présence de l'armée britannique, une faction aurait pu succomber, mais cet obstacle intermédiaire augmente l'irritation des uns et encourage les autres à user des mêmes procédés, contre lesquels ils demandent aide et protection.

Le second terrorisme structuré, celui que pratiquent les Palestiniens, a pris une tout autre dimension. Par-delà le conflit localisé au Proche-Orient, la lutte pour la reconquête des territoires c'est une révolution que conduisent les divers mouvements entre lesquels ils se répartissent. Ils n'ont aucun scrupule à envoyer leurs commandos partout où ceux-ci peuvent frapper de façon spectaculaire Israël, certes, mais aussi ses alliés dits « impérialistes ». Ce sont des combattants d'autant plus redoutables qu'ils disposent d'un alibi moral, de soutiens importants dans le camp socialiste, qu'ils sont portés par une foi intransigeante.

Au plan de la préparation psychologique — car comment amener un homme normal à tirer

sur des êtres sans défense comme ce fut le cas à Athènes ou à Fiumicino, pour ne pas parler de la tragédie de Maalot — « ils suivent, disent des spécialistes de ces questions, un endoctrinement à la haine qui pèse très lourd dans leur comportement et annihile chez eux, qui sont le plus souvent des gens rustres ou de culture très superficielle, tous les sentiments de simple humanité ».

Depuis la Narodnaïa Volia qui sévit en Russie, à partir de 1870, on n'avait pas vu de terroristes animés par une aussi froide détermination. « On ne compte plus les coups de main audacieux, les détournements d'avion, les occupations d'ambassades avec prises d'otages, les attentats et les exécutions conduits par les fedayin, lesquels pour justifier leurs sanglants exploits ont à leur disposition cette phrase de Khidder : « Il y a une logique de la violence » et elle doit être menée jusqu'au bout. »

Car, dit Jean Guittou, « celui qui menacerait toujours, sans exécuter jamais, menacerait en vain comme le père qui annonce à l'enfant qu'il le punira s'il ne le punit jamais. Il faut donc parfois rendre la menace vraisemblable et voilà pourquoi certains otages sont féroceusement exécutés. » C'est pourquoi aussi, le 22 juillet 1970, alors qu'ils avaient bloqué à Athènes un Boeing de Olympic Airways, les fedayin obligèrent des gens à se coucher sur le sol, tirèrent à la mitrailleuse par-dessus leurs têtes. Les cris des femmes et des enfants firent croire aux témoins qu'ils exécutaient leurs otages ! De tels actes, le massacre de l'aéroport de Fiumicino, ou celui de l'école de Maalot, par exemple, soulèvent tant d'indignation dans l'opinion que la cause de ceux qui y recourent ne peut qu'en souffrir.

C'est si vrai que les groupes palestiniens s'engageant dans une opération risquée, se présentent souvent dans l'action sous des noms de commandos différents de ceux connus pour dépendre des organisations principales. Ces noms sont cependant suffisamment indicatifs pour situer le sens du détournement d'avion ou de l'agression... Si les choses tournent vraiment trop mal, les

responsables palestiniens désapprouveront très officiellement le geste et certains gouvernements arabes demanderont même qu'on leur confie les terroristes dissidents pour les châtier !

C'est encore un autre paradoxe du terrorisme, étant donné ses procédés, le sang innocent répandu, sa vanité parfois, que d'apparaître aux yeux de ceux qui l'organisent ou le commandent comme une arme inquiétante qu'ils ne sont pas assurés, la

Un langage fondé sur l'apparence de la force

Quelle est donc, en fin de compte, l'efficacité du terrorisme ? Au plan politique, elle est nulle si les actions engagées ne débouchent pas sur une véritable guérilla ou sur une révolution de masse. En Amérique latine, après de nombreuses actions terroristes spectaculaires (enlèvements de diplomates et d'industriels, hold-up, etc.) il ne semble pas que les « guérilleros urbains » soient parvenus à ébranler le pouvoir. Il en va de même quand le terrorisme soutient des causes que résistent les populations concernées, ou quand les terroristes ont en face d'eux des pouvoirs déterminés à ne pas céder au chantage.

En Algérie, le terrorisme du F.L.N. a conduit à la rébellion puis à la guerre d'indépendance, parce qu'il stimula une prise de conscience des populations musulmanes face à la répression des « colons » qui méprisaient leur personnalité. A Cuba, il parvint à renverser le régime de Batista, parce que l'union se fit contre un pouvoir abhorré qui ne laissait aucune voie démocratique aux opposants. Dans les deux cas cependant les aides extérieures ne furent pas négligeables et les approbations morales furent nombreuses. Le terrorisme subversif est une stratégie subtile. Les commandos sont nécessaires pour commettre des attentats spectaculaires et démontrer qu'une force active échappe au contrôle d'une armée et d'une police. Mais il faut en même temps affaiblir l'économie, répandre la discorde entre les administrés et l'administration, susciter des grèves, corrompre la confiance, effrayer le capital, provoquer la répression, ce qui déconsidérera la police et le pouvoir.

Le terrorisme coûte cher à la société. Il mobilise des forces, oblige les citoyens à subir des contrôles — voyez les aéroports — crée une psychose d'insécurité dans les populations et, finalement, met en valeur les faiblesses d'un régime qui n'a plus qu'à céder la place, pour peu qu'à l'extérieur de ses frontières ceux qui soutiennent idéologiquement les révolutionnaires — Etats ou groupes de pression — lui suscitent quelques ennuis supplémentaires. Ponctuellement, un terrorisme

situation évoluant, de pouvoir toujours maîtriser. Les habitudes contractées dans cette forme de guerre font que les hommes conservent « une sorte d'exaltation funèbre » qui peut les inciter à toujours vouloir tout régler à coups de fusil ! Pour un leader politique usant du terrorisme, qui peut souhaiter un jour inspirer respect et confiance, il y a une dose de sang à ne pas dépasser, surtout quand il s'agit de celui de femmes et d'enfants, dont l'existence ne gêne en rien son ascension !

bien dosé et sans effusion de sang aurait-il par contre une efficacité ? Tout en proclamant qu'il n'est pas ému ni impressionné par les plasticages, le gouvernement français a tout de même accordé aux Corses, après les attentats de ces derniers mois, dus à des groupuscules dont les activités sont désapprouvées par la majorité des insulaires, des abaissements sur les tarifs de transport et l'université que les élus de l'île réclamaient depuis bien longtemps... Sans Jean Kay, le pirate de l'air idéaliste, aurait-on envoyé spontanément 40 tonnes de médicaments au Bangladesh ?

« On peut à bon droit déplorer, écrit Roland Gaucher dans *les Terroristes, cette extension et cet éparpillement de la violence qui, même lorsqu'elle ne prévoit pas l'effusion de sang en court le risque et qui substitue à la négociation un langage fondé sur la force ou les apparences de la force.* »

Parce que toute guerre entre Etats idéologiquement opposés peut conduire à un conflit planétaire aux conséquences effroyables, le terrorisme tend de plus en plus à se substituer à l'affrontement des armées. Il intervient quand les pressions politiques, diplomatiques ou économiques n'ont amené aucun résultat. C'est, à travers le monde, l'exutoire toléré par les puissances aux minorités, dont elles soutiennent les aspirations en les canalisant avec assez de rouerie, pour ne pas s'engager elles-mêmes dans des conflits qui, peut-être, les anéantiraient. La C.I.A. ici, là le K.G.B., ailleurs le service chinois, apportent aide et assistance techniques aux terrorismes subversifs pour tenter de faire basculer idéologiquement dans leur camp des pays où règne l'incertitude politique. Les colonialistes n'ont-ils pas autrefois usé des mêmes méthodes, soutenant en Afrique ou en Inde telle faction contre telle autre ?

Prochain article :

**TERRORISTES
DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS !**

La société du spectacle tant à isoler les révoltés comme être à part, leur humanité est commune à chaque prolétaire opprimé.



LES COPAINS D'ABORD



Extrait de : « Régine, tu avais emporté son cœur », ou le détournement du roman-photo dans la lutte des classes,

LES YEUX BANDÉS, LE BANQUIER A RECONNU LA MAISON DU RAPT

● *Un chercheur du C.N.R.S. et sa femme déferés au parquet*

UN numéro de téléphone griffonné sur une feuille de papier a permis de retrouver la « cellule » où avait été séquestré M. Balthazar Suarez. Le directeur de la Banque de Bilbao à Paris, enlevé le 3 mai dernier à Neuilly-sur-Seine, avait été relâché dix-neuf jours plus tard contre le paiement d'une rançon de 3 millions 180.000 F.

C'est à la suite d'une perquisition dans un des domiciles clandestins de l'anarchiste espagnol Octavo Alberola, à La Bernerie, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), que les policiers ont découvert cet indice précieux. Il devait les conduire sur la piste de M. Arnaud Chastel, 29 ans, maître de recherches au C.N.R.S. (Centre national de recherches scientifiques), astronome depuis quatre ans à l'Observatoire de Meudon (Hauts-de-Seine).

Un escalier en colimaçon

Au cours de la perquisition, les policiers, qui avaient interpellé, mercredi dernier, Alberola à Avignon, ont en effet découvert des débris de feuilles de papier qui ont pu être recollés et reconstitués. Sur une de ces feuilles, ils ont relevé un numéro de téléphone qui correspondait à celui de M. Arnaud Chastel, 91, rue Broca, à Paris (13^e).

Ils se rendirent aussitôt à cette adresse où ils remarquèrent « un vieil escalier de bois circulaire ». Or, dans sa déposition après sa libération, M. Suarez avait indiqué que dans l'immeuble où il était séquestré, il y avait un escalier de ce genre.

Appréhendé, lundi dernier, en compagnie de sa femme Chantal, 34 ans, dans le nouvel appartement où le couple venait d'emménager quelques jours avant le rapt, 44, rue des Cascades (20^e), le jeune chercheur a nié formellement son appartenance à cette affaire.

— Ma femme et moi sommes totalement étrangers au crime dont vous nous accusez, a-t-il affirmé au cours de leur quarante-huit heures de garde à vue Quai des Orfè-



M. Arnaud Chastel, 29 ans, astronome à l'observatoire de Meudon depuis 4 ans.

vres. Il est impossible que le pied-à-terre que j'avais conservé soit l'appartement où a été retenu en détention M. Suarez. Je m'y suis d'ailleurs rendu à plusieurs reprises entre le 3 et le 9 mai. Je n'y ai rien remarqué d'anormal...

Conduit par les policiers, M. Balthazar Suarez a formellement reconnu l'appartement situé au deuxième étage sur cour où il a passé 19 jours et 19 nuits. Les collaborateurs du commissaire Ottavio lui ont fait remonter, les yeux bandés — comme lors de son arrivée — le veil escalier de bois en colimaçon qui grinçait à chaque pas :

— Je reconnais la rampe « au toucher », a-t-il dit.

Une fois dans les lieux, son bandeau enlevé, le directeur de la Banque de Bilbao a également identifié la pièce dont tous les meubles avaient été déménagés :

— A force de marcher en long et en large dans ma « cellule », a-t-il expliqué, j'ai pu me rendre compte de ses dimensions exactes.

Le chien d'un locataire...

La victime a également donné d'autres précisions : la disposition des toilettes, le chien d'un locataire qu'il en-

tendait aboyer dans la journée, les deux enfants qui se chamaillaient dans l'appartement du dessus, la corde retrouvée attachée à la barre d'appui de la fenêtre et qui pendait le long de la façade, dont les geôliers espéraient se dont les geôliers espéraient se police aurait voulu investir le logement...

Chantal et Arnaud Chastel ont été déferés mardi soir au Parquet. Cela porte, maintenant, à onze le nombre des arrestations du commando se réclamant du GARI (Groupe autonome révolutionnaire internationaliste).

Après ce rebondissement, les enquêteurs sont maintenant persuadés que l'anarchiste espagnol Octavio Alberola, 46 ans, expulsé de France pour avoir tenté d'enlever, en 1972, le délégué espagnol à l'UNESCO, est bien le principal instigateur et bénéficiaire du rapt. La plus grande partie de la rançon, 2.500.000 F, a été, comme on le sait, retrouvée chez un couple de cheminots amis qui l'hébergeaient à Avignon.

Jean-Marie TEXIER.

Au 91 rue Broca (13^e arrdt) personne n'a rien remarqué

Le 91, rue Broca : un vieil immeuble dans le 13^e arrondissement, certainement appelé à une prochaine démolition. Un immeuble aussi triste que vétuste : escaliers de bois aux marches inégales, carreaux sales ou fêlés, couloirs obscurs. C'est au deuxième étage gauche, dans l'appartement de M. Arnaud Chastel, qu'aurait été séquestré M. Suarez, durant les dix-neuf jours de sa détention.

Dans l'immeuble, c'est la stupefaction. Personne n'a rien remarqué d'anormal. Arnaud Chastel ? Un locataire d'une extrême discrétion. Il n'habitait là que depuis mars

1973. C'est peu pour cet immeuble, essentiellement occupé par des retraités. On ne le connaissait que de vue. « Bonjour, bonsoir », et jamais plus. »

« C'est un homme d'une trentaine d'années, brun, les cheveux frisés et le visage assez rond, explique M. Granger, retraité de la police. Sa femme, une blonde aux cheveux longs, tapait souvent à la machine. Mais depuis quel-

ques mois, ils tiraient toujours leurs rideaux. »

« C'était toujours fermé, confirme Mme S..., retraitée. Mme S... habite au premier étage de l'immeuble, face à celui de M. Chastel. Cinq mètres à peine séparent ses fenêtres de celles de « l'appartement-cellule ». La largeur de la petite cour intérieure. Mme S... était donc particulièrement bien placée « pour voir ».

Au « Zanzi Bar » le café situé juste en face du 91, le patron connaissait Arnaud Chastel de vue : « Il venait de temps en temps ici prendre un verre avec sa femme, parler de politique. »

Quant aux locataires de l'immeuble, personne ne l'a jamais entendu parler en (ou avec) des Espagnols.

Une femme qui demeure au quatrième étage, dans le même bâtiment que M. Chastel, a précisé : « On ne cesse pas d'entendre les chiens de l'immeuble. Ils aboient ou hurlent à la mort, toute la journée. »

Un détail que M. Suarez a effectivement relevé.

R. C.

Suarez : l'astro- physicien et sa femme inculpés

M. ARNAUD CHASTEL, 29 ans, et sa femme Chantal, 34 ans, ont été inculpés jeudi de complicité de séquestration de personnes par M. Alain Bernard, juge d'instruction. Ils sont propriétaires de l'appartement situé 91, rue Broca (13^e) où M. Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao aurait été enfermé durant dix-neuf jours après son enlèvement à Neuilly.

Tous deux ont été écroués, lui à la prison de Fresnes, elle à Fleury-Mérogis. M. et Mme Chastel, qui ont choisi pour défenseur M^r Thierry Lévy, affirment toujours qu'ils ignoraient tout de l'affaire Suarez. Au moment de leur arrestation, Armand Chastel et son épouse n'habitaient plus rue Broca, mais dans le 20^e, 44, rue des Cascades.

— Un homme discret, disent ses anciens voisins de la rue Broca. On le voyait de temps en temps bricoler dans la cour. On n'avait pas eu le loisir de faire connaissance car il n'habitait ici que depuis peu.

A l'Observatoire de Meudon où il travaillait en qualité d'astrophysicien, ses collègues ne sont pas persuadés de sa culpabilité. En un an, personne ne l'a jamais entendu parler de politique encore moins soupçonné d'avoir une quelconque activité subversive.

FRANCE-SO

L'Huma 31/5/74 nité

Affaire Suarez : nouvelles inculpations

L'inculpation de complicité de personnes a été notifiée aujourd'hui par M. Alain Bernard, juge d'instruction au tribunal de Paris, aux propriétaires de l'appartement du 91, rue Broca à Paris : M. Armand Chastel, 29 ans et sa femme, Chantal, 34 ans. C'est chez eux qu'aurait pu être séquestré le banquier Suarez.

AFFAIRE SUAREZ PERQUISITIONS A PARIS

31/5/74

La police a perquisitionné dans un immeuble de la rue Broca, au domicile de M. Chastel, astronome au CNRS. Selon la police, c'est là que le banquier espagnol aurait pu être détenu clandestinement pendant 19 jours avant d'être relâché. Le banquier a formellement reconnu les lieux. Mais M. Chastel déclare de son côté : *« il est impossible que le banquier ait été séquestré chez moi »*.

M. et Mme Chastel ont été inculpés de séquestration de personnes. Ils ont été écroués à la prison de Fresnes pour lui, et à la prison de Fleury-Mérogis pour son épouse. Les deux inculpés ont choisi Thierry Lévy pour avocat. Ils nient formellement tout rapport avec cette affaire.

d'Action Révolutionnaire Internationaliste) de son côté, a publié un communiqué, dont nous donnons des extraits ci-dessous. Dans Libé de Mardi, nous rappelons cependant que nous avons donné les preuves de l'infiltration dans le groupe qui enlevait Suarez d'hommes du groupe « Paladin », dirigé par un ancien dignitaire SS, le Dicter Von Schubert, chargé par le gouvernement espagnol d'infiltrer les organisations anti-franquistes.

Qu'il ait eu ou non demande de rançon, notre démarche était claire, et nos buts politiques. Le gouvernement de Franco le sait bien, qui a commencé à céder sur plusieurs points. Car malgré ses communiqués contradictoires il a été obligé de reculer par rapport aux compagnons emprisonnés, pour lesquels la peine de mort était requise à l'origine.

Quant aux arrestations qui ont eu lieu en France et aux recherches qui se poursuivent pour traquer les « coupables », elles montrent clairement le sens réel de la politique française : l'Espagne désire entrer au Marché Commun. La « moitié » des français, représentés par Giscard, désire l'y aider de tout cœur. Giscard promet que ça va changer, et que les français seront surpris. C'est vrai qu'ils le sont : jamais on n'avait vu une telle coopération policière franco-espagnole ! Hier la moitié des français, Mitterrand en tête, intervenait auprès de Franco pour éviter que Puig Antich soit exécuté ; aujourd'hui que notre compagnon a été assassiné et que plusieurs autres risquaient le même sort avant que nous n'intervenions, la droite française lâche sa police, et ose arrêter des gens accusés d'avoir donné leur

appui à une action qui s'est révélée efficace pour obtenir un résultat espéré par beaucoup.

Quant au noyautage de nos groupes par les polices et leurs communiqués triomphalistes, ils nous font bien rigoler : Ottavioli, il y a un noyau dans ton fromage !

Ottavioli Bernard arrêtez votre ridicule chasse aux sorcières : nous avons porté assistance à nos camarades en danger de mort, ce que préconisent vos Lois et vos principes moraux.

Ces précisions données, nous rappelons au gouvernement espagnol nos exigences : —libération de nos camarades, reconduits à la frontière de leur choix.—libération des prisonniers ayant effectués les trois quarts de leur peine.

Nous avons tenu nos engagements, au gouvernement espagnol de tenir les siens dans les délais fixés.

G.A.R.I.
Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste

SOUPÇONNÉS D'AVOIR SÉQUESTRÉ M. SUAREZ

Un membre du C.N.R.S. et son épouse ont été placés sous mandat de dépôt

Les policiers de la brigade criminelle, chargés d'enquêter sur l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez, ont arrêté le propriétaire de l'appartement où le directeur de la succursale française de la Banque de Bilbao aurait été séquestré pendant dix-neuf jours. Le logement, situé 91, rue Broca, dans le quartier des Gobelins à Paris (13^e), appartient à M. Arnaud Chastel, attaché de recherches au C.N.R.S. Celui-ci travaillait, précédemment au centre de physique théorique de l'Ecole polytechnique mais, depuis l'été 1973, poursuit des travaux à l'observatoire de Meudon.

M. Chastel et son épouse, Chantal, appréhendés le lundi 27 mai, ont été inculpés de complicité de séquestration de personne par M. Alain Bernard, premier juge d'instruction et placés sous mandat de dépôt.

M. Suarez, qui s'est rendu avec les policiers dans l'immeuble de la rue Broca, affirme avoir reconnu les lieux où il a été détenu, notamment « le vieil escalier de bois de l'immeuble » qu'il avait mentionné dans sa première déposition, aussitôt après sa libération. Les policiers estiment que d'autres éléments de leur enquête établissent clairement la participation de M. Chastel à cette affaire.

Ce dernier était en effet lié à M. Lucio Urtubia, le carrelleur d'origine espagnole qui aurait servi d'agent de liaison au groupe de ravisseurs et qui avait été arrêté après la libération de

M. Balthazar Suarez. M. Urtubia avait effectué des travaux dans le logement des Chastel et les avait aidés au mois d'avril à emménager dans leur nouvel appartement, 44, rue des Cascades, à Paris (20^e). C'est une perquisition

à La Bernerie (Loire-Atlantique), dans l'un des domiciles clandestins de M. Octavio Alberola, militant anarchiste espagnol (déjà arrêté), qui a mis les policiers sur la piste de M. Chastel. Les enquêteurs y ont en effet découvert des débris de feuilles de papier. En recollant l'une de ces feuilles, ils ont relevé un numéro de téléphone qui correspondait à celui de l'ancien logement de M. Arnaud Chastel.

Interrogé pendant quarante-huit heures, l'attaché de recherches au C.N.R.S. a nié être mêlé à l'enlèvement ou à la détention de M. Suarez. Selon lui, il est impossible que le banquier espagnol ait été séquestré rue Broca, puisqu'il s'est lui-même rendu dans cet appartement — dont il avait conservé la location — entre le 3 et 7 mai, sans rien remarquer d'anormal. Son épouse a fait les mêmes déclarations et a été également déferée au parquet.

[Attaché de recherches au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), M. Arnaud Chastel a travaillé à l'Institut de physique de Princeton et au Centre de physique théorique de l'Ecole polytechnique avant de demander son transfert à Meudon. Bien que le C.N.R.S. n'ait pas encore pris de décision sur son dossier, un avis favorable avait été émis sur ce transfert, et M. Arnaud

Chastel travaillait depuis l'été 1973 au laboratoire d'astrophysique fondamentale à l'Observatoire de Meudon, sous la direction de l'astrophysicien Evry Schatzman.

« C'est un chercheur très doué et très remarquable, à l'esprit sain », nous a déclaré M. Evry Schatzman. « Je lui avais confié un thème de recherche difficile, sur les décalages anormaux des raies spectrales. » M. Arnaud Chastel étudiait notamment le décalage des ondes émises par la sonde interplanétaire américaine Pioneer-6 qui passa en 1965 entre la Terre et Venus. Une publication était en préparation à ce sujet.]

— LE MONDE —

31 mai 1974

Cachés derrière une haie, les policiers ont assisté à la remise de la rançon du banquier Suarez

L'homme à la D.S.

On le sait maintenant : aucun des gestes des révolutionnaires anarchistes franco-espagnols ravisseurs de M. Baltazar Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao, enlevé le 3 mai dernier à Neuilly et libéré après dix-neuf jours de détention dans un appartement du XIII^e arrondissement, n'a échappé à la police.

Les milieux anarchistes espagnols en France étaient surveillés depuis longtemps. Aussitôt après le rapt de M. Suarez, un gigantesque dispositif policier était mis en place, les sus-

pects files jour et nuit. C'est ainsi que les enquêteurs purent assister, discrètement, pour ne pas risquer de mettre en péril la vie du directeur de banque, à la remise de la rançon (3 millions 180.000 F). Aussitôt après la libération de M. Suarez, au matin du 22 mai, au bois de Vincennes, c'était le coup de filet : neuf personnes arrêtées, une seule en fuite, mais identifiée et la rançon récupérée en totalité. Voici comment se déroula cette extraordinaire enquête qui mena les policiers aux quatre coins de la France.

« Ça m'étonnerait que ces sacs renferment des pommes de terre ! »

Cette réflexion, un policier la fit alors que, caché derrière une haie, il assistait à la remise de la rançon payée par la famille de M. Baltazar Suarez pour sa libération. L'opération, qui s'est déroulée près de l'église de Bollène, dans le Vaucluse, avait été soigneusement préparée. Mais à l'insu de la police. Celle-ci, pourtant, était au rendez-vous.

C'est une petite annonce parue dans le journal madrilène « A.B.C. » daté du 15 mai et proposant un échange de propriétés, qui avertit les ravisseurs du directeur de la Banque de Bilbao que sa famille était prête à verser la rançon demandée : 3 millions 180.000 F. Pour différencier son offre des autres propositions, l'annonceur priait les personnes intéressées de le joindre à un numéro de téléphone qui — l'enquête devait le révéler par la suite — n'avait pas encore été attribuée.

Les collaborateurs du commissaire Ottavoli, chef de la brigade criminelle, ignoraient à l'époque que la Banque de Bilbao avait accepté d'avancer la somme à la famille de la victime, le gouvernement espagnol refusant de céder au chantage des anarchistes : la libération de M. Suarez contre celle de six prisonniers politiques et l'application de la liberté conditionnelle pour d'autres.

Consigne formelle

Mais les policiers possédaient pourtant un atout maître. Quelques mois avant l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao les autorités espagnoles avaient averti la brigade criminelle que des anarchistes avaient formé le projet d'enlever en France des personnalités qu'ils accusaient de collaborer étroitement avec le régime du général Franco : un prêtre, le directeur de la compagnie Iberia, un officier supérieur américain appartenant à la C.I.A. Les Espagnols avaient également fourni les identités des militants susceptibles d'être mêlés à ces rapt : Octavio Alberola Surinach, 46 ans, et Inocencio Martinez, 48 ans.

M. Baltazar Suarez enlevé le 3 mai à Neuilly, le directeur de la police judiciaire met sur pied un formidable dispositif (une centaine d'inspecteurs à Paris, sans compter les effectifs des services régionaux de police judiciaire. Consigne : surveiller tous les mouvements des anarchistes espagnols fichés par les Renseignements généraux. Mais ne pas intervenir pour risquer d'exposer inutilement la vie de la victime.

La trace d'Octavio Alberola, expulsé de France le 19 avril dernier, après une tentative d'enlèvement du délégué espagnol à l'UNESCO

à Paris, et qui est revenu clandestinement de Belgique, est retrouvée dans un hammeau, près de La Bernerie (Loire-Atlantique). L'anarchiste a commis une erreur monumentale, impardonnable chez un homme comme lui, entraîné à la vie clandestine : au lieu de le brûler, il a laissé un papier déchiré dans une corbeille. Sur ce papier les policiers trouvent un numéro de téléphone. C'est celui de M. Arnaud Chastel, 28 ans, astrophysicien à l'observatoire de Meudon, demeurant 91, rue Broca, dans le 13^e arrondissement. C'est chez lui que M. Suarez devait passer ses dix-neuf jours et ses dix-neuf nuits de détention. Mais fidèles à la consigne, les enquêteurs n'interviennent pas.

Octavio Alberola, toujours file, se rend à Alès chez son complice, Inocencio Martinez, puis à Avignon, où il est hébergé chez un couple ami, totalement à l'insu de la police depuis.

Le 20 mai, l'anarchiste, son amie, Ariane Gransac-Sadorie, artiste peintre, et une infirmière écossaise de 29 ans, Jean Helen Weir, qui a des « contacts » avec les mouvements révolutionnaires irlandais, se rendent en voiture à Jonquières (Vaucluse), un petit village situé entre Orange et Carpentras. Les policiers sont derrière eux.

Peu avant vingt heures, Octavio Alberola pénètre dans une cabine téléphonique publique. Il ressort quelques secondes plus tard et se dissimule un peu plus loin, sous un porche. Peu après, une DS s'arrête devant la cabine. Le conducteur — on saura par l'immatriculation que la voiture a été louée à Lyon — pénètre, s'empare d'une lettre déposée sur le taxi-phone, la parcourt hâtivement et repart aussitôt en direction de Bollène.

Derrière l'homme à la DS (un responsable de la Banque de Bilbao), Octavio Alberola. Derrière Octavio Alberola, les policiers de la brigade anti-gang...

Arrivé à destination, le conducteur de la DS laisse sa voiture derrière une église désaffectée. Il se rend à pied jusqu'à un café. Il y reste deux heures, avant de rejoindre sa voiture. Pendant ce temps, les policiers voient Alberola et ses complices ouvrir le coffre arrière de la DS et s'emparer de plusieurs sacs en jute contenant la rançon.

Arrêtez-les

L'anarchiste espagnol regagne aussitôt Avignon avec l'argent. Il en remet une partie à Georges Rivière, 25 ans, et à son amie, Annie Chittie, 22 ans. Le couple repart aussitôt à moto en direction de Toulouse où il demeure.

Quarante-huit heures plus tard, M. Suarez est libéré. « Arrêtez tous les suspects ! » ordonne alors le directeur de la P.J.

Octavio Alberola et ses complices sont capturés sans difficulté. Seul Inocencio Martinez réussit à disparaître. M. Suarez, conduit par les enquêteurs, 91, rue Broca, reconnaît formellement l'appartement où il a été séquestré. Arnaud Chastel et sa femme Chantal sont arrêtés à leur tour, ainsi qu'un brocanteur de Peyrac-Minervois (Haute-Garonne) qui cachait une partie de la rançon. Les 3 millions 180.000 F devaient être récupérés en totalité.

Ainsi s'achevait l'histoire d'une extraordinaire enquête.

L'enlèvement de M. Balthazar Suarez

DES PERSONNALITÉS SCIENTIFIQUES DEMANDENT LA LIBÉRATION DE M. ET Mme CHASTEL

L'arrestation d'un collaborateur du Centre national de la recherche scientifique, M. Arnaud Chastel, et de son épouse, soupçonnés par la police d'avoir mis leur appartement à la disposition des ravisseurs du banquier espagnol Angel Balthazar Suarez (le Monde du 31 mai), et écroués après avoir été inculpés de complicité de séquestration, a suscité l'émotion du monde scientifique.

Dans un communiqué publié le 25 juin, plusieurs personnalités rappellent que « tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, la détention préventive ne doit être, aux termes mêmes de la loi, qu'une mesure exceptionnelle destinée à assurer la conservation des preuves ou indices matériels ».

« La conviction des enquêteurs, estiment les signataires, n'apparaît dans leur cas (des Chastel), appuyée sur aucune preuve, mais sur des hypothèses qui n'ont, à notre avis, pas été vérifiées. Cet aspect subjectif a été marqué dans le communiqué de police qui présente leur inculpation comme étant l'aboutissement d'une enquête minutieuse et basée sur des faits indiscutables, alors qu'il n'en était rien... Cependant, lorsque le dossier des Chastel fut enfin complet, il fut aisé de voir que son contenu n'entraîne nullement la conviction, et même que certains éléments de reconnaissance des lieux par les plus métrés que M. Suarez a pu donner à la police, lors de sa libération, ne peuvent s'appliquer à l'appartement de la rue Broca, et que, d'autre part, des caractères inévitablement reconnaissables, en particulier le vocable d'une cour d'école voisine, n'ont jamais été mentionnés dans ses déclarations. Il est souhaitable, et il paraît possible, d'établir rapidement la preuve que le lieu de la séquestration n'était pas l'appartement d'Arnaud et Chantal Chastel.

« Il nous semble donc qu'une mesure de mise en liberté immédiate serait parfaitement justifiée. »

[Le communiqué est signé par MM. F. Bailly, chargé de recherches au C.N.R.S.; M. Banguieu, chargé de recherches au C.N.R.S.; J. Hoyvaert, maître-assistant à l'université de Paris-VII, chercheur à l'Observatoire de Meudon; A. Kastler, prix Nobel de physique; J. Lequeux, astronome adjoint à l'Observatoire de Meudon; J.-M. Lévy-Leblond, professeur à l'université de Paris-VII; J.-L. Malgrange, maître de conférences à l'université de Paris-VII; J.-L. Motchans, professeur à l'université de Paris-VII; A. Omont, professeur à l'université de Paris-VII; J.-C. Pecker, professeur au Collège de France, directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris; F. Praderie, astronome adjoint à l'Observatoire de Paris; J.-L. Puget, directeur de recherches au C.N.R.S., chercheur à l'Observatoire de Meudon; E. Schatzman, professeur à l'université de Paris-VII, directeur du laboratoire d'astrophysique de l'Observatoire de Meudon; M. Schott, sous-directeur du laboratoire de physique de l'École normale supérieure.]

LE MONDE 26-6-74

Le G.A.R.I., suite à l'article paru dans «LIBÉRATION» du 28 Mai prouvant l'infiltration de «Barbouzes» dans le groupe qui enlevait Suarez, demande à avoir le droit de réponse afin de démentir l'imagination débordante de certains journalistes qui auraient, à notre avis, fait aussi bien leur place dans «LE PARISIEN LIBRE» avec le public qui leur convient.

Tout d'abord nous voulons rappeler que dès les premiers jours du rapt du banquier espagnol et pendant toute la durée de sa détention, nous avons envoyé à «LIBÉRATION» ainsi qu'à l'ensemble de la presse, des déclarations expliquant clairement nos positions politiques et notre but. Que la Presse bourgeoise ait fait un blocus total sur ces informations pour se livrer à des élucubrations visant à déformer le sens de notre action, n'a rien d'étonnant. Elle a, comme d'habitude, joué son rôle, comme on a pu le constater à nouveau lors des récentes arrestations, et repris intégralement la propagande policière.

«LIBÉRATION» a bien reçu tous nos textes et n'en a passé aucun. Pour quelle raison ? Nous demandons par conséquent à ceux qui ont bloqué tout soutien à notre action, s'ils en ont l'honnêteté, de répondre de leur attitude devant les lecteurs du journal, nos buts politiques étant parfaitement clairs (et même la presse bourgeoise a été obligée de le reconnaître).

Est-ce ainsi que «LIBÉRATION» (ou ceux qui en détiennent les rênes) entend apporter son soutien aux militants du M.I.L. emprisonnés en Espagne qui jusqu'à notre intervention, risquaient encore la peine de mort.

Votre silence total est identique à celui que vous aviez avant l'exécution de Purg ANTICH, alors que vous refusiez déjà de passer les communiqués du M.I.L. C'est sans doute ce que vous appelez « TOUT FAIRE POUR SAUVER PURG ANTICH AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD ».

Purg ANTICH n'a eu droit à la première page de votre journal que le jour de son exécution. C'est une belle consolation et on peut en juger, dans la pratique, de votre sens de la solidarité.

Quant aux preuves de la prétendue infiltration du G.A.R.I. par des «barbouzes» anciens nazis elles ne sont pas, loin s'en faut, évidentes!

Nous n'y porterions aucun intérêt si elles ne venaient s'ajouter au blocus systématique de nos informations au sein de votre journal.

Ce n'est sans doute pas la meilleure façon de lutter contre la collaboration des polices françaises et espagnoles et contre «la chasse aux sorcières» déclenchée par OTTAVIOLEI, que de publier une information aussi grave, sans preuves réelles, et d'empêcher une organisation en lutte de s'exprimer.

La police française a appliqué la technique systématique de filature de tous les militants espagnols connus, aidée par les indications de la police de Madrid, espérant remonter au lieu de séquestration du banquier.

La vague d'arrestations succédant à la libération de SUAREZ avait pour but de faire croire à un succès de l'enquête et à l'efficacité des filatures.

La «chasse aux sorcières» déclenchée par OTTAVIOLEI ne fait que commencer et de nombreux «suspects» seront sûrement arrêtés, permettant sans doute d'emprisonner des militants révolutionnaires gênants, et de faire n'importe quelle perquisition.

L'occasion est trop belle et aujourd'hui être révolutionnaire est déjà un délit, voire une preuve de culpabilité.

A celui qui a signé cet article déhonorant, nous conseillons d'écrire des romans d'espionnage ou bien d'enquêter sérieusement sur les informations qu'il passe, avant de publier n'importe quelle sauterelle.

Nous ne pouvons pas le rencontrer personnellement dans l'état actuel de choses, mais il faut qu'il sache, ainsi que ceux qui se réfèrent à son article, que ceux qui luttent au sein du G.A.R.I. n'aiment pas se faire traiter de «barbouzes» par des journalistes foireux en quête de sensationnel !

Nous demandons à la direction du journal, si elle en a l'honnêteté, de faire publier intégralement notre communiqué EN BONNE PLACE et de répondre devant ses lecteurs de sa légèreté concernant certaines informations et de la censure exercée sur nos précédents communiqués.

G.A.R.I.

GROUPE D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONALISTE

SUAREZ n° de permis de conduire : 1129374

bandits ou révolutionnaires ?

Onze personnes sont actuellement emprisonnées sous divers chefs d'inculpation liés à l'affaire Suarez, ce directeur de la Banque de Bilbao à Paris, enlevé et sequestré par un groupe de révolutionnaires. Après la publicité initiale donnée à l'enlèvement et aux arrestations, le silence s'est fait dans la presse sur le développement de cette affaire. En fait, ce silence semble rejoindre l'embarras de la police qui, près de deux mois après les arrestations, n'a toujours versé au dossier de l'instruction aucune preuve matérielle de la culpabilité des onze dans l'enlèvement de Suarez.

Une fois de plus, le pouvoir semble avoir été avant tout soucieux de trouver des coupables à jeter en pâture à une « opinion publique » soigneusement mise en condition. Ces coupables une fois trouvés — c'est facile, on suit pendant quelques semaines des réfugiés politiques espagnols connus, et on les arrête avec ceux qu'ils fréquentent, on est sûr de ne pas tomber trop loin du but — il reste à la police à trouver une explication plausible à ces arrestations.

Au besoin, on fera appel à des méthodes « efficaces » et éprouvées pour amener certains d'entre eux à avouer ce qu'on voudra. Après, le tissu des présomptions suffira à emporter la conviction des juges. Ce mécanisme est classique, l'examen des faits ne montre que trop clairement comment il a fonctionné cette fois.

presse/police

« Un épais mystère ». Ce titre de l'*Aurore* du 24 mai résume bien l'affaire de l'enlèvement de Baltasar Suarez, et les arrestations qui ont suivi sa libération, tels que ces événements paraissent au travers des commentaires de la presse et des services de police.

Pourtant, le 22 mai, tout semble clair : la police et la presse unanimes

nous affirment que les neuf personnes arrêtées sont « les ravisseurs de Baltasar Suarez ». Il ne manque pas un détail ; d'ailleurs « ils étaient suivis pas à pas par les policiers » (*l'Humanité* 24 mai). Ce qui vaut à la police de recevoir l'hommage de l'opinion publique soulagée : « Un beau coup de filet » (*Le Parisien Libéré* (23 mai). Le directeur de la P.J. parisienne explique avec suffisance que « les ravisseurs de M. Suarez étaient connus de la police avant même qu'ils agissent » (*France-Soir* 24 mai). Et les commentateurs de conclure : « Noyautés par la police les groupes anarchistes espagnols risquent d'éclater » (*France-Soir* 25 mai).

Mais deux jours suffisent pour voir « le commando des ravisseurs » (*France-Soir* 25 mai) se transmuter en « de piètres comparses » (*l'Aurore* 25-26 mai). Une opération de police qui a couvert la moitié de la France et qui, nous assure-t-on, a commencé dès le mois d'avril, sous la direction du commissaire Ottavio, à la tête de la Brigade criminelle, aura servi à fabriquer des titres à la « une » plus qu'à établir des preuves. Et, comme le fait remarquer *l'Aurore* — dès le 24 mai ! — « si des policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé (...) C.M. Vadrot rencontrer le banquier avant eux ? »

Que reproche-t-on aux inculpés ? Pour cinq d'entre eux (Octavio Alberola, Ariane Gransac-Sadori, Jean-Helen Weir arrêtés à Avignon ; Georges Rivière et Annie Plazen, arrêtés à Toulouse), le recel de sommes d'argent importantes : 2 500 000 F en devises retrouvées à Avignon, 680 000 F à Peyriac (Aude) chez des amis de Rivière. Les cinq premiers déclarent qu'ils ne savaient pas ce que contenaient les sacs que d'autres leur avaient confiés. Quant aux amis de Rivière, Pierre Guibert et Danièle Haas, ils sont apparemment coupables d'avoir laissé des amis entrer chez eux.

Mais surtout, ces trois millions, « la rançon récupérée » (*l'Humanité* 23 mai), d'où viennent-ils ? « Personne ne veut admettre les avoir déboursés » (*l'Aurore* 24 mai). Et voilà sept personnes inculpées du recel de sommes dont on n'apporte pas un début de preuve qu'elles aient été volées ou extorquées à qui que ce soit. Mais les enquêteurs et les magistrats n'ont pas froid aux yeux, puisque ce même chef d'inculpation sort contre Anne et Lucio Uturbia, arrêtés à Paris, chez qui on n'a toujours rien trouvé de suspect — sinon qu'ils « semblent être au centre de cette affaire » (*France-Soir* 24 mai).

Toutes ces contradictions ne sont que le reflet d'une contradiction plus profonde : pour mieux réprimer et étouffer une action politique, on veut insister sur le côté « sordide », de « pur gangstérisme » (*France-Soir* 6 mai) de l'affaire. La famille et les collaborateurs de Suarez insistent sur son « apolitisme », les autorités font croire que les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications — politiques —. « Néanmoins, remarque *l'Humanité* du 6 mai, la présence de policiers espagnols, spécialistes des affaires politiques, aux côtés des enquêteurs français semblerait démentir cette version du crime crapuleux. »

Avant que l'A.E.P. n'ait reçu le premier communiqué des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) revendiquant l'enlèvement, nous savons en effet, par les soins de la Direction Générale de la Sûreté de Madrid, qu'il s'agit là d'un coup du groupe anarchiste « Primero de Mayo » (*Journal du Dimanche* 5 mai). Et la presse donne la chasse à Octavio Alberola, « un dangereux desesperado » (*France-Soir* 25 mai), « un homme que les gouvernements préfèrent avoir de l'autre côté de leurs frontières, parce qu'on peut toujours le soupçonner d'avoir un mauvais coup en tête » (*l'Aurore* 6 mai).

politique/police

Arrêté en France et expulsé le 19 avril, Alberola était revenu sans demander la permission des autorités, qui ont vu l'occasion d'offrir au gouvernement franquiste un gage de bonne volonté. Alberola connaissait Lucio Uturbia, un réfugié politique espagnol comme lui : on fait des Uturbia ses « agents de liaison » et des recéleurs. De même, Chantal et Arnaud Chastel ont eu le tort de connaître les Uturbia, ce qui permet de les accuser d'avoir prêté leur appartement pour la séquestration de Suarez, sur la foi d'un numéro de téléphone et d'un témoignage rocambolesque du banquier, qui reconnaît la rampe « au toucher » et... les bruits de la rue !

Preuves coxtradictaires pour les sept premiers accusés, inexistantes pour les quatre autres — tels sont les faits saillants de l'affaire Suarez. Quant à la volonté systématique de donner à une affaire politique des allures de fait divers, elle ne saurait surprendre. D'abord parce qu'une telle politique minimise les risques de voir la gauche française — éternelle et sentimentale antifranquiste — prendre la défense des accusés, et dénoncer ainsi la collaboration de plus en

Ensuite, parce qu'il est bien naturel qu'un régime fondé tout entier sur le culte de l'Argent et de ses fidèles défenseurs, la Loi et l'Ordre, réprime avec la même vigueur le banditisme, le terrorisme et la subversion dans tous les domaines. Il est significatif que M. Lecanuet, symbole de la « nouvelle majorité présidentielle élargie » ait cru bon d'inaugurer ses fonctions de Garde des Sceaux en déclarant qu'il souhaitait « une justice ferme mais humaine. En particulier, je serai sans faiblesse pour tout ce qui touche à la drogue, à la violence, à la séquestration et aux prises d'otages. » (*Le Monde* 12 juin).

Ces militants libertaires français, ou espagnols réfugiés en France, ont dû à cette seule qualité d'être arrêtés dans le cadre de cette affaire. D'autres ont reçu de curieuses « visites » qui s'apparentent en fait à de véritables perquisitions clandestines : la Sûreté espagnole n'a pas seulement visité le « somptueux appartement » des Suarez.

Il est temps de dénoncer la répression que les polices française et espagnole font peser sur les milieux libertaires français, de dénoncer la manœuvre politique qui veut offrir Alberola et les autres camarades emprisonnés en victimes de l'entente cordiale avec le régime des assassins de Puig Antich et de tant de militants ouvriers, d'exiger enfin que cesse la mascarade d'une instruction judiciaire truquée et que la liberté soit rendue à nos onze camarades.

Comité de défense des inculpés de l'affaire Suarez ■

par hasard

● C'est, comme par hasard, les 1er et 2 juillet que les deux militants du MIL, Oriol Sole Su-granyes et Luis Pons Llobet, seront à nouveau « jugés » par le tribunal militaire de Barcelone. Les camarades de Salvador Puig Antich risquent d'être « gratifiés » de quelques dizaines d'années de prison supplémentaires. Ces jours-là, les « bouchons » à la frontière franco-espagnole feront l'actualité...

Dieu soit loué, mon petit frère est en prison.

Une grande cause à défendre se présente enfin ! Me voilà donc, le doigt en l'air, frappant à des portes. Des portes de journaux. Des portes qui s'ouvrent sur des journalistes. Des journalistes qui me disent : « Mais, coco, c'est plus d'actualité, ça, c'est vieux de 15 jours. Nous faut des scoops, mon grand. Cependant, si tu veux passer un petit dessin en bas de page, c'est O.K. vas-y. » Car la presse est ainsi faite, coco : après 15 jours, c'est vieux d'un siècle. A croire que le temps diminue la honte, pardonne l'exaction et efface l'ignominie. Il faut à nos feuilles de choux de l'actualité-gadget, chaque jour un cul nouveau pour pouvoir bander. Ça change aussi facilement d'indignation que de cravate et de bagnole. Paraîtrait que c'est le lecteur qui exige du nouveau. Du nouveau, il en veut, coco, parce que tu l'y as habitué, parce que tu flattes son goût pour la facilité, pour le sensationnel. Les vieilles causes, il faut braver l'ennui pour s'y intéresser encore. Dangereux. Le pékin risque d'acheter un autre journal. Et la vente, coco, c'est sacré. Cette façon d'écrire est d'ailleurs une escroquerie en matière d'information. L'événement est présent, isolé, phénoménal. Inattendu. Le lecteur, couillon comme tu l'as rendu, est incapable de le replacer dans sa logique historique.

Je choisis un exemple au hasard : mon petit frère, qui est en prison, (l'ai-je déjà dit ?) s'est trouvé mouillé dans l'enlèvement du banquier Balthazar Suarez. Impliqué par hasard, c'est sûr. Naïf et généreux, le frangin. D'ailleurs, je ne veux pas plaider son cas. L'affaire dans son ensemble me semble plus intéressante.

Au départ, il y a le Mouvement Ibérique de libération (le MIL) dont faisait partie Puig Antich. Pas des gauchistes, ces gars-là, mais des révolutionnaires durs qui refusent d'entrer dans le jeu traditionnel de la politique, qui remplissent les caisses des grèves espagnoles en vidant les caisses des banques, envoient en l'air un Premier ministre et enlèvent Suarez en France.

Le M.I.L. n'existe plus. Ses militants l'ont dissous sans pour autant se démobiliser. Regroupés ailleurs avec cette valse des étiquettes qui rend si douteuse la clandestinité aux yeux des bonnes gens habitués aux sigles immuables des I.T.T., U.D.R., etc. Le G.A.R.I. (Groupement d'Action Révolutionnaire Internationaliste) est une de ces nouvelles étiquettes, et c'est lui qui a bichonné comme on sait M. Suarez.

Un bon article sur ces activistes espagnols, intitulé « In Memoriam Puig-Antich » est paru il y a quelques mois dans « le Fléau Social », une revue souvent exemplaire et que je vous recommande même si vous n'en êtes pas. Cette façon musclée de comprendre la politique ne plaît à personne, c'est évident. Ni au gouvernement qui travaille puissamment à atteler l'Espagne au Marché commun. Ni à la gauche et à l'ultra-gauche, dont la confortable contestation devient caricaturale après avoir largement prouvé son inefficacité lors de la condamnation à mort de Puig-Antich. Cette gauche a pratiquement démissionné en dénonçant ces révolutionnaires qui n'étaient ni des moralistes ni des dogmatiques. Le journal **Libération** s'est magnifiquement illustré dans cette basse besogne.

Le 24, mai, **Libération** publie un article qui appuie parfaitement le G.A.R.I. et qui est signé A.L. On y lit : « Il est de notre devoir de leur apporter notre soutien ainsi qu'à ceux qui sont en fuite » et plus loin « ... et puis, un homme enlevé en comparaison des nombreuses réclusions à vie ou des meurtres par garrot, ce n'est pas cher payé. Des enlèvements, il y en aura d'autres. Alors, à bientôt. »

C'est net et clair. Mais pas pour longtemps...

Le 29 mai paraît dans **Libération** un second article, en première page, signé P.C. cette fois. Titre : « Des barbouzes dans le commando. » La suite vaut le titre : « Mais derrière cette affaire se profile le spectre de l'infiltration des policiers ou autres barbouzes dans le groupe anarchiste. » On nous parle de la présence « curieuse » d'une

Porsche blanche à Clichy, peu avant l'arrestation du couple Urtuiz. On nous dénonce une « Mercedes crabe » qui aurait navigué aux environs d'Avignon pendant une douzaine de jours. Et à partir de ces présomptions dérisoires, P.C., le courageux signataire de cette merde, discrédite toute l'affaire. Or il ne prouve rien, il insinue seulement, avec une mauvaise foi digne des meilleures pages de « Minute ». Et pour assoir cette analyse invraisemblable il ajoute : « Plus, nous donnerons prochainement d'autres informations. »

Qui n'ont jamais été données. Et pour cause. Le G.A.R.I. a envoyé des communiqués, exigé de **Libération** que ses rectificatifs soient publiés, en vertu du droit de réponse.

Rien n'y a fait. **Libération** s'est tu une fois pour toutes sur cette affaire. Belle manœuvre de démobilisation !

Et rien ne peut me faire croire qu'ils n'agissent pas ainsi avec d'autres. Rien ne me permet de penser que c'est leur seul faux-pas. Alors, à mes yeux, **Libération** n'est plus crédible. Qu'il crève !

C'est donc le GARI qui a enlevé le banquier Balthazar Suarez. La presse a présenté cela comme une affaire quasi crapuleuse se terminant par la victoire éclatante des flics. Risible, cette victoire des flics ! Bidon ! Ils n'ont rien, seulement onze personnes en cage, dont au moins quatre innocents et quelques comparses de tout dernier rang. Toute l'organisation est intacte, et je ne serais guère étonné qu'elle fasse bientôt parler d'elle. Quant au côté crapuleux de l'affaire, il suffit de lire la liste des revendications du GARI pendant cette histoire pour se persuader le contraire :

— Publication dans la presse des communiqués du GARI.

— Mise en liberté provisoire de Santiago Sole Amigo, militant du MIL, infirme et malade.

— Publication du réquisitoire contre les militants du front révolutionnaire anti-fasciste et patriote (FRP), arrêtés le 1er mai 1973, et qui encourageraient la peine de mort.

— Mise en liberté conditionnelle des prisonniers politiques ayant purgé les 3/4 de leur peine (ce qui est la loi en Espagne, mais, apparemment, les droits communs en bénéficient plus facilement que les politiques).

La demande de rançon n'est venue qu'après, et de façon accessoire. Ayant un banquier sous la main, il eut été illogique de ne pas demander quelque argent. Ça coûte cher, la clandestinité ! La démarche est claire et les buts politiques, à moins de mauvaise foi. Le gouvernement de Franco l'a bien senti qui a commencé à céder sur plusieurs points, en particulier par rapport aux compagnons emprisonnés et contre lesquels la peine de mort était requise à l'origine. C'est un sacré résultat, cela, tout de même !

En bref, ce sont des types qui agissent. Quand on constate l'efficacité des discours ou des manifs, et si l'on a de quoi dans la culotte, bien forcé d'en arriver là.

Oh, bien évidemment, il existe un moyen, très pacifique et de saison, de mettre Franco à genoux : **BOYCOTTER LES VACANCES EN ESPAGNE**. Pas un Français là-bas ! Pas un de ces millions d'estivants sur l'argent desquels le facisme espagnol compte pour se faire une santé. Avec une pareille action, on pourrait tout exiger de Franco. C'est oui ? C'est non, bien sûr. C'est que ça fait des vacances pas chères, les dictatures ! Mais si vous n'êtes pas entièrement pourri, vous irez bronzer votre couenne avec mauvaise conscience. Alors, tenez, bon prince, je vous offre un moyen de vous disculper un peu : votre colère, votre indignation, vos révoltes, votre trouille du fascisme renaissant, faites-en un paquet bien ficelé. Avec une délégation de pouvoir au nom des quelques mecs assez responsables pour risquer leur liberté et leur tête dans un combat qui vous concerne. Qu'ils se sachent appuyés. Qu'ils ne se sentent pas oubliés. Puis, avant de partir, souhaitez de bonnes vacances à mon petit frère. Qui est en prison.

Mais je me répète peut-être.

Soulas.

N° 189 — Lundi 1^{er} juillet 1974 —

« Charlie-Hebdo »

● Deux compagnons de Salvador Puig Antich, exécuté le 2 mars 1974, comparaissent depuis le lundi 1^{er} juillet devant le tribunal militaire de Barcelone. Il s'agit de MM Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Liobet, accusés d'avoir fait un hold-up contre une banque.

LE MONDE 3-7-74

Samedi 29, dimanche 30 juin 1974

Pour la libération de Chantal et d'Arnaud Chastel

Le juge Alain Bernard, chargé d'instruire l'enquête concernant l'enlèvement de Monsieur Angel Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, vient de refuser la mise en liberté d'Arnaud Chastel, chercheur au CNRS et de son épouse.

Les signataires de ce communiqué rappellent que tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, la détention provisoire ne doit être, aux termes mêmes de la loi, qu'une mesure exceptionnelle, destinée à assurer la conservation des preuves ou indices matériels ou à préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction. Les Chastel peuvent aisément être maintenus à la disposition de la justice, les indices matériels sont aux mains de la justice, et l'affaire étant en grande partie publique, leur mise en liberté ne saurait nuire à la manifestation de la vérité.

La conviction des enquêteurs n'apparaît, dans leur cas particulier, appuyée sur aucune preuve, mais sur des hypothèses qui n'ont, à notre avis, pas été vérifiées. Cet aspect subjectif a été masqué dans le communiqué de police qui présentait leur inculpation comme étant l'aboutissement d'une enquête minutieuse et basée sur des faits indiscutables, alors qu'il n'en était rien. Une certaine presse, trahis-

sant la morale de sa profession a informé l'opinion publique, alors que l'instruction de l'affaire en était à ses débuts, en faisant apparaître la reconnaissance des lieux par Monsieur Suarez comme formelle. Cependant, lorsque le dossier des Chastel fut enfin complet, il fut aisé de voir que son contenu n'entraîne nullement la conviction, et même que certains éléments de reconnaissance des lieux, parmi les plus précis que Monsieur Suarez a pu donner à la police lors de sa libération ne peuvent s'appliquer à l'appartement de la rue Broca, et que d'autre part des caractères aisément reconnaissables, en particulier le vacarme d'une cour d'école voisine, n'ont jamais été mentionnés dans ses déclarations. Il est souhaitable, et il paraît possible, d'établir rapidement la preuve que le lieu de la séquestration n'était pas l'appartement d'Arnaud et Chantal Chastel.

Il nous semble donc qu'une mesure de mise en liberté immédiate serait parfaitement justifiée.

F. Bailly, M. Benguigui, J. Heyvaerts, A. Kastler, J. Lequeux JM Lévy-Leblond, JL Malgrange JL Motchane, A. Omont, JC Pecker, F. Praderie, JL Puget E. Schatzman, M. Schott



Dans une brochure récemment sortie, le *Gari* met dans le même sac *France Soir*, *L'Aurore*, *Libération*, cette presse qui ment. Nous laissons le lecteur libre d'apprécier à la lecture de ces journaux et de *Libé* la vérité de cette assertion. Nous saluons les camarades du *Gari*, seuls révolutionnaires authentiques et détenteurs de la vérité et leur acharnement à nous faire passer pour un journal ennemi. Sans pratiquer l'amalgame comme le fait Soulas dans *Charlie Hebdo*, qui semble indiquer que nous avons été de ceux qui ne se sont rabattus sur Puig Antich qu'une fois que celui-ci ait été garrotté, rappelons que bien avant son procès, nous avons parlé de Puig Antich, et à la Une du journal alors que partout ailleurs, c'était le silence. Nous avons donné aussi au comité de soutien du MIL une page du journal où il a pu s'exprimer librement, (cela à deux reprises). Bien évidemment, après le procès et après son assassinat, nous avons continué à nous mobiliser. Pour l'enlèvement de Suarez, cela a été la même chose. Nous en avons parlé aussitôt, encore qu'il nous manquait des exploitations, le *Gari* n'ayant pas pris contact avec nous mais avec la presse anglaise pour des raisons de sécurité. En suite, nous avons publié dès que nous les avons reçues les revendications du *Gari*. Puis est paru l'article de PC, donnant des

A propos du GARI et de l'enlèvement de Suarez

révélation sur, selon PC, des infiltrations policières et fascistes dans le *Gari* et dans les milieux d'extrême gauche espagnols. Là, nous avons commis une erreur. Non pas que les révélations de PC soient fausses; pour le moment, nous n'avons pas encore eu la preuve du contraire. Mais : 1) Cette affaire pouvait fort bien se régler entre nous et il n'était peut-être pas nécessaire de la rendre publique avant d'avoir rencontré des camarades du *Gari*. Qui dit infiltration, dit qu'il y a une majorité de camarades sincères et nous aurions dû voir avec eux ce qui pouvait être fait. Disons le franchement, nous avons cédé à l'attrait du spectaculaire. 2) L'éventuelle infiltration n'infirme pas pour autant l'action entreprise, l'enlèvement de Suarez pour réclamer en échange la libération de détenus dans les geôles de Franco. On sait bien qu'il y a des flics partout, dans la gauche, l'extrême gauche. Le secrétaire de Lénine était bien un flic.

Peu de temps après la parution de l'article de PC, le *Gari* nous a envoyé une réponse qui se résumait un peu à PC flic, guépéou, *Libé* pourri, et qui ne répondait pas vraiment aux informations qu'avait données PC. Nous n'avons pas passé effectivement cette « réponse » truffée d'injures. Ou plus exac-

tement, nous attendions le retour de PC pour voir avec lui, et puis le temps a passé, rien n'est passé, ce qui est une erreur. De leur côté, le *Gari* et le comité de soutien ne facilitait pas beaucoup la tâche. Pour eux, nous étions des ennemis.

Pour conclure, nous avons donc commis l'erreur de laisser passer publiquement les révélations de PC, même si celle-ci n'ont pas encore été démenties. Et pour cause, ces choses là ne se règlent pas en public, surtout lorsqu'on est un groupe clandestin poursuivi par la police. Ceci dit, nous n'acceptons pas d'être traités de flics. Au gala que nous avons organisé à Galaxie, devant près de 9000 personnes, un type se réclamant du comité de soutien au MIL, et à qui nous avons laissé le micro, utilisait ce temps de parole pour dire que nous étions pourris, que nous n'avions rien fait pour Puig Antich, que nous avions censuré. Cela était complètement faux et c'était franchement dégueulasse! (comme l'article dans *Charlie Hebdo*). Nos rapports avec le comité de soutien au *Gari* n'ont pas été facilités par ce genre d'attitude et nous pensons qu'il est temps que ces camarades cessent de broder des calomnies pour une erreur de commise.

PING-PONG



Peut-être une polémique entre journalistes est-elle un peu futile. Un peu inutile. Peut-être pas. Tout dépend de l'enjeu. Des types en prison, c'en est un. Et aussi la qualité de l'information dans un journal, surtout s'il se prétend pur et dur. Samedi, « Libération » a répondu à un article sur le GARI et l'enlèvement de Balthazar Suarez. Il y avait là une belle occasion de plaider le droit à l'erreur et de montrer ainsi que j'avais généralisé d'une façon abusive.

C'eut été trop beau !

En fait, s'ils reconnaissent à deux reprises s'être trompés, le reste de l'article prétend démontrer que cette méprise n'en est pas vraiment une.

Je ne vais pas vous infliger une autopsie complète de ce papier. Ce serait édifiant mais fastidieux. Mais deux passages sont d'une telle mauvaise foi que je trouve absolument indispensable de leur faire un sort.

En premier, cette phrase :

« Puis est venu l'article de P.C., donnant des révélations sur, selon P.C., des infiltrations policières et fascistes dans le GARI et dans

ment, tu es un journal-flic, pourri, débile, et je continuerai à le dire tant que la preuve du contraire ne m'aura pas été administrée.

Le second point qui me taquine, c'est ce passage : « Peu de temps après la parution de l'article de P.C., le GARI nous a envoyé une réponse qui se résumait un peu à P.C. flic, guépéou, Libé pourri et qui ne répondait pas vraiment aux informations qu'avait données P.C. Nous n'avons pas passé effectivement cette réponse truffée d'injures. »

Cette réponse, je l'ai sous les yeux et la tient à la disposition de qui veut la lire. (Elle n'émane d'ailleurs pas du GARI, mais du comité de soutien, une confusion qu'il convient d'éviter comme le dit la mise au point qui suivra mon article.) C'est vrai qu'elle est écrite avec colère. Faut les comprendre.

Mais, 1) elle n'est pas « truffée » d'injures. Tout au plus parsemée.

2) elle répond, autant que la chose est possible en public, à l'article de P.C.

Seulement voilà. A Libé, on a d'abord prétendu l'avoir égarée, cette réponse, avant même d'avoir pu la lire. Un double leur fut

Au prix minimum d'un franc on peut se procurer chez J.C. Thumerelle, B.P. 66, La Motte-le-Vieille, 59110 une brochure sur un sujet qui risque d'être oublié: l'enlèvement de SUAREZ, directeur de la Banque de Bilbao. Il y a pas mal d'information de dans, des coupures de presse, une bande dessinée détournée et une réponse à Libération qui liait l'opération à l'internationale fasciste.

MISE AU POINT

Le Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez tient à rappeler que — quelles que soient les appréciations diverses qu'ils peuvent porter sur l'enlèvement du banquier — ses membres n'ont en tout cas jamais participé de près ou de loin aux activités du G.A.R.I. Ceci afin de lever toute confusion qu'aurait pu faire naître l'article de Soulas dans Charlie-Hebdo n° 189 du 1er juillet 1974 (« Le garrot et le G.A.R.I. »).

Les interrogations, perquisitions et détentions arbitraires se multiplient déjà suffisamment, depuis quelques semaines dans le cadre de l'enquête menée par le commissaire Ottavioli, sans qu'un article — pour une fois bien intentionné — vienne lui fournir de nouveaux prétextes.

Nous assistons en effet à une opération de longue haleine contre les milieux libertaires en France : plus particulièrement ceux liés au mouvement espagnol, mais ce n'est jamais qu'un hors-d'œuvre. Pas de râfle spectaculaire, mais une recherche systématique du renseignement, à raison de trois ou quatre

interrogatoires par semaine, et on passe aux suivants.

Il serait bon que les camarades se rappellent qu'ils n'ont en aucun cas à raconter leur vie aux flics — et encore moins celle des autres. Une nuit au poste vaut mieux que la petite confidence insignifiante — sur le moment — qui permettra à l'appareil policier de mettre à jour ses fiches sur les militants anarchistes.

Depuis cinq ans que maos et trotskystes avaient la priorité, il est temps pour les flics de combler des vides... Ce n'est pas à nous de les aider.

Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez.

P.S. : La défense des copains accusés, ça coûte cher (déplacements des avocats, photocopies, timbres...); sans compter que, parmi les onze, certains n'ont pas une famille prête à les aider à cantiner en taule.

Soutien : A. Alvarez, C.C.P. 15-712-51 Paris (mentionner « Comité de Défense des Inculpés »).

les milieux d'extrême gauche espagnols. Là, nous avons commis une erreur. Non pas que les révélations de P.C. soient fausses ; pour le moment nous n'avons pas encore eu la preuve du contraire. »

Ce passage en gras, il ne vous rappelle rien ? Il ne vous fait pas penser au type qui a dit que Dieu existait et qu'il existerait jusqu'au jour où l'on prouverait le contraire ? On sait où cela mène. Une manière toute jésuite de fabriquer sa vérité. Malgré ce qu'en dit la loi, c'est souvent ainsi qu'agissent les flics. Aux yeux de « Libération » comme aux leurs on est donc présumé coupable et c'est l'innocence qui doit être établie. Alors, Libé, ne pleure pas tout le reste de ton article qu'on te traite en ennemi. Pour moi, forcé-

envoyé. Libé a rétorqué alors qu'ils attendaient le retour de P.C. avant d'en discuter. Puis le silence. Plus personne pour répondre aux relances. C'est sans doute cela qu'on appelle un journal démocratique.

Bon. On ne va pas plaider jusqu'à la fin du siècle. Libé étant parti en vacances, je ne veux pas abuser du fait qu'ils ne peuvent plus me répondre. Qu'ils se reposent. Qu'ils se refassent une santé morale. Apparemment ils en ont bien besoin pour redevenir ce journal qui fut tout de même si souvent nécessaire. Et si je puis me permettre une suggestion, qu'ils accordent à P.C. un supplément de congés, jusqu'aux vacances suivantes.

Soulas

OU UNE CERTAINE CONCEPTION FLICARDE DE L'AFFAIRE SUAREZ :

A la suite des informations données par le journal gauchiste « LIBERATION » (cf: page précédente l'article : « Des barbouzes dans le commando »), des camarades parisiens ont adressé au journal le texte de mise au point afin qu'il soit publié... Ce qui malgré leur insistance, leur fut refusé.

Salutations libertaires à « Libération ».

“ IL FAUT HURLER AVEC LES LOUPS ”

(Izvestias de Cronstadt, 14 mars 1921)

Félicitations, camarades.

Comme le disait **Libération** du 24 mai : « Il est de notre devoir d'apporter notre soutien aux militants inculpés du rapt de Suarez ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite ». L'enlèvement de Suarez pose solidement et concrètement le problème de la lutte contre la classe dirigeante de notre pays, en soulignant que le capital, pas plus que le fascisme, ne connaît de frontières.

Oui, camarades, une ligne claire est tracée, entre ceux qui soutiennent l'Etat, et ceux qui l'attaquent. C'est donc avec intérêt que nous avons vu comment se manifestait votre solidarité : deux entre-filets, et le 29 mai un premier article **conséquent**. Une semaine après l'inculpation de 10 personnes, parmi lesquelles des militants anarchistes connus, **Libération** découvrait le pot-au-roses :

Mais c'est bien sûr...

« Des barbouzes dans le commando »

Elémentaire, my dear Watson... Si vous aimez frissonner à la lecture des échecs sanglants de l'I.R.A., du F.P.L.P. ou des Tupamaros, vous ne perdez pas de vue qu'il s'agit d'organisations authentiquement révolutionnaires, et donc en aucun cas pénétrées par la moindre barbouze. Par contre, quand l'affrontement déborde dans votre propre jardin, vous comprenez immédiatement que l'ennemi, comme le dit Jacques Nobécourt (**Le Monde** du 30 mai), c'est « l'anarchisme fasciste ».

Oui, camarades, comme vous dites, « tout est bizarre » dans votre article du 29 mai. Chapeau pour l'enquête, qui prouve au moins que vous avez pénétré avec aisance les cercles les plus secrets de la hiérarchie fasciste internationale. Votre connaissance intime des négociations engagées par le gouvernement franquiste donne tout son poids à votre affirmation que Lucio Urtubia est « un frêle comparse de l'enlèvement » — un bon point pour les flics, ils ont visé juste. De même, votre (?) enquêteur a vu qu'une Porsche blanche fasciste rôdait longuement autour du repaire des Urtubia — à moins que le conducteur ne lui ait fait son rapport ? Assez curieux, n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de cet article combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Le jour même où vos colonnes publiaient cette merde digne des plus beaux délires de l'**Humanité**-Guépéou sur les gauchistes-Marcélin, hitléro-trotskyistes et autres chimères, la police dévoilait qu'elle interrogeait depuis 48 heures celui qui devenait le maillon suivant de la chaîne...

Votre entreprise de délation policière vient à point pour isoler les révolutionnaires que traque désormais le pouvoir. Les milieux libertaires sauront juger à sa juste valeur votre prise de position à l'heure où ils sont une fois de plus exposés à la répression. Un journal qui a soutenu inconditionnellement les

plus beaux fiascos de la soi-disant Nouvelle Résistance Populaire a trouvé qu'il valait mieux changer d'air...

Il y a un an qu'était lancé le grand cri : « Oui, un quotidien démocratique peut paraître ». Eh bien, c'est gagné : avec les autres roquets de la presse « démocratique », **Libé** veut maintenant hurler avec les loups.

Il est vrai que les communiqués des ravisseurs de Suarez n'ont jamais prétendu « donner la parole au peuple ». Il y a là de quoi gêner ceux qui à **Libération**, ont depuis longtemps pris le parti de prêter leur propre parole à un peuple, aux mains rudes et à l'âme frustrée, sorti droit de leur imagination. Il y a chez ces gens-là — qui ne sont pas nos camarades — une volonté trop évidente de pouvoir : quand la réalité ne colle pas au schéma qu'on veut lui fixer, on gomme, on déforme, et quand ça ne suffit plus, on se rabat sur la calomnie. Ici, la calomnie est signée « P.C. ». Tout un programme.

Groupe Autonome de Résistance à l'Intoxication.

(p.c.c. : Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez.)

Dans le même temps, une demi-douzaine d'arbres étaient abattus entre Barèges et le col du Tourmalet, un trajet que devait suivre hier le Tour de France. La voie a naturellement été dégagée avant le départ, les tracts qui inondaient la chaussée ont été balayés. Puis ce fut la série d'explosions de Saint-Lary, vers 4 heures, hier, dirigée essentiellement contre les véhicules du Tour. Trois attentats en chaîne qui ont détruit au total cinq voitures,

une camionnette et une moto. Et, laissant, par leur répétition, les tracts, des masses de tracts rédigés dans un style des plus confus, au travers desquels il ressort que « les Jeux détournent la conscience de millions d'individus des problèmes que nous pose la survie dans le système, qu'il soit démocratique ou fasciste » ou encore « que le sport dépolitise les individus, qu'il contribue à notre asservissement ».

concertée par des hommes au fait de la situation. Mais de minorités extrémistes et agissantes qui font entendre leur voix par le biais de la violence. Et que peut-on bien entendre dans le bruit et la fureur ?

L'IRA irlandaise, le F.L.Q. canadien, le F.P.L.P. palestinien, l'Armée rouge japonaise, le F.L.B. breton et les innombrables autres mouvements mondiaux moins connus sont tous nés d'une même idéologie : libération

A L'ACTIF DES G. A. R. I. ...

Les G.A.R.I., qu'est-ce c'est ? Un mouvement que les services de police, après les derniers attentats de Saint-Lary et de Lourdes, commencent à dire très dangereux.

Si M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, laisse aux policiers de Toulouse et de Bordeaux le soin d'enquêter seules comme des grandes, en refusant de faire une quelconque déclaration ou de mobiliser la police nationale, il convient de voir en fait dans ces actions terroristes le signe d'un mouvement de grande envergure qui regrouperait une vingtaine, peut-être une centaine de groupuscules anarchistes européens.

Les G.A.R.I. (derrière ce sigle encore barbare, comprenons : « Groupes d'action révolutionnaires internationalistes »), c'est en fait l'explosion du Mouvement ibérique de libération (M.I.L.) anarchiste - révolutionnaire, mieux connu.

Depuis 1972, il multiplie, avec ou sans l'appui des autonomistes basques, des actions terroristes contre le régime franquiste en Espagne ou dans le Sud-Ouest de la France ; en fait partout où l'on trouve des regroupements d'Espagnols.

A l'actif des G.A.R.I., peu de choses encore, malgré l'impact important de leurs actions : l'enlèvement du banquier Suarez en mai der-

nier, les attentats de Saint-Lary dans la nuit de lundi à mardi, ceux de Lourdes, et, sans doute, bien qu'ils ne l'aient pas revendiqué, le plastiquage avant-hier soir du wagon d'un train, gare d'Austerlitz, en partance pour l'Espagne.

Un matin à Neuilly...

L'affaire Suarez, on s'en souvient, avait fait il y a deux mois la Une de tous les journaux. Enlevé le 3 mai dernier au matin dans le garage de son immeuble à Neuilly-sur-Seine, le directeur de la Banque de Bilbao était relâché le 22 au bois de Vincennes après avoir été séquestré sans doute dans la région parisienne. Sept suspects ont été arrêtés peu après, tous anarchistes militants au sein des G.A.R.I.

Avec l'enlèvement de Suarez, les G.A.R.I. ont montré que leur terrain d'actions et de contacts ne se résumait pas à l'Espagne ou aux régions frontalières.

Finies les revendications régionalistes ou nationalistes. Ils visent maintenant plus

loin, plus vaste et... plus vague. Si l'on en croit les tracts laissés derrière eux à Saint-Lary. Et dont la substantifique moëlle se résumerait ainsi : éliminer « tout Etat et tout pouvoir », s'inscrire dans le « développement d'une lutte révolutionnaire continue, éloignée de toute considération d'ordre nationaliste, contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation... »

Leurs bouches-émissaires ? Un peu tout, partout. Les colonels grecs, les généraux chiliens ou portugais, le totalitarisme des pays dits communistes, les démocraties occidentales où, prétendent-ils, « Si les moyens divergent, les buts sont les mêmes : l'exploitation et l'anéantissement de l'individu ».

Mais si le sigle « G.A.R.I. » existe bel et bien depuis deux mois (le « comité libertaire anti-répression » est là pour le prouver, puis chargé de diffuser les informations des G.A.R.I., travaille à la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste), il ne semble pas encore y avoir une structure bien définie au sein de ces groupes. On retrouve un peu partout en Europe occidentale ces émigrés, qui en leur nom, se livrent à des actions d'agitation lorsqu'ils ne préparent pas des attentats ou des enlèvements.

En fait, qu'ils soient morcelés en mille tendances, les anarchistes, ce serait dans la logique des choses, non ?

...et la caravane passe

par Jean LEULLIOT

À quatre heures du matin, dans la ville de Saint-Lary-Soulan, où reposait une partie de la caravane du Tour durant la nuit de lundi à mardi, trois grandes déflagrations réveillaient la petite cité endormie. Les coureurs, heureusement, étaient logés à douze kilomètres de là, au Pla-d'Adet, en trois endroits différents et principalement dans la grande rue. Deux voitures légères Peugeot, une camionnette et une moto étaient pulvérisées ou brûlées. Jacques Anquetil, devenu journaliste, qui passait la nuit à Saint-Lary, m'a confié :

« Un bruit terrible m'a réveillé. J'ai cru que le tonnerre venait de s'abattre sur l'hôtel. Je me suis mis à la fenêtre. J'ai vu aussitôt des tas de gens sortir et courir. »

Aussitôt le maire de la ville, M. Mir, et ses adjoints, essayaient de prévenir par téléphone les deux directeurs du Tour de France, Félix Léviton et Jacques Godet, qui dormaient au Pla-d'Adet, mais impossible de les joindre par téléphone, il était coupé. Une voiture leur fut donc dépêchée. Aussitôt réveillés, les deux directeurs descendaient à toute allure et prenaient, avec le sous-préfet et le colonel de gendarmerie Dubosc, déjà sur les lieux, toutes les dispositions nécessaires. Les forces de police s'empresaient immédiatement d'assurer un service de protection dans les différents hôtels et dans ceux de Pla-d'Adet.

Peu après les organisateurs du Tour, en compagnie du commissaire Bolusset délégué par la police nationale sur le Tour prenaient les dispositions pour la continuation de l'épreuve. Les deux directeurs sportifs espagnols, M. Velez (KAS) et Morino (Casera) étaient tout de suite convoqués. Les directeurs leur faisaient part des incidents et des menaces qui pesaient sur eux et leurs hommes. Les directeurs les laissaient libres d'abandonner et de quitter le Tour s'ils le désiraient. Mais les Espagnols décidaient de continuer, laissant toutefois liberté à leurs coureurs de se retirer s'ils en avaient envie. Tous décidaient d'un commun accord de rester sur le Tour.

Puis, avec le concours du capitaine Duc qui dirige l'escadron motocycliste de la gendarmerie nationale sur le Tour, un dispositif était mis en place pour l'étape. D'abord les deux équipes étaient regroupées dans un même hôtel et le seraient jusqu'à Paris. Ensuite, dès le départ, les coureurs espagnols allaient être encadrés de gendarmes motocyclistes et même les lâcher dans les deux cols allaient rester sous surveillance totale. Le commissaire Bolusset nous expliquait : « C'est miracle qu'il n'y ait

pas eu de morts, il ne reste rien des voitures qui ont brûlé à quelques mètres d'un réservoir de propane. Si le feu s'était mis à la cuve, cela aurait été une véritable catastrophe. »

Grâce à ces dispositions l'étape allait se dérouler heureusement sans incident dans le brouillard et devant la plus grande affluence que nous ayons jamais vue au sommet du Tourmalet. Hier soir à la Mongie, où logeaient tous les coureurs professionnels du Tour, de nombreux gendarmes étaient dans les rues et protégeaient tous les hôtels. Les voitures du Tour, organisation, direction des courses et caravanes publicitaires étaient parquées dans des enceintes spécialement surveillées. Personne ne pouvait savoir où couchaient les coureurs espagnols qui avaient dès leur arrivée été escamotés et camouflés. Toutes les autres équipes changeaient de résidence et se déplaçaient par les couloirs de service à l'abri de tous les regards.

Les choses s'étaient d'ailleurs subitement compliquées hier soir car les coureurs du Tour de l'Avenir se trouvaient logés non pas à la Mongie, mais à Tarbes et à Bagnères-de-Bigorre. Il fallait donc assurer la protection de ces jeunes amateurs qui repartiront ce matin de ces deux villes avec des maillots anonymes. Les maillots nationaux ayant été retirés. Dans l'immense caravane du Tour, les esprits sont restés tendus durant toute la journée. Les visages étaient tristes, inquiets. Des suiveurs maugréaient : « Les gens qui provoquent de tels attentats sont des fous qui ne respectent rien. On peut s'attendre au pire. »

Le colonel de gendarmerie qui a mis en place tout le service de protection nous a déclaré hier soir : « Nous avons retrouvé deux engins explosifs dans deux voitures plastiquées... ce sont les mêmes que l'on a retrouvés dans les différents attentats qui ont eu lieu en France. Ils proviennent du groupe qui a enlevé récemment le banquier espagnol Suarez à Paris. Ces criminels veulent attirer l'attention du monde entier sur les jugements qui vont être rendus à Madrid... C'est véritablement de la folie pure et de l'inconscience totale, car, comment voulez-vous que des Français s'engagent dans cette histoire ? »

Ajoutons, d'ailleurs, que durant la nuit à Toulouse, lors du passage du Tour, des inscriptions vengeuses contre Franco avaient été peintes sur une cinquantaine de camions publicitaires du Tour et que durant le passage en Andorre, un hôtel avait été plastiqué dans cette ville ainsi qu'un centre postal, causant la mort d'un innocent.

FRANCE-SOIR

La France à l'heure de la violence

● Nouvelles menaces sur le Tour de France après les attentats d'extrémistes espagnols



Ph. M. ROBINET - F.S. - 1

Il était deux heures du matin l'autre nuit à Lourdes lorsque plusieurs explosions ont retenti. Aussitôt, six cars de pèlerins brûlaient sur le par-

king Lapacca et sept autres subissaient le même sort sur le parking du Paradis, à proximité de la grotte de Massabielle. Les attentats

sont revendiqués par la G.A.R.I., un groupe révolutionnaire qui sévit généralement en Espagne et qui lutte contre le régime du général Franco.

Menaces sur le Tour

Les paysans n'ont pas été les seuls à manifester. Plusieurs attentats sont revendiqués par le G.A.R.I., groupe d'action révolutionnaire internationale, un réseau clandestin qui opère surtout en Espagne. Ce sont eux cependant qui, en mai dernier, avaient enlevé à Neuilly et séquestré M. Angel Suarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris.

Héritier du MIL (Mouvement iberique de libération), le G.A.R.I. rassemble les activistes de ce mouvement d'extrême-gauche hostiles au régime du général Franco et à toute forme d'oppression.

C'est le G.A.R.I. qui revendique l'attentat de la gare d'Austerlitz, à Paris (lundi soir, une bombe a explosé dans un wagon-couchettes du train de Madrid), et celui de Lourdes. A deux heures du

matin, dans la nuit de lundi à mardi, treize cars de pèlerins ont été incendiés sur deux parkings, dix autres véhicules ont été sérieusement endommagés.

« Il y aura plusieurs attentats jusqu'à la fin du Tour. Plusieurs risquent d'être mortels. Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout pour empêcher les deux équipes espagnoles d'arriver à Paris. Si elles ne se décident pas d'abandonner, elles devront publier un communiqué sur leur position face au gouvernement espagnol. » Tel est le message qu'un correspondant anonyme, se présentant comme un membre du G.A.R.I., a transmis hier à notre confrère « La Dépêche du Midi ».

Aussi, contre les escrimeurs

C'est également ce mouvement révolutionnaire qui a pris la responsabilité de l'attentat de Saint-Lary, ville-étape du Tour de France, au cours duquel plusieurs véhicules de la caravane ont été détruits dans la nuit de lundi à mardi.

Des menaces pesent également sur l'équipe espagnole d'escrime venue à Grenoble disputer les Championnats du Monde. Hier après-midi, M. Garcia Diez, le directeur de la délégation, a reçu un coup de téléphone anonyme : « Vous pourrez connaître les mêmes problèmes qu'au Tour de France si vous participez aux championnats. Nous vous conseillons fortement de vous abstenir. - L'équipe a toutefois décidé de ne pas se retirer.

**LES ANARCHISTES
ESPAGNOLS BRULENT
TREIZE CARS
DE PÈLERINS
A LOURDES...**



**... et s'en prennent à la caravane
du Tour de France, à Saint-Lary**

Les « Groupes d'action révolutionnaire internationalistes » — les anarchistes espagnols antifranquistes qui avaient enlevé le banquier Suarez à Neuilly, voilà deux mois — se sont de nouveau manifestés en France en incendiant, à Lourdes, treize cars de pèlerins sur un parking (ci-dessus) et en plastiquant plusieurs voitures de la caravane du Tour de France, à Saint-Lary-Soulan. Ils ont également abattu des arbres sur l'itinéraire des coureurs. (Voir en page 2.)

LE TOUR : MENACE DE NOUVEAUX ATTENTATS

Le réseau clandestin « Gari » revendique les explosions de Saint-Lary et déclare vouloir forcer à l'abandon les 2 équipes espagnoles

VIOLENCES

LES manifestations paysannes relèvent désormais du folklore estival : les beaux jours des citadins en vacances sont de mauvais jour pour les exploitants agricoles en colère.

Quand les agriculteurs constatent, année après année, que leurs revenus s'amenuisent, alors, ils lèvent les fourches. Ils badigeonnent de purin les murs des sous-préfectures. Ils pendent des porcelets aux grilles des mairies. Ils barrent les routes et les voies ferrées.

Du coup, les pouvoirs publics se penchent sur le sort de nos Jacquou-le-Croquant contemporains et promettent de l'améliorer.

Comment, dans ces conditions, les paysans — qui n'ont pas l'arme de la grève — pourraient-ils penser qu'ils se livrent à des violences gratuites ? Celles-ci se révèlent, au contraire, payantes. Ce sont des moyens de pression.



Tourmalet: encore une victoire de Poulidor sur Merckx

L'ASCENSION du col du Tourmalet s'est déroulée dans le froid et le brouillard. Derrière Jean-Pierre Danguillaume, vainqueur détaché, Poulidor est parvenu une nouvelle

fois à devancer Merckx d'une poignée de secondes. Au sommet, le Belge épuisé a du mal à récupérer tandis que Poulidor très fatigué lui aussi semble néanmoins moins marqué.

(Lire les reportages de D. REBELLO, M. COSTES, C. LAMBERT et J. PEREZ en rubrique sportive.)

(Photos Bernard CHARLET.)

Mais à côté de ces violences paysannes, il en existe d'autres. Ces violences-là ne sont plus des moyens de pression. Elles sont des moyens d'expression. Ainsi, les attentats des groupements extrémistes ou autonomistes ; ainsi, les agressions des bandes de jeunes, dans le style d'« Orange mécanique ».

Dans une France assez paisible, et alors que leurs raisons et leurs mobiles ne se rejoignent nullement, les diverses catégories de violences sont mises en dénominateur commun : on dénonce leur soudaine flambée généralisée.

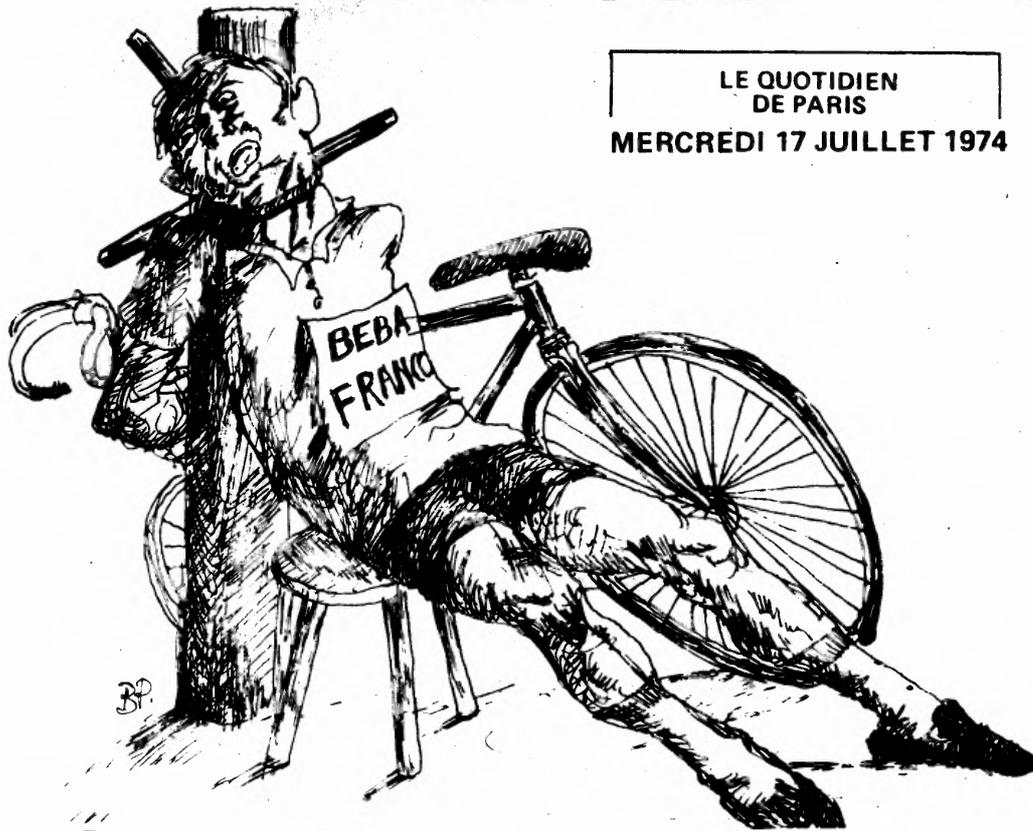
Ce dénominateur commun est fallacieux. En revanche, il en est un qui ne l'est pas : quelles qu'elles soient, les violences traduisent une difficulté de vivre, une inadaptation à notre temps.

Dès lors, elles ne sont pas seulement affaire d'ordre, mais de réformes. Elles ne sont pas seulement affaire de police, mais de politique.

Pierre SAINDERICHIN.

(Page 2.)

FRANQUISME ET SPORT « COMMERCIAL » DANS LE MEME COCKTAIL



LE QUOTIDIEN
DE PARIS
MERCREDI 17 JUILLET 1974

« G.A.R.I., CONNAIS PAS »

Un second tract retrouvé auprès d'une voiture incendiée à Saint-Lary s'attaque d'ailleurs directement au gouvernement espagnol : « Réconforté par un soi-disant démantèlement des groupes autonomes en Espagne et en France, il a cru pouvoir ignorer nos avertissements. Mais le G.A.R.I. réaffirme son existence et sa détermination à continuer son offensive sous toutes les formes qu'il jugera nécessaires ». Dans le même texte, le G.A.R.I. exige du gouvernement espagnol la satisfaction de toutes les revendications qu'il avait exprimées après l'enlèvement de M. Suarez : « La libération des camarades du M.I.L. et la mise en liberté conditionnelle des prisonniers ayant accompli les trois quarts de leur peine ». A Barcelone, les milieux d'opposition n'ont pas réagi à la suite des attentats et l'attitude générale se résume en quelques mots : « G.A.R.I., connais pas ». Il s'agit peut-être là du résultat de la clandestinité de ce mouvement qui agit par commandos et entretient peu de liens avec les organisations déjà existantes. Néanmoins la police espagnole a procédé à des

● Trois attentats ont été commis dans la nuit de lundi à mardi contre la caravane du Tour de France à Saint-Lary. D'autres explosions ont eu lieu dans le sud-ouest de la France. Le « Groupe d'action révolutionnaire internationaliste » revendique ces attentats. Néanmoins, malgré les menaces reçues, tous les coureurs, y compris les Espagnols ont participé hier à la 17^e étape du Tour de France.

A Saint-Lary, la première explosion a mis le feu au garage d'un hôtel, la seconde a détruit la voiture de l'agence France-Presse et la troisième a endommagé un autre véhicule du Tour. Des arbres ont été abattus dans la même nuit sur le parcours du Tour de France entre Barèges et le col du Tourmalet ; toutefois la chaussée a pu être rapidement dégagée. Enfin treize cars de pèlerins ont été incendiés à Lourdes. Déjà, au cours de la nuit précédente, deux explosions avaient été enregistrées en Andorre.

Sur les lieux des explosions, les enquêteurs ont trouvé des tracts, rédigés en français et en espagnol par le G.A.R.I. L'un d'entre eux s'en prend directement au Tour de France : « Nous dénonçons, en même temps que la complicité des organisateurs et des coureurs des pays « démocratiques » qui n'hésitent pas à inviter et à cotoyer les représentants du fascisme espagnol, l'événement hautement spectaculaire et basement commercial qu'il représente (...) Nous conseillons aux participants espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants conscients du franquisme, auquel cas nous serions obligés d'agir en conséquence, ce qui pourrait se révéler extrêmement désagréable pour eux. Les actions de ce soir n'étaient qu'un avertissement ».

M. Jacques Goddet, directeur du Tour de France a condamné hier matin à France-Inter l'action du G.A.R.I. « c'est vraiment un non-sens, et je pense qu'ils se condamnent eux-mêmes en agissant ainsi ». Il a affirmé que toutes les mesures nécessaires allaient être prises pour « empêcher le renouvellement de pareils attentats ».

● Composé d'anciens militants du M.I.L. (Mouvement ibérique de libération), de marxistes-léninistes, de maoïstes et de quelques anarchistes, le G.A.R.I. a été peut-être trop rapidement présenté comme un mouvement « anarcho-sindicaliste », luttant pour « l'élimination de tout Etat et de tout pouvoir ». Il est apparu pour la première fois au mois de février dernier en tentant de faire sauter un avion sur l'aéroport d'Orly. Mais c'est surtout après l'enlèvement de Angel Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris que le G.A.R.I. s'est fait connaître. Pour ce mouvement, l'exécution à Barcelone de Puig Antich a montré l'inefficacité des

protestations pacifiques et la nécessité d'un autre type d'action. Le dialogue avec le franquisme étant impossible, les membres du G.A.R.I. ont choisi l'action violente (en évitant toutefois de faire des victimes) qu'ils jugent nécessaire pour faire aboutir leur lutte contre le gouvernement espagnol. Ils ne se définissent ni comme « des terroristes », ni comme « des révolutionnaires de salon », ni comme « des anarchistes désespérés qui veulent jouer les héros seuls », mais comme une opposition au franquisme et « à toutes les formes d'oppression et d'exploitation ».

arrestations à la suite de l'affaire Suarez mais n'a pas souligné l'appartenance des inculpés au G.A.R.I. A Perpignan, dans les milieux catalans français, on observe la plus grande prudence après ces attentats qui ne sont ni approuvés, ni condamnés. Destinés plus particulièrement à frapper le gouvernement espagnol, les attentats contre le Tour de France auront-ils les résultats escomptés ? Ils auront du moins pour effet de rappeler l'existence du G.A.R.I. dont l'action était passée presque inaperçue au moment de l'affaire Suarez, les Français étant alors fort occupés par les élections présidentielles.

Attentats sur la route

Les « Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes » (G.A.R.I.) ont signé ces dernières 24 heures plusieurs attentats — on ne déplore que d'importants dégâts matériels — qui ont soulevé l'indignation dans les milieux du Tour de France cycliste et dans ceux de l'Eglise.

Le premier, par explosifs, visait le Tour de France cycliste dans son escale haute-pyrénéenne de Saint-Lary. Cinq véhicules, un hangar, une motocyclette ont été détruits, et une automobile gravement endommagée.

Le second, toujours dirigé contre la grande épreuve cycliste internationale, a eu lieu entre Barèges et le col du Tourmalet, où des arbres ont été abattus.

Le troisième, enfin, a causé la destruction, par incendie, de treize cars de pèlerins français et étrangers, stationnés dans deux parkings, à Lourdes.

l'épreuve, ces derniers ont pris normalement le départ de l'étape, hier matin.

Cependant, à la demande des organisateurs, des mesures de sécurité très strictes seront désormais prises.

M. Jacques Goddet, directeur du Tour de France a condamné ces attentats. « Des groupes révolutionnaires espagnols veulent utiliser le Tour de France à des fins politiques, c'est vraiment un non-sens et je pense qu'ils se condamnent eux-mêmes en agissant ainsi », a-t-il déclaré à France-Inter.

« Nous allons prendre toutes les mesures utiles pour empêcher le renouvellement de pareils attentats ».

● LES EXPLOSIONS DE SAINT-LARY

Il était quatre heures du matin, hier, lorsque la petite commune de Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), où le Tour de France faisait étape, a été secouée par trois explosions.

cité des organisateurs et des pays « démocratiques » qui n'hésitent pas à inviter et à cotoyer les représentants du fascisme espagnol l'événement hautement spectaculaire et basement commercial qu'il représente ».

« Nous conseillons, ajoutaient les tracts, aux participants espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants du Franquisme ».

Au cours de la même nuit, plusieurs arbres ont été abattus entre Barèges et le sommet du col du Tourmalet, sur l'itinéraire du Tour de France cycliste. Des tracts analogues à ceux trouvés à Saint-Lary, ont été trouvés sur les lieux. La chaussée a été dégagée en début de matinée.

● CARS INCENDIES A LOURDES

C'est vers deux heures du matin, au cours de la nuit de lundi à mardi, à Lourdes, que

du Tour

LE PROVENÇAL

— Mercredi 17 Juillet 1974



● A l'étape de Saint-Lary, plusieurs véhicules de la caravane — ici, au premier plan, la voiture d'un directeur technique — ont été détruits par des charges de plastic (U.P.I.).

Dans des tracts trouvés sur place, les trois premiers attentats ont été revendiqués par les G.A.R.I. (Groupes d'Action révolutionnaires internationalistes) mouvement anarcho-syndicaliste dont l'un des objectifs est « l'élimination de tout Etat et de tout pouvoir ».

Ces groupes avaient déjà reconnu être les auteurs de l'enlèvement — au mois de mai dernier — de M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris.

Les G.A.R.I. réclament la libération par le gouvernement espagnol de tous leurs camarades emprisonnés ainsi que la mise en liberté sous condition des prisonniers ayant accompli les trois quarts de leur peine.

Malgré les menaces proférées dans leurs tracts contre les coureurs espagnols du Tour de France cycliste, auxquels il était conseillé d'abandonner

La première a mis le feu à un hangar jouxtant l'« Hôtel des Cascades » et détruit quatre voitures dont deux de l'organisation du Tour de France, ainsi qu'une moto appartenant à la caravane.

Une seconde, quelques minutes plus tard, à 500 mètres de cet endroit, a détruit la camionnette technique de l'A.F.P.

Quant à la troisième, sur les côtes, elle a fortement endommagé une autre voiture du Tour.

Les coureurs n'ont pas été inquiétés par ces explosions : ils logeaient en effet dans la montagne, à Plan d'Adet, à une dizaine de kilomètres au-dessus de Saint-Lary.

Dans des tracts retrouvés sur place, rédigés en espagnol et en français, les G.A.R.I. déclaraient notamment :

« En intervenant sur le « Tour de France », nous dénonçons en même temps que la compli-

treize cars transportant des pèlerins français et étrangers ont été incendiés au parking « Lapacce » et à celui du « Paradis », non loin de la grotte de Massabielle. Dix des véhicules ont explosé.

Dans les tracts laissés sur place, et revendiquant également cette action, les G.A.R.I. critiquaient la religion « en dénonçant l'Eglise et son support idéologique ».

● ATTENTAT A L'EXPLOSIF A LA GARE D'AUSTERLITZ

D'autre part, lundi soir, vers 22 h, à la gare d'Austerlitz, une charge de plastic a explosé dans les toilettes d'un wagon du train-couchettes numéro 4031 stationné sur la voie 14 et en partance pour Irun via Madrid.

La déflagration a été assez violente, mais il n'y a pas eu de blessé. Les dégâts matériels sont peu importants.

Série d'attentats dans le Sud-Ouest signés par des révolutionnaires espagnols

● A Saint-Lary, étape du Tour de France, plusieurs véhicules de la caravane détruits à l'explosif ● A Lourdes, treize cars de pèlerins incendiés

PARIS. — Les « groupes d'action révolutionnaire internationalistes » (G.A.R.I.) ont signé, ces dernières vingt-quatre heures, plusieurs attentats — on ne déplore que d'importants dégâts matériels — qui ont soulevé l'indignation dans les milieux du Tour de France cycliste et dans ceux de l'Eglise.

Le premier, par explosifs, visait le Tour de France cycliste dans son escale haute-pyrénéenne de Saint-Lary. Cinq véhicules, un hangar, une motocyclette ont été détruits, et une automobile gravement endommagée. Le second, toujours dirigé contre la grande épreuve cycliste internationale, a eu lieu entre Barèges et le col du Tourmalet où des arbres ont été abattus. Le troisième enfin, à causé la destruction, par incendie, de treize cars de pèlerins français et étrangers, stationnés dans deux parkings, à Lourdes. Dix de ces véhicules ont explosé, le feu ayant atteint leurs réservoirs de carburant.

Dans des tracts trouvés sur place, les trois premiers attentats ont été revendiqués par les G.A.R.I. (Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes), mouvement anarcho-syndicaliste dont l'un des objectifs est « l'élimination de tout état et de tout pouvoir ». Ces groupes avaient déjà reconnu être les auteurs de l'enlèvement — au mois de mai dernier — de M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la banque de Bilbao à Paris.

Malgré les menaces proférées

dans leurs tracts, contre les coureurs espagnols du Tour de France cycliste, auxquels il était conseillé d'abandonner l'épreuve, ces derniers ont pris normalement le départ de l'étape hier matin. Cependant, à la demande des organisateurs, des mesures de sécurité très strictes seront désormais prises.

Menaces contre les coureurs espagnols

Il était 4 h du matin, hier, lorsque la petite commune de Saint-Lary (Hautes-Pyrénées) où le Tour de France faisait étape, a été secouée par trois explosions. La première a mis le feu à un hangar jouxtant « l'Hôtel des Cascades » et détruit quatre voitures dont deux de l'organisation du Tour de France, ainsi qu'une moto appartenant à la caravane. Une seconde, quelques minutes plus tard, à 500 mètres de cet endroit, a détruit la camionnette technique de l'A.F.P. Quant à la troisième, sur les coteaux, elle a fortement endommagé une autre voiture du Tour. Les coureurs n'ont pas été inquiétés par ces explosions : ils logeaient

en effet, dans la montagne à Plan d'Adet, à une dizaine de kilomètres au-dessus de Saint-Lary.

Dans des tracts retrouvés sur place, rédigés en espagnol et en français, les G.A.R.I. déclaraient notamment : « En intervenant sur le Tour de France nous dénonçons en même temps que la complicité des organisateurs et des coureurs des pays « démocratiques » qui n'hésitent pas à inviter et à côtoyer les représentants du fascisme espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants conscients du franquisme ».

Lourdes : dix cars ont explosé

C'est vers 2 h du matin, à Lourdes, que treize cars transportant des pèlerins français et étrangers ont été incendiés, au parking « La Paccé » et à celui du « Paradis », non loin de la grotte de Massabielle. Dix des véhicules ont explosé. Dans les tracts laissés sur place, et revendiquant également cette action, les G.A.R.I. citaient la religion « en dénonçant l'église et son support idéologique ».



Les autocars incendiés sur un parking, à Lourdes.

(Photo A.F.P.)

Bombe anti-Franco

trovato accanto ai veicoli distrutti o danneggiati numerosi manifestini stampati in lingua francese e in lingua spagnola e firmati: «Gruppi Internazionalisti d'Azione Rivoluzionaria».

I manifestini riproducono due testi diversi: il primo spiega i motivi per i quali i «G.A.R.I.» hanno preso di mira il «Tour»: il secondo è una sorta di ultimatum al governo spagnolo ed alle «democrazie occidentali».

Il primo dichiara fra l'altro: «passando all'azione contro il "Tour de France" denunciavamo parallelamente sia la complicità degli organizzatori e dei corridori dei Paesi "democratici" che non esitano ad invitare ed a fiancheggiare i rappresentanti del fascismo spagnolo, sia l'avvenimento altamente spettacoloso e bassamente commerciale che il "Tour" rappresenta. Ci si dice che lo sport è apolitico. E' giusto: durante questi "giuochi" si distoglie la coscienza di milioni di individui dai problemi postici dalla nostra sopravvivenza nel sistema, sia esso democratico o fascista».

Dopo avere affermato che, «al servizio del potere, lo sport permette ai governi di riprendere fiato» e che lo sport non ha in realtà nulla a che vedere con «competizioni in cui la maggioranza dei concorrenti sono ridotti allo stato di schiavi», gli autori del manifestino aggiungono: «consigliamo ai partecipanti spagnoli di abbandonare la corsa (i corridori hanno comunque preso regolarmente il «via») se non vogliono essere considerati alla stregua di rappresentanti consapevoli del franchismo, nel qual caso saremo costretti ad agire in maniera che si potrebbe avverare estremamente spiacevole per loro. Consigliamo ugualmente ai corridori «democratici» di manifestare la loro opposizione ai rappresentanti del fascismo. Agendo per una volta come individui responsabili e coscienti, ci eviteranno di prendere provvedimenti che potrebbero avverarsi spiacevoli anche per loro».

Nel secondo manifestino i «G.A.R.I.» affermano la loro «determinazione a continuare la battaglia sotto tutte le forme che giudicheranno necessarie» e affermano che il governo spagnolo, «il quale ha ritenuto di poter ignorare i nostri avvertimenti», non deve cullarsi nell'illusione di «un sedicente smantellamento dei gruppi autonomi (anarchici - N. d.R.) in Spagna e in Francia». Il testo così prosegue: «non lasceremo il governo spagnolo continuare ad assassinare impunemente all'interno ed all'esterno delle sue frontiere e ad incarcerare i nostri compagni».

C'è da dire che il «Tour» era stato già preso di mira domenica in occasione della tappa che, rompendo con la tradizione, aveva portato i corridori in terra spagnola. Gli anarchici avevano ver-

gato scritte ostili al regime franchista su alcuni degli automezzi della carovana sicché al loro arrivo al traguardo di Seo De Urgel c'erano stati incidenti con la polizia spagnola. St. Lary Soulan è a sole due ore di macchina da Lourdes.

L'eco degli attentati è stato ovviamente vivissimo in Francia per la notorietà dei due bersagli. Lourdes ha un posto di indiscutibile rilievo tra i santuari più cari ai cattolici francesi. Quanto al Tour, la sua popolarità è altissima. Si calcola che complessivamente ogni anno almeno cinque milioni di persone assistano al passaggio dei girini lungo l'itinerario della

corsa. Per tanti sportivi si è trattato di poco meno di un grave sacrilegio. «Non c'è più niente di sacro», commentava stamane un tifoso a St. Lary Soulan osservando i resti anneriti delle macchine esplose.

Série d'attentats

SUR LA ROUTE DU TOUR : un commando extrémiste fait sauter cinq véhicules de la caravane, à St-Lary et adresse des menaces aux coureurs espagnols. TREIZE CARS DE PELERINS INCENDIES A LOURDES.



• VOICI LE SPECTACLE DE DESOLATION qui attendait hier matin les pèlerins espagnols à Lourdes : les carcasses de leurs cars incendiés au cours de la nuit. (U.P.I.)

EXPLOSIF EN GARE D'AUSTERLITZ à Paris, dans un train en partance pour Madrid.

DERNIERE PAGE

Mercoledì 17 Luglio 1974

IL TELEGRAFO

ATTENTATS ET SABOTAGES

Dans les Hautes-Pyrénées

Plusieurs attentats sont revendiqués par un mouvement anarchiste

Une série d'attentats revendiqués par les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes — un mouvement anarcho-syndicaliste hostile au régime franquiste — ont été commis aux premières heures de la matinée de ce mardi 16 juillet dans les Hautes-Pyrénées : à Saint-Lary, terme de la seizième étape du Tour de France (plusieurs voitures détruites), sur le parcours de l'étape qui conduit au Tourmalet (arbres abattus) et à Lourdes (treize cars de pèlerins incendiés).

D'autre part, une charge de plastic a explosé, lundi soir, à la gare d'Austerlitz, dans les toilettes d'un wagon-lits du train en partance pour Irun.

(Lire nos informations page 8.)

L'agitation des groupes d'action révolutionnaire internationalistes dans les Hautes-Pyrénées

Plusieurs voitures de la caravane du Tour de France sont détruites à l'étape de Saint-Lary

Trois attentats par explosif ont été commis, ce mardi 16 juillet vers 4 heures du matin, à Saint-Lary, dans les Hautes-Pyrénées. Les groupes d'action révolutionnaire internationaliste (GARI), qui les revendiquent, visaient la caravane du Tour de France qui y faisait étape.

La première explosion a mis le feu à un hangar près de l'Hôtel des Cascades et détruit quatre voitures dont deux appartenaient à l'organisation du Tour de France, ainsi qu'une motocyclette de la caravane. La deuxième explosion, qui s'est produite quelques minutes plus tard, à 500 mètres de la première, dans le centre de la ville, a détruit la camionnette technique de l'Agence France-Presse. Quant à la troisième, sur les coteaux dominant la commune, elle a fortement endommagé une autre voiture du Tour. Les coureurs n'ont pas été inquiétés par ces explosions. Ils étaient, en effet, logés au Pla d'Adet, à une dizaine de kilomètres de Saint-Lary.

La veille, aux premières heures du 15 juillet, deux autres bombes ont explosé à Andorre : la première, vers 3 h. 30, à la poste espagnole ; la seconde, à 4 h. 15,

à la viguerie épiscopale espagnole. Les dégâts matériels sont importants, mais il n'y a pas eu de victime.

D'autre part, plusieurs arbres, abattus pendant la nuit de lundi à mardi entre Barèges et le sommet du col du Tourmalet, sont tombés en travers de la route que doivent emprunter les coureurs du Tour de France ; la chaussée a été dégagée et des dispositions ont été prises par le préfet des Hautes-Pyrénées pour assurer aux coureurs et à la caravane le libre accès sur l'itinéraire de l'étape Saint-Lary-le Tourmalet.

De son côté, M. Jacques Goddet, directeur du Tour de France, a condamné les attentats de cette nuit. « Des groupes révolutionnaires espagnols veulent utiliser le Tour de France à des fins politiques, c'est vraiment un non-sens et je pense qu'ils se condamnent eux-mêmes en agissant ainsi », a-t-il déclaré à France-Inter avant de conclure : « Nous allons prendre toutes les mesures utiles pour empêcher le renouvellement de pareils attentats ».

Après cette série d'attentats, les enquêteurs ont retrouvé des tracts rédigés en français et en espagnol et signés par les GARI. Les auteurs déclarent notamment :

« En intervenant sur le Tour de France, nous dénonçons, en même temps que la complicité des organisateurs et des coureurs des pays « démocratiques » qui n'hésitent pas à inviter à côtoyer les représentants du fascisme espagnol, l'événement hautement spectaculaire et basement commercial qu'il représente. »

« Réduits au rôle d'esclave »

« On nous dit que le sport est apolitique. Et pour cause : pendant la durée de ces « jeux » on détourne la conscience de millions d'individus des problèmes que nous pose notre survie dans le système, qu'il soit démocratique ou fasciste. »

« Le sport dépolitise des individus (dans le sens des problèmes sociaux) et permet donc aux gouvernements de souffler. Au service du pouvoir, il contribue, au même titre que tous les autres tranquillisants proposés par le système, à notre propre asservissement. Quant au « sport », on se demande ce qu'il vient faire dans une compétition où la majorité des concurrents sont réduits au rôle d'esclave, au profit d'un soi-disant chef de file-robot un peu plus perfectionné que les autres. »

» En servant de support publi-

citaire aux magnats de la finance, les « sportifs » de notre époque ne sont que des pions sur le échiquier financier... dont on peut disposer comme de simples objets qu'ils sont et se débarrasser des qu'ils ne sont plus « rentables » (voir le cas d'Ocana).

» Nous conseillons aux participants espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants conscients du franquisme, auquel cas nous serions obligés d'agir en conséquence, ce qui pourrait se révéler extrêmement désagréable pour eux. Les actions de ce soir n'étaient qu'un avertissement.

» Nous conseillons également aux coureurs « démocratiques » de manifester leur opposition face aux représentants du fascisme. En agissant pour une fois et tant qu'individus responsables et conscients, ils nous éviteront de prendre des mesures qui pourraient se révéler désagréables pour eux aussi. »

LES GARI AVAIENT REVENDIQUÉ L'ENLÈVEMENT DE M. SUAREZ

Les « groupes d'action révolutionnaire internationalistes », qui viennent de revendiquer la série d'attentats commis dans les Hautes-Pyrénées, avaient déjà reconnu être les auteurs de l'enlèvement — au mois de mai dernier — de M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris.

L'un des objectifs des GARI, qui se présentent comme un mouvement anarcho-syndicaliste, est « l'élimination de tout Etat et de tout pouvoir ». Ils affirment qu'ils veulent lutter contre le régime franquiste et les mouvements complices, et que leur action s'inscrit dans le « développement d'une lutte révolutionnaire continue — éloignée de toute considération d'ordre nationaliste — contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation ».

● Une petite charge de plastic a explosé, lundi 15 juillet, à 21 h. 50, à la gare d'Austerlitz, dans les toilettes d'un wagon-lits du train en partance pour Irun. La déflagration a été assez violente, mais il n'y a pas eu de blessés et les dégâts matériels sont peu importants.

— LE MONDE —

17 juillet 1974.

TREIZE CARS DE PÈLERINS INCENDIÉS A LOURDES

Treize cars qui servaient au transport de pèlerins français et étrangers ont été incendiés, ce mardi matin 16 juillet, vers 2 heures, à Lourdes, dans deux parkings qui leur sont habituellement réservés. Ces attentats ont été signés des groupes d'action révolutionnaire internationalistes.

Six cars ont été détruits au parking Lapacca et sept autres au parking du Paradis, non loin de la grotte de Massabielle. Dix de ces véhicules ont explosé, le feu ayant atteint leur réservoir de carburant.

Sur les lieux ont été retrouvés plusieurs tracts dont les auteurs expriment des revendications déjà formulées lors de l'enlèvement de M. Angel Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris : « Libération par le gouvernement espagnol des camarades emprisonnés », « mise en liberté sous condition des prisonniers ayant accompli les trois quarts de leur peine ». Ces mêmes tracts, adressés spécialement aux pèlerins séjournant à Lourdes, critiquent, en outre, la religion en « dénonçant l'Eglise et son support idéologique ».

ONDATA DI ATTENTATI DINAMITARDI SCONVOLGE LA FRANCIA

Mercoledì 17 Luglio 1974

128

Bombe anti-Franco al «Tour» ed a Lourdes

IL TELEGRAFO

Livorno - Viale V. Alfieri, 9
Telefono 401.141

Redazione romana: Telef. 688.207

La paternità delle esplosioni è stata assunta da un'organizzazione anarchica spagnola che si prefigge l'obiettivo di rovesciare il regime franchista - Tredici pullman adibiti al trasporto dei pellegrini dati alle fiamme - Tre ordigni danneggiano i mezzi della carovana del giro ciclistico di Francia.

NOSTRO SERVIZIO

PARIGI, 16

Il Tour de France, Lourdes ed un treno in partenza da Parigi per Madrid sono stati presi di mira stanotte dall'organizzazione terroristica «Gruppi internazionalisti di azione rivoluzionaria» l'organizzazione anarchica spagnola che si prefigge lo scopo di rovesciare il regime di Franco e che nel maggio scorso sequestrò il banchiere Salthazar Suarez, direttore della filiale parigina del Banco di Bilbao. Con gli attentati i «G.A.R.I.» hanno detto di aver voluto attirare l'attenzione dell'opinione pubblica francese ed internazionale sulla «connivenza» fra Paesi democratici ed il regime totalitario franchista spagnolo. Cronologicamente, il primo attentato è avvenuto poco prima delle 22 (ora locale) alla «Gare d'Austerlitz» a Parigi, con la deflagrazione di una bomba ad orologeria collocata nella toilette di un vagone del treno in partenza per Madrid. I danni provocati dall'esplosione dell'ordigno sono stati definiti «poco gravi» dall'autorità inquirente. Staccata la carrozza danneggiata, il treno è potuto partire in nottata. Quattro ore dopo a Lourdes, che è notoriamente uno dei più importanti santuari cattolici al mondo, è stato appiccato il fuoco a tredici pullman utilizzati per il trasporto di pellegrini. Dieci dei tredici mezzi sono andati distrutti in seguito allo scoppio dei serbatoi di carburante.

Nei paraggi sono stati trovati volantini che, rivendicando appunto la responsabilità degli attentati ai «Gruppi internazionalisti di azione rivoluzionaria», denunciano la Chiesa Cattolica e le sue «basi ideologiche», chiedendo la liberazione dei detenuti politici in Spagna, ed affermano che gli anarchici lottano per la eliminazione «di tutti gli Stati e governi totalitari». Fortunatamente non si lamentano danni

alle persone data anche l'ora in cui i terroristi hanno agito.

Tre bombe sono state fatte esplodere, sempre prima dell'alba, a St. Lary Soulan, sede di partenza della diciassettesima tappa del Tour de France. Fra gli incendi di Lourdes e gli attentati dinamitardi di Saint-Lary sono intercorse circa due ore. Non erano infatti ancora scoccate le 4 del mattino quando tre violente esplosioni, quasi simul-

tanee, hanno destato gli abitanti del villaggio, che ospitava da ieri sera i corridori del «Tour de France», gli organizzatori della manifestazione sportiva e numerosi giornalisti.

La prima esplosione ha appiccato il fuoco ad un'autorimessa sita accanto ad un albergo — l'«hotel Des Cascades» — e distrutto quattro automobili ed una motocicletta. Al pari di due automobili, quest'ultima faceva parte della carovana del «Tour».

Le altre due esplosioni, avvenute rispettivamente nel centro della località e su un poggio all'uscita della stessa, hanno distrutto un «telebus» dell'agenzia di stampa francese «A.F.P.» ed un altro veicolo della carovana del «Tour». I corridori del «Tour de France», che erano stati alloggiati nei dintorni di Saint-Lary, hanno udito gli echi delle esplosioni, ma non si sono subito resi conto dell'accaduto. Gli organizzatori ed i giornalisti che pernottavano nell'albergo del villaggio si sono dal canto loro precipitati alle finestre e quindi nelle strade ed hanno

Rodney Angove
(dell'A.P.)

(CONTINUA IN ULTIMA PAGINA)



Due dei tredici pullmans distrutti dai dinamitardi.

(Telefoto)

Quiproquo à Lyon. Echec en Haute-Marne Mais véritable enlèvement en Espagne

VRAIS ET FAUX RAPTS

LES enlèvements se suivent mais ne se ressemblent pas... Trois nouvelles affaires ont, au cours de la seule journée d'hier, mis plusieurs polices sur les dents. La première s'est produite à Madrid et reste angoissante. La deuxième est du genre cocasse, et s'est déroulée à Lyon. Quant à la troisième, qui a eu pour cadre un village de Haute-Marne, elle a échoué, mais un homme est en fuite.

A Madrid, les choses sont sérieuses. Responsables d'une série d'attentats spectaculaires en France, les G.A.R.I. (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes), ceux-là mêmes qui avaient enlevé à Paris le banquier Baltazar Suarez et qui viennent également de se signaler à Lourdes et sur le Tour de France, ont frappé en Espagne pour la première fois.

Trois hommes se sont présentés, hier, à 3 heures du matin, au domicile de M. Juan Antonio Astarloa, 26 ans, industriel et fils du directeur d'une importante laiterie. Deux étaient en civil et le troisième portait l'uniforme d'un policier municipal. Ils ont prétendu vouloir

effectuer une perquisition, chez M. Astarloa, pour « raisons de sécurité ». Mais, dès que le jeune industriel leur a ouvert la porte, les trois hommes se sont emparés de lui et l'ont entraîné dans sa propre voiture, qui a démarré aussitôt.

Depuis, ni l'industriel ni les ravisseurs ne se sont manifestés.

Sur place, la police espagnole devait retrouver des tracts du mouvement anarchiste G.A.R.I.

Pourquoi cet enlèvement ? D'après ses amis, M. Juan Antonio Astarloa n'exerçait pas d'activités politiques particulières. Mais il est probable, en raison de la fortune de la famille, que les ravis-

seurs cherchent à obtenir une importante rançon. A moins qu'ils n'aient voulu se manifester de la sorte à quelques jours du procès, à Madrid, de plusieurs anarchistes espagnols. En tout cas, ils devraient donner de leurs nouvelles d'un moment à l'autre.

Un jeune Madrilène enlevé hier puis relâché

par un groupe révolutionnaire espagnol

Nouvelles menaces sur les coureurs du Tour

Madrid. — Le fils d'un industriel madrilène, âgé de 26 ans, a été enlevé hier, à 3 h du matin, par trois individus, dont deux en civil et un troisième déguisé en policier, annonce l'agence « Gifra ».

Les trois hommes, qui ont pénétré dans l'appartement de M. Juan Antonio Astarloa, directeur de l'entreprise « Industrias Lacteas Madrilenas », prétendaient faire une perquisition pour des motifs de sécurité. D'après les documents qu'ils ont laissé sur place, les trois hommes appartiendraient à un groupe dénommé « G.A.R.5 », qui n'a pas encore été identifié.

Le jeune homme a été relâché en fin de soirée par ses ravisseurs qui n'avaient formulé aucune exigence.

Menaces contre les équipes espagnoles du Tour de France

Toulouse. — Un coup de téléphone d'une personne se présentant comme un membre du G.A.R.I. a été reçu par la rédaction de la « Dépêche du Midi ». Dans son message, l'inconnu a notamment déclaré :

« Il y aura plusieurs attentats jusqu'à la fin du Tour. Plusieurs risquent d'être mortels. Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout pour empêcher les deux équipes espagnoles d'arriver

à Paris. Si elles ne décident pas d'abandonner, elles devront faire un communiqué sur leur position, face au gouvernement espagnol. Je revendique les attentats d'Andorre-la-Vieille. »

D'autre part, les dirigeants et escrimeurs espagnols qui participent au championnat du monde d'escrime, qui se déroule en ce moment à Grenoble, ont demandé, hier matin, la protection de la police. L'équipe espagnole avait en effet reçu des menaces, mardi.

Guérison complète de Franco

Madrid. — Le général Franco a été autorisé à travailler normalement, par ses médecins, annonce le bulletin de santé publié hier, en milieu de matinée. Celui-ci précise que l'état de santé du chef de l'Etat s'est « notablement amélioré ».

D'autre part, de source informée, on déclare que c'est le général Franco lui-même qui signera, vendredi prochain à 19 h, la déclaration de principe hispano-américaine paraphée le 9 juillet, à Madrid, par M. Henry Kissinger et le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Pedro Cortina Y Mauri. Le même jour, le président Richard Nixon signera également le document, dans sa propriété californienne de San Clemente.

Maintenus en prison

Les époux Chastel, dont l'appartement aurait servi à la séquestration de Balthazar Suarez, directeur du bureau parisien de la Banque de Bilbao (enlevé le 3 mai dernier par des militants du G.A.R.I. et libéré le 23 mai après versement d'une rançon), resteront en prison au moins jusqu'au 31 juillet, date du retour de vacances du juge d'instruction Alain Bernard, qui a refusé jusqu'ici leur mise en liberté provisoire. Les époux Chastel ne sauront que cette semaine s'ils ont, au moins, droit au statut spécial de « prisonniers politiques ».

Depuis leur arrestation, Arnaud Chastel, jeune astrophysicien français, attaché de recherche au C.N.R.S., et sa femme Chantal nient toute responsabilité dans l'enlèvement et la séquestration du banquier espagnol. D'éminentes personnalités scientifiques (Alfred Kastler, J.-C. Pecker, Evry Schatzman) ont intercedé sans succès en leur faveur. Pourtant, la police ne dispose, semble-t-il, d'aucune preuve sérieuse de la culpabilité des Chastel et tout se passe comme s'il s'agissait surtout de faire pression sur les ravisseurs, dont aucun n'a été arrêté, pour les inciter à se faire connaître.

L'extrême-gauche de l'extrême-gauche

Quelques semaines après l'enlèvement à Paris du banquier espagnol Suarez, le plas-

tiqage de six voitures de la caravane du Tour de France à Saint-Lary et l'incendie de treize autobus de pèlerins à Lourdes attirent de nouveau l'attention sur les Groupes d'Action révolutionnaire internationalistes.

Les G.A.R.I., qui se situent à l'extrême gauche de l'extrême-gauche, dénoncent en effet, pélemêle, le fascisme espagnol, le totalitarisme des régimes de l'Est, la démocratie à l'occidentale, le pouvoir de l'Eglise et celui de l'argent. En faisant sauter les voitures de la caravane du Tour, ils ont voulu, disent-ils, dénoncer l'emprise du grand capital sur le sport et dénoncer le sport lui-même, nouvel « opium du peuple ». On comprend donc, aisément, étant donné leurs positions, qu'ils incendient aussi des cars de pèlerins.



CARS DE PÈLERINS INCENDIÉS A LOURDES

LA DÉPÊCHE

Lundi 22 juillet 1974

L'alerte à la bombe du festival de Carcassonne : Une plaisanterie de fort mauvais goût

Carcassonne (C.P.). — Ce n'est qu'après une heure cinq d'angoisse et d'impatience, aux environs de minuit, samedi, que les plus « courageux » des quelque 1.500 spectateurs assistant au spectacle « Danses nationales d'Espagne », donné dans le cadre du festival de la Cité, regagnèrent « à leurs risques et péril » leur siège du théâtre antique de Carcassonne.

Tout laisse supposer que l'alerte à la bombe signalée téléphoniquement par une voix féminine, peu après la première partie de la soirée et dont nous avons fait état dans notre édition dominicale, est bel et bien l'œuvre d'un mauvais plaisant puisque rien ne se passa après que le théâtre eut

été vidé de ses spectateurs et passé au peigne fin par les services de l'ordre et de la sécurité.

De deux choses l'une ou l'on a eu à faire à un mauvais plaisant ou bien encore à un partisan du fameux G.a.r.i. dont l'auteur des coups de téléphone se réclama. Dans ce dernier cas disons si psychologiquement il a réussi son coup puisque l'affaire eut tôt fait de prendre certaines proportions, il n'a pas, pour autant, atteint son objectif. En agissant comme elle le fit, la voix anonyme réussit non seulement à pénaliser les danseurs d'une compagnie privée (qui n'avait rien de national malgré le

titre spectacle présenté), mais encore et surtout des centaines et des centaines de réfugiés espagnols installés avec leurs familles dans nos régions et que l'on ne peut vraiment pas soupçonner, leur seule présence sur notre sol le prouve, d'une quelconque collusion avec le régime franquiste que combattent les anarchistes du G.a.r.i.

Pour être complet, mentionnons que la moitié environ des spectateurs acceptèrent de retrouver une place dans l'enceinte du théâtre, surtout à proximité des sorties (...) et que le spectacle se termina le plus normalement du monde.

FAITS DIVERS

● *Attentat contre une banque espagnole à Nîmes.* — Une bombe de fabrication artisanale et de moyenne puissance a détruit la façade de la Banque populaire d'Espagne à Nîmes ce jeudi 25 juillet vers 4 h. 30 du matin. De nombreuses vitres ont été brisées dans les immeubles voisins.

FRANCE-SOIR

Samedi 27 Juillet 1974 — CA — CINQ

DEUX BOMBES EXPLOSENT A PARIS

devant les locaux de l'administration pénitentiaire

DEUX bombes ont éclaté à quelques minutes d'intervalle vendredi à Paris, vers 1 heure du matin : l'une devant le siège du syndicat des fonctionnaires C.G.T. de l'administration pénitentiaire, 10, rue Solferino (7^e), l'autre devant les bureaux de l'administration pénitentiaire à l'annexe du ministère de la Justice, 6, place Vendôme (1^{er}). Il n'y a aucune victime, rien que des portes, des vitres et des vitrines cassées.

— Il est difficile, a priori, d'affirmer que ces deux explosions sont liées à l'agitation qui règne actuellement dans les prisons, en France, nous a déclaré le préfet de police, M. Jean Paolini, qui s'est aussitôt rendu place Vendôme. Mais il est bien évident que ce rapprochement vient tout de suite à l'esprit.

Vers une heure du matin, l'état-major des pompiers de Paris recevait un coup de téléphone anonyme lui annonçant qu'une bombe avait été déposée dans la poubelle fixée à un lampadaire devant l'annexe du ministère de la Justice, 6, place Vendôme. Les pompiers ayant aussitôt alerté le commissariat de police du 1^{er} arrondissement, les policiers se dirigèrent immédiatement vers l'adresse indiquée.

— Nous étions à une trentaine de mètres quand la bombe a soudain explosé, nous a dit un lieutenant de police. La déflagration a été très forte. Une fumée bleue nous a entourés. Des vitres et des vitrines ont volé en éclats. Des gens apparaissaient aux fenêtres tout autour de la place Vendôme, se demandant ce qui arrivait.

« Nous leur avons conseillé de se retirer dans leurs appartements en laissant leurs fenêtres ouvertes. Puis nous avons bloqué la place qui était heureusement quasi déserte à cette heure. Aucune voiture ne venant de la rue de Castiglione. C'est une chance car la bombe en explosant a fait voler en éclats les vitrines de la société IBM qui se trouve de l'autre côté de l'annexe du ministère de la Justice. »

Le lampadaire auquel était accrochée la poubelle contenant la bombe a, bien sûr, été déchiqueté. A sa base, parmi les bouts de papiers épars, on pouvait voir des morceaux de caoutchouc ainsi que de plastique.

— C'est de l'artisanat, a déclaré un policier. Outre l'annexe du ministère de la Justice, la chemiserie Rouff attenante à ce bâtiment a subi des dégâts. Ses vitrines ont, elles aussi, volé en éclats.

Aucun tract, place Vendôme, comme rue de Solferino n'a été trouvé sur place.

A Paris

ATTENTATS CONTRE DES BATIMENTS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Deux charges explosives, qui ont éclaté à vingt minutes d'intervalle, — à 0 h. 45 et à 1 h. 5. — dans la nuit du 25 au 26 juillet à Paris, ont endommagé, d'une part, une annexe du ministère de la justice, où est installée, 4, place Vendôme (1^{er} arr.), la direction de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée, et, d'autre part, les bureaux du syndicat C.G.T. de l'administration pénitentiaire, situés 10, rue de Solferino. Les lieux étaient déserts au moment des deux explosions.

Les dégâts matériels sont importants : place Vendôme, la charge, placée dans la corbeille à papiers fixée à un lampadaire, a soufflé toutes les vitres de l'annexe du ministère de la justice ainsi que celles d'établissements voisins Rue de Solferino. L'engin, dissimulé dans les locaux mêmes du syndicat C.G.T. de l'administration pénitentiaire, a complètement dévasté deux pièces du premier étage.

Cette double action n'a pas été revendiquée jusqu'à présent. Il paraît évident qu'elle est liée à l'agitation actuelle dans les prisons.

Dans un communiqué, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T., la Fédération de l'éducation nationale et la Fédération générale des fonctionnaires F.O., copropriétaires de l'immeuble visé par l'un des deux attentats, « *dénoncent énergiquement cet acte inqualifiable de violence qui aurait pu avoir des conséquences plus graves encore sur les personnes.* »

« *Les problèmes concernant le régime pénitentiaire, les conditions matérielles et morales de la détention ajoutent les syndicats, relèvent en premier lieu de la responsabilité des pouvoirs publics. Il est intolérable que des actes d'intimidation ou des attentats soient dirigés contre des organisations syndicales, leurs locaux et leurs militants.* »

REVENDIQUÉS PAR LE G. A. R. I.

ATTENTATS EN SÉRIE :

- Perthus et Bourg-Madame : deux voitures piégées
- BOMBES A PARIS CONTRE DES CARS FRANCO-ESPAGNOLS ET EN GARE D'HENDAYE
- L'EXPLOSION DE TOULOUSE : 12 BLESSÉS DONT 3 POLICIERS

Paris. — Parallèlement à l'explosion, dimanche soir, d'un engin près du consulat d'Espagne, à Toulouse, qui a fait au total 12 blessés, dont trois policiers, une série d'attentats à la bombe a été enregistrée au cours de la nuit dernière et des premières heures de la matinée d'hier. Y compris ce dernier, tous ces attentats, qui n'ont heureusement causé que des dégâts matériels, ont été revendiqués par le G.A.R.I. (Groupement d'Action Révolutionnaire International). Celui-ci s'était parti-

DERNIÈRE PAGE

Attentats en série

culièrement manifesté par des messages de menace et des destructions de véhicules lors du passage du Tour de France dans les Pyrénées.

Dimanche soir, à Hendaye, le premier attentat a causé des dégâts dans les locaux de la consigne où une bombe de faible puissance a explosé dans un casier automatique.

En Roussillon, deux attentats ont été perpétrés, dans la nuit de dimanche à lundi, à deux heures quarante d'intervalle.

Le premier s'est produit à 2 h. 50, dans l'agglomération du Perthus, à la frontière franco-espagnole, faisant des dégâts très importants aux vitrines et immeubles riverains.

Le second a eu lieu à 5 h. 30, sur le parking de la mairie de Bourg-Madame, localité également frontalière, à l'ouest du département des Pyrénées-Orientales, provoquant, là encore, des dommages à cinq automobiles qui se trouvaient à proximité.

Dans les deux cas, il s'agit de voitures piégées qui avaient été laissées en stationnement quelques heures auparavant.

Si à Bourg-Madame la gendarmerie a pu identifier le véhicule comme étant une conduite intérieure de marque française immatriculée 4656 QQ 34, et appartenant à une agence de location de Béziers, par contre, au Perthus, si l'on sait qu'il s'agit d'un type de voiture bien déterminé, son identification s'avère difficile car on se trouve en présence d'une auto qui, selon toute évidence, a été volée et maquillée.

Au Perthus, un tract émanant du G.A.R.I. a été découvert sur les lieux. A Perpignan, deux jeunes réfugiés ont été interpellés par le S.R.P.J. au siège d'un mouvement catalaniste « Esquerra catalano del treballador » (gauche catalane des travailleurs).

Le dernier attentat de la nuit a eu lieu à Paris où deux autocars ont été endommagés par des explosions à la gare parisienne autoroutière de la S.E.A.F.E.P.

(Société d'autocars franco-espagnole) située à l'angle du boulevard Poniatowski et de l'avenue de la porte de Charenton.

Les déflagrations se sont produites à 2 h. 30. Des petites bombes avaient été placées sous les deux véhicules. On a découvert une troisième charge qui n'avait pas explosé sous un troisième autocar.

L'explosion de Toulouse

Douze personnes ont été atteintes à des degrés divers et hospitalisées à la suite de l'explosion qui s'est produite, dimanche soir, près du consulat d'Espagne à Toulouse. Neuf d'entre elles ont pu rapidement regagner leur domicile, ne souffrant que d'une surdité passagère.

Le commissaire Maurice Gendrot, 40 ans, a été le plus grièvement blessé. Il souffre d'une rupture de l'artère cubitale, de nombreuses lésions aux mains et au visage. Son état n'est cependant pas alarmant et il n'aura pas à subir l'amputation du bras comme certaines informations l'avaient laissé entendre.

Les deux autres policiers blessés, MM. Roger Loelhe, de la Sûreté, et Paul Aniel, de l'identité judiciaire, souffrent de contusions et de lésions de l'oreille provoquées par le bruit de l'explosion.

Les policiers, qui ont établi que l'engin était de forte charge et comportait une mise à feu par minuterie, pensent, d'autre part, que ce n'est pas par pure coïncidence que la bombe a retardement a atteint plusieurs des responsables des services de police toulousains.

En effet, deux déflagrations dont on n'avait pu localiser les lieux exacts avaient retenti dans le quartier du consulat, mobilisant les forces de l'ordre et justifiant la présence des principaux chefs au moment de la découverte du sac tyrolien explosif sous le préau de l'école Saint-Etienne, qui jouxte le consulat.



178

TOULOUSE : Dix blessés dans un attentat contre le consulat d'Espagne

TOULOUSE, lundi.

TROIS bombes ont explosé en moins de vingt-quatre heures près du consulat d'Espagne, rue Sainte-Anne, à Toulouse : la première, samedi à 23 heures 30, la seconde dimanche matin à 6 heures et la troisième, la plus meurtrière, dimanche soir un peu avant 22 heures. Cette dernière, en effet, a grièvement atteint deux policiers, le commissaire Maurice Gendrot, quarante ans, qui a eu un bras déchiqueté et le sous-chef du service régional de la police judiciaire, M. Sancony. D'autres policiers et cinq pompiers, moins touchés, portent à dix le nombre total des blessés.

C'est dans la cour de l'école libre Saint-Etienne, encadrée par le Consulat d'Espagne et le Foyer du Soldat, que les trois engins ont été déposés. Sur le qui-vive après l'explosion des deux premiers, les habitants du quartier signalèrent, dimanche vers 21 heures, qu'ils avaient aperçu un paquet suspect, un sac tyrolien, sur le toit du préau. Accompagnés par le directeur qui leur avait ouvert la porte de son établissement fermé à ce moment de l'année, policiers et pompiers pénétrèrent dans la cour de l'institution. Un cordon rouge pendait, tombant du toit où se trouvait le paquet signalé. Le commissaire Gendrot tira dessus. Une violente explosion se fit entendre. Le sac tyrolien était piégé.

La déflagration souffla un

pan de mur de 40 centimètres. Toutes les personnes présentes furent plus ou moins atteintes, le commissaire Gendrot était le plus touché. Il pourrait être amputé.

Le consulat d'Espagne n'a pratiquement pas souffert. Seules, ses vitres ont volé en éclats. En revanche, l'école et le foyer militaire ont été fortement endommagés.

Les trois attentats n'étaient pas signés.

Une bombe explose à la gare d'Hendaye

HENDAYE, lundi.

UNE bombe a explosé, dimanche soir, dans un casier de la consigne automatique de la gare d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Il n'y a pas de victimes, un coup de téléphone anonyme ayant prévenu le chef de gare de la présence de l'engin. Aussitôt, les locaux avaient été évacués, tandis que les trains étaient conduits sur des voies de garage.

L'attentat est revendiqué par le GARI (Groupement d'Action Révolutionnaire Internationaliste). Ce dernier s'est déjà signalé par l'enlèvement, à Neuilly, le 3 mai dernier, du banquier espagnol, M. Suarez, une opération, le 15 juillet, contre une caravane du Tour de France (des voitures brûlées dans les Pyrénées) et, en mars dernier, un attentat, sur la voie ferrée Hendaye-Paris, quelques minutes seulement avant le passage du train rapide « La Puerta del Sol ».

BOMBES A TOULOUSE : 10 BLESSÉS

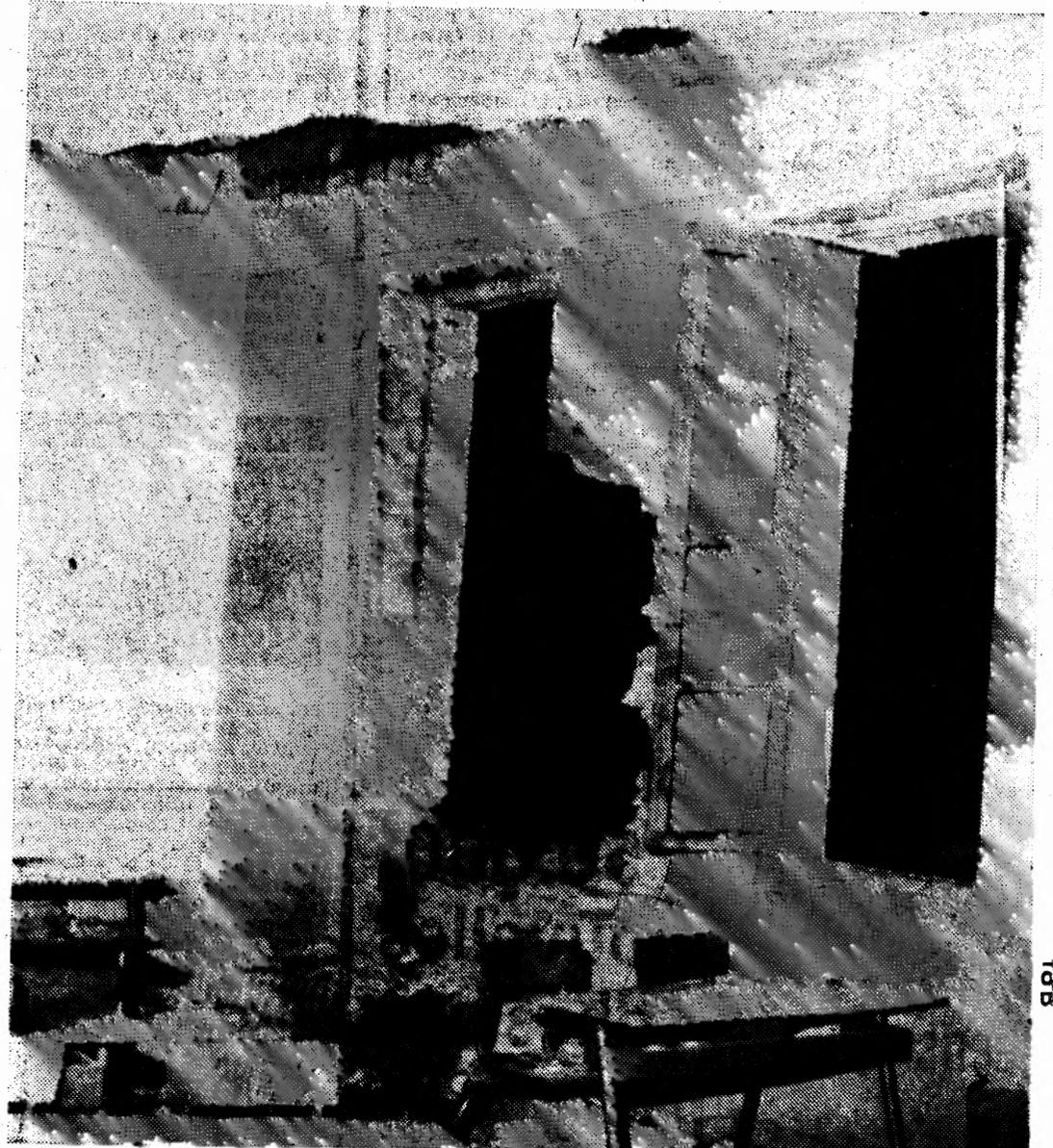
Deux policiers grièvement atteints

Attentat à la bombe pour la troisième fois en vingt-quatre heures, dimanche soir, contre le consulat d'Espagne à Toulouse. L'engin, déposé dans une école voisine, a grièvement endommagé celle-ci (notre cliché). Bilan : dix blessés dont deux policiers grièvement atteints.

(Page 5.)

**UN ENGIN EXPLOSE
EN GARE
D'HENDAYE : PAS
DE VICTIMES**

**MARDI
30 JUILLET 1974
FRANCE-SOIR**



(Photo « DEPECHE DE TOULOUSE ».)

TOULOUSE :

Le G. A. R. I. revendique l'attentat contre le consulat d'Espagne, du Perthus et de Bourg-Madame

● Notre information en page 3

LA DÉPÊCHE

Mardi 30 juillet 1974

Attentats à la bombe revendiqués par le G.A.R.I.

• A Toulouse :
Le consulat d'Espagne était visé

Toulouse. — L'attentat commis contre le consulat d'Espagne, dimanche soir, à Toulouse, au cours duquel plusieurs personnes ont été blessées, aurait été commis par le G.a.r.i. (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste).

En effet, hier, à 16 h 15, un correspondant anonyme prévenait par téléphone la rédaction toulousaine de notre journal, indiquant que le G.a.r.i., au nom duquel il agissait, revendiquait cet attentat ainsi que les incidents qui se sont produits dimanche soir en gare d'Hendaye (explosion suivie d'une autre alerte à la bombe, qui a perturbé le trafic ferroviaire).

Le porte-parole du G.a.r.i. a signalé que des tracts expliquant cette action contre le consulat de Toulouse avaient été déposés sur les lieux et a notamment déclaré que le G.a.r.i. était déterminé à poursuivre et à durcir ses actions.

Ce mouvement, rappelons-le, avait revendiqué la série d'attentats commis à Saint-Lary dans la nuit du 15 au 16 juillet, qui

avaient provoqué la destruction de plusieurs véhicules du Tour de France. La semaine dernière, une autre communication téléphonique émanant du même groupe nous indiquait que le G.a.r.i. était également à l'origine du plastage d'une banque espagnole à Nîmes.

Des nouvelles des blessés

Les policiers de la sûreté toulousaine poursuivent l'enquête sur l'attentat contre le consulat. Deux des blessés sont toujours en traitement au centre hospitalier régional : M. Maurice Gendrot, 40 ans, commissaire de la Sûreté urbaine, atteint à un bras et de brûlure à la face, et M. Paul Amiel, 52 ans, inspecteur de police, atteint à la tête et l'avant-bras droit. Ces deux personnes, ainsi que les autres policiers, pompiers et témoins qui se trouvaient sur les lieux, présentent tous des lésions auditives plus ou moins profondes.

• Au Perthus et à Bourg-Madame :
Deux voitures piégées

Perpignan (C.P.). — Le G.a.r.i. est passé également à l'action à deux reprises dans les Pyrénées-Orientales, dans la nuit de dimanche à lundi, et a choisi pour cela les frontières du Perthus et de Bourg-Madame. Deux voitures piégées ont explosé. Il n'y a eu aucune victime. Au Perthus, près du véhicule détruit, on a trouvé un tract du G.a.r.i. (Groupes d'actions révolutionnaires internationalistes) revendiquant l'attentat.

Il était 2 h 30 du matin quand se produisit la première explosion au Perthus. Une 4 L neuve qui stationnait depuis dimanche à 22 heures sur la R.N. 9, explosait. Heureusement malgré le chassé-croisé des vacanciers, aucune voiture ne circulait à ce moment-là au centre de l'agglomération. Seules des vitres des immeubles et des magasins riverains ont été brisées.

Après l'explosion, la voiture n'était plus qu'un amas de ferraille. En face, de l'autre côté de la rue, c'est-à-dire en territoire espagnol, se trouve un banc où les agents espagnols de la guardia civil ont l'habitude de s'asseoir la nuit, entre deux rondes. Mais cette nuit-là, ils avaient choisi de se reposer au poste.

Les gendarmes n'ont trouvé qu'un morceau de plaque minéralogique. Or, le numéro appar-

tient à une série qui n'est pas encore mise en circulation. Il ne fait donc aucun doute qu'il s'agit d'une voiture volée dont on avait changé la plaque.

Les anarchistes ont signé l'attentat

Un peu plus tard, à 5 h 30, une autre voiture piégée sautait puis brûlait au parking de la place de la Mairie, à Bourg-Madame. Là aussi, pas de victimes. Mais cinq véhicules stationnés à proximité ont été endommagés. La voiture piégée, une Simca 1100 appartient à l'agence de location Avis, à Beziers.

Si à Bourg-Madame, les terroristes n'ont pas laissé leur carte de visite, au Perthus, par contre, un tract abandonné à proximité du véhicule détruit était signé du G.a.r.i.

Chaque fois, ce sont les relations franco-espagnoles qui sont prises pour cible. Jusqu'ici, rien n'a permis de retrouver la trace des anarchistes. Cela pourrait confirmer qu'ils sont bien les auteurs du cambriolage commis au printemps dernier à la sous-préfecture de Prades, où les visiteurs du soir firent sauter le coffre-fort et emportèrent mille cartes d'identité vierges. Pour eux, cela serait un vrai pactole. Ces cartes leurs permettraient d'user continuellement de fausses identités et de brôquiller les pistes. Ils pourraient par exemple, louer des voitures sous de faux noms et c'est peut-être ce qui s'est produit pour la voiture de l'agence Avis. On en saura plus aujourd'hui à ce sujet car le client supposé est activement recherché.

LE SOLEIL CE N'EST PAS TOUT...

30 % de touristes de moins en Espagne

Le touriste étranger boude l'Espagne. Depuis le 1er juillet, les rapports des services frontaliers, les indications fournies par les organisations hôtelières, les constatations faites auprès des industries dites touristiques étaient formelles : 1974 s'annonce comme une année de crise. Et puis, récemment, à Palma de Majorque où la baisse du mouve-

c'est surtout la hausse des prix qui a amené les vacanciers, les Français surtout, à délaisser l'Espagne cette année, au point que les plus optimistes pensent que le mouvement touristique étranger sera en baisse en 1974 d'au moins 30 %.

Une rapide enquête effectuée à Barcelone et le long de la côte, jusqu'à Sitges, a permis

Midi Libre —

Lundi 29 juillet 1974

NI TRIBUN NI GUEPEOU

Dans tout mouvement il y a un certain camouflage du côté non spectaculaire et parfois dégueulasse de certaines pratiques internes. Nous avons pris le parti de montrer aussi le cul de la sirène.

Il s'agit d'un individu qui jusque là fort en gueule, se présentait sur les estrades des meetings de la vieille C.N.T., pour déverser l'idéologie ananar. C'était ce rôle qu'il aimait jouer, et à la sortie de chaque meeting il disait qu'il avait été mieux que la dernière fois. Jusque là rien de très important: l'histoire d'un arriviste. Mais voilà, se croyant à l'abri dans cette vieille C.N.T., il ne prévoyait pas l'accélération violente de l'histoire. La violence révolutionnaire, qui ne débande pas pendant l'été 74, fut telle que le consulat d'Espagne de Toulouse fut visé: trois explosifs éclatèrent en deux jours. La dernière surtout blessa accidentellement deux flics au sommet de la hiérarchie Toulousaine plus quelques pompiers. L'imbécile Gendrot s'amusa à tirer sur un engin placé sur une toiture; que ce soit là un risque du métier de flic, c'est vrai; mais l'objectif de l'activisme anarchiste serait plutôt d'éviter de faire des victimes.

La flicaille vit rouge et commença à faire des arrestations dans le midi. C'est à cette occasion que Pierre MERIC fut arrêté vers 5 h du matin avec un gars qui se trouvait chez lui et une fille.

Les flics commencèrent à foutre un compteur à gaz à chacun.

Pierre Méric fut accusé par les flics d'être le chef du G.A.R.I., puis il commencèrent à lui demander s'il connaissait un tel et un tel. Alors par vengeance personnelle il dénonça des camarades en fuite.

A la question des flics, savez-vous où habite un tel? il leur dit qu'il ne se rappelait pas l'adresse, mais qu'il saurait les y conduire. Il visita de nombreux escaliers

dans une rue pour se rappeler les détails, et amena la flicaille chez ce camarade. Là les flics embarquèrent ce dernier avec sa compagne.

Les flics firent lire à Pierre Méric, les communiqués des actions. Celui-ci commença à leur faire une analyse politique sur les diverses tendances dont ils étaient l'expression, afin d'éclairer leur lanterne. Ses délations aboutirent à l'arrestation d'une dizaine de camarades, parmi lesquels un qu'il a accusé d'avoir commis un casse, ce dernier se trouve en taule pour un acte auquel il est complètement étranger.

Puis sortant de chez les flics 48 h après, Méric se pointa chez les camarades pour leur raconter ce qu'il avait dit aux flics sur chacun. On ne peut être mieux informé.

Que sous l'effet de la torture, un camarade parle nous ne pouvons lui en tenir rigueur, la faute réside dans la pratique organisationnelle et dans l'idéologie qui n'a rien à voir avec la réalité, et dans les vantardises de chacun, mais là où ça dépasse les bornes, c'est de faire travailler ces méninges pour les flics; c'est pratiquer une véritable collaboration de classes.

Nous trouvons ce comportement tellement déliant que nous pensons que c'est chez Reich ou chez Freud qu'il faut aller chercher une réponse à moins que les pratiques de son frère petit truand marseillais ne l'influence? Ou tout simplement est-ce un individu qui voyageait dans les nuages poussiéreux de l'idéologie, et qui ne voyait même pas que de publier une brochure où l'on approuve le terrorisme (Commune Libre N°7) avec son nom à la clef comme directeur de publication, c'est une connerie dans la période actuelle!

Certains devant ces faits seront tentés de lui loger, un bastos entre les cocards, mais cela nous érigerait en justicier, en guépéou, On a vu où cela a conduit les staliniens de l'armée rouge japonaise qui se liquident entre-eux! Nous considérons aussi qu'un branlet lui remettrait

les pieds sur terre. Mais par delà cette possibilité, un isolement politique afin qu'il ne trompe ni ne manipule plus personne, serait la solution. Méfions nous des tribuns comme le dit «l'Internationale», mais ne nous érigeons pas non plus en guépéou!

Nota: Pour de plus amples informations un texte a été publié à la C.N.T. de Toulouse, 3 rue Merly et diffusé certainement



NI BRUIT DE CHIOTTES :

NI PETITE BOURGEOISIE INTELLECTU-
ELLE :

Par rapport à l'affaire qui nous préoccupe deux attitudes se développent soit une super-témérité qui est dû à l'engrenage de l'activisme (Si l'on ne peut pas sortir de cet engrenage, où est alors le pouvoir sur sa vie ?)

Soit ce qui est le plus fou c'est tous ces bruits de chiottes, qui circulent chez ceux qui ont une attitude de spectateur par rapport au mouvement historique actuel. Ces intellectuels « curieux » qui meublent leur ennui, de toutes ces discussions de détails, en essayant de se faire mousser par les actions que d'autres font, sont l'héritage de ce situationnisme érigé en idéologie de la passivité.

Ils expriment réellement leur classe en dehors de tout discours de salons révolutionnaires : c'est à dire la petite bourgeoisie sans perspective historique, le cul entre deux chaises, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Mais la prolétarianisation de ces ex-étudiants est claire, il y a de moins en moins de place dans la bourgeoisie, alors il faut qu'ils agissent en conséquence de leur situation avec ce que ça implique lorsqu'on se dit un temps soit peu pour un changement de système et pour sa destruction.

Les uns vont répondre, nous ne sommes pas des militants, nous, nous répondons ne soyez pas des impuissants, mettez vos capacités en jeu. Il ne s'agit pas de sacrifices ou de suicides, mais plutôt de développer une propagande et une agitation à grande échelle. Que chacun agisse en fonction de la situation, (puisque vous en avez les capacités).

Vu que nous sommes quelques milliers nous arriverions à renforcer qualitativement un mouvement à la base.

Actuellement, du fait des arrestations et de la tactique du pouvoir, nous devons répondre par une information qui non seulement rapporte les faits dans la réalité vécue mais aussi débouche sur la situation de luttes locales que chacun perçoit là où il se trouve.

Que finisse donc la pratique de l'idéologie de la réunionnité des incapables.

A CHACUN DE JOUER AVEC SA CREATIVITE

SUBVERSIVE

VISANT NOTAMMENT DES BIENS ESPAGNOLS

JEUDI 29 AOUT 1974

Plusieurs attentats par explosif ont été commis en France

Plusieurs attentats par explosif, dont les auteurs semblent appartenir à des mouvements anti-franquistes, ont été perpétrés en France durant le week-end dernier. Ils n'ont causé que des dégâts matériels, sauf à Toulouse, où deux policiers et trois sapeurs-pompiers ont été blessés aux bras et au visage par la déflagration d'une bombe artisanale placée près du consulat d'Espagne.

Un seul de ces attentats a été revendiqué, en l'occurrence par le GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste), celui qui a endommagé la consigne de la gare d'Hendaye.

● A TOULOUSE, le consulat d'Espagne, qui fait l'objet d'une étroite surveillance depuis plusieurs mois, a été particulièrement visé durant ce week-end. Déjouant la vigilance des policiers, des inconnus ont, à trois reprises, samedi 28 et dimanche 29 juillet, placé des charges explosives dans une école jouxtant le consulat. Les deux premières déflagrations n'ont causé que de légers dégâts.

En revanche, la troisième a partiellement détruit la façade et le préau de l'école, et a blessé plusieurs policiers et sapeurs-pompiers. C'est en voulant attirer à lui un sac tyrolien « suspect », qui contenait effectivement une bombe artisanale que Gendrot, quarante ans, commissaire à la sûreté urbaine, a déclenché cette troisième explosion.

M. Gendrot, assez sérieusement atteint à un bras, a dû être hospitalisé, et une dizaine de personnes ont dû recevoir des soins. Ces actions n'ont pas été revendiquées jusqu'à présent.

● A HENDAYE, en revanche, le GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) a signé l'attentat commis, dimanche soir, à la gare d'Hendaye. Un correspondant, se réclamant du mouvement clandestin anti-franquiste, avait prévenu par téléphone les sapeurs-pompiers de la ville qu'une bombe allait exploser dans la gare internationale. Le public — environ trois cents personnes — était évacué et, vers 23 h. 30, la charge, déposée dans un casier de la consigne automatique, provoquait des dégâts matériels assez importants. Un peu plus tard, des tracts signés du GARI étaient découverts dans une cabine publique du centre de la ville. Ils réclamaient notamment la libération des prisonniers politiques espagnols.

● A PARIS, enfin, deux véhicules de la S.E.A.F.E.P. (Société d'autocars France-Espagne-Portugal) stationnés dans la gare autoroutière de l'établissement, situé dans le XII^e arrondissement, ont été endommagés, dans la nuit du 28 au 29 juillet, par deux charges de plastic.

● *Explosion de deux voitures piégées.* — Deux voitures de tourisme, qui avaient été piégées, ont explosé à quelques heures d'intervalle dans la nuit du 28 au 29 juillet, aux postes-frontières franco-espagnols du Perthus et de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales). Des magasins et des bâtiments ont été partiellement détruits par la double déflagration. Aucune personne n'a été atteinte.

LA DÉPÊCHE

Mardi 30 juillet 1974

Après un attentat

DU CHAMPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LES POMPIERS TOULOUSAINS

(De notre correspondant.)

Toulouse — « Nous venons de déposer près de la caserne des sapeurs-pompiers un colis à l'intention des soldats du feu victimes de l'explosion de la bombe du 28 juillet au consulat d'Espagne, rue Sainte-Anne » (1), a déclaré, dans l'après-midi du mardi 27 août, une correspondante anonyme qui, se réclamant des Groupes d'action révolutionnaire internationalistes, s'est adressée par téléphone à la rédaction toulousaine de la Dépêche du Midi.

Un colis, contenant trois bouteilles de champagne et une lettre, avait été placé sur le palier d'un immeuble voisin de la caserne. Dans la lettre, les GARI, rappelant leurs précédentes actions, indiquent qu'ils ont libéré le banquier Suarez à condition que soient libérés à leur tour les prisonniers politiques espagnols mais que cette clause n'a pas été respectée. Ils expriment aussi leurs regrets aux sapeurs-pompiers toulousains victimes de l'explosion du 28 juillet. Ceux-ci n'ont pourtant pas pu sabler le champagne des révolutionnaires ; en effet, le colis et la lettre ont été saisis par les enquêteurs.

Près du consulat d'Espagne... Toulouse : une bombe blesse un commissaire et plusieurs policiers

Un drame en trois actes s'est joué hier soir à Toulouse, rue Sainte-Anne, où un sac piégé, placé sur le préau de l'école libre Saint-Etienne, a explosé, vers 21 heures, à la suite de l'intervention courageuse d'un commissaire de police, M. Maurice Gendrot, 40 ans, venu avec une équipe désamorcer l'engin.

Sous la violence de la déflagration, l'officier de police fut projeté au sol, le bras grièvement atteint. Plusieurs inspecteurs, à sa suite, ont été également blessés et l'on peut fixer à dix le nom-

bre des témoins contusionés ou superficiellement touchés.

La bombe était vraisemblablement destinée au consulat d'Espagne, qui jouxte l'école.

Samedi soir, vers 22 h. 30, et hier matin, à 6 heures, deux autres colis piégés avaient explosé dans le même établissement scolaire. La police menait donc une enquête, et la découverte du troisième sac allait avoir ces douloureuses conséquences. Plusieurs sapeurs-pompiers furent également atteints au cours de cette explosion, qui a suscité l'effroi que l'on devine.

ATTENTATS CONTRE DEUX BATEAUX A LA GRANDE- MOTTE

PAGE 3

A LA GRANDE-MOTTE

Deux bateaux plastiqués dans la nuit

Le G.A.R.I.
revendique l'attentat

La Grande-Motte. — Deux charges de plastic ont explosé, mercredi matin, vers 2 h., dans l'un des bassins du port de La Grande-Motte, occasionnant de sérieux mais réparables dommages aux bateaux sur lesquels elles avaient été placées.

Après le bruit causé par la déflagration (la première à 2 h. 05, la seconde à 2 h. 30), ce n'est qu'à 4 h. du matin que la brigade de gendarmerie de la station reçut un appel téléphonique annonçant la pose de charges explosives sur deux navires ancrés dans le bassin principal et en revendiquant la responsabilité au nom du G.A.R.I., le Mouvement séparatiste espagnol qui avait déjà fait parlé de lui lors du passage pyrénéen du dernier Tour de France, et plus récemment par des attentats au Perthus, Bourg-Madame, Toulouse, Paris...

Les navires chris-craft, tous deux équipés pour la croisière, ont été sérieusement endommagés : pare-brise cassé, tableau de bord enfoncé ou inutilisable, mais n'ont toutefois pas coulé ni brûlé.

A l'issue d'une demi-journée d'enquête, il fut établi, hier après-midi, que les propriétaires des navires n'avaient rien à voir, de près ou de loin, avec la péninsule ibérique : ils n'y passaient même pas leurs vacances.

Il semble que les explosifs aient été placés sur ces bateaux par hasard, de préférence cependant aux navires voisins occupés par des dormeurs.

En fin de matinée, un mystérieux correspondant nous a déclaré par téléphone que l'attentat avait été commis « pour répondre aux arrestations et aux perquisitions de la police » et que La Grande-Motte avait été choisie parce qu'elle était « le lieu de plaisance de la haute bourgeoisie ».

répression en irlande



Le dimanche 3 mars, à la suite de l'exécution à Barcelonne de notre camarade Puig Antich, les locaux de l'Institut Culturel Espagnol de Dublin étaient attaqués avec des cocktails molotov.

Le 20 mars, Pete STEPHENS, secrétaire de la Fédération Socialiste Libertaire de Dublin était arrêté à son domicile par la police politique, sous l'inculpation d'attentat. Après interrogatoire, STEPHENS a été libéré, mais six autres camarades ont été emprisonnés pour « Délits politiques contre la sécurité de l'Etat ».

- DES KEANE (28 ans), marin et ex-militant du Mouvement Républicain ; 11 charges d'accusation pour « vols à main armée ».
- EDWARD JONES (28 ans), routier ; a été longtemps actif dans les comités de défense des prisonniers politiques ; accusé de « vol à main armée et de conspiration ».
- NOEL MURRAY (24 ans), chaudronnier et ex-militant du Mouvement Républicain ; accusé de vol à main armée et 14 charges d'accusation de possession d'armes à feu.
- BOB CULLEN (23 ans), employé de bureau, accusé d'attentat contre la compagnie Ibéria à Dublin, de quatre autres attentats
- MARIE MURRAY (25 ans), employée et ex-militante du Mouvement Républicain ; accusée d'avoir caché le butin provenant d'attaques de banques ; relâchée sous caution.
- COLUMA LONGMORE (25 ans), secrétaire du groupe de Dublin ; accusé d'attaque de banque et détention d'armes à feu.

TOUS CES CAMARADES, RISQUENT DES PEINES DE 10 ANS DE PRISON ET PLUS ! ON PEUT LEUR ENVOYER DES CARTES DE SOLIDARITE A :

Robert CULLEN n° 683
Mountjoy Prison, Dublin 7,
IRLANDE

OU BIEN PAR L'INTERMEDIAIRE DE :

Black Cross, 83 A Haverstock
Hill, London NW3, England

L'AURORE

Mardi 6 août 1974

● **A BRUXELLES : les anarchistes antifranquistes du GARI (ceux de Lourdes et du rapt de Suarès)**

**Paris, Bologne, Bruxelles...
F.P.L.P., Ordre noir, G.A.R.I.**

L'EUROPE DU TERRORISME

A PRES la France et l'Italie, la Belgique, jusqu'alors épargnée est entrée dans le cycle du terrorisme. Trois bombes ont explosé hier matin à Bruxelles. Les deux premières, qui visaient des succursales de la Banque Espagnole n'ont fait que des dégâts matériels. La troisième, en revanche, a sauté à 9 h 30 devant le siège de la compagnie aérienne IBERIA, au moment où les bureaux étaient en pleine activité : deux employés d'IBERIA ont été blessés, ainsi que le portier de l'hôtel Westbury, situé en face. Leur état n'est pas très grave.

L'affaire bruxelloise paraît claire : les attentats ont été revendiqués par le G.A.R.I., ce groupe d'action révolutionnaire internationaliste, et paraît bien en effet devoir lui être attribué : ce mouvement extrémiste fait beaucoup parler de lui en ce moment, et de vilaine manière. Pour faire triompher l'antifranquisme en Espagne, il s'est déjà attaqué, de ce

côté des Pyrénées, au Tour de France, à des cars de pèlerins à Lourdes et à des édifices publics de Perpignan, ce qui a coûté un bras à un commissaire. Il est également à l'origine de l'enlèvement du banquier Suarez. C'est néanmoins la première fois que le G.A.R.I. justifie le caractère « international » dont il se réclame.

A BOLOGNE, BRUXELLES ET PARIS

**Fascistes, anarchistes et Palestiniens
revendiquent une série d'attentats**

...
A Bruxelles, quatre attentats à la bombe ont eu lieu la même nuit contre des établissements bancaires espagnols et le bureau de la compagnie aérienne Iberia. Les attentats sont revendiqués par des organisations anarchistes espagnoles et par le GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste). (Lire page 20.)

A Bruxelles

VAGUE D'EXPLOSIONS DEVANT DES ÉTABLISSEMENTS ESPAGNOLS

Bruxelles (A.F.P.). — Quatre explosions ont eu lieu, dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 août et dans la matinée de lundi, à Bruxelles, devant des établissements bancaires espagnols et le bureau de la compagnie aérienne Iberia, situé en plein centre de la capitale belge. Des tracts signés par le Groupe d'action révolutionnaire internationaliste (GARI) ont été retrouvés sur les lieux des attentats.

Le GARI s'était signalé en juillet par des actions dirigées contre la caravane du Tour de France cycliste.

Aucun de ces attentats n'aurait fait de victime.

SÉRIE DE BOMBES A BRUXELLES

Bruxelles : série

d'attentats à la bombe

BRUXELLES, lundi (A.F.P.)

Série d'attentats à la bombe à Bruxelles. L'explosion la plus violente a eu lieu ce matin devant les locaux de la compagnie aérienne espagnole « Iberia » et l'hôtel Westbury, un des plus grands de la ville. Une voiture piégée, une Renault 16 bleue immatriculée en France, a explosé, causant des dégâts aux fenêtres d'« Iberia » et de l'hôtel.

Les autres attentats ont eu lieu la nuit dernière devant les bâtiments de deux succursales du « Banco Espanol » de Bruxelles. Les bombes étaient dissimulées, dans un cas dans une boîte de lait placée dans une poubelle devant l'immeuble de la banque espagnole, et dans l'autre sous une voiture et un rebord de fenêtre.

Le Groupe d'action révolutionnaire internationaliste, qui revendique ces quatre attentats, a annoncé que d'autres explosions pourraient encore avoir lieu aujourd'hui. Cette organisation avait commis dans le Sud-Ouest de la France, à Lourdes notamment et contre la caravane du Tour de France, piégeant plusieurs voitures.

Enfin une voiture suspecte,

une Peugeot 404 également immatriculée en France, est stationnée devant les bâtiments de l'Office national du tourisme espagnol, situé en plein centre de la vieille cité de Bruxelles. La police a quadrillé le quartier et des services de déminage sont en place.

LES TERRO RISTES SE DÉMASQUENT

LE MONDE — 6 août 1974

FRANCE-SOIR
6 AOUT 1974

228

C'EST L'ÉTÉ DE LA VIOLENCE

LA VOITURE PIÉGÉE DE BRUXELLES AVAIT ÉTÉ LOUÉE A CARCASSONNE

- Belgique : « plasticages » par le groupe d'action révolutionnaire des banques espagnoles et de la C^{ie} aérienne Ibéria
- Italie : « Ordre Noir » mouvement d'inspiration fasciste revendique l'attentat contre l'« Italicus »

● France : incertitude sur les auteurs des explosions de Paris

Paris. — L'été des vacances se confond avec celui de la violence : révolte dans les prisons, manifestations paysannes qui débordent parfois du cadre de la simple démonstration, enfin, et autrement plus graves, attentats extrémistes qui se succèdent et se multiplient, et vont jusqu'au meurtre des innocents.

Après les voitures piégées de Paris, l'attentat criminel contre l'express Rome-Vienne, c'est à Bruxelles que se sont produites, dans la nuit de dimanche et hier matin, quatre explosions visant des établissements espagnols, signées du groupe d'action révolutionnaire internationaliste, en lutte contre le régime franquiste.

La déflagration la plus violente est celle qui s'est produite devant les locaux de la



C'est un véhicule audois, une R16 piégée, qui a fait explosion devant l'immeuble d'Ibéria, à Bruxelles. La voiture avait été louée au garage Roger Lacroix, de Carcassonne, le mardi 23 juillet, par un certain Bernard Guilherme, 24 ans, étudiant, demeurant à Toulouse. Le véhicule devait être ramené samedi soir à l'établissement carcassonnais. On peut se rendre compte de son état ! Une « 404 », immatriculée, elle aussi, en France, a été découverte, garée entre deux voitures, juste en face du bureau de l'Office national du tourisme espagnol à Bruxelles. Une bombe, découverte dans la voiture, a pu être désamorcée à temps.

compagnie aérienne « Iberia » et l'hôtel « Westbury », en plein centre de la capitale belge.

Une voiture piégée, une Renault 16, bleue, immatriculée dans l'Aude, 563 LP 11 a explosé causant des dégâts aux fenêtres d'Iberia et de l'hôtel.

Cette voiture avait été louée au garage Lacroix de Carcassonne le 23 juillet dernier par une personne qui s'est présentée sous l'identité de Bernard

Guilherme, étudiant, demeurant 18, rue de Nîmes à Toulouse. La voiture devait être rendue samedi soir au garagiste.

Guilherme serait allé à Bruxelles en passant par Paris où il a un deuxième pied-à-terre, 8, rue Mabillon.

Les autres attentats ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi devant les bâtiments de deux succursales du « Banco Espanol en Bruselas » de Bruxelles. Les bombes étaient dissimulées dans un cas dans une boîte de lait placée dans une poubelle devant l'immeuble de la Banque Espagnole, et dans l'autre cas sous une voiture et un rebord de fenêtre.

Une personne a été légèrement

blessée. Les façades des deux banques ont été légèrement endommagées. Le coffre de la voiture sous laquelle l'engin a été placé, a volé à une quinzaine de mètres, provoquant des dégâts aux vitres des immeubles voisins.

Enfin, une voiture suspecte, une Peugeot 404, également immatriculée en France était garée devant les bâtiments de l'Office National du Tourisme espagnol, situé en plein centre de la vieille cité de Bruxelles. La police a quadrillé le quartier et des services de déminage ont pu éviter une nouvelle explosion.

Sur les différents lieux des explosions la police a découvert des tracts rédigés en espagnol et en français et signés par le G. A. R. I. (Groupe d'Action Révolutionnaire International).

Midi Libre -
Mardi 6 août 1974

Ce que vous ne lisez pas dans

LIBÉRATION... vous le trouverez ici

Pendant toute l'affaire, la grande presse a joué fidèlement son rôle de « courroie de transmission » pour la police, relayant ses « informations », faisant écho à ses communiqués de victoire, puis à sa perplexité : la voix de son maître, quoi... Cette conception de leur métier est normal chez des journalistes qui vivent à longueur d'année en rapport (c'est le mot juste) avec les gens de la « grande maison », et dépendent, en fin de compte, de ceux-ci pour leur pain quotidien.

Libération pose un cas particulier, d'abord parce qu'il s'adresse à une clientèle particulière : les militants et sympathisants d'extrême gauche ; ensuite, parce que sa rédaction reflète — partiellement — les contradictions de cette extrême gauche.

Aussi la Préfecture de Police a-t-elle dû se réjouir de voir avec quelle facilité on pouvait manipuler cet instrument formateur d'opinion gauchiste : fournissez un rapport de police qui sert l'intérêt politique de la fraction la plus stalinienne, en alimentant la suspicion contre tout ce qui est anarchiste, et *Libération* marche - à - fond.

C'est l'explication la plus charitable de l'article signé « P.C. » qui fut publié en première page de *Libé* du 29 mai. Sous le titre « Des barbouzes dans le commando », l'introduction affirme d'emblée que « derrière cette affaire se profile le spectre de l'infiltration des policiers ou autres barbouzes dans le groupe anarchiste. Et aujourd'hui nous sommes à même de donner quelques détails sur ces infiltrations. Plus, nous donnerons prochainement d'autres informations. » Cette dernière promesse ne devait — bien entendu — jamais être tenu ; mais voyons un peu les « informations ».

D'abord, le rappel d'articles paru dans *Libé* sur « les activités d'une agence de barbouzes qui recrutait à Alicante et à Zurich, sous la direction du docteur Gerhard Harmut von Schubert », ancien nazi, « expert de la guerre secrète » et adjoint du « professeur Johannes von Leers (...) qui sévit en Argentine, puis, après la chute de Peron, en Egypte et en Irak. » Suit un luxe de détails sur cette agence, le « Paladin Group », qui aurait depuis le début de 1974 « deux axes de tir : l'infiltration des groupes anti-franquistes et la neutralisation de leurs éléments les plus durs. Neutralisation, c'est-à-dire enlèvement, mise à l'ombre ou élimination physique pure et simple. » Pointe d'ironie suprême, on prend la peine de nous préciser : « Pas de fuite possible, les renseignements remontent la pyramide et au sommet c'est le « Docteur Miracle » qui négocie avec le gouvernement espagnol. »

Après cette préparation, P.C. peut en venir au cœur du sujet. Laissons-lui donc la parole :

« Il est curieux de constater que dans les jours qui ont précédé l'arrestation « à Clichy (Seine-Saint-Denis) (sic) d'Anne et Lucio Urtuia (re-sic), deux frères « comparses de l'enlèvement du banquier, une Porsche blanche 911, immatriculée « dans le canton du Tessin, en Suisse, stationnait des heures à proximité du « domicile du basque et de son épouse. Nous avons déjà signalé ce véhicule, « dans notre numéro du 23 janvier 1974, comme étant celui d'un agent recruteur « de von Schubert, Paolo Barzel, ex-terroriste au Tyrol du Sud. Curieux non ?

« Tout est bizarre, la présence en Avignon de Jean-Vincent Martini, un « Belge de 32 ans, figure bien connue des milieux mercenaires et barbouzes « de Bruxelles et de Vienne. Martini, qui circule à bord d'un crabe Mercédès, « immatriculé en Italie, à Gênes plus exactement, a passé près de douze jours « dans la région avignonnaise en compagnie de deux jeunes gens et d'une jeune « femme non identifiés. Or, Martini est un homme de von Schubert. Assez « curieux, n'est-ce pas ?

« Si les principaux auteurs de ce rapt combien bizarre sont encore en « liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Les hommes du groupe Paladin sont « rompus à tous les types de provocation et ne font pas la fine bouche sur le « choix des moyens, encore moins maintenant appuyés comme ils le sont par « le vieillard sanglant de Madrid. »

Et ainsi de suite...

Ces élucubrations au relent caractéristique permettent de poser deux problèmes. D'abord, il serait vain de nier que le pourrissement de certains milieux de l'exil espagnol (ou russe, ou tchèque...) est tel — et ceci bien avant que P.C. n'ait cessé de porter la culotte courte — qu'il pose un problème réel ; c'est d'ailleurs un sujet sur lequel nous pensons qu'il faudra se pencher sérieusement. Mais cet article, insinuant sans prouver, donnant des « informations » qui soulèvent autant, et même plus de questions qu'elles ne prétendent en résoudre, n'est pas fait pour clarifier la situation : au contraire il l'obscurcit, et c'est peut-être, à terme, encore ainsi que ce texte policier risque de faire le plus de mal au mouvement libertaire.

Deuxièmement, de manière plus immédiate, cet article, outre qu'il tend à jeter le discrédit sur l'ensemble des milieux antifranquistes, charge nommément certains individus — les Urtubia — au moment où la police cherche à justifier leur arrestation. Faut-il dire que son auteur n'a jamais cherché à contacter leurs défenseurs ?

Et, au-delà, ce qu'il faut poser, c'est le vieux problème de la conception policière de l'histoire comme conspiration des forces du mal (et son corollaire, le héros défenseur du bien), et ses rapports avec l'idéologie stalinienne, mais aussi avec la personnalité totalitaire en général (et ceci pourrait être instructif pour beaucoup de camarades...).

Laissons à P.C. le soin d'assumer ses responsabilités. Remarquons que trois semaines plus tard, *Libération* n'a toujours pas jugé utile de publier la moindre information sur l'affaire, et surtout pas d'accorder le droit de réponse qu'a aussitôt réclamé le Comité de Défense des Inculpés. Le texte de cette réponse fut « perdu » après trois jours où personne n'avait trouvé le temps de la lire (ben voyons...). L'envoi d'une deuxième copie eut pour seul effet de rendre insaisissable le rédacteur qui l'avait reçue.

Ayant reçu une copie de cette réponse, il a semblé nécessaire de la publier. Peut-être la publication de cette polémique — à l'extérieur de *Libération* — amènera-t-elle un de ces débats si ardemment souhaités par ce quotidien « démocratique » ? En attendant, il reste à *Libération* à justifier sa conduite jusqu'à présent.

P. BLACHIER, B.P. 14
92360 MEUDON LA FORET
(ne pas mentionner *La Lanterne Noire*)

X X X

Le rapt de M. SUAREZ aurait été décidé à St-Michel-de-Cuxa (P.-O.) selon un hebdomadaire parisien Diffamation ! s'écrie le prier ...et le président du tribunal s'accorde une semaine de réflexion

Perpignan. — Le Père Joseph Porcel, prier de l'abbaye de Saint-Michel-de-Cuxa (Pyrénées Orientales), avait intenté un procès en diffamation contre l'hebdomadaire parisien « Valeurs Actuelles » à la suite d'un article paru le 18 mai dernier.

Selon cette publication, les membres du Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste (G.A.R.I.) avaient décidé le rapt de M. Balthazar Suarez directeur de la banque de Bilbao, au cours d'une réunion à l'abbaye.

Pour le prier, c'était une diffamation intolérable, dans la mesure où l'article sous-entendait la complicité des moines dans une action de terrorisme. C'est ce qui a fait valoir hier matin, devant le tribunal de Perpignan, Me Etienne Nicoleau, avocat de la partie civile, en précisant que M. Raymond Bourguin, directeur de la publication incriminée, n'avait pu apporter la preuve de la réalité de cette réunion.

Pour Me Ciellard, avocat de « Valeurs Actuelles », l'hebdomadaire n'a fait qu'accomplir son devoir d'information en développant les circonstances de l'enlèvement. Il a affirmé par ailleurs que de tout temps, l'Eglise exerce son droit d'asile. La réunion de membre du G.A.R.I. à l'abbaye n'avait donc, selon lui, aucun caractère infamant pour les moines. En outre, Me Ciellard a mis en doute la compétence du seul prier dans cette affaire : « Il y a cinq moines à Saint-Michel-de-Cuxa. Un seul s'estime injurié. Est-ce à dire que les quatre autres moines se sentent complices des terroristes ? »

Me Parès, président du tribunal, s'est accordé une semaine de réflexion avant de rendre son jugement.

Dans cette affaire il y a un truc qui nous a fait marquer la voici : *les moines anarchisants*

Certains moines ayant soupé du vieux crapaud de Nazareth identifient certainement dans leur vie monacale, les anarchistes à des chrétiens sans dieu et leur accordent l'hospitalité ce qui nous paraît des plus fantaisistes. Si cela est vrai, on verra sûrement bientôt se dessiner comme en Amérique latine, le profil de ces curés guerilleros. Peut-être que Puig, de son prénom Sauveur, a été comparé par eux au Christ garroté.

Quant au moine Joseph Porcel qui porte plainte pour diffamation contre cette vomissure fermentée (Valeur Actuelle) nous ne pouvons que le qualifier de porc. Mais d'une manière générale, et l'action contre les cars de pèlerins à Lourdes l'a démontrée, il n'existe sûrement aucune collusion du GARI avec la première puissance d'asservissement de l'homme; la religion et son parti l'église. La critique de la religion est la première des critiques, ainsi aux imbéciles de journalistes qui cultivent le confusionisme à propos du mouvement radical (qui selon eux se compose d'anars, de cathos, de trotsk etc...), l'histoire se charge de leur fermer leur claque merde.

Alerte à la bombe au siège de la Banque Populaire des P.-O.

Perpignan. — Nouvelle alerte à la bombe hier après-midi à Perpignan au siège de la Banque Populaire des Pyrénées-Orientales, sur le boulevard Georges-Clemenceau.

Contrairement aux alertes récentes de la banque de La Hémin, puis dans le train « Talgo », l'émotion cette fois a été considérable.

Des centaines de personnes se sont massées sur les trottoirs du boulevard pour observer les opérations de sécurité : évacuation du personnel et des clients de la banque, intervention de la police et des sapeurs-pompiers, etc...

L'immeuble a été minutieusement fouillé. En vain.

C'est une standardiste, Mme

Malis, qui a reçu vers 14 h. 30 le traditionnel coup de téléphone anonyme. Une voix d'homme âgé d'une trentaine d'années annonçait : « A 15 heures, nous faisons tout sauter ».

Mme Malis éclata de rire, mais la voix poursuivit : « C'est très sérieux. Faites évacuer les locaux ».

A 15 heures, il ne s'était rien passé et à 15 h. 30 les mesures de sécurité étaient levées.

Les enquêteurs envisagent deux hypothèses : l'appel anonyme émanerait soit d'un mauvais plaisant, soit d'un groupe anarchiste.

Cette nouvelle fausse alerte à la bombe est la troisième que connaît Perpignan en moins de trois semaines.



« L'AFFAIRE SUAREZ »

QUELQUES PRÉCISIONS POLITIQUES SUR CE QUI N'EST PAS UN FAIT DIVERS.

Salvador Puig ANTICH est mort d'avoir voulu aller jusqu'au bout d'un projet trop grand pour lui, et il est mort de la solitude d'un groupe décidé entouré par la léthargie semi-hostile d'un milieu qui se dit « révolutionnaire ».

Le sommeil des réfugiés espagnols en Europe, le silence et l'inaction face au problème des agissements les plus clairs du fascisme à l'heure actuelle ont favorisé depuis plus de trente ans l'installation en toute tranquillité d'un tel régime en Espagne et son acceptation plus ou moins claire par les démocraties voisines; ce régime est aussi soutenu par la grande terreur et l'inefficacité de ceux qui sont censés le combattre, que par ses propres forces à l'appui de gouvernements à demi-favorables, suivant leur intérêt.

La grande terreur est-elle justifiée par l'impossibilité réelle d'intervenir? Il semble que le groupe dont faisait partie Salvador Puig ait essayé de démontrer le contraire. Et s'ils manquaient pour parvenir au bout de leur projet d'une structure et d'appuis à la mesure des actions entreprises, et de la répression qui allait suivre, est-ce que cette insuffisance doit leur être reprochée ou plutôt à ceux qui leur ont refusé ces structures ou ces appuis, à ceux qui, croupissant depuis des années dans des slogans anti-franquistes, n'ont pas pensé à organiser et à utiliser des moyens de défense et d'intervention?

Ceux qui luttent seuls sont handicapés par leur isolement, et voient leur lutte amoindrie de ce fait. Est-ce qu'ils doivent pour cela abandonner et rejoindre ceux qui dorment en attendant... (en attendant QUOI?) ou est-ce aux autres de se réveiller un peu et à s'intéresser enfin à ce qui les concerne, à ce sur quoi ils ont un pouvoir autre que la manifestation symbolique. (voir la succession de sujets: Vietnam, Chili; qui, dans le monde entier entraînent au défilé inutile de prétendus militants qui vivent tout près de problèmes bien concrets et qu'ils n'affronteront jamais):

Bien sûr, le cul dans leur fauteuil, en sociologue ou en historien, le tract à la main, ceux qui jugent affirment qu'ils n'ont pas les mêmes conceptions ou les mêmes méthodes, bien qu'ils veuillent parvenir à de vagues «mêmes buts»... quels «mêmes buts»? La Révolution? Quelle Révolution? Celle dont on rêve perpétuellement?

Et, ce disant ils fabriquent et dénoncent avant même que les bourgeois ne le fassent, ce qu'ils appellent le «terrorisme» c'est à dire l'action désespérée d'individus «coupés des masses». La notion de terrorisme ne peut exister que si certains moyens sont proscrits, que si un ensemble de gens se réfugient dans l'attentisme. Alors la différence d'attitude et d'engagement est si grande que ceux qui ne veulent pas être inefficaces deviennent inévitablement, et souvent malgré eux, soit des héros, soit des désespérés,

- en général: ceux que l'on traite de desperados durant leur vie, deviennent des héros quand tout danger de s'engager avec eux est écarté, quand ils sont morts... (Sabate et bientôt Puig...)

- ou bien: dans une «action réussie» (avec tous les critères influencés par la presse bourgeoise) on est héros, et si l'action «est ratée» (entraînant, répression) desperados ou activistes inconséquents; tout cela est extrêmement confortable...

S'il est vrai que certains groupes ont pu

s'enfoncer dans le désespoir et le jusqu'au boutisme de l'action violente, s'il est vrai que, pris dans un engrenage de surenchère qu'ils ne pouvaient assumer seuls, entourés de mépris ou d'indifférence, ils sont au bout de leurs forces devenus des victimes de la répression, la responsabilité en incombe totalement à ceux qui ont assuré leur confort dans des positions de recul et de jugement qui les désengageaient.

A aucun moment il n'est question de dire que seule une forme de lutte (celle que tous appellent l'action directe ou le terrorisme) peut-être valable, mais il n'est pas admissible que cette forme pour être violente et illégale soit séparée des autres, quand elle s'avère nécessaire et encore une fois si beaucoup plus de ceux qui se prétendent conscients, révolutionnaires etc. oseraient en accepter les risques, il n'y aurait plus de «terroristes», plus de groupes enfermés dans une vie à part, clandestine, que l'on regarde agir, pour juger, pour écrire, et pour faire l'histoire avec leurs luttes.

Le jugement de ceux qui n'interviennent jamais nulle part n'apporte rien et gêne, quel qu'il soit. Car il existe des «révolutionnaires» qui critiquent, jugent, et condamnent au nom de principes d'action ou d'inaction divers, avec toutes les justifications théoriques habituelles à l'appui. Et il existe aussi des sortes de «pousse au crime» (si crime il y a) enchantés de savoir que d'autres vont jusqu'au bout, mais pas eux, n'est-ce pas? Et ceux-là sont tout aussi dangereux:

Foncez, on regardera

Réussissez, on applaudira!

Ratez, on critiquera!

Mourrez, on pleurera!

Ce qu'ils leur faut, c'est, cycliquement, de quoi causer, de quoi écrire, de quoi aller à la manif (qui n'a jamais sauvé personne), tout cela en attendant la Grande Révolution, celle que «notre génération ne verra pas», la révolution des masses (quelles masses?), la révolution qui amènera un beau matin le bonheur et un monde idéal dont on se dispute déjà la future organisation.

Et puisque seules Ces Masses merveilleuses, cette «classe ouvrière» chargée d'un pouvoir magique ont le droit de remuer un peu, on ne bouge pas, faisons nous partie de la classe????

- Non: nous ne devons pas bouger à sa place.

- Oui: le fait que nous ne bougions pas est la preuve que le moment n'est pas venu.

Et le tour est joué: s'engager devient désormais pour ceux-là avoir des «idées», en vue d'un futur révolutionnaire puis d'un mythique futur révolutionné.....

Toute «leur tâche» consiste donc à décider de ce qui est révolutionnaire ou de ce qui ne l'est pas, à supputer le moment juste où la crise du capitalisme (bla; bla...) à essayer d'interpréter les actes des autres dans le sens juste de la révolution (car chacun de ces petits théoriciens le possède); à transmettre à la rigueur les explications de ceux qui sont «tombés» donc presque inoffensifs (encore faut-il qu'ils les jugent radicaux).

Car la radicalité (ou pureté révolutionnaire) réside pour eux dans la radicalité des mots. Il est plus radical, semble-t-il d'écrire sur des murs ou des tracts: Vive la lutte radicale ou un seul moyen: l'action et de rentrer se coucher, qu'agir ou d'essayer de lutter en utilisant des moyens qui paraissent valables et nécessaires suivant les situations.

L'impuissance à intervenir sur ce qui les gêne, à pouvoir faire un choix dans leur propre vie, et à détruire ce qu'ils prétendent mauvais dans les systèmes qui les entourent conduit ces révolutionnaires de principe à trouver des compensations.

La maladie d'écrire calmement tous les impuissants et leur fait accepter leur ^{sont} la joie de la bagarre des mots leur fait oublier qu'ils acceptent de jouer un rôle écoeurant; celui d'indiquer à nos ennemis capitalistes, par leur critique, leur démarcation, la meilleure manière d'isoler et de détruire plus subtilement, ceux qui luttent simplement et s'ils le peuvent efficacement.

Au cas où cela ne serait pas encore clair (il se peut que ces quelques mots n'aient pas la finesse requise) nous tenons à redire que nous considérons comme nos ennemis, tous ceux qui, systématiquement (c'est à dire par principe) condamnent ce qu'ils ne veulent pas faire, pour ne pas sacrifier leur confort (matériel mais surtout intellectuel) jugent et expliquent, REGARDENT, et en cela AIDENT, le travail d'intoxication de la presse qui transforme tout acte en fait divers, et tout individu qui agit en être différent.

Nous nous expliquons maintenant par écrit (parce que nous ne méprisons aucun moyen tant que, quel qu'il soit, il ne constitue pas un alibi moral) d'abord, pour qu'on ne s'explique pas à notre place, et pour que si cela est possible, parmi ceux qui, jusqu'à maintenant ont joué ce rôle de juge de la révolution, certains puissent comprendre leur impuissance et leur inefficacité et le frein qu'est leur inertie critique à toute tentative authentique.

Parmi ceux-là, s'ils comprennent, si leurs intérêts sont les mêmes que les nôtres, et pour qu'ils contribuent à diffuser notre explication, nous tenons à préciser pourquoi et dans quelles conditions nous avons jugé bon d'intervenir et comment en toutes circonstances nous envisageons la lutte contre le système.

De ce qui précède doit ressortir ce que nous ne voulons pas être:

- ni des terroristes que l'on regarde s'agiter sans se mouiller, voués à aller toujours de l'avant, toujours plus seuls et plus imprudemment, connaître comme dans un film une apogée puis une descente vers un «happy end» de la justice et de l'ordre.

- ni des révolutionnaires de salon, ni des syndicalistes avancés mais prudents.

- ni des militants d'un quelconque parti révolutionnaire avec l'optique d'une prise de pouvoir, nous ne donnons pas de ligne de conduite, nous ne posons pas d'actes exemplaires.

Ce dont nous sommes persuadés, si nous critiquons brochures et manifs alibis et bonne conscience, théories à n'en plus finir, c'est que les luttes efficaces sont celles qui se mènent et non pas celles dont on rêve aussi parfaites soit-elles en rêve (cela certes est le plus facile), c'est qu'à n'importe quelle époque, en n'importe quel lieu, il en est une à mener. Chacun affronte dans sa vie, ou ressent de façon concrète les problèmes d'une oppression que nous sommes tous d'accord pour déclarer inacceptable. Chacun peut donc pour sa survie et sa «liberté», cesser d'accepter l'inacceptable et pour cela chercher les moyens d'une destruction efficace.

Celui qui vit dans la jungle, affronte différemment avec des moyens et une agressivité différents, les herbes qui entravent sa marche, le serpent venimeux qui se cache, ou

l'éléphant en ce qui concerne la charge.

La comparaison est maladroite et est donc assez claire: celui qui sait que notre société est basée sur l'exploitation sait aussi et constate chaque jour que cette exploitation revêt différentes formes. C'est pourquoi il n'y a pas un moyen ni une arme unique pour l'attaquer. Or ne peut pas lutter de la même façon contre le fascisme qui se manifeste durement et contre l'empoisonnement discret mais sûr que diffuse la presse démocratique à notre chère «classe ouvrière» qui s'embourgeoise... cela à titre d'exemple.

C'est la volonté d'aboutir à ce que nous désirons c'est à dire la destruction du capitalisme sous toutes ses formes, aussi bien démocratiques que fascistes, et non pas le désir d'affirmer des idées contestataires qui indiquent dans chaque circonstance quels moyens employer et contre qui. Ce qui importe, c'est de déterminer qu'on agira en fonction d'une lutte à mener, en se sentant capable de faire pour cela tout ce qu'il faut, et non pas de devenir les spécialistes de tel ou tel genre d'action, en s'y croyant prédestinés;

Le même qui doit savoir s'expliquer face à ceux qui essaient de l'écraser d'une fausse supériorité intellectuelle, peut, s'il travaille, trouver des moyens de dénoncer l'exploitation et la dépossession qu'il subit, intervenir sans cesse dans sa vie quotidienne, lutter contre la force de l'intoxication de la presse et de la publicité etc; MAIS AUSSI, si la mort par le garrot d'un qui agissait avec les mêmes perspectives que lui, le touche, le concerne de près, il est dans la même logique d'essayer vraiment par les moyens les plus appropriés qu'on puisse trouver, d'empêcher que cela ne se renouvelle puisque personne n'a empêché que cela soit.

Une pétition, une manifestation à l'étranger, un cocktail molotov contre une vitre sont des moyens dérisoires et inutiles face au franquisme. Ceux qui les ont employés auraient tous pu dire avec le PCF: il n'était pas des nôtres» (et c'est pourquoi on se contente d'un geste inutile qui nous donne bonne conscience et qui ne nous engage pas).

Si l'attentat contre Carrero Blanco était à la hauteur de l'ennemi, rien ensuite n'a permis de profiter d'une bataille gagnée pour en engager d'autres. Personne, en Espagne ou à l'étranger, n'était prêt, n'était organisé, n'avait le désir de continuer à ce diapason. Après avoir bu un verre de joie et tremblé à l'idée de la répression, chacun s'est endormi en attendant le prochain joli feu d'artifice...

Et ça n'a pas loupé, il fallait au pouvoir une vengeance. Ce fut l'exécution de Salvador Puig, pour marquer le coup, et parce qu'il était clair que personne n'avait fait assez pour éviter ça.

En dehors de ce coup d'éclat, l'Espagne d'aujourd'hui fait patte blanche, tente d'assoupir par une fausse libéralisation la méfiance et la réprobation que provoque toujours un fascisme triomphant. Fort d'une prétendue évolution le gouvernement sait qu'il doit se reconvertir, rien que pour le développement de l'économie, et qu'il le fera par l'Europe.

C'est à cette période, quand tout le monde oublie ou se laisse séduire (déclaration du PCIE sur «une large réconciliation nationale») qu'il est difficile mais indispensable d'intervenir, car l'oppression s'installe plus profondément et plus astucieusement.

Donc pour éviter le sort de Puig à ses camarades encore emprisonnés, et parce que nous nous sentions concernés pour avoir vu l'échec, clairement, de toutes les méthodes traditionnelles;

- pour montrer que l'on peut agir à l'heure actuelle

et gêner un gouvernement qui se déclare toujours vainqueur,

- pour attirer l'attention une fois de plus sur la dureté réelle de ce gouvernement, sur ses comédies et tentatives pour entrer dans le marché commun, et à présent même pour tâcher d'enrayer les révoltes en mettant en avant la fraction libérale qui soutient les «durs» d'un côté et jette un oeil sur le Portugal en même temps... (Présenter une solution aux gens avant qu'ils n'en trouvent une eux-mêmes par la bagarre...etc).

Nous avons jugé bon d'intervenir et d'avoir une monnaie d'échange, système indispensable, même pour obtenir le minimum qui est de se faire entendre, et tant pis si c'est «terroriste»...

L'enlèvement de B. SUAREZ ne représente pas l'action de notre vie et n'a pas de valeur en soi si c'est un fait divers sans causes ni suites. Ce n'est pas non plus un échec, en tant qu'épisode d'une lutte plus générale et plus continue.

Il s'est passé au cours de cette «affaire» tous les phénomènes classiques:

- camoufflage par la presse des déclarations et des faits réels.
- attente dans l'expectative des révolutionnaires.
- flicage très serré et étroite collaboration des polices françaises et espagnoles (flics espagnols participant aux perquisitions, interrogeant et observant les personnes arrêtées...) sans que personne ne s'émeuve.
- profonde crédulité de tous par rapport aux récits ridicules de la presse.
- jugements, critiques, puis indifférence dès qu'il a semblé que «l'événement» était terminé.

Cependant si à présent nous faisons appel à la solidarité de ceux qui sont d'accord avec nous, que cela soit clair:

Il ne s'agit pas de demander du secours pour ceux qui sont arrêtés, la société bourgeoise offre assez d'avocats, d'assistantes sociales ou de curés pour que les révolutionnaires puissent s'occuper d'autres choses.

La solidarité réelle consiste à comprendre les buts qui motivent ceux qui ont démarré et à être clair: si les buts sont acceptés, c'est à dire, si les buts se recourent, il ne s'agit plus que de se dépêcher et de sauter dans le train en marche...

Dans le cas précis des revendications au gouvernement espagnol (libération de prisonniers et mise en liberté conditionnelle de tous les autres), il est indispensable que l'action continue, de plus en plus dure et rapide; le gouvernement doit céder et il le fera même s'il ne le reconnaît jamais et le camoufle.

Il n'y a donc pas d'anarchistes désespérés qui veulent jouer les héros seuls et miser leur vie sur une belle action. Pas du tout.

- puisque nous disons que l'action continue jusqu'à son issue favorable.
- puisque nous faisons appel à tous et non pas à des spécialistes de l'action violente, que chacun fasse le choix eux-mêmes de l'organisation pour intervenir (car ce ne sont pas des suicides que nous demandons).
- puisque au-delà de cet affrontement avec le gouvernement espagnol (dans lequel nous devons gagner) nous affirmons que la lutte se mène sur tous les fronts et contre l'oppression sous n'importe lequel de ses aspects.

G. A. R. I.



Quelques critiques aux camarades du G.A.R.I. sur leur texte de juillet 74.

...« Le jugement de ceux qui n'interviennent jamais nul-
le part n'apporte rien et gêne, quel qu'il soit »...»

Même si cette phrase ne nous est destinée, nous pensons
autoritaire un tel jugement. D'abord un révolutionnaire même
s'il n'intervient pas spectaculairement, intervient dans
sa vie quotidienne, de part ses idées mêmes, et de la façon
dont il mène sa vie.

Nous ne contrôlons pas aussi les interventions de chacun
lorsqu'il n'en fait pas la publicité. Pour le lever le petit
doigt il faudrait donc avoir eu droit aux colonnes du Mon-
de? Même si des révolutionnaires comme « Révolution Inter-
nationale » ou les « eaux de vichy » de « Négation » se sont
enfermés dans des jugements particulièrement nauséabonds
sur cette affaire, nous ne pouvons que les dénoncer et non
les interdire, en jouant les censeurs.

2)...« et puisque seules ces masses merveilleuses, cette
classe ouvrière » chargée d'un pouvoir magique on le droit de
de remuer un peu, on ne bouge pas; faisons-nous partie de
la classe??...»

-Non: nous ne devons pas bouger à sa place.

-Oui: le fait que nous ne bougions pas est la preuve que
le moment n'est venu...»

Nous répondons plus directement à cette position dans cer-
tains textes contenus dans ce document (texte sur l'orga-
nisation de révolutionnaires et de la classe révolutionnai-
re: le prolétariat).

Ce n'est pas par ouvriérisme que nous considérons le pro-
létariat comme classe révolutionnaire en soit, mais de part
sa position historique qui lui permet de renverser matéria-
listement le capital. Nous expliquons notre opposition aux
organisations spécifiques et séparées. Mais d'une manière
générale, c'est la problématique de l'autonomie et non du
contre-pouvoir qui nous motive (voir certains documents).

3) Les rapports de pouvoir entre révolutionnaires génèrent un
une contrainte qui développe l'estime et le mépris contra-
dictoirement (voir les organisations de militants et sa cri-
tiques). Les moyens là aussi déterminent la fin, dans la
qualité des rapports humains. Il est difficile pour des liber-
taires de se placer sur le terrain des rapports de forces.

4) En 68 nous nous sommes engagés à fond dans l'action,
dans ce formidable débordement, mais nous n'avions pas
goûté à ce fond amer et dramatique de la mort, de la prison.
La différence fondamentale entre la révolution espagnole
et Mai 68, c'est que l'une était scellée dans la mort et
l'autre dans le plaisir de vivre, enfin l'espoir d'une autre
vie juste aperçue.

Et nous vivons dans cette nostalgie d'une vie intense. Mais
aujourd'hui c'est le spectre de la mort, l'engagement à ce
niveau qui effraie, qui dégoûte tellement! C'est peut-être
cette perspective sanglante et sacrificielle et non javis-
sante, qui fait que les travailleurs préfèrent bouffer au ra-
telier du capital. Nous considérons que la conscience de
la classe n'est pas extérieure à la classe.

Ce type d'action séduit certains, mais nous ^{avons} vu qu'elle

nous «angoisse», nous ne les faisons pas.

Le problème ne se situe pas au niveau de culpabiliser
l'autre, son camarade, mais plutôt que chacun fasse quel-
que chose à sa manière.

Nous en sommes au post-situationisme qui engendre une
passivité quasi-absolue. Mais cependant le situationisme
représente un acquis historique. Actuellement le problème
pour nous se pose ainsi: Arriver au dépassement de cette
période de passivité par l'action révolutionnaire menée
suivant les motivations et désirs intenses de chacun.

5) Radical: La radicalité ne réside pas dans des mots ou
des actions violentes en soi. Le mot radical signifie pren-
dre les choses à la racine, donc être radical pour un révol-
utionnaire consiste à s'attaquer à la racine du système
qui pour nous se trouve être le salariat, la société mar-
chande, le travail etc...»

6) Pour nous il ne s'agit pas de prendre un train en marche
mais plutôt d'arriver à ce que chacun vienne, à pied, à
cheval ou comme il veut à une perspective de lutte allant
dans le même sens. Ceci non pas en s'axant sur un problè-
me spécifiquement espagnol, qui fait que beaucoup ne se
sentent pas concernés directement, et regardent passer
le train, mais par une problématique anti-capitaliste, anti-
bureaucratique. Les démarches émancipatrices se complè-
tent. Exclure ce principe, c'est aboutir à l'organisation
formelle qui, style mini-parti, développe des mythes et des
pratiques autoritaires: (la détension de LA VERITE, le
sacrifice, le rachat, l'exclusion, les rapports utilisateurs,
la manipulation occulte etc., font partie de ces pratiques).
L'I.S. eut par certains côté cette pratique et n'a pu amè-
ner à son dépassement.

7) L'action violente activiste sans dépassement ne peut
que se situer dans la perspective d'un pouvoir, -surtout
le terrorisme qui lui s'impose comme pouvoir de rempla-
cement, cela ne peut amener à la discussion des problèmes
essentiels posés dans le mouvement ouvrier.

8) Dans ce texte il n'est pas tenu compte de la probléma-
tique logistique et de ses contributions;

9) A quel moment peut-on juger les autres sur une démarche
d'autonomie?

10) L'ambiance générale qui se dégage de ce texte, est cel-
le d'une rage contenue. Le GARI commence par distribuer
à chacun, sa tâche, puis continue en demandant l'aide de
ceux qu'il méprise, leur permettant ainsi un « rachat » (bonne
pensée chrétienne) comme si c'était les autres qui n'avaient
pas fait le nécessaire pour la réussite de l'action entre
prise par le GARI.

Nous aurions aimé trouver dans ce texte une certaine auto-
critique théorique qui aurait explicité la pratique de la dé-
mocratie, l'appel à certains spécialistes connus qui en eux-
mêmes contenaient ce demi-échec.

LES GROUPES D' ACTIONS REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALISTE (G.A.R.I.)

LE COMITE LIBERTAIRE ANTI-REPRESSIF.

Le 9 mai 1974 , le directeur de la banque de Bilbao à Paris , Angel Baltazar Suarez , fut enlevé à son domicile de Neuilly (banlieue de Paris . 41 Bd du chateau) .

La banque de Bilbao est la troisième banque d'Espagne , après celle du BANESTO , et Hispano Banco . C'est la banque Espagnole la plus importante en France , où elle a douze succursales , la centrale est à Paris au 29 Avenue de l'Opéra , une autre dans les Halles de Rungis , marché d'approvisionnement de la banlieue parisienne , une autre à Lyon , et les neuf restantes dans le Sud-Ouest français

La plus grande partie de ses activités repose sur le transfert de fonds , en particulier , de ceux des travailleurs espagnols émigrés.

A la fin de l'année 1972 , la banque de Bilbao occupait la 102^{ème} place au point de vue importance dans le monde entier , avec 14.000.000 F en dépôt .

D'après la déclaration de son frère , Suarez est depuis vingt cinq années , professionnel de la banque et seulement de la banque . Auparavant , il avait dirigé la succursale de Aviles d'où il avait été « renvoyé » par le gouvernement espagnol .

La séquestration est effectuée par trois jeunes , l'un deux ayant l'accent sud américain ; on écarte immédiatement l'ETA , car lorsque elle fait une chose , elle le revendique tout de suite après .

Le 4 à 11h du matin , un coup de téléphone anonyme à la station de l'ORTF (antenne de la radio télévision française) de Perpignan , dit : « Suarez sera exécuté aujourd'hui » . « Ce n'est pas des racontars , vous le verrez demain » Et à 8 h 30 , le quotidien « Midi-Libre » reçoit un appel : « Suarez est mort » .

A ce moment là on peut supposer trois hypothèses :

Il s'agit d'une séquestration politique , et dans ce cas on ne comprend pas ce silence et les appels anonymes , qui font plutôt penser à la mafia , (voici ce qui pourrait être une affaire de la mafia : le frère de Franco , Ramón , impliqué dans l'affaire de l'huile de Reace , où il y a déjà 5 ou 6 morts , et personne ne sait rien .)

Une autre possibilité , que ce soit une opération montée par la police espagnole elle-même , intéressée à ce que le gouvernement français redouble son attitude avec les réfugiés . Il n'y avait pas longtemps que le gouvernement espagnol avait acquitté deux sous-marins en France , la répression pourrait faire partie de l'accord , mais il faudrait combiner une farce .

Le « Journal du Dimanche » fait connaître le 5 Mai , l'accusation de la police espagnole selon laquelle , la séquestration aurait été effectuée par le groupe anarchiste « 1^{er} Mai » . La presse donne la biographie faussée , de son représentant le plus important , Octavio Alberola ; il aurait été expulsé de France en 1972 pour avoir tenté de séquestrer le représentant de l'Espagne à l'ONU , Garrigues actuellement ambassadeur en Turquie , et du directeur d'Ibérico à Paris .

Le 6 Mai , le journal « Aurore » dit que : « il y a quelques semaines , la police espagnole avait averti ses collègues français qu'Alberola était revenu à Paris . Des indicateurs « sûrs » l'avaient vu dans les rues de la capitale ... » .

Le 5 Mai au soir , on a retrouvé la « DS » grise appartenant à M. Suarez , la même qui servit à l'enlèvement ,

dans la rue Chilly-Masarin , à Longjumeau (Essonne) « Ce furent les habitants du quartier qui , surpris de voir cette voiture en stationnement depuis plusieurs jours , prévinrent les gendarmes » .

M. Garcia , ancien avocat espagnol , exilé politique , président du comité nationale espagnol de la Ligue des Droits de l'Homme , s'offre comme médiateur .

Le commissaire Ottavioli , commissaire principal de la Brigade criminelle , reçoit quatre policiers DGS de Madrid , qui viennent lui donner un coup de main , tous les quatre qualifiés de « spécialistes » :

Et « DEJA » le 8 Mai , le journal dit : « On pense que la police (espagnole) a envoyé la photographie de quelques anarchistes , suspects à ses collègues français , dans l'espoir , peut-être , de trouver quelque piste sur le lieu de détention » de M. Suarez .

Un jour avant , le 7 , le Comité Libertaire Anti-Repressif donna une « conférence » de presse à Barcelone , rue Pelayo , dans le bar Via Napoleone , où il remit à quelques journalistes le texte suivant :

« Après l'exécution de Salvador Puig Antich , qui montra l'inefficacité des pactes pacifiques nationaux et internationaux et face au danger de nouvelles exécutions de militants révolutionnaires , en même temps que faire front à l'énorme vague répressive en cours , particulièrement en Catalogne et dans les provinces Basques , les groupes signataires de la présente déclaration ont décidé de passer à l'action pour combattre le franquisme et tous les gouvernements complices . »

Malgré les continuelles déclarations de libéralisation et d'ouverture vers l'Europe « démocratique » , la création ces derniers mois , d'une brigade spéciale (semblable à la brigade spéciale en action dans le Pays-Basque) en Catalogne , de même que la discrimination répressive constante dont sont victimes tous les groupes révolutionnaires qui n'acceptent pas le jeu politique traditionnel attaché aux grands intérêts et compromis internationaux , montre l'intention du régime franquiste d'écraser toute tentative de rébellion pouvant mettre en danger le système capitaliste .

Notre action s'inscrit dans le processus de développement d'une lutte révolutionnaire continue. Loin de toute considération d'ordre nationaliste, contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Convaincus que face au terrorisme du pouvoir, une des formes de lutte efficace est l'action directe révolutionnaire, nous manifestons notre ferme décision d'étendre notre combat pour la liberté en Espagne, en Europe et dans le monde ».

Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste.

LES REVENDICATIONS SONT :

La publication dans les organes de diffusion des communiqués et textes des ravisseurs.

La mise en liberté provisoire de SANTIAGO SOLC AMIGO, gravement malade, expliqué dans le sommaire M.I.L.

Publication de la pétition fiscale contre les supposés militants du FRAP arrêtés au moment des événements survenus à Madrid, le 1 Mai 73, étant donné la campagne effectuée par le régime pour préparer l'opinion publique à des demandes possibles de peines de mort.

Application de la liberté conditionnelle à tous les prisonniers politiques qui ont déjà accompli la presque totalité de leur peine. La non application de ce droit, dûment codifié, se traduit par une réelle séquestration de prisonniers politiques.

Le 11 Mai, la presse nationale espagnole insistait sur le fait, qu'on n'avait pas encore de nouvelle de M. Suarez, lequel se trouvait aux mains d'éléments du M.I.L.

L'ABC dit « ...silence qui nous paraît toujours absurde dans ce cas - silence de la part des ravisseurs, et par conséquent manque de nouvelles concrètes et d'eux et de leur victime. ».

Cependant, le 3 Mai, une lettre avait été postée à Lyon à 17 h 30 ; elle fut reçue à l'ambassade espagnole à Paris; elle était rédigée en Castellán avec une photocopie de l'original, et comportait quelques gallicismes.

Et le 10 Mai, le quotidien londonien « Sunday Mirror » publiait la photo de M. Suarez qui lui avait été remise, jointe à une photocopie de la carte de résidence en France, par un individu qui disait venir de la part de la revue « Time Out ».

Le 18 Mai, la presse annonçait que le 14 Mai au cours d'un contrôle routier, à Bellegarde (Ain) sur la route entre Lyon et Genève, on a arrêté quatre jeunes espagnols, puis elle dit qu'il n'y en a que trois, alors qu'en réalité ils sont six. Lesquels subissent des interrogatoires, de la part de la police de Paris, pendant 11 h de suite; au bout de quelques jours certains furent mis en liberté. Parmi ces jeunes, se trouvait Ignacio Solé Sugranyes, frère de Oriol; un des inculpés de l'Ex-MIL arrêté à Barcelone.

Le 17 au matin, le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse déclara : « Dans l'actuel de l'instruction, rien ne nous permet de conclure que ses quatre personnes sont directement ou indirectement impliquées dans la séquestration de M. Suarez. L'opération de la gendarmerie de Bellegarde était simplement une opération de routine comme les « llevadas a cabo » par toute la France, dans le cadre de la séquestration.

(Le Monde 19/20-5-74) c'est nous qui le soulignons. Les jeunes arrêtés ont été inculpés pour faux papiers.

Le 15 Mai, le GARI, envoie un communiqué à l'AFP (Agence France Presse) dans lequel il dit : « Angel SUAREZ, directeur de la banque de Bilbao, qui a pu être présenté comme une innocente victime, est véritablement un des représentants conscients et actifs du gouvernement espagnol. D'autre part, la banque de Bilbao occupe une place importante au sein du capitalisme international. Ensuite, M. Suarez est responsable comme tous ceux qui renforcent le système d'oppression Capitaliste.

(...) Si de dénoncer le régime fasciste, c'est suffisant pour quelques-uns qui se prétendent de gauche, nous savons nous, en ce qui nous concerne, que les manifestations humanitaires des démocrates de gauche et des « Gauchistes » de tout genres, ont donné une fois de plus, dans le cas de Salvador Puig Antich, la preuve de leur parfaite inefficacité.

Le 20, le GARI rappelle à l'AFP de Madrid, les conditions énoncées à Barcelone le 7 mai, pour la libération de M. Suarez.

Le 10 Mai, un communiqué du GARI déclare que s'il n'obtient pas de réponse du gouvernement espagnol, il rendra publiques ses revendications pour la libération de M. Suarez, en même temps qu'il exigeait en outre : « La libération des camarades, Oriol Solé Sugranyes, Francisco Javier Garriga, José Luis Pons Llobet, Santiago Solé Amigo, Paituvi, Maria Angustias Mateos Fernandez, et qu'ils soient conduits à la frontière du pays de leur choix.

Ils rappellent finalement que le gouvernement espagnol, insensible à toutes les demandes, a assassiné notre compain Puig Antich. »

Ce même jour, l'ambassade espagnole reconnaît que le 8 Mai, elle avait reçu « Un communiqué d'un groupe politique non identifié totalement, qui se présentait sous le sigle GARI. »

Le 22, libération de M. Suarez; un autre jour arrestation de 7 personnes puis ensuite 2 par la police française. La presse dit que les ravisseurs sont parvenus à ce qu'ils voulaient, mais qu'ils ont obtenu certaines garanties du gouvernement, au sujet des prisonniers politiques, principalement en ce qui concerne la peine de mort. Et « Peuple » du 28, publie la qualification fiscale, « del supario por los sucesos del 1º Mayo en el que a uno se sobreesigue la causa », un autre prend 12 ans et un jour minimum de prison, et pour les quatre autres, 4 années plus 5.000.000 pesetas d'amende, semble-t-il, pour avoir assisté les blessés dans l'affrontement du 1 Mai.

La même note rappelle qu'il y a deux peines plus importantes, requises contre des dirigeants et militants du FRAP.

Cent policiers se mobilisèrent, uniquement à Paris, pour l'affaire Suarez.

L'AUTRE HISTOIRE DE LA SEQUESTRATION

Suarez déclarait à ABC, le 25 Mai : « J'avais été averti de ce que je pouvais être l'objet d'une séquestration, j'avais pris quelques précautions. Ainsi, les 17, 18, 19, et 20 Avril, je ne suis pas sorti de chez moi par exemple. Passé le 1 Mai, nous pensions que le danger était conjuré, mais de toutes façons, je n'avait pas l'habitude de mettre la voiture dans le garage pour la nuit » Il rappela ensuite comment s'est effectuée la séquestration.

de M. Huarte . »

Nous ajoutons ceci « J'avais été averti... » avec ça, la police française déclara que M. Suarez n'avait pas de protection spéciale parce-que, sachant que des actes de ce type pouvaient être commis on supposait qu'ils seraient intentés contre quelque personnalité diplomatique ; nous ajoutons que le jour même de la libération de Suarez neuf personnes furent arrêtées, et la police est convaincue que ce ne sont pas celles qui effectuèrent l'enlèvement, ni celles qui le gardèrent durant ces quelques jours ; Albérola a déjà été conduit à la frontière Belge et nous pouvons tirer une conclusion : Les polices espagnole et française savaient qu'il allait enlever le Suarez en question, ceux qui ont été arrêtés se sont vus invoqués dans un complot dû à des infiltrations et même le Suarez en question peut-être complice de son enlèvement .

gne, le « Paladin Group », une phalange barbouzarde qui regroupe des spécialistes parfaitement qualifiés dans de nombreux domaines et prêts à exécuter n'importe quelle mission, sans limites géographiques mais moyennant une substantielle rétribution. Les clients successifs du groupe Paladin ont été, entre autres, le colonel Agamemnon, de la KYP, les services spéciaux de la Grèce, le groupe industriel britannique Cadbury's, le trust ouest-allemand Rheinmetall et le gouvernement sud-vietnamien. Fort des succès rencontrés, le docteur von Schubert signe un contrat avec les services espagnols, contrat portant sur la « récupération » des chefs et militants basques réfugiés à l'étranger. Immédiatement - nous sommes en janvier 1974 - le « docteur miracle » se met au travail et recrute des groupes d'action. Deux axes de tir : l'infiltration des groupes anti-franquistes et la neutralisation de leurs éléments les plus durs. Neutralisation, c'est à dire enlèvement, mise à l'ombre ou élimination physique pure et simple.

UN RESEAU BIEN STRUCTURE

Les bases d'action de von Schubert sont nombreuses : Bruxelles, 33 rue du Congrès ; Genève, 81 avenue Louis Casati ; Zürich, Rennweg 42/44 ; Londres, 119 Oxford Street et bien sûr Paris, dans des bureaux loués 15 avenue Victor Hugo. Le camouflage du groupe ? Une société spécialisée dans le commerce des armes, la Worldarmco, dont le PDG est évidemment von Schubert.

La police espagnole est obsédée par ce qui concerne l'état du mouvement Libertaire, les relations entre les groupes, la situation organique, et elle se plaît à mettre tout ça en prison et à le désarticuler ; une infiltration de flics provoque une répression et de nouveaux événements, là aussi il faut faire en sorte que la police française resserre encore plus le cercle autour des exilés .

Le quotidien « Libération » publié le 29 Mai une information ayant une relation avec une agence de mercenaires dirigée par « Gerhard, Harmut von Schubert » ancien spécialiste du Ministère de Propagande Nazi que dirigeait le Docteur Goebbels.

Devenu après la guerre l'adjoint du Professeur Johannes von Leers, alias Omar Anin von Leers, qui sévit en Argentine puis après la chute de Péron, en Egypte et en Irac, le Docteur von Schubert, est un expert de la guerre secrète. Las de jouer les mercenaires, notre homme décide de se mettre à son compte et fonde à Alicante, en Espa-

Le recrutement est aisé par ces temps difficiles pour mercenaires et barbouzes, il suffit d'offrir un salaire de base de 6000 F plus les primes. Et les primes dans ce métier...

Cette fois-ci, le style a changé et les jeunes gens chevelus sont les bienvenus. Certes, on ne leur confiera aucune mission « action » mais on les spécialisera dans l'infiltration et le renseignement. Les hommes de von Schubert ne dépendent que de lui et travaillent sur le système de la traïka qui est un classique, un classique qui a fait ses preuves. Pas de fuite possible, les renseignements remontent la pyramide et au sommet, c'est le « Docteur Miracle » qui les négocie avec le gouvernement espagnol. Celui-ci n'a plus qu'à les transmettre, officieusement mais efficacement, aux services français qui interviennent à point nommé et recueillent une gloire facile.

ET TOUJOURS LA PORSCHE BLANCHE !

Il est curieux de constater que dans les jours qui ont précédé l'arrestation à Clichy (Seine Saint-Denis) d'Anne et Lucio Urtuia, deux frères comparses de l'enlèvement du banquier, une Porsche blanche 911, immatriculée dans le canton du Tessin, en Suisse, stationnait des heures à proximité du domicile du basque et de son épouse. Nous avions déjà signalé ce véhicule, dans notre numéro du 23 janvier 1974, comme étant celui d'un agent recruteur de von Schubert, Paolo Barzel, ex-terroriste au Tyrol du Sud. Curieux non ?

Tout est bizarre la présence à Avignon de Jean Vincent Martini, un Belge de 32 ans, figure bien connue des milieux mercenaires et barbouzes de Bruxelles et de Vienne. Martini, qui circule à bord d'un crabe Mercedes, immatriculé en Italie, à Gènes plus exactement, a passé près de douze jours dans la région avignonnaise en compagnie de deux jeunes gens et d'une jeune femme non identifiés. Or, Martini est un homme de von Schubert. Assez curieux n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de ce rapt combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Les hommes du groupe Paladin sont rompus à tous les types de provocation et ne font pas la fine bouche sur le choix des moyens, encore moins maintenant appuyés comme ils le sont par le vieillard sanglant de Madrid. Vendredi dernier, à Paris, à deux pas des Invalides, un homme d'une trentaine d'années, veston de bonne coupe, moustache et collier de barbe, proposait des Thompson à un groupe de jeunes gens. Proposait ou plutôt bradait car les prix étaient dérisoires, et la livraison immédiate. Circulant dans une BMW 2800 gris métallisée, immatriculée en Suisse avec une plaque touristique, il s'agissait d'Harmut Bragard, un militant allemand d'extrême-droite, recyclé au sein du groupe Paladin, et employé par la Worldarmco. Pour quels « combats », pour quelles provocations ?

P.C.

**Génèse et évolution de l'acti-
visme révolutionnaire anar-
chiste en EUROPE (1945-1972)**

L'ASSASSINAT DE SALVADOR PAR FRANCO
NE POUVAIT QUE RELANCER LA THESE
DE L'ACTIVISME ANARCHISTE INTERNATIONAL.

- Botticelli -





Le triomphe des puissances Alliées sur le nazi-fascisme, en 1944, n'a pas signifié comme beaucoup s'y attendaient - le triomphe de l'anti-fascisme, mais ce fut plutôt tout le contraire ...

Le fait de combattre jusqu'à «l'extermination» ce qui paraissait être la manifestation la plus finie du totalitarisme étatiste et du fanatisme politique contamina l'illusion démocratique des plus sceptiques et fervents anti-étatistes.

Bien que l'autoritarisme étatiste n'ait cessé d'exister dans le camp allié, et du fait qu'il s'affirmait peu à peu avec plus de force, mettant en évidence la fragilité et le faux du qualificatif démocratique, peu nombreux étaient ceux qui, alors, voyaient et avaient le courage de énoncer l'inévitable évolution de l'Etat (démocratique ou révolutionnaire) vers le despotisme autocratique implicite dans toute forme de Pouvoir.

D'un côté ou de l'autre, démocrates et révolutionnaires, justifiaient et acceptaient les excès autoritaires - non moins différents de ceux reprochés aux totalitaires nazi-fascistes - en se basant sur la nécessité d'une discipline militaire et civique pour gagner la guerre. Pour faire triompher la démocratie pour les uns et la révolution pour les autres. Ainsi il ne faut point s'étonner que, dans ce contexte, seules deux positions apparurent comme logiquement possibles : celle de la démocratie et de la liberté... ou celle du moyen de la force par quelque variante du totalitarisme que ce soit.

Dans ces conditions il était naturel que l'anarchisme, malgré la solidité de sa critique anti-étatiste s'appuyant sur une infinité d'expériences historiques, n'eut pas une position nette et cessât d'être le pôle d'attraction des masses exploitées. Le somnifère démocratique et le mirage révolutionnaire marxiste furent de nombreuses années durant un opium efficace pour endormir les peuples. C'est ainsi que purent survivre et coexister un certain nazi-fascisme en Europe, les dictatures de Franco et Salazar, au sein d'un «monde libre»; et qu'en même temps furent possibles les agressions impérialistes des U.S.A. en Corée, à Saint-Domingue et au Vietnam - et celles de l'U.R.S.S. en Hongrie, à Berlin-Est et en Tchécoslovaquie; et d'autres moindres par des impérialismes moins importants. Ainsi donc la «raison» de la force et le despotisme autocratique maintinrent continuellement menacée la «Paix» si difficilement conquise; ceci servant de bon prétexte pour maintenir dans la léthargie d'un côté la vraie démocratie et de l'autre la révolution.

Les faits ont prouvé que démocratie formelle et totalitarisme n'étaient pas si antinomiques. Puis autant dans les hautes sphères où l'on faisait la politique

internationale-que dans les plus basses-où l'on faisait la politique locale-, le processus d'affirmation autoritaire et de démobilisation révolutionnaire était identique. Il n'est pas surprenant que dans ces dix dernières années le somnifère démocratique et le mirage marxiste aient été l'objet d'une critique et d'un refus radical de la part de la jeunesse.

C'est ainsi que les thèses libertaires et l'activisme révolutionnaire anarchiste sont devenus le point de convergence et le détonateur des inquiétudes révolutionnaires des secteurs les plus rebelles de la jeunesse. Dans ce dernier quart de siècle la critique idéologique a détruit les dogmes et autorités qui semblaient inattaquables; et même ceux qui prétendaient être l'émanation même, de la doctrine révolutionnaire. L'anarchisme lui-même n'a pas échappé à cette remise en question des idéologies traditionnelles par la jeunesse; bien que cette querelle idéologique, sans prendre l'étiquette anarchiste, était et est encore profondément libertaire dans son essence et dans son propos.

Pour notre part, nous considérons que la progression de ce cette querelle idéologique est liée; d'une certaine manière; à la genèse et à l'évolution de l'activisme révolutionnaire anarchiste de ces dix dernières années; encore que cette période est indiscutablement la continuité de ce qui commença en 1945, quand l'anti-fascisme international permit au franquisme de survivre à la déroute du nazi-fascisme.

A partir de 1945 l'activisme révolutionnaire anarchiste a eu trois aspects bien différents qui correspondent à des périodes, dans le temps, bien définies. A savoir :

1945 - 1960 : RESISTANCE ANTIFRANQUISTE

QUISTE :

Jusqu'à la «libération», dans le cours de l'année 1944, l'anarchisme espagnol exilé, ne put se ré-organiser en France, et structurer la moindre résistance en Espagne. Ainsi à partir de 1945, tandis que les autres formations anti-franquistes préféraient laisser aux mains des chancelleries «alliées» la solution de ce qu'on appelle «le problème espagnol», le mouvement libertaire choisissait malgré la scission provoquée par le secteur qui se prononça pour la collaboration politique et la solution diplomatique - , l'action directe comme tactique de lutte. Ce qui détermina la formation de groupes de «résistance urbaine» pour reprendre l'action des noyaux de guerrilleros qui, depuis la fin de la guerre civile, 1939, avaient continué la lutte anti-franquiste dans quelques centres montagneux de la péninsule.

Ces groupes de résistance libertaires - pas toujours contrôlés organiquement - s'étaient proposés de créer un climat insurrectionnel, profitant du mécontentement populaire et de l'euphorie antifasciste de ces moments où l'«extermination» du nazi-fascisme européen semblait ne pas s'arrêter aux Pyrénées.

Contrairement aux espérances et buts de ces combattants anti-franquistes, leurs efforts et sacrifices ne furent pas suffisants pour changer le rapport des forces et rendre possible un vrai mouvement insurrectionnel. Ils avaient en face d'eux, non seulement l'imposant et brutal appareil répressif franquiste, et les éhontées «raisons d'Etat» des puissances «Alliées», intéressées par la continuité du régime franquiste, mais encore et bien pire: l'hostilité, ou pour le moins, l'indifférence des milieux proprement dits antifranquistes exilés qui continuaient à mendier leur «reconnaissance» dans les chancelleries «Alliées».

Cet activisme consistait, fondamentalement, en actions de récupération de fonds pour la réalisation de sabotages et attentats contre les forces de répression du Régime, en vue de maintenir en vie l'esprit de résistance et de développer les actions de guérilla afin d'inciter les autres secteurs anti-franquistes, à participer à la lutte contre la dictature. Mais, malgré l'intensité et l'héroïsme

du combat activiste, l'écrasante supériorité de l'appareil repressif, et le manque de chaleur et d'aide de la part de l'antifranquisme en général, finirent par réduire cette activité en un combat sporadique et presque individuel concentré en Catalogne.

A partir de 1951, et comme conséquence de la convergence des actions de harcèlement, et d'un mouvement extraordinaire de résistance passive (la grève des usagers des transports) des travailleurs et étudiants de Barcelone, la répression policière contre les anarchistes prit des proportions d'extermination totale. De nombreux activistes et militants confédéraux (CNT) furent lâchement assassinés et beaucoup d'autres emprisonnés. Les conséquences de cette nouvelle vague de répression se firent immédiatement sentir à l'intérieur comme en exil, en poussant le mouvement libertaire à reconsidérer sa ligne stratégique; car non seulement la désarticulation presque totale des groupes d'action en Espagne était évidente, mais une chose était plus décourageante encore : les progrès diplomatiques du franquisme, l'extinction progressive des militants exilés et le profond désarroi de l'antifranquisme en général. Ainsi donc, depuis 1951 jusqu'en 1960, année pendant laquelle Francisco Sabate (le plus tenace et célèbre des activistes libertaires) et cinq autres compagnons de son groupe furent abattus dans un combat contre un régiment de la Garde Civile, l'anarchisme espagnol se replie sur lui-même et gaspille son énergie dans une lutte moins dangereuse mais autant corrosive : la «lutte» contre le réformisme politique défendu par les scissionnistes confédéraux.

La mort de Francisco Sabate («el Quico») provoqua une forte secousse dans les milieux libertaires; autant pour ce que ce compagnon symbolisait (la police franquiste le considérait comme l'ennemi public n° 1), que parce que sa mort survint en des moments où l'antifranquisme, avait retrouvé enthousiasme et espérance après le triomphe de la révolution cubaine en 1951, et sous l'effet de quelques actions à résonance internationale, comme le détournement du bateau «Santa-Maria» par un commando de résistants portugais et espagnols. La mort du «Quico» marqua donc la fin d'une décennie de paralysie presque totale de l'activisme antifranquiste, lequel s'était caractérisé jusqu'alors par des actions de résistance qui se sont déroulés exclusivement sur le territoire espagnol.

1961 -- 1965 : REACTUALISATION INTERNATIONALE DE LA LUTTE ANTIFRANQUISTE

L'exemple de l'épopée guérillière de la Sierra Maestra et la consolidation consécutive du processus révolutionnaire à Cuba, ainsi que l'échec de toutes les tentatives de solution diplomatique du «problème espagnol», et l'apparition d'une nouvelle génération de jeunes militants qui exigeaient la révision du problème de la lutte antifranquiste sans écartier le recours à l'action violente, provoquèrent un changement radical de la stratégie libertaire. Ainsi, en 1961, la réunification de la C.N.T. et les accords sur la poursuite de la lutte contre le Régime venaient confirmer ce début de renouveau libertaire. C'est ainsi qu'au début de 1962 un organisme secret put se constituer (D.I.) autour duquel on réussit à réunir un groupe de compagnons du militant historique glorieux, qui acceptèrent de passer outre leurs différents pour préparer et mettre en route la lutte conspiratrice en Espagne et à l'échelle intercontinentale avec la mobilisation de tous les noyaux libertaires exilés. Au milieu de l'année 1962 les actions de harcèlement antifranquiste reprirent en Espagne, et peu après se poursuivirent dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique contre les représentations diplomatiques fran-

quistes. La réapparition de l'activisme révolutionnaire anarchiste surprit tout le monde, les anarchistes eux-mêmes. En peu de mois l'anarchisme fut de nouveau le centre de l'actualité révolutionnaire en Europe; continuant à réactualiser, selon son objectif, la lutte antifranquiste et à radicaliser les affrontements de l'Opposition avec la Dictature, mettant en évidence le faux du processus de la «libéralisation» franquiste» et le double jeu de l'église, en même temps que l'indifférence de l'antifascisme international se secouait vigoureusement.

L'attentat manqué contre Franco à San Sébastien à la fin du mois d'août 1962 fut aussi le point de départ d'une nouvelle vague de répression dans toute l'Espagne, particulièrement dirigée contre les jeunesses libertaires (FIJL). Cette action marqua la première collaboration entre la F.I.J.L. et l'E.T.A.

Sentant le danger que la poursuite de telles actions représentait, le régime revint à ses vieilles méthodes de terreur: au premier conseil de guerre ou l'on «jugeait» trois des trente (et davantage) jeunes libertaires arrêtés, le procureur demanda la peine de mort pour l'étudiant catalan Jorge Conill. La nouvelle se répandit avec éclat immédiatement de par le monde. Pour empêcher son exécution, de jeunes anarchistes italiens séquestrèrent le vice-consul espagnol à Milan; mettant en marche une formidable campagne de protestations qui provoquèrent entre autres l'intervention du Cardinal Montini en faveur du jeune étudiant anarchiste catalan. Cette intervention provoqua une vive réplique personnelle de Franco (à celui qui plus tard serait nommé pape), et fut l'origine d'une certaine tension entre le Vatican et le gouvernement franquiste.

L'activisme révolutionnaire anarchiste avait fait reculer le Régime sur ses intentions d'assassins, donnant un élan nouveau aux luttes de l'opposition. Ainsi, au cours de l'année 1963 outre la poursuite des actions de harcèlement, suivirent d'autres manifestations de rejet de la dictature, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Espagne, la lutte se radicalisant au maximum depuis la fin de la guerre civile. Tout cela détermina la mobilisation de l'antifascisme européen contre l'entrée de l'Espagne franquiste dans la communauté européenne, ainsi que de nouvelles campagnes internationales de protestation qui eurent lieu à l'occasion de la condamnation à mort et de l'exécution (fusillé) de Julian Grimau, militant communiste, de celle de jeunes anarchistes Francisco Granados et Joaquín Delgado, par le garrot, accusés de détenir du matériel destiné à un nouvel attentat contre Franco.

Avec ces exécutions qui soulevèrent une clameur d'indignation dans le monde entier, le fascisme levait définitivement le masque et démontrait sans honte qu'il était prêt à tout pour se maintenir. Et tandis que la jeunesse restait prête à poursuivre le combat, ce qu'elle fit, le reste de l'Opposition classique prit à nouveau peur et revint à son attitude passive d'autrefois. Ainsi, en plus de la répression en Espagne, il y eut répression en France et en Belgique contre les jeunes libertaires exilés, répression qui réussit à réduire l'activisme révolutionnaire anarchiste à sa plus faible expression; avec l'assentiment des autres formations de la gauche classique - y compris une grande partie de l'anarchisme classique - qui craignaient d'être débordées par cette croissante radicalisation révolutionnaire. Ainsi, entre 1964 et 1965, année pendant laquelle la rupture définitive se fit entre les jeunesses libertaires et «l'anarchisme officiel» - opposé par fatigue, peur ou commodité à l'application des accords de lutte conclus en 1961 par tout le mouvement -, la F.I.J.L. poursuivit entièrement seule et très sporadiquement les actions de

harcèlement antifranquiste. Les arrestations, au cours de la période 1961 - 1965, d'étudiants et jeunes anarchistes étrangers (français, italiens et anglais), en relation avec la FIJE prouvèrent la sympathie et la collaboration de la jeunesse révolutionnaire européenne avec l'activisme anarchiste.

1966 -- 1972 : SOLIDARITE REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE.

A la fin du mois d'Avril 1966, le conseiller ecclésiastique de l'Ambassade espagnole auprès du Vatican, Monseigneur Ussia, disparaissait mystérieusement. Quelques jours plus tard, le groupe 1^o Mai et l'anarcho-syndicaliste Luis Eddo revendiquaient l'enlèvement du prélat espagnol, simultanément à Rome et à Madrid. Avec cette action, l'activisme révolutionnaire anarchiste reposait, à l'échelle internationale, le problème des prisonniers politiques dans les prisons franquistes, en même temps qu'il revendiquait le centre de l'actualité. L'anarchisme gagna la sympathie générale en libérant l'ecclésiastique après deux semaines au cours desquelles la police italienne chercha en vain.

Il avait non seulement donné la preuve de l'efficacité révolutionnaire mais avait également prouvé, une fois encore, le faux de l'étiquette terroriste dont les défenseurs de l'ordre l'affublaient toujours.

L'arrestation à Madrid, à la mi-October de la même année, de cinq membres d'un groupe libertaire - parmi lesquels Luis Eddo - qui projetait d'enlever le chef des forces militaires nord-américaines en Espagne, accrut l'impact de cette publicité et propagande internationale en faveur de l'activisme anarchiste révolutionnaire. Cet acte unissait pour la première fois la lutte contre le franquisme en Espagne et la lutte mondiale contre l'impérialisme Yankee : nouveau mécène des régimes fascistes et responsable direct de nombreuses agressions militaires de par le monde.

Après ces actions et d'autres également liées au groupe 1^o Mai, l'influence de l'activisme révolutionnaire anarchiste se manifesta en divers mouvements contestataires en Europe (les Provos, la Commune de Berlin, la Fédération Internationale des Jeunes Libéraires, etc...) et dans quelques noyaux guerrilleros d'Amérique Latine, ainsi que dans des groupes d'action directe (les Weathermen) aux USA mêmes.

Dans les premiers mois de 1968 se produisirent diverses vagues d'attentats contre les sièges de firmes et centres militaires américains en Europe, comme contre les ambassades des gouvernements dictatoriaux (Espagne, Portugal, Grèce, Bolivie, Uruguay, etc.): Peu après la réalisation de ces actions, qui eurent lieu plus ou moins simultanément en Angleterre, en France, en Allemagne, en Hollande, en Suisse et en Italie, le groupe 1er Mai et le Mouvement de Solidarité Révolutionnaire International, faisaient circuler des déclarations et manifestes invitant tous les révolutionnaires à pratiquer, sans aucune discrimination idéologique, une effective solidarité révolutionnaire entre eux.

Un mois avant la formidable explosion révolutionnaire de Mai 1968, un hebdomadaire parisien à grand tirage (l'Express) publiait un reportage sur les groupes activistes d'extrême gauche en Europe, écrit par son correspondant en Hollande et en Allemagne, au titre très significatif: «Les anarchistes préparent un été chaud».

Effectivement, un mois plus tard, l'anarchisme reparaisait de façon spectaculaire. Les événements qui, partant de Paris réussirent à commotionner la France entière et dont les répercussions internationales furent largement senties, mirent en relief l'éternelle jeunesse de l'anarchisme révolutionnaire.

En plus de la surprenante et vigoureuse réactualisation des thèses révolutionnaires anarchistes, véhiculées par l'extraordinaire mouvement de masses de 1968, avec l'occupation des Universités, des usines et tous les centres d'activité manuelle et intellectuelle, qui mit en évidence les bases anti-autoritaires de la contestation » juvénile, l'activisme révolutionnaire anarchiste continua d'affirmer - en théorie et en pratique - le caractère et les objectifs internationalistes de la solidarité révolutionnaire.

Car sans abandonner les actions de pression sur le gouvernement espagnol en faveur des prisonniers antifranquistes (attentats contre les avions de la compagnie IBERIA en divers aéroports européens de 1969 à 1971, etc) le groupe 1er Mai continua de s'affirmer dans la ligne du Mouvement de Solidarité Révolutionnaire International. C'est lui qui, directement ou indirectement, avait contribué à l'apparition en divers pays d'Europe (France, Angleterre, Italie, Suisse, et Allemagne) de groupes partisans de l'action directe et de la solidarité révolutionnaire. Groupes qui, plus ou moins indépendamment, continuèrent dans chaque pays la lutte activiste révolutionnaire pour dénoncer l'évolution croissante et inéluctable des Etats respectifs vers le fascisme légal et aussi pour témoigner leur solidarité envers les prisonniers politiques et contre la barbarie yankee au Vietnam, etc.

Bien que l'activisme révolutionnaire anarchiste de ces dix dernières années se soit démarqué par le respect scrupuleux

de la vie humaine et pour ne pas faire d'innocentes victimes, la répression étatique frappa dans quelques pays - Italie et Allemagne particulièrement, en plus de l'Espagne - bien entendu - avec une intensité et une brutalité sans précédent (au moins depuis la «déraison» du nazi-fascisme). Le vil assassinat du militant anarchiste G. Pinelli et le complot contre Pietro Valpreda perpétré par la police italienne; La campagne d'extermination contre les membres du groupe «fraction de l'armée rouge» (appelé «Bande de Baader» par la presse bourgeoise), organisée par la police allemande; ET plus récemment le procès contre huit jeunes anglais accusés de faire partie de la célèbre «Brigade de la Colère» («Angry Brigade»), qui s'est terminée par 4 condamnations à dix ans, en plus d'une précédente condamnation à quinze ans, sont les témoignages les plus spectaculaires de cette répression démocratobourgeoise contre l'activisme révolutionnaire anarchiste.

Ainsi, s'il est bien vrai que pour l'instant la répression étatique semble avoir atteint ses objectifs, il n'en est pas moins vrai que la ligne de «solidarité révolutionnaire internationale», appliquée par l'activisme révolutionnaire anarchiste, a influencé plus profondément qu'il ne paraît, tous les groupes et mouvements qui continuent à lutter, au moyen de l'action directe, contre l'autoritarisme et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Sans déprécier tous les autres apports critiques et propagandistes des groupes et mouvements qui ne pratiquent pas l'activisme révolutionnaire, il est indubitable que ce dernier sera toujours une source d'inspiration théorique et pratique pour toutes les formes de rébellion, individuelles ou collectives, sur le chemin vers la Révolution.

LE GROUPE EDITEUR

A la fin de 1967, après une série d'actions en solidarité avec les peuples qui souffraient de l'oppression et de l'agression impérialiste, le groupe 1^o Mai déclarait ce qui suit dans un appel dirigé :

A TOUS LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES
DU MONDE.

1^o - Nous considérons que les «luttés de libération» actuelles - en particulier les luttés révolutionnaires des guérillas en Amérique Latine et des noirs aux USA - ont provoqué une crise de conscience et fait réagir contre la ligne réformiste tous les révolutionnaires authentiques des divers courants idéologiques qui se réclament de la Révolution, ceux qui ont compris que la seule voie possible pour faire regresser l'Impérialisme et ses valets et pour le pas à la révolution, est la lutte armée contre les forces de la repression fasciste dans le monde (qui sont le principal soutien de la société capitaliste).

2^o - Nous considérons que les graves divergences et divisions existantes entre les différents mouvements révolutionnaires - dans chaque pays et dans le monde - sont le résultat du sectarisme idéologique absurde et négatif avec lequel, jusqu'à maintenant, on a exposé et appliqué les diverses idéologies révolutionnaires. Ce qui a provoqué, en outre, la division du prolétariat international et facilité la dépolitisation croissante des masses populaires; lesquelles ne peuvent logiquement pas se sentir attirées par le camp de la praxis révolutionnaire devant le cumul de contradictions et d'affrontements résultant de dogmatisme doctrinal antirévolutionnaire avec lequel, depuis leur origine, se sont battu entre elles toutes les idéologies révolutionnaires.

3^o - Nous considérons que, comme l'affirment tous les noyaux guérilleros en Amérique Latine, «la Révolution n'est le patrimoine d'aucun parti», mais celui des révolutionnaires qui se décident à lutter pour elle les armes à la main». Que la lutte contre l'oppression s'applique, en théorie et en pratique, aux hommes et aux classes qui souffrent de l'oppression et qui se décident, par là même, à la combattre. Les partis et les idéologies ne sont que les instruments tactiques transitoires et les interprétations particulières de cette lutte. Et ils doivent en conséquence lui être soumis car c'est elle la véritable essence de l'histoire sociale. De même que la Révolution en est son objectif.

4^o - Nous considérons que «la solidarité révolutionnaire internationale» sera effectuée uniquement parmi ces mouvements qui ne maintiennent ni contact ni compromis avec l'Impérialisme, ni ne soutiennent la politique de «coexistence pacifique internationale» entre les différents états. Cette dernière sert uniquement à ce que l'Impérialisme commette ses massacres et ses expropriations, impunément, du moment qu'on ne donne aucune réplique conséquente à ses interventions militaires en vue d'étouffer les luttés de libération ou les bourgeois révolutionnaires partout dans le monde.

5^o - Nous considérons que le véritable objectif révolutionnaire est l'obtention de la liberté pour tous les peuples. Et dans chaque peuple pour tous les individus sans exception. Et que ni le Capitalisme privé ni le Capitalisme d'Etat ne puissent mener à l'émancipation de l'homme et à l'établissement d'une société libre authentique.

Pas même non plus au moyen de leur évolution graduelle ou de leur libéralisation; puisqu'ils sont basés - économiquement et politiquement - sur l'aliénation de l'homme. Car le premier prétend octroyer la liberté en maintenant l'exploitation de l'homme par l'homme, et le second prétend en finir avec cette exploitation en supprimant la liberté; ces deux aspirations étant complémentaires et inséparables pour tout révolutionnaire authentique.

6^o - Nous considérons que tous les révolutionnaires qui désirent réellement le triomphe de la Révolution, doivent et peuvent admettre la nécessité d'une inévitable remise en cause idéologique qui résoudra plus efficacement le problème de la liberté et de la justice sociale. En d'autres termes : moyens et finalités, pratiques et objectifs, stratégie révolutionnaire et éthique de la révolution. Donc il faut en finir avec les divisions néfastes et les antagonismes doctrinaux qui ont empêché, jusqu'à aujourd'hui, l'union de tous les révolutionnaires contre leur ennemi commun. L'important aujourd'hui est de reconnaître que le véritable ennemi est l'Impérialisme agresseur et le Capitalisme exploiteur, dans toutes leurs variantes classiques ou modernes. Et que, face à eux, les révolutionnaires doivent unir leurs forces; ou, tout au moins, entretenir une solidarité révolutionnaire effective. Nationale ou internationale. Empêchant ainsi que leurs ennemis ne tirent profit de leurs éternelles contradictions et divisions.

7^o - Nous considérons que le moment est arrivé où les révolutionnaires, laissant de côté les divergences idéologiques, les sectarismes et les différentes conditions objectives de leur constitution ou scission, doivent s'unir et coordonner leurs efforts à travers un vaste mouvement de solidarité Révolutionnaire Internationale, afin de répondre en conséquence à l'agression impérialiste et aux crimes des dictatures, afin de reprendre avec des faits les luttés révolutionnaires des peuples et assurer la marche vers la Révolution.

Pour y arriver, il suffira de cesser les diatribes et de mettre de côté les sectarismes, en faisant coïncider dans la pratique les actions qui témoignent de cette solidarité révolutionnaire.

*REVOLUTIONNAIRES DE TOUS PAYS, UNISSEZ-VOUS
POUR RENDRE EFFECTIVE LA SOLIDARITE REVOLU-
TIONNAIRE INTERNATIONALE ET EMPECHER L'EX-
TERMINATION DE CEUX QUI N'IMPORTE OU DANS
LE MONDE. LUTTENT POUR LA REVOLUTION !*

Le Groupe 1^o Mai

Peu de temps après, le groupe 1^o Mai envoya à tous les groupes et organisations anarchistes une longue étude et proposition :

POUR UNE PRATIQUE ANARCHISTE INTERNATIONALE

En se basant sur des expériences récentes et sur une analyse objective de notre situation particulière en tant qu'anarchistes (militant ou non dans une organisation anarchiste), dans le contexte politico-social international, nous avons tiré les conclusions suivantes, que nous considérons utile et nécessaire d'exposer à tous les militants qui sont disposés à adopter une position révolutionnaire efficace :

1^o - Les Etats Modernes (totalitaires ou démocratiques) le Capitalisme sous toutes ses formes (privé ou d'état), les idéologies politiques ou religieuses dans toutes leurs variantes (partis et églises), le syndicalisme (simplement

réformiste ou carrément étatique), et tous les groupes sociaux intégrés à l'actuelle société de production en général, ont établi, de fait, une coexistence qui tend à assurer, par n'importe quels moyens -- le «statu quo» -- (présent) pour toutes les formes de privilège, d'exploitation et d'autorité.

De plus en plus, les contradictions fondamentales du Système ou des différents Systèmes et Sociétés, de même que les conflits entre les diverses races et nations, tendent à se «résoudre» au moyen de négociations et compromis qui ne mettent pas en danger l'existence des systèmes, ni celle des classes ou castes qui jouissent actuellement d'une position privilégiée. Ceci explique les marchandages qui se font entre des régimes qui se prétendent irréconciliables (L'URSS et les USA, Cuba et l'Espagne, la Chine et le Portugal, les «démocraties populaires» et les «démocraties capitalistes» occidentales, etc...)

Les vieilles castes dominantes et les nouvelles castes bureaucratiques (de n'importe quelle couleur, race ou religion), ont perdu leurs privilèges antérieurs et oublié leurs scrupules, en se serrant les coudes et en s'appuyant mutuellement sur les organismes internationaux et sur les échanges officiels. Tout cela sur le dos des peuples qui les soutiennent ou les supportent. En même temps, ces castes constituent et consolident les appareils fonctionnels et hiérarchiques qui institutionnalisent leur position de cadres privilégiés de la nation. Et c'est dans cet engrenage de convenances et d'intérêts qu'il faut situer aussi les dirigeants et les castes bureaucratiques du Syndicalisme.

2^o - C'est pour cela qu'aujourd'hui toute déclaration ou notification des principes idéologiques n'est autre qu'une simple référence démagogique ou la force de l'habitude dont on ne s'est pas encore séparé. On ne lutte plus pour la démocratie, le socialisme, le communisme ou la Révolution, mais pour la reconnaissance du Pouvoir conquis dans chaque zone, pour tel ou tel groupe, et pour «l'indépendance nationale», qui est actuellement le certificat de garantie pour justifier et couvrir toute sorte de despotisme, et pour oublier tout devoir de solidarité révolutionnaire internationale. Ainsi au Vietnam comme en Corée, en Hongrie ou à Cuba. Après le triomphe de «l'inconnue» castriste et l'assassinat de Che Guevara, l'URSS et les «démocraties populaires» continuent leur commerce, en maintenant leurs relations et en accordant des crédits à ces mêmes gouvernements oligarchiques combattus par les marxistes révolutionnaires latino-américains.

Partout le même marchandage impudique, bien qu'officiellement on ne renonce pas à l'Idéologie et que dans la pratique on ne parle qu'en fonction de «patries», «indépendance nationale», «égalité», «ordre», «paix» et «développement». A l'Est comme à l'Ouest, dans les deux pôles idéologiques.

3^o - Malheureusement aussi, ce phénomène d'abandon de la conséquence idéologique a envahi les milieux anarchistes internationaux, qui n'ont pas su ou pas voulu résister devant le processus de démobilisation révolutionnaire internationale.

Pour l'anarchisme (organisé ou non), cette démobilisation révolutionnaire, cette rupture entre la conception doctrinale et l'attitude pratique qui en découle, entre la pensée et l'action, est d'autant plus grave que l'anarchisme n'aspire pas à la conquête du pouvoir politique ou économique. Il en résulte que, si l'anarchisme renonce à son unique vocation possible, la lutte pour la Révolution, il reste vide de tout objectif finaliste et incapable de mobiliser

aucun groupe social. Si l'anarchisme abandonne sa combativité révolutionnaire, en se contentant de végéter bureaucratiquement comme une simple affinité philosophique, il disparaîtra inévitablement; puisque il ne peut aboutir à la perspective de se prolonger pas même en tant que secte - soit par manque de racines mystiques authentiques, soit pour n'être utile à aucune confrérie d'intérêts matériels ou spirituels.

L'anarchisme, pour exister réellement, pour intéresser les peuples et pour justifier ses prétentions d'idéologie révolutionnaire conséquente, non démagogique, doit non seulement réaffirmer l'antiétatisme comme condition déterminante pour le triomphe de la liberté, mais doit encore ajouter à sa critique de l'autoritarisme une attitude de rébellion permanente. Il ne sert à rien de montrer les dangers, les contradictions et les résultats néfastes de la société autoritaire, si nous nous limitons à végéter comme les autres au sein de celle-ci.

4^o - Cependant, comme nous l'avons déjà dit, les conditions fondamentales de la société capitaliste et de la société autoritaire persistent; et en de nombreux cas, ses conséquences sont encore plus graves qu'avant. L'intégration du prolétariat à la société de «grande consommation» l'a endormi; mais elle n'a pas fait disparaître les différences de classes ni ses inévitables affrontements. La «coexistence pacifique internationale» n'a pas non plus fait disparaître - même si elle a réussi à les limiter géographiquement - les conflits armés et les agressions bellicieuses: Vietnam, Moyen Orient, Afrique etc...

La discrimination raciale, l'exploitation des masses laborieuses, les coups de force des castes prétoiriennes, la persécution des opposants politiques et la terreur, sont toujours monnaie courante en Occident et en Orient. En Espagne, au Portugal, en Grèce, comme en Union Soviétique et dans les «démocraties populaires», on poursuit et on condamne les intellectuels et les ouvriers pour avoir simplement réclamé le droit à exercer la liberté d'expression ou de réunion. Et aux USA les noirs doivent se rebeller contre la discrimination, tandis qu'en Allemagne Occidentale, le néofascisme resurgit publiquement et qu'en Chine on confond brutalement la décision de la base avec la déification maoïste.

Ainsi, autant pour les anarchistes européens que pour ceux d'autres continents, ce ne sont pas les motifs et objectifs d'action qui manquent, ni les possibilités pratiques de témoigner de leur présence et de montrer le chemin à suivre.

Particulièrement dans notre Europe, hypocritement indifférente et complice réelle des crimes commis quotidiennement à l'intérieur de ses frontières, en Espagne, Grèce et Portugal, il reste encore la possibilité de démontrer par des faits, par des exemples évidents, de quel côté est la raison, la liberté.

5^o - Concrètement, nous pensons qu'il est encore temps de définir et de mettre en route une ligne d'action conséquente, avec les idéaux libertaires et révolutionnaires que nous soutenons, ainsi qu'une formule d'organisation qui évite les conséquences néfastes du bureaucratisme. Tout cela selon nos effectifs et possibilités réelles. Et nous sommes encore capables de projeter la présence anarchiste dans le contexte politico-social international. En profitant d'un moment historique où la crise du camp marxiste se manifeste avec plus d'acuité; en particulier en ce qui concerne la pratique de l'action directe et de la solidarité révolutionnaire.

Nous ne croyons ni aux solutions miraculeuses ni à la simple valeur éducative de l'exemple; mais nous croyons par contre à l'efficacité de l'action quand elle répond à une ligne idéologique et une tactique conséquentes, et quand elle se produit dans les conditions adéquates.

Nous sommes arrivés à ces conclusions après un nombre suffisamment grand d'expériences qui nous ont démontré que, bien que minoritaires et presque sans moyens, on a pu prouver la présence anarchiste et lui gagner des sympathies au sein de la jeunesse révolutionnaire internationale. Et pour terminer, nous résumerons notre proposition de la manière suivante :

-- Premièrement : Identification totale avec la conception anti-autoritaire de l'anarchisme et avec sa ligne révolutionnaire classique.

-- Deuxièmement : Rejet total du dogmatisme et sectarisme idéologique, incompatibles avec les idéaux libertaires.

-- Troisièmement : Respect total pour la différence de point de vue et la discussion, ainsi que pour l'action de chaque groupe ou mouvement libertaires.

-- Quatrièmement : Disposition totale pour la collaboration avec les groupes, individualités et mouvements affinitaires, ainsi qu'avec tous ceux qui se réclament aussi d'une idéologie révolutionnaire et qui prouvent qu'ils sont disposés à combattre les sectarismes et les exclusivismes, ainsi que les injustices et les violences de tous les despotismes.

-- Cinquièmement : Coïncidence totale avec ce qui est exposé dans l'Appel «Aux Mouvements Révolutionnaires du Monde», comme ligne stratégique générale tant que dureront les conditions politico-sociales actuelles dans le monde.

Groupe 1^o Mai International

Après une période de relâchement d'activité motivé par diverses exigences tactiques et en particulier par l'évolution du contexte politique international, le Groupe 1^o Mai a envoyé le 1^o Mai 1973, le document suivant à tous les groupes révolutionnaires qui ont le même point de vue sur la nécessité d'une solidarité révolutionnaire internationale :

ET MAINTENANT QUOI ?

La «fin» de la guerre au Vietnam correspond à la phase finale du processus d'extinction de la politique de «guerre froide» entre les Grandes Puissances qui, pendant ces trente dernières années, ont régi et continuent à régir les destins du monde. Au-delà de ses conséquences optimistes apparentes (fin du «génocide technologique» au Vietnam et affirmation pratique de «coexistence pacifique» entre les régimes politiques opposés), il y a les conséquences prévisibles pour le futur qui s'avèrent inquiétantes : consolidation de la domination étatale sous toutes ses formes et dans tous les coins de la terre; «entente cordiale» entre tous les gouvernements pour s'assurer le «statu quo» du Pouvoir et du Privilège; exaltation de la rationalité technologique sur toute la planète, avec l'affirmation conséquente de la soumission

par le travail aliénateur et les «avantages» de la société de «grande consommation»; développement intensif et maximal des structures de la société autoritaire, en particulier les structures répressives, autour des deux pôles de la dynamique idéologique : le fascisme et le stalinisme.

Dans la course effrénée vers l'industrialisation qui s'est convertie en leit motiv dans l'histoire contemporaine, de tous les peuples et de tous les systèmes politiques, la société de type occidental est arrivée à un niveau suffisamment élevé pour rendre possible un changement radical dans la politique sociale des différents gouvernements qui la composent. Malgré tout, au nom de la «compétence internationale» de «l'indépendance nationale», l'ordre de priorité continue à être régi par l'économique et non par le social. Uniquement dans des cas de mouvements revendicatifs qui peuvent déborder les cadres légaux et poursuivre leur action plus loin que ce qui est tolérable par le système, et seulement à ce moment-là, on accepte de procéder à certaines réformes et accorder certaines améliorations. Mais toujours avec l'intention délibérée de s'assurer l'intégration des masses exploités au système, et faciliter la continuité de l'ordre établi et l'Expansion économique. Tout cela au détriment de la véritable humanisation de la vie individuelle et collective, de la véritable démocratie et du vrai Communisme.

Dans les pays du «Tiers Monde», l'industrialisation s'est convertie dans l'objectif politique suprême.

Malgré les affirmations révolutionnaires des principaux mouvements de «libération nationale» qui ont éveillé, à leur époque, de grands espoirs au sein de la Gauche Européenne, le «Tiers Monde» s'est orienté (en s'appuyant, précisément, sur la soumission des masses au nationalisme démagogique) vers les chemins mêmes du développement capitaliste occidental. De sorte que son intégration au concert des nations occidentales est de plus en plus irréfutable et irréversible; bien que dans la plus grande partie des cas, leurs contradictions ethniques et religieuses restent encore à résoudre.

Dans leur temps ont existé, en dehors du monde occidental et de celui dominé par le communisme soviétique, et en tant qu'exemples irréprochables pour le «Tiers-Monde», la Chine de Mao, le Nord Vietnam et la Cuba castriste; mais nous avons déjà vu ce qu'ont réussi à «faire» de ces «bastions révolutionnaires» les «raisons économiques» et la stratégie de la dissuasion et de la participation internationale nixonienne.

LES GROUPUSCULES REVOLUTIONNAIRES

Face à cette concertation mondiale des différents systèmes autoritaires, de ne pas avoir renoncé à leurs slógans célèbres (pour changer la vie, la société et l'homme) ni à leur prétention de constituer «l'avant-garde révolutionnaire», les groupuscules gauchistes les plus «politisés» ont régressé vers des positions plus modestes, moins radicales et plus intégrées. Ainsi, peut-être sans le vouloir, ceux qui se considèrent comme les héritiers les plus légitimes de tous le mouvement international de rébellion de la jeunesse, ont aidé à la récupération, par le système, d'un mouvement qui se prétendait être irrécupérable.

De ce fait la répression aussi a perdu de sa virulence puisque ces groupuscules se sont imposé une auto-discipline (pour «ne pas céder à la provocation») qui les rend de plus en plus respectueux de la légalité. A tel point qu'ils se contentent d'être «l'extrême gauche» de la gauche classique, intégrée par toute la gamme des syndicats et partis réformistes d'obédience communiste, socialiste ou simple

ment démocratique. Ainsi, bien qu'ils continuent à s'affirmer révolutionnaires, ils ont cessé d'être aussi - pratiquement ou potentiellement - négation de l'ordre autoritaire.

Ils ne restent plus qu'en tant que représentants authentiques de la volonté et de l'idéal de négation autoritaire, les groupuscules marginaux qui n'ont pas renoncé à la raison d'être révolutionnaire, qui consiste, comme on l'affirmera exemplairement en Mai 1968, à vivre le présent révolutionnairement. Et qui sont les seuls qui continuent à combattre le système globalement, radicalisant les luttes sectorielles que les autres groupuscules, partis et organisations s'efforcent de maintenir dans les cadres légaux.

LES OBJECTIFS

Le concept léniniste de révolution n'est plus une alternative possible, les idées anarchistes ont obtenu de ce fait, un relief et une signification croissante. Dans les usines, les universités, les faubourgs et dans la vie de chaque jour, l'activisme révolutionnaire peut trouver mille et une raisons d'être, et mille et une manières de se manifester. L'exploitation capitaliste et l'oppression étatique continuent à être et surement plus qu'avant, l'essence et la réalité quotidiennes de tous les systèmes autoritaires, avec leurs inévitables séquelles d'injustice et de violence sans fin, de barbarie répressive, de misère morale et d'aliénation culturelle.

Les objectifs sont donc toujours : la libération et l'humanisation de la vie sociale afin que l'homme puisse atteindre sa pleine réalisation et, dans l'immédiat : se rebeller, dénoncer et sensibiliser l'opinion publique autour des abus et des coups les plus flagrants contre les droits de l'homme, dans n'importe quel pays du monde; ceci en opposant à la solidarité répressive des états la solidarité révolutionnaire des opprimés.

APPEL

Devant la démobilité révolutionnaire de tous les secteurs et états qui invoquent un jour la révolution comme un idéal et un objectif suprême, devant la concertation internationale des pouvoirs qui essaient de consolider les bases qui rendent possibles et maintiennent leurs privilèges, devant l'affirmation de principes autoritaires de la société, à l'Est comme à l'Ouest, au détriment de l'indépendance des peuples et de la liberté de leurs habitants, la rencontre et la mobilisation révolutionnaires de tous ceux qui ne veulent pas rejeter leur dignité d'hommes, de tous ceux qui ne veulent pas vivre aliénés ni servir de supports à la domination, s'imposent.

Pour cela nous suggérons, à tous ceux qui ont dépassé les sectarismes idéologiques nocifs et qui ont renoncé à la lutte légale chimérique, d'unir leurs efforts aux nôtres pour fomenter l'activisme révolutionnaire sous toutes ses formes, afin de mettre en marche des processus de pression capables de sensibiliser les masses autour des luttes des peuples, des minorités ou des individualités victimes de l'oppression et de la répression des Etats et du Capital. Cette union ou collaboration peut être basée sur les prémisses déjà énoncées dans nos documents préalables à l'explosion révolutionnaire de Mai 1968, car les causes qui la motivèrent sont encore en vigueur et l'efficacité de l'activisme révolutionnaire anarchiste dans la propagation de l'inquiétude révolutionnaire au sein de la société contemporaine s'est confirmée.

Groupe 1° Mai

Mouvement de solidarité révolutionnaire internationale

L'édition de la présente brochure (dans laquelle après une courte étude sur la «Génèse et Evolution de l'Activisme Révolutionnaire Anarchiste» de ces trente dernières années, sont reproduits des textes du «Groupe 1° Mai» et des photos montages de presse relatifs à leurs actions) répond à une nécessité qui, pour nous, est aujourd'hui fondamentale : celle de mettre à la disposition de tous ceux qui poursuivent la lutte contre le fascisme et en vue de la révolution, des «matières à réflexion» d'une actualité et d'un intérêt indiscutable - particulièrement pour la continuité de la dictature franquiste et pour la fascisation croissante des structures autoritaires dans le monde entier.

Notre but n'était et n'est pas de faire l'apologie du groupe 1° Mai ou celle de ses actions, mais plutôt simplement celui d'inviter tous les groupes révolutionnaires à confronter leur expérience, pour renforcer la lutte révolutionnaire et empêcher le progrès du fascisme et la consolidation de la contre-révolution.

L'intensification de la répression capitaliste et étatique, la concentration des forces destructrices de plus en plus grandes dans les mains de ceux qui détiennent le pouvoir, imposent de nouveaux regroupements à ceux qui défendent et relancent la rébellion anti-autoritaire, en même temps qu'ils rendent nécessaire un examen nouveau et rigoureux de leurs méthodes de lutte.

C'est dans ce sens que la présente brochure a été conçue et est diffusée.

Juillet 1973

Le Groupe éditeur

Le télégramme est identifié à l'aide des indications portées, dans l'ordre ci-dessous, avant le texte du télégramme. L'heure de dépôt est indiquée par un nombre de quatre chiffres.

Timbre à date

ORIGINE	NUMÉRO	NOMBRE de mots	DATE de dépôt	HEURE de dépôt	MENTIONS DE SERVICE
G.A.R.I.	2144	21	Mai 74		

L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée sur le réseau des Télécommunications (décrets n° 62-273, 62-274 et 62-275 du 12-3-1962, art L. 37).

FIN DE L'ULTIMATUM AU POUVOIR FRANQUISTE . STOP . INTERVENTIONS VIOLENTES

DES G.A.R.I. SUR LES MANIFESTATIONS ESPAGNOLES . STOP . NON DEMANTELLEMENT

DES G.A.R.I. . STOP . LA LUTTE CONTINUE . STOP

-LE G.A.R.I. NON DEMANTELE

DESTINATAIRE : GOUVERNEMENT ESPAGNOL

N° 701

2 111 1 113

● Pour toute réclamation concernant ce télégramme, présenter cette formule au bureau distributeur ●

VOIR AU VERSO la signification des principales indications qui peuvent éventuellement figurer en tête de l'adresse.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

TÉLÉGRAMME

A DÉCHIRER

COMMUNIQUE

Lourdes, lieu de pèlerinage ou des millions de « croyants » venus de tous les coins du monde viennent laver leur âme et leur corps dans un bain de fanatisme et d'hypocrisie. Lourdes, lieu où le mensonge chrétien s'affiche dans toute sa absurdité. Religion - marchandise, religion - gadget, religion - foire...

Sous l'immense chapiteau du « Jésus - fric Super Star Circus » les curés - prestidigitateurs et autres marchands de religion s'en donnent à cœur joie, et chacun trouve son compte... à condition de ne pas avoir oublié de passer à la caisse; car le « Bon Dieu » en Bon capitaliste, comptabilise les offrandes et ne cède ses concessions paradisiaques qu'à bon prix.

Cette exploitation mystico - marchande est le complément spirituel de l'exploitation capitaliste. L'église consacre l'état en tant qu'exploiteur direct de l'humanité, et se réserve pour elle le droit d'esclavage moral.

Toutes les religions et particulièrement le christianisme se manifestent par l'appauvrissement, l'asservissement et l'anéantissement de l'humanité au profit de la divinité. Dieu étant le maître, l'homme est l'esclave. L'idée de dieu implique l'abdication de la raison, elle est la négation la plus absolue de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique.

Cela permet de croire et d'accepter l'inacceptable, c'est-à-dire :

- Qu'il y ait des exploitateurs et des exploités
- Des oppresseurs et des opprimés
- De déléguer nos responsabilités, de démissionner devant une autorité qui nous transcende.

Cela se traduit dans la réalité par la soumission totale à une idéologie oppressive. Nous trouvons naturel d'avoir un guide spirituel, mais aussi un patron, un gouvernement, une morale... Ce qui nous permet de ne pas être responsables individuellement. Pas responsables en particulier si nos dirigeants emprisonnent et assassinent, par la grâce de Dieu, ceux qui ne veulent pas être les victimes d'un système qui les écrase. La religion a toujours sanctifié la violence (Inquisition, Croisades) et l'a transformée en droit. Elle a transporté dans un ciel fictif la justice et la fraternité, pour laisser sur terre le règne de l'iniquité et de la brutalité.

Par cette action nous dénonçons l'église, et son support idéologique la religion, en tant que caution du fascisme.

Encore une fois, le gouvernement espagnol, conforté par un soi-disant démantèlement des groupes autonomes en Espagne et en France a cru pouvoir ignorer nos avertissements.

Par toutes les interventions qu'il revendique aujourd'hui, 10 Juillet 1974, le G.A.R.I. réaffirme son existence et sa détermination à continuer son offensive sous toutes les formes qu'il jugera nécessaire et où il le jugera nécessaire. Nous exigeons du gouvernement espagnol que la totalité des revendications formulées lors de l'enlèvement du banquier Suarez soient satisfaites :

- Libération des camarades emprisonnés
- Mise en liberté conditionnelle des prisonniers ayant accompli les 3/4 de leur peine

Nous ne laisserons pas le gouvernement espagnol continuer à assassiner impunément à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières, à emprisonner nos camarades et à les laisser crever lentement.

Nous dénonçons le danger que représente le régime espagnol tant à l'intérieur que dans le cadre européen. Ceci ne veut pas dire que nous limitons notre combat à la lutte contre le franquisme, les Colonels grecs, les généraux chiliens ou portugais, ou le totalitarisme des pays dits « communistes ». La répression fasciste qui se manifeste durement et clairement en Espagne ne diffère que dans la forme de l'intoxication aliénatrice que nous font subir les « démocraties » occidentales. Si les moyens diffèrent les buts sont partout les mêmes : l'exploitation et l'anéantissement de l'individu. Si nos actions ont surtout visé jusqu'ici le régime espagnol, c'est du en grande partie à l'impuissance et la lâcheté des organisations et groupuscules de « gauche » qui n'ont rien fait après avoir permis l'assassinat de Puig pour empêcher qu'il y en ait d'autres. Nous refusons d'être victimes de cette impuissance (malgré notre soi-disant démantèlement) et nous continuons donc notre offensive. ET IL N'Y AURA PAS TOUJOURS DES MISES EN GARDE.

Nous dénonçons également le soutien du P.C.E. pour « libéraliser » le régime espagnol et le rendre plus supportable. A quand Carrillo premier ministre ? La guillotine remplacera-t-elle le garrot ?

Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes

JE SUIS VIERGE, JE M'APPELLE MARIE, J'HABITE LOURDES, CETTE NUIT J'ESPERAI QU'ILS ALLAIENT M'ENVOYER EN L'AIR.

« En intervenant sur le Tour de France, nous dénonçons, en même temps que la complicité des organisateurs et des coureurs des pays « démocratiques » qui n'hésitent pas à inviter à côtoyer les représentants du fascisme espagnol, l'événement hautement spectaculaire et basement commercial qu'il représente. »

« Réduits au rôle d'esclave »

« On nous dit que le sport est apolitique. Et pour cause : pendant la durée de ces « jeux » on détourne la conscience de millions d'individus des problèmes que nous pose notre survie dans le système, qu'il soit démocratique ou fasciste.

« Le sport dépolitise des individus (dans le sens des problèmes sociaux) et permet donc aux gouvernements de souffler. Au service du pouvoir, il contribue, au même titre que tous les autres tranquillisants proposés par le système à notre propre asservissement. Quant au « sport », on se demande ce qu'il vient faire dans une compétition où la majorité des concurrents sont réduits au rôle d'esclave, au profit d'un soi-disant chef de file-robot un peu plus perfectionné que les autres.

» En servant de support publi-

citaire aux magnats de la finance, les « sportifs » de notre époque ne sont que des pions sur le marché financier... dont on peut disposer comme de simples objets qu'ils sont et se débarrasser dès qu'ils ne sont plus « rentables » (voir le cas d'Ocana).

» Nous conseillons aux participants espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants conscients du franquisme, auquel cas nous serions obligés d'agir en conséquence, ce qui pourrait se révéler extrêmement désagréable pour eux. Les actions de ce soir n'étaient qu'un avertissement.

» Nous conseillons également aux coureurs « démocratiques » de manifester leur opposition face aux représentants du fascisme. En agissant pour une fois en tant qu'individus responsables et conscients, ils nous éviteront de prendre des mesures qui pourraient se révéler désagréables pour eux aussi. »

Les G.A.R.I. : l'ultra-gauche

LES G.A.R.I., « groupes d'actions révolutionnaires internationalistes », issus de l'ancien mouvement ibérique de libération (M.I.L.) dont Puig

Antich, militant anarchiste condamné à mort et exécuté par la justice espagnole, était membre, existent depuis trois ans.

Nouvelles actions des groupes antifranquistes (G.A.R.I.) contre le Tour de France et des cars de touristes à Lourdes deux mois après l'enlèvement de M. Suarez

PLUS de deux mois après l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris, M. Balthazar Suarez, les G.A.R.I. — Groupes d'action révolutionnaire internationalistes — ont lancé, l'autre nuit, une nouvelle offensive : la caravane du Tour de France a été secouée, à Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), par trois explosions qui ont endommagé plusieurs voitures ; des cars de pèlerins ont été incendiés sur un parking de Lourdes ; enfin, un engin a éclaté, à Paris, dans un train en partance pour Irun et Madrid.

C'est en pleine nuit que la petite commune de Saint-Lary a été réveillée, par trois fois, par de violentes déflagrations. La première, à 3 h 30 a mis le feu à un hangar jouxtant l'hôtel des Cascades et détruit quatre voitures et une moto. Une demi-heure plus tard, la seconde faisait sauter la camionnette technique de l'agence France-Presse. C'était ensuite le tour d'un autre véhicule. Heureusement une cuve de propane qui se trouvait tout près a été épargnée par les flammes. Les dégâts uniquement matériels, sont donc relativement peu importants. Les coureurs, eux, n'ont pas été inquiétés sur le moment : ils logeaient à dix kilomètres de là.

Les révolutionnaires antifranquistes ont donc décidé de briser la monotonie du Tour de France. Déjà, à la fin de la semaine dernière, de nombreuses inscriptions hostiles au gouvernement espagnol avaient été peintes sur les voitures et les camions publicitaires lors de l'étape toulousaine.

L'autre nuit encore, plusieurs arbres ont été abattus entre Barèges et le col du Tourmalet, sur la route que devaient emprunter les cyclistes. Les autorités ont fait dégager la chaussée avant le départ.

Ces attentats ont été signés par les GARI, dont on a retrouvé sur les lieux le tract suivant :

En intervenant sur le « Tour de France » nous dénonçons, en même temps que la complicité des organisateurs et des coureurs des pays « démocratiques » qui n'hésitent pas à inviter et à côtoyer les représentants du fascisme espagnol, l'événement hautement spectaculaire et basement commercial qu'il représente.

On nous dit que le sport est apolitique, et pour cause :

Pendant la durée de ces « jeux », on détourne la conscience de millions d'individus des problèmes que nous pose notre survie dans le système, qu'il soit démocratique ou fasciste.

Le sport dépolitise des individus (dans le sens des problèmes sociaux) et permet donc aux gouvernements de souffler.

Au service du pouvoir, il contribue, au même titre que tous les autres tranquillisans proposés par le système, à notre propre asservissement. Quant au sport, on se demande ce qu'il vient faire dans une compétition où la majorité des concurrents sont réduits au rôle d'esclaves au profit d'un soi-disant chef de file robot un peu plus perfectionné que les autres.

En servant de support publicitaire aux magnats de la finance, les « sportifs » de notre époque ne sont que des pions sur le marché financier... dont on peut disposer comme de simples objets qu'ils sont et se débarrasser dès qu'ils ne sont plus « rentables ». (Voir le cas d'Ocana.)

Nous conseillons aux participants espagnols d'abandonner la course s'ils ne veulent pas être traités en tant que représentants conscients du franquisme. Auquel cas nous serions obligés d'agir en conséquence, ce qui pourrait se révéler extrêmement désagréable pour eux. Les actions de ce soir n'étaient qu'un avertissement.

Nous conseillons également aux coureurs « démocratiques » de manifester leur opposition face aux représentants du fascisme. En agissant, pour une fois, en tant qu'individus responsables et conscients, ils nous éviteront de prendre des mesures qui pourraient se révéler désagréables pour eux aussi.

Les coureurs n'ont toutefois pas reçu de menaces personnelles. Cependant, Vicente Lopez-Carril a enlevé son maillot de champion d'Espagne avant le départ de l'étape d'hier, pour éviter toute provocation...

Les organisateurs du Tour ont évidemment condamné ces attentats :

« Des groupes révolutionnaires espagnols veulent utiliser le Tour de France à des fins politiques, c'est vraiment un non-

Ils sont composés de militants qui, au départ, étaient peu nombreux mais assez bien organisés. Ils développent des thèmes de lutte tout à fait radicaux, en rupture même avec la tradition anarcho-syndicaliste espagnole. Ils sont en désaccord complet

sens et je pense qu'ils se condamnent eux-mêmes en agissant ainsi, a déclaré M. Jacques Goddet.

Nous allons prendre toutes les mesures utiles pour empêcher le renouvellement de pareils attentats. »

Simultanément, treize cars transportant des pèlerins français et étrangers ont été incendiés dans deux parkings de Lourdes.

Au parking « Lapacca », six cars ont été détruits tandis que sept autres étaient incendiés au parking du « Paradis », non loin de la grotte de Massabielle. Dix de ces véhicules ont explosé, le feu ayant atteint leurs réservoirs de carburant.

Plusieurs tracts ont été retrouvés sur les lieux. Ils expriment des revendications déjà formulées lors de l'enlèvement du banquier espagnol, M. Balthazar Suarez : « Libération (par le gouvernement espagnol) des camarades emprisonnés », « mise en liberté sous condition des prisonniers ayant accompli les trois quarts de leurs peines ».

Ces mêmes tracts s'adressent spécialement aux pèlerins séjournant à Lourdes, critiquent également la religion en « dénonçant l'Eglise et son support idéologique ».

A la gare d'Austerlitz enfin, à Paris, un engin de faible puissance a explosé dans les toilettes d'un train en partance pour Irun et Madrid. La déflagration a été relativement importante, mais n'a provoqué que des dégâts légers. Aucune organisation n'a toutefois revendiqué cet attentat.

LE FIGARO

17 JUILLET 1974

avec la F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique) basée à Valence et implantée dans toute la Catalogne. Leurs méthodes sont beaucoup plus violentes et s'apparentent assez à celles des maïoistes.

Autre caractéristique : les P.C. des G.A.R.I. se trouvent en France. Le recrutement s'effectue parmi les ouvriers et les intellectuels immigrés et surtout dans les milieux extrémistes français. Ils se sont fait remarquer par diverses actions ponctuelles, véritables actes de terrorisme. On trouve leur trace, notamment, le 23 mars, lors du sabotage, à Bidart, de la voie ferrée Paris-Hendaye ; le 3 mai dernier, ils font également parler d'eux, à l'occasion de l'enlèvement à Paris de M. Balthazar Suarez, directeur de l'agence parisienne de la Banque de Bilbao.

Les G.A.R.I. sont la branche la plus dure de l'ultra-gauche, en rupture de ban avec les gauchistes français eux-mêmes.

Les « groupes d'action révolutionnaire internationaliste », qui ont revendiqué les explosions dans le village de Saint-Lary, où le Tour de France a fait étape, ont pour objectif l'élimination de « tout Etat et de tout pouvoir ». Dans un tract, ils exigent du gouvernement espagnol que « la totalité des revendications formulées lors de l'enlèvement du banquier Suarez soient satisfaites : libération des camarades du M.I.L. et mise en liberté conditionnelle des prisonniers ayant accompli les trois quarts de leur peine ».

« Nous ne laisserons pas le gouvernement espagnol continuer à assassiner impunément à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières et à emprisonner nos camarades. Nous dénonçons le danger que représente le régime espagnol, tant à l'intérieur que dans le cadre européen », déclarent ensuite les G.A.R.I. dans un deuxième tract qui dénonce également d'autres régimes européens : « Les colonels grecs, les généraux chiliens ou portugais et le totalitarisme des pays dits communistes. »

« La répression fasciste qui se manifeste durement et clairement en Espagne ne diffère que dans la forme de l'intoxication aliéniste que nous font subir les « démocraties » occidentales. Si les moyens divergent, les buts sont les mêmes : l'exploitation et l'anéantissement de l'individu », est-il encore écrit dans ce tract qui se termine par des menaces.

Flambée de violence en France

• Trois voitures du Tour plastiquées à Saint-Lary

et treize cars de pèlerins incendiés à Lourdes

Cette internationale terroriste qui menace le Tour...

PAR ANNETTE KAHN

La France du Sud-Ouest est malade : elle souffre d'une crise d'abcès qui naissent, mûrissent et crèvent les uns après les autres, en laissant des cicatrices.

Des abcès qui ont la forme de bombinettes, de cocktails Molotov, d'incendies, de ravages en tout genre qui vont de la démolition des routes à l'abattage des arbres. Des abcès qui se propagent aussi à des régions plus éloignées, car la maladie est contagieuse et s'étend rapidement. Mais les médecins qui se penchent sur son cas sont impuissants à la soigner : on connaît l'origine et les causes du mal, on ne sait pas l'enrayer. Car comment mettre fin au terrorisme ?

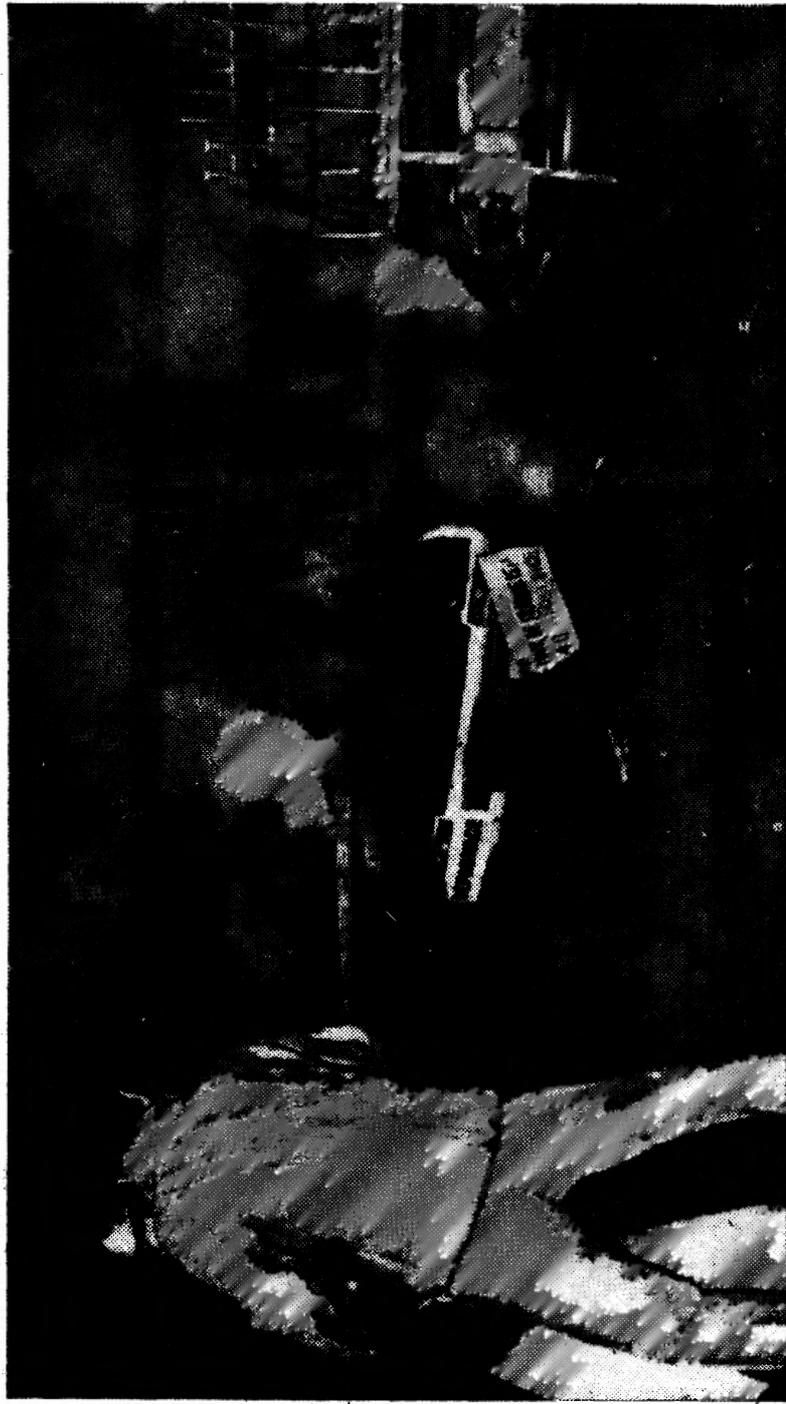
Les G.A.R.I. donc se déchangent. Il leur fallait un support publicitaire : ils l'ont trouvé par Tour de France interposé, c'est bien connu. Voilà une manifestation totalement apolitique, dans laquelle sont engagés des coureurs espagnols, et qui polarise l'attention de tous. Comble de chance, le Tour passe à proximité du pays Basque, creuset en ébullition entre l'Espagne et la France... Alors on plastique « autour » de la course, sans s'attaquer aux coureurs, parce qu'on ne veut la mort de personne. Déjà, lors de

son démarrage, le Tour de France avait connu ses premiers ennuis, avec le F.L.B. cette fois. Le premier tour de route devait être donné à Brest le jeudi 27 juin. Deux nuits auparavant, une machine infernale faisait sauter la porte du garage de la caserne de gendarmerie du quartier Hateloir. Un tract laissé sur place stigmatisait l'inutilité de « cette festivité sportive qui ne saurait causer moult problèmes du peuple breton ».

A l'aube du 15 juillet, deux explosions font sursauter la principauté d'Andorre endormie. L'une à la poste espagnole, l'autre à la viguerie épiscopale espagnole : dégâts matériels.

La nuit suivante, ce fut un festival toutes catégories. D'abord à Lourdes, l'incendie de treize cars destinés au transport de pèlerins français et étrangers. Les malheureux touristes, privés de leur moyen de transport ont pu se consoler par la lecture des tracts laissés sur place qui signalaient l'attention en démontrant l'église et son support idéologique ».

Arbres abattus



Plastiquées, les voitures officielles du Tour ont flambé comme des torches.

Et, naturellement, il est fortement conseillé aux participants espagnols d'abandonner la course - s'ils ne veulent pas être traités en représentants du franquisme, auquel cas nous serions obligés d'agir en conséquence, ce qui pourrait se révéler extrêmement désagréable pour eux ».

Bruit et fureur

Les pays malades de leurs terroristes... Il n'est pas un royaume, une république, un empire qui ne souffre de cette épine piquée dans son flanc. Il n'est pas question là, d'opposition à un régime, action politique réfléchie et

ment désagréable pour eux ». N'oublions pas, dans la liste des attentats de Gari, l'engin qui éclata, lundi soir, dans les toilettes d'un wagon du train en partance pour Irun et Madrid. Là encore, dégâts matériels de peu d'importance.

C'est ainsi que Yann Gou-

let, leader du F.L.B.-A.R.B. (armée républicaine bretonne) dont le mouvement fut dissous en janvier dernier, est réfugié en Irlande d'où il organise et dirige soigneusement les actions futures de ses commandos. Le plastique de l'émetteur de télévison de Roc Trédudon, en février dernier, lui est imputé. C'est dire à quel point la collaboration est étroite entre les « services » irlandais et bretons. Les membres de l'armée rouge sont les plus actifs des militants du F.P.L.P. auxquels ils donnent des cours et leçons d'un terrorisme qui, disent-ils, doit s'exporter.

LA VAGUE D'ATTENTATS EN EUROPE



L'un des attentats de Bruxelles : une voiture piégée (immatriculée en France) a explosé devant les locaux de la compagnie aérienne Iberia. (Photo UPI.)

Après la France et l'Italie, c'est la Belgique qui a été, lundi, le théâtre d'une vague d'attentats terroristes.

A BRUXELLES, en effet, un cocktail Molotov placé devant l'agence de la Banco Espanol, rue de Merode, a soufflé les vitres et endommagé le rideau de fer du local. Deux bombes ont explosé devant une agence de la même banque, boulevard de Dixmude. L'une était dissimulée dans une voiture et l'autre sur un rebord de fenêtre. Enfin, une voiture immatriculée en France, dans le département de l'Aude, a fait explosion devant l'hôtel Westbury, qui abrite les bureaux de la Compagnie aérienne espagnole Iberia. Deux personnes ont été blessées.

La responsabilité de ces attentats a été revendiquée par le « Groupe d'action révolutionnaire international » (G.A.R.I.), mouvement d'inspiration anarchiste très actif depuis plusieurs semaines. Le G.A.R.I. fait savoir, dans les tracts trouvés par la police, sur les lieux des explosions, qu'il a l'intention de perpétrer d'autres actions du même type au cours des prochains jours.

Le G.A.R.I. (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) qui revendique les attentats de Bruxelles, est devenu en quelques mois l'organisation la plus représentative et la plus active de l'anarchisme combattant. D'inspiration espagnole et plus particulièrement catalane, le G.A.R.I. regroupe diverses associations comme le M.I.L. (Mouvement iberique de libération), l'O.R.A. (Organisation révolutionnaire anarchiste), l'O.L.A. (Organisation de la lutte armée).

Le G.A.R.I. s'est formé l'an dernier, semble-t-il, sous l'impulsion des membres du M.I.L. qui désiraient que les mouvements catalanistes soient regroupés au sein d'une organisation unique pour que celle-ci, sortant du cadre régionaliste, puisse internationaliser son action.

Effectivement, dès sa création, le G.A.R.I. établit des contacts avec d'autres mouvements autonomistes poursuivant des buts identiques aux siens comme les Basques de l'ETA, les Bretons du FLB, les Irlandais de l'IRA.

Précédant à de non-bonx coups de main en Catalogne les commandos du groupe, les commandos pouvaient passer ensuite en France où de nombreux réfugiés leur étaient ouverts. Les responsables se retrouvaient régulièrement à Toulouse où ils avaient établi une permanence à peine camouflée.

Depuis le procès de Barcelone et l'exécution de Puig Antich en mars dernier, le G.A.R.I. a accéléré l'internationalisation de son action. Il ne s'est plus seulement attaqué au régime franquiste, mais à « tout Etat, à tout pouvoir », s'efforçant de « développer une lutte révolutionnaire continue contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation ».

Action sporadique

Toulouse a été abandonnée pour Bruxelles où résident de nombreux travailleurs immigrés espagnols. Dans le même temps, les commandos ont étendu leur recrutement à toutes les nationalités. On ne retrouve plus seulement des Catalans espagnols dans le G.A.R.I., mais aussi des Français, des Belges, des Italiens. Le mouvement, comme il se l'était fixé, est devenu un groupe international

d'anarchistes, ce qui explique son activité et sa virulence.

Auteurs d'attentats en Espagne, en France — où en juillet dernier les coureurs cyclistes espagnols et la cavalerie du Tour furent menacés — en Belgique, les commandos du G.A.R.I. ont déposés en six mois plus de cinquante bombes à travers l'Europe. Les hommes de ces commandos sont issus de milieux très divers : anarchistes, trotskistes, catholiques. La plupart sont des intellectuels et leur action est souvent sporadique.

Les militants vont et viennent, passant d'un pays à l'autre, agissent un temps puis disparaissent, constatent les policiers qui s'efforcent à suivre ces hommes en constant mouvement.

Groupement essentiellement anarchiste, le G.A.R.I. refuse toute action commune avec les autres mouvements d'opposition au franquisme. Au moment où la gauche espagnole commence à espérer que la succession de Franco lui ouvrira peut-être des perspectives portugaises, il faut s'attendre à voir le G.A.R.I. radicaliser son action en intensifiant sa lutte armée.

Roger COLOMBANI.

L'AURORA

les policiers belges paraissent

suivre une piste sérieuse, après l'explosion à Bruxelles de voitures piégées devant des immeubles appartenant à des compagnies espagnoles. Les enquêteurs recherchent deux Français, âgés de vingt et un et vingt-trois ans, qui auraient loué récemment, à Carcassonne, un des véhicules transformés en bombe. Ils feraient partie, du G.A.R.I., ce groupe antiterroriste déjà responsable de l'enlèvement à Paris du banquier Suarez.

L'affaire Suarez : trois personnes remises en liberté

Paris. — Trois personnes arrêtées, les 24 et 25 mai dernier, dans l'affaire de l'enlèvement du banquier espagnol Baltazar Suarez, directeur de la succursale de la Banque de Bilbao, à Paris, ont été remises en liberté par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Alain Bernard.

Il s'agit de M. Pierre Guibert, de Mme Annie Plazen et de Mlle Danielle Huas, accusés tous trois de recel pour avoir joué un certain rôle après le versement de la rançon.

Sept personnes restent encore incarcérées sur mandat du juge Bernard.

AUTEURS D'ATTENTATS EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Des membres du G. A. R. I. projetaient d'enlever le comte de Barcelone Une tentative a été déjouée en rade de Monte-Carlo

Madrid. — Don Juan de Bourbon, comte de Barcelone et père du prince Don Juan Carlos, successeur à titre de roi du général Franco, aurait été l'objet d'une tentative d'enlèvement alors qu'il se trouvait à bord de son yacht dans les eaux de la Principauté de Monaco.

Le comte était arrivé à Monte-Carlo à l'invitation du prince et de la princesse de Monaco. Lorsqu'il se trouvait à bord de son yacht, à Monte-Carlo, on observa les mouvements suspects de plusieurs embarcations qui prenaient position à proximité du yacht, et dans lesquelles se trouvaient des hommes armés.

Selon des sources bien informées, l'idée de ces hommes était d'aborder et d'enlever en haute mer Don Juan de Bourbon, qui aurait pu alors être pris comme otage en échange de la libération d'environ une centaine de prisonniers politiques espagnols, parmi lesquels se trouveraient des membres de l'organisation séparatiste basque « E. T. A. » en prison depuis le procès de Burgos, en décembre 1970.

Une fois connus ces faits, un avion espagnol « Mystère » atterrit lundi à Nice avec à son bord des agents de la Sécurité qui se rendirent à Monte-Carlo pour assurer la protection de Don Juan de Bourbon et de son épouse Donna Maria de Las Mercedes.

Midi Libre

Samedi 24 août 1974

L'ENLEVEMENT DU BANQUIER SUAREZ

Les époux Arnaud Chastel mis en liberté

Paris. — Impliqués dans l'affaire de l'enlèvement de M. Baltazar Suarez, le directeur de la Banque de Bilbao à Paris, M. Arnaud Chastel, astronome, maître de recherche au C.N.R.S., âgé de 29 ans, et sa femme, née Chantal Villepontoux, 34 ans, ont quitté, hier soir, respectivement la prison de Fresnes et celle de Fleury-Merogis, où ils étaient incarcérés depuis le 30 mai dernier, pour complicité de séquestration.

M. Alain Bernard, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a signé hier en leur faveur une ordonnance de mise en liberté contre laquelle le Parquet n'a pas interjeté appel.

Les époux Chastel ont tous deux protesté de leur innocence, affirmant qu'ils ignoraient tout de cette affaire.

EUROPE

26 B

Espagne

L'EXIGENCE DES PASSEPORTS AUX FRONTIÈRES

Le préavis prévu par les accords n'est pas respecté

INDIQUE-T-ON A PARIS

LES RESTRICTIONS A L'ENTRÉE DES FRANÇAIS EN ESPAGNE

LE MONDE — 22-23 septembre 1974 — Page 21

Madrid demande à Paris plus de rigueur à l'égard des révolutionnaires basques

Quatre militants du GARI déferés à la Cour de sûreté de l'État sont écroués à Paris

Vendredi 20 septembre 1974

Deux membres du G.A.R.I. arrêtés à Toulouse accusés des attentats de Bruxelles et du Perthus

Toulouse. — Deux agents du G.A.R.I. (Groupement anarchiste révolutionnaire international, soupçonnés d'avoir commis trois attentats au cours de ces derniers mois, dans le midi de la France et en Belgique, sont entendus depuis plusieurs jours par les inspecteurs de la police judiciaire de Toulouse.

Malgré le mutisme des policiers, on croit savoir que ces deux hommes, dont on ignore l'identité, mais il s'agit, pense-t-on, d'un Français et d'un Espagnol, ont fait sauter une voiture piégée louée dans l'Aude, devant l'agence Iberia, à Bruxelles.

Ils seraient également les auteurs de l'explosion d'une voiture au Perthus (P.-O.) et d'un attentat à la bombe contre le consulat d'Espagne à Toulouse, au mois de juillet dernier, qui avait fait une dizaine de blessés.

Une perquisition au domicile de l'un de ces deux hommes arrêtés à Toulouse par un barrage routier aurait permis de découvrir un important stock d'explosifs. De plus, ces deux hommes auraient commis plusieurs hold-up dans le Midi, notamment à Béziers.

Midi Libre

Une information judiciaire concernant les nombreux attentats attribués depuis le début de l'année au Groupement d'action révolutionnaire international (GARI), notamment dans le sud-ouest — pour protester contre le franquisme, — vient d'être ouverte, à la demande du garde des sceaux, par le procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat pour « destruction d'édifices, de véhicules et d'objets mobiliers faits en relation avec une entreprise consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat, détention d'armes et de munitions de guerre et usage de faux documents administratifs ».

Saisi du dossier, M. Gallut, juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'Etat au fort de l'Est, à Saint-Denis, a fait écrouer le 20 septembre à la Santé MM. Michel Camillieri, vingt-deux ans, de nationalité française, sans profession, sans domicile, muni de faux papiers sous l'identité de

Bernard Guilherme ; Mario Ines Torres, vingt ans, Espagnol, sans profession, 15, avenue Dulaurier, à Toulouse ; Victor Manrique, vingt-sept ans, Français, comptable à Béhobie, et Jean-Michel Martinez, vingt-huit ans, Français, instituteur à Saint-Jean-de-Luz. Ceux-ci ont choisi pour assurer leur défense M^{rs} Leclerc et Jacoby, du barreau de Paris, et M^{rs} Marie-Christine Etelin, de Toulouse.

MM. Camillieri et Ines Torres ont été arrêtés le 14 septembre par des gendarmes sur la route, à Caraman (Haute-Garonne), à l'occasion d'un contrôle de routine, car un pistolet fut trouvé dans leur voiture. Les deux autres furent appréhendés peu après, tandis que des membres de l'organisation également identifiés réussissaient à échapper aux recherches.

Sont mis à l'actif du GARI — outre l'enlèvement à Neuilly-sur-Seine, le 3 mai, de M. Balthazar Suarez, directeur de la banque de Bilbao, à Paris, affaire instruite par M. Alain Bernard, premier juge d'instruction près le tribunal de grande instance de Paris — diverses opérations : plastiquage le 15 juillet d'une ligne à haute tension à Ile-sur-Tet (Pyénées-Orientales) attentats par explosif le lendemain contre des autocars espagnols à Lourdes et au sein de la caravane du Tour de France à Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), tentative, le même jour, de plastiquage d'une ligne à haute tension à Ascalin (Pyrénées-Atlantiques), plastiquage le 19 juillet d'un pylône d'électricité à Briatou (Pyrénées-Atlantiques) destruction par explosif de deux voitures, le 29 juillet, à Perthus, Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales) et attentat par explosif sur des cars espagnols à la gare routière de la porte de Charenton, à Paris, tentative de destruction d'un poteau de signalisation de chemin de fer, Têt (Pyrénées-Orientales) attentats (Pyrénées-Orientales).

Il n'est pas impossible que M. Alain Bernard soit un jour dessaisi du dossier Suarez, ainsi que les magistrats instructeurs de Perpignan, Foix, Toulouse et Bayonne chargés de plusieurs affaires d'agressions et d'attentats qui seraient, elles aussi, à l'actif du GARI.

FRANCE-SOIR

— Dim. 22 - Lundi 23 Septembre 1974

DES MEMBRES DU G.A.R.I. POURSUIVIS DEVANT LA COUR DE SURETE DE L'ETAT

Le procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat a été chargé vendredi par le garde des Sceaux d'ouvrir une information pour destruction d'édifices, de véhicules et d'objets immobiliers, en relation avec une entreprise tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat, détention d'armes et de munitions de guerre et usage de faux documents administratifs. Cette information concerne les quatre membres du Groupe d'Action Révolu-

tionnaire Internationaliste (G.A.R.I.), arrêtés le 14 septembre dernier dans la région de Toulouse et qui ont avoué toute une série de hold-up et d'attentats par explosif dans le Sud-Ouest de la France, ainsi qu'en Belgique et en Espagne.

Il s'agit de Michel Camillieri, 22 ans, de Mario Ines Torres, 20 ans, de Victor Manrique, 27 ans, comptable à Béhobie, et de Jean-Michel Martinès, 28 ans, instituteur à Saint-Jean-de-Luz.

SUPPLEMENT
N°1

**TOUT
POUVOIR**

EST

CRIMINEL

OPERATION ANGOISE

Dans l'intervention révolutionnaire il y a aussi l'arme de l'action psychologique, par la guerrilla des médias. A la lumière de l'action que les G.A.I. (groupes d'action internationaliste) ont fait au Parc des Princes, nous prenons la position suivante :

-Au premier abord, certains d'entre-nous considérèrent cet acte quelque peu facho, mais la superficialité d'un tel jugement éclate rapidement à la réflexion.

- 1- Les bombes n'ont pas explosé même après huit heures dans ce lieu.
- 2- Les G.A.I. affirment qu'elles étaient désarmées.
- 3- La presse-police affirme qu'elles n'auraient provoqué que la panique.

Mais qui est le plus facho, si ce n'est le pouvoir français qui ayant été prévenu par un coup de téléphone anonyme à la mi-temps préféra même dans ce doute sacrifier des vies. (un commentateur de radio fit aussi cette remarque) Car en ne revendiquant pas immédiatement l'acte, la menace pouvait provenir d'un véritable facho ou d'un désespéré, qui n'a rien à foutre des vies humaines comme l'ordure du Drugstore. Nous l'avons déjà dit une organisation révolutionnaire ne peut perpétrer de tels actes meurtriers, car ils s'inscrivent totalement à l'envers d'une problématique émancipatrice.

Franco c'est clair, pour Giscard fallait-il encore le démontrer.

TOUT POUVOIR EST DONC CRIMINEL, POUR MAINTENIR SON POUVOIR SUR LA VIE DES EXPLOITES.

La conférence de presse faite à l'Express (voir ci-contre), affirme clairement qu'il s'agissait d'une action psychologique afin que les médias jassent sur la libération des camarades internationalistes emprisonnés, de démontrer la coalition entre le franquisme et le giscardisme, voir à ce sujet les derniers accords (Oct. 74) des deux pouvoirs sur la livraison d'armes, dernier cri, à l'Espagne.

La guerrilla des médias a fauché l'herbe sous les pieds des journalistes. Ils ne purent flater les bas instincts de haine ou refaire leurs stocks d'images horribles. Dans la mise en page de « France-Mensonge » les journalistes montrèrent le robot Bianchi sur son lit d'hôpital en titrant : « 2 bombes découvertes au Parc des Princes, elles devaient exploser pendant le match Barcelone contre Paris-Reims » afin de manipuler la subjectivité des lecteurs indignés. Malgré ce test de contre-pouvoir, nous pensons que ce type d'action peut déclencher le cercle de « provoc » à l'italienne où le mouvement libertaire paye les pots cassés. (faut pas se prendre pour le nombril du monde). Un autre aspect évident c'est le caractère impopulaire de cette action qui dépourvue d'un caractère de classe net, place la lutte sur le terrain pourri de l'anti-franquisme (nationalisme). Les prolétaires qu'ils soient Espagnols ou Français ne peuvent que désapprouver les camarades des G.A.I., en se sentant menacés, et ces derniers ont bien dû le ressentir pour accorder à la presse, cette première conférence, ce besoin de justification auprès de ceux qui sont leurs alliés objectifs et subjectifs.

Extrait de l'Express et issu de l'article: Armes un commerce florissant.

... Les Gari, groupes d'anarchistes internationalistes, encore mal connus (voir l'article en section Monde), qui achètent beaucoup, préfèrent habituellement les armes d'« intimidation », comme le plastic. »

L'EXPRESS - 21-27 octobre 1974

Les Gari : action révolutionnaire sans frontière

Depuis leur création, en janvier 1974, ils ont multiplié sabotages et attentats antifranquistes. Leur plus gros coup : l'enlèvement, à Paris, le 3 mai, de M. Balthazar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao, qu'ils ont relâché trois semaines plus tard. Ce sont les Gari — Groupes d'action révolutionnaire internationalistes. La police française les soupçonne d'avoir placé deux bombes à retardement au Parc des Princes, voilà quinze jours, à l'occasion du match Reims-Barcelone.

« Elles étaient désarmées », réplique leur porte-parole à L'Express. En précisant que le but de l'opération était de faire plus de peur que de mal. Visage anonyme, jeune, de nationalité française, c'est la première fois qu'il accepte de faire des déclarations à la presse. « On veut nous faire passer tour à tour pour des voleurs de poules ou des bandits de grand chemin, ajoute-t-il, alors que nous menons des actions politiques pour dénoncer la collusion des régimes démocratiques avec la dictature franquiste. »

Ni députés ni médailles

Les Gari sont, en fait, des groupes autonomes, de tendance libertaire, qui se sont rassemblés sous cette étiquette pour atteindre des objectifs dans un laps de temps précis. Ils agissent dans six pays européens et au Japon. Pas de structure paramilitaire ou de direction unique, mais une organisation horizontale. « Pour des raisons de sécurité, et par principe idéologique, précise leur porte-parole, nous changerons de nom chaque fois que nous aurons à coordonner des actions importantes. » Depuis deux mois, les Gari, en fait, n'existent plus sous ce nom-là.

Pour ces groupes, qui refusent le nom d'« anarcho-syndicalistes », le pouvoir n'est pas au bout du fusil. « Nous ne cherchons pas à le prendre, affirment-ils, nous sommes comme les combattants de la Résistance qui luttaient contre l'occupation nazie. Sans penser à revendiquer une charge de député ou des médailles. » Et, parce qu'ils refusent les frontières, leur combat n'est pas seulement antifranquiste. Demain, ils pourront agir en Italie pour faire libérer des anarchistes. Ou soutenir une grève en Angleterre. « En évitant toujours de faire des victimes. » S'ils en ont fait, affirme leur porte-parole, c'était par accident... ■

L'EXPRESS

- 21-27 octobre 1974

25, rue de Berri, 75380 PARIS Cédex 08
Tél. : 256.45.00

2 BOMBES DÉCOUVERTES AU PARC DES PRINCES

Elles devaient exploser pendant le match Barcelone contre Paris-Reims



PLUS de 46.000 spectateurs assistaient mercredi soir au match Reims-Barcelone. Les tribunes étaient pleines à craquer. Le roi du football Cruijff était là et tous les yeux rivés sur lui. A tel point que lorsque les agents du service d'ordre envahirent les coulisses à la mi-temps, personne ou presque n'y prêta attention.

Quelques instants auparavant, un coup de téléphone anonyme avait prévenu :

« Une bombe a été déposée au milieu des spectateurs, ça va péter. »

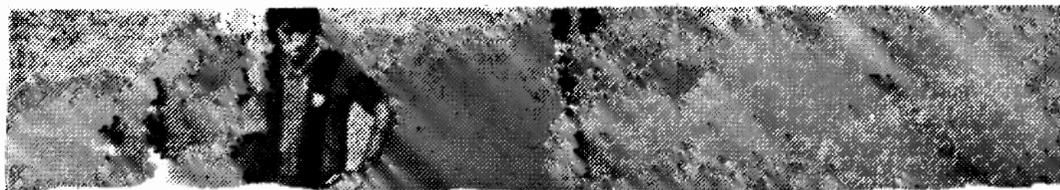
C'était vrai. On a découvert l'engin au pied de l'escalier numéro 1 à la porte d'Auteuil. Une bombe de fabrication plutôt artisanale.

« Comme deux bâtons de dynamite, longs de vingt centimètres, reliés par des fils électriques entourés de papier collant noirâtre à une petite pile et à un système qui ressemble fort à une minuterie, disent les policiers. Un agent l'a aussitôt enlevée, il s'est éloigné des spectateurs, a dressé des barrières autour de lui et l'a désamorcée d'un coup sec en enlevant les fils. »



(Photos LECHEVALIER — Canon F1 — et VIGNAL)

BIANCHI (JAMBE FRACTURÉE AU COURS DE LA RENCONTRE) OPÉRÉ CE MATIN



« J'ai faim, cela fait 24 heures que je n'ai pas mangé », a dit ce matin avec un moral étonnant Bianchi à sa femme Margarita, l'Argentine.

LE GARI : UN MOUVEMENT ANARCHISTE INTERNATIONAL

LE G.A.R.I. (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) est l'organisation la plus représentative et la plus active de l'« anarchisme combattant ». D'inspiration espagnole et plus particulièrement catalane, le G.A.R.I. regroupe diverses associations.

Depuis le procès de Barcelone et l'exécution de Puig Antich, en mars dernier, le G.A.R.I. a accéléré l'internationalisation de son action. Il ne s'est plus seulement attaqué au régime franquiste, mais à « tout Etat, à tout pouvoir » s'efforçant de « développer une lutte révolutionnaire continue contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation ».

Auteurs d'attentats en Espagne, en France — où en juillet dernier les coureurs cyclistes espagnols et la caravane du Tour furent menacés — et en Belgique, les commandos du G.A.R.I. ont déposé en six mois plus de cinquante bombes à travers l'Europe. Les hommes de ces commandos sont issus de milieux très divers : anarchistes, trotskistes, catholiques. La plupart sont des intellectuels et leur action est souvent sporadique.

« Les militants vont et viennent, passant d'un pays à l'autre, agissent un temps puis disparaissent », constatent les policiers qui s'efforcent à suivre ces hommes en constant mouvement.

Un gardien de la paix bien courageux dont les réflexes ont sans doute évité un drame parmi cette foule bruyante qui, à quelques mètres de là, insouciant, saluait les péripéties du match avec des hurlements de joie en faisant exploser des pétards.

L'engin était aussitôt expédié au Laboratoire municipal de la Préfecture de Police. Les examens n'étaient pas encore terminés jeudi matin qu'une deuxième bombe était découverte par un employé du stade, coincée entre le mur de la conduite de la chasse-d'eau des toilettes des hommes.

Pourquoi les deux engins n'ont-ils pas explosé ? On ne le sait pas encore.

Comme à la porte de Charenton

En fin de matinée, jeudi, les experts avaient pu déterminer la composition des explosifs : un bâton de dynamite « Gomme Bam » de deux cents grammes et un composé de nitrate de quatre-vingts grammes, avec une pile de quatre volts et demi. Le tout commandé par un ensemble d'horlogerie compte-minutes de deux heures.

Pour les policiers de la brigade criminelle, les poseurs de bombe pourraient appartenir au G.A.R.I., ce mouvement anarchiste espagnol.

On n'a pourtant retrouvé sur place aucun tract, aucune inscription, mais les bombes sont étrangement identiques à celles qui avaient fait explosion dans la nuit du 28 au 29 juillet dernier, porte de Charenton, incendiant des cars espagnols de la société SEAPEP. Des inscriptions portant le sigle du G.A.R.I. avaient été tracées près des véhicules.

Roselyne ARNO.

DEBATS ET PERSPECTIVES

PROLETARIENNES:

POUR UNE INTERVENTION

COMMUNISTE LIBERTAIRE

INTERNATIONALE COLLEC-

TIVE.



FLASH D'INFORMATIONS

- 1 -

Début sept. 74 :

Il reste **3** internationaux en prison dans l'affaire du banquier Suarez, sur les **11** otages de l'Etat.

L' Espagnol :

- Octavio Albérola

La Française :

- Ariane Gransac Sadori

L'Ecossaise :

-- Jean Helen Weir.

20 sept 74 :

La police qui semblait valoir montrer quelque mansuétude en libérant 8 camarades -(voulant peut-être apparaître par ce fait moins fasciste que Franco) -, vient de refermer ses filets sur **5** camarades du GARI (information lue dans la presse).

- 2 -

COMMUNIQUE AUX PROLETAIRES VIVANT EN PAYS BASQUE .

- Deux hypothèses sont à retenir sur l'attentat de « La puerta del Sol » :

Cet attentat n'est pour l'instant revendiqué par personne, et dont le pouvoir franquiste accuse l'ETA ; Nous prenons les positions suivantes.

1/- Si c'est l'extrême droite espagnole qui a fait le coup, en voulant faire croire qu'il s'agit d'un attentat effectué par un mouvement d'opposition violent à la dictature. Elle reprendrait la stratégie qu'elle emploie en Italie, de la provocation, bien qu'elle frappe généralement plus aveuglément. (Banque agricole décembre 70 , Italicus août 74).

De toute manière son objectif serait clair, à la veille de la mort de Franco, éviter toute libéralisation, ce dont le capital espagnol à besoin. C'est en ce sens que l'idéologie « de fasciste » ne peut être que nié par le mouvement même du capital. Les nostalgiques n'ont plus que des illusions à ronger.

2/ Nous condamnons l'attentat de Madrid (13 sept) dans un restaurant, qui ne s'appuyant sur aucune base de classe, vise aussi bien les flics que les employés du restaurant, autant que d'éventuels clients. Le terrorisme que pratiquent les basques se fonde sur une lutte de libération nationale, aboutie à la revendication d'un pouvoir régional qui se traduira par une nouvelle oppression des travailleurs. Nous appelons les prolétaires vivants en EusKadi à mener une lutte contre leurs exploités qu'ils parlent basque, espagnol ou javannais afin d'éviter que les nationalistes de tout poil se servent de leurs luttes pour l'instauration d'un bourgeoisie nationale. Les prolétaires n'ont pas de patrie !

- 3 -

Nous trouvons encore plus ignoble l'attentat meurtrier du drugstore St Germain (sept 74), qui lui n'a même pas l'argument de s'attaquer à des mercenaires du capital. Le cinéma, la télé, montrent à société la violence qui trouve dans de tels actes l'inversion du spectacle mercantile. En vidant les actions (telle celles par explosifs) de leur problématique politique, la presse est directement responsable de tels actes. Mais elle maintient cette absence de contenu politique dans un but précis (voir l'activisme contre Franco ou sélectif l'ETA avec Carrero Blanco).

Par un discours spectaculaire et événementiel la presse fait que des individus veulent prendre la 1^o place que les médias leur concèderont, leurs pratiques et leurs motifs deviennent alors absurdes.

- 4 -

Le terrorisme étatique et du capital est passé quotidiennement sous silence, on ne parle pas assez du terrorisme à grande échelle que perpétuent les Etats, par les rafles, les arrestations, les massacres guerriers, et de leur bêtise ; le respect à un bout de chiffon : le drapeau. Il faut se rappeler l'idée de Lecoq qui disait que s'il était en son pouvoir de liquider la poignée de criminels que sont les états majors, les gouvernants et les capitalistes, ils sauverait de la mort le plus grand nombre d'hommes: Violence sélective des opprimés contre les oppresseurs. Le terrorisme du capital est quotidien: suicides des physiques ou moraux, skizophrénie dans les grands ensembles, du à l'isolement, plus quelques milliers de morts par le travail dans les usines et sur les chantiers, ou sur la route.

La criminalité critique élément de négation de la société capitaliste, ou de LA REVOLTE A LA REVOLUTION SOCIALE .

1°) DES FAITS

Explosions, mutineries, rébellion avec assassinats de prisonniers éclatent et continueront d'éclater, en France et à l'étranger. Des revendications salariales se font jour chez les plus exploités : les taulards. Mais aussi un projet révolutionnaire prend forme. Face à ces actes, les mercenaires du capital (flics, matons, administration, pénitencière), répondent par l'assassinat de prisonniers et l'étouffement de leurs revendications et manifestent leur volonté de maintenir coûte que coûte l'exploitation de ces travailleurs. De cette lutte des prisonniers, les matons ont su tirer les marrons du feu.

Enfin ont assisté à l'union sacrée des divers flics (journalistes, matons, + C.R.S.) qui rivalisent de zèle pour éciaiser la révolte et emplifier le conditionnement psychologique des masses exploitées, afin d'éviter qu'elles n'identifient leur sort à celui des prisonniers et manifestent à partir de là une certaine entre-aide.

2°) L'ATTITUDE DE LA PRESSE.

La falsification et le mensonge sont les outils quotidiens des journalistes. Tous les médias sont devenus des organes d'expression du capital, de sa droite à sa gauche, stalinienne ou pas. Devant cette colonisation de l'expression, les journalistes ne devraient pas s'étonner que des bombes éclatent devant leurs locaux.

3°) L'ATTITUDE DES SYNDICATS .

La police syndicale trouve trop hardies les positions de Giscard (voir l'Huma du Août 74) habitués au stalinisme avec son cortège de camps de concentrations, il est logique que les revendications des travailleurs-prisonniers (organisés en comité d'action) leur semblent exorbitantes. (S.M.I.G., congés payés, en prison, chambre sexuelle). De toute manière n'y a-t-il pas une section C.G.T. des matons ?! Ces prolétaires policiers représentent une fraction de la classe exploitée contre elle-même, cela pour se vendre quelques sous de plus au pouvoir de la bourgeoisie.

Il fut un temps où l'on expulsait de la centrale syndicale les ouvriers qui construisaient les prisons et les églises. L'anarcho-syndicalisme est bien mort.

Les bombes placées devant l'administration pénitentiaire et devant sa filiale répressive; la C.G.T. des matons, indiquent les bastions les plus réactionnaires du capital, ceux attachés à la défense de l'usine-prison et à la destruction de l'individu, contre la défense de l'individu et la destruction de toutes les usines. La destruction par la même occasion, des vitres d'I.B.M., n'a fait que frapper le plus grand trust de la véritable police économique

et politique internationale (I.B.M. = C.I.A.)

4°) L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT .

La technocratie de Giscard, plus intelligente en répression que les staliniens, trouve dans la détention une peine suffisante et de ce fait, échafaude d'autres plans politiques. Si elle se dit prête à donner le S.M.I.G. et autres réformes c'est qu'elle sait, qu'elle n'en intégrera que mieux à la communauté du capital, les révoltés en les introduisant dans cet autre bague qu'est le salariat (taules, usines, bureaux). De même un accord du droit à une sexualité normale (comme dans le pénitencier corse) réduirait l'agressivité des mutins et la force explosive de l'homosexualité réprimée qui fait la force des armées et qui, ici, se retourne contre le capital.

Si hier encore, les groupes autonomes du «mouvement contre la marchandise et pour l'abolition du salariat» menaçaient à la bombe Madame Dorlac, ministre de la condition pénitentiaire, c'était un moyen pour exposer et exprimer les problèmes fondamentaux à savoir :

- La destruction de la société marchande, du salariat et de la propriété privée ou d'Etat.

La «résolution du problème des prisons ne peut passer que par cette destruction, car elle entraînera la disparition de ces dernières.

JE ME REVOLTE DONC JE SUIS !

*POURQUOI Y A T -IL DES PRISONS ?
QUELLES SONT LES CAUSES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES QUI CONDUISENT EN PRISON ?*

Jusqu'en 1789 la noblesse embastillait les gens du tiers état auquel les bourgeois appartenait. Depuis son avènement en tant que classe dominante, la bourgeoisie emprisonne, en majorité, des prolétaires.

POURQUOI DES PRISONS?

a) - LES CAUSES POLITIQUES.

Le système des prisons est inhérent à toute société divisée en classe.

La prison est l'expression extrémiste de la société capitaliste. Elle est la caricature et le symbole d'une société au service du capitalisme privé ou d'Etat. Elle sert autant à dissuader et écraser les prolétaires en révolte, qu'à freiner un capitalisme extrême, représenté par les maqueux et les escrocs.

Le système capitaliste détruit et emprisonne tous ceux dont il ne peut tirer profit; tous ceux qui refusent l'asser-

vissement à un travail, car il ne peut exploiter les individus, que par le maintien de l'esclavage salarié et par la contrainte à tous les niveaux; éducation, famille, églises, écoles, service militaire, usines, prisons.

Quiconque s'attaque directement à la propriété privée, aux moyens de productions et autres, est poursuivi et jeté en prison par la classe au pouvoir. La prison n'est donc pas en dehors de la lutte des classes.

b) - LES CAUSES ECONOMIQUES ET SOCIALES .

- Quand on vend au S.M.I.G. sa force de travail et que l'on est fauché à la fin du mois,
- quand on en a marre de trimmer ; que l'on est chomeur et encore plus raide,
- quand on se trouve isolé dans sa cage à lapin H.L.M, dans une banlieue dortoir,
- quand on crève d'ennui , dans un travail con et abrutissant et dans les bousculades aux heures de pointes ,
- quand , enfin, on a le désir de vivre un peu ,

il est normal que dans ces conditions et devant la provocante abondance de marchandises de toutes sortes, l'individu se révolte et se serve! Pourtant nombreux sont ceux qui résignés , s'écrasent , encaissent et se suicident moralement, continuant une vie étriquée, coincée entre deux crédits, en essayant de ne pas trop y penser pour ne pas se suicider tout à fait.

LES DIVERS DELITS .

1°) LE VOL OU REPRISE INDIVIDUELLE .

En rompant l'échange marchand par le vol illégal et la reprise directe, les voleurs s'attaquent dans un 1° temps au fondement de la société de classe et d'abondance;; la propriété, mais la reconduisent dans un 2° temps car ils ré-introduisent leurs butins dans le cycle marchand en le revendant, réalisant dessus un profit. Il est à remarquer que ceux qui volent uniquement pour satisfaire leurs besoins propres (reprise individuelle) et qui pratiquent le don (rompant ainsi le cycle marchand) sont les plus réprimés, car ils expriment négativement les possibilités de cette société de gaspillage.

2°) LE PILLAGE OU REPRISE COLLECTIVE .

La dimension collective de l'expropriation prend alors des allures insurrectionnelles car le rapport social s'inverse au détriment des marchands, pour le prolétariat, Il n'y a qu'à voir les divers pillages à l'Est ou à l'Ouest et leur répression par les divers pouvoirs (Pologne 70, Watt 65).

3°) LA PROSTITUTION .

Les putains qui sont en taule sont le produit les plus poussés de la réifications des individus. Le travail salarié, quasi obligatoire, qui fait que chaque individu vend quotidiennement sa force de travail au capital, transforme les hommes en marchandises. Le stade suprême de cette réification est la prostitution totale au capital, les prostituées sont la forme achevée d'une société marchande et spectaculaire.

4°) L'OUTRAGE AUX BONNES MOEURS .

D'un côté on assiste , pour des fins publicitaires , au

spectacle de femmes-objets, de films pornos, de l'autre il nous est interdit de nous baigner nus , de disposer librement de notre corps et de notre cul! Belle contradiction de l'hypocrisie bourgeoise ou stalinienne.

L'un rapporte du profit en exploitant la sexualité réprimée l'autre est réprimée puisqu'il s'agit de la jouissance et de la liberté de l'individu.

5°) LES INCENDIAIRES DU VIEUX MONDE MARCHAND OU LES PYROMANES .

La critique de la marchandise par son côté répressif, par sa valeur d'échange et son obsolescence, trouve sa critique dans son incendie. Les rapports réifiés par la domination marchande, - s'identifiant à la nouvelle misère instaurée de la vie quotidienne - , trouvent leur négation dans ces actions incendiaires (super marché, banques, etc) La destruction de marchandises d'un super-marché ou d'une usine , empêche la réalisation de la plus-value contenue dans celle-ci c'est pourquoi l'opposition à la logique du marché est taxée de criminelle. Mais la contradiction réside dans le fait que le système du marché exige la destruction massive de certaines denrées, ou leur stockage dans des chambres froides, (voir les manifestations paysannes et la destruction de viande légumes etc) pour maintenir le plus haut taux de profit sur les ventes.

Nous voyons bien l'incohérence d'un tel système à l'échelle mondiale, quand d'un côté le marché fait crever des dizaines de millions d'individus (Sahel) et de l'autre engendre un gaspillage effréné. (U.S.A.)

Il s'agit bien alors de changer le système du marché , de le remplacer par une économie distributive en fonction des besoins des chacun.

MUTINERIES



La mutinerie que l'on croyait terminée samedi au pénitencier de Mc

6°) LE CRIME.

Mais, vous nous direz et les criminel?

Ils sont les produits de cette société capitaliste.

Est-ce un meurtre pour héritage?

- supprimons ce droit et rendons les biens à la collectivité en les partageant suivant les besoins de chacun.

S'agit-il d'un meurtre par jalousie?

- supprimons l'éducation chrétienne qui fétichise le couple, interdit l'union libre et l'amour libre.

Supprimons les causes des névroses, des frustrations de toutes sortes; la morale et les répressions qui engendrent les actes déments et désespérés.

Quand tu tues un homme dans le civil, tu as 20 ans de réclusion,

Quand tu assassines en tant que militaire, à l'armée, tu es décoré et tu avances dans la hiérarchie.

Franco et Massu sont l'exemple éclatant de bourreau impunis. Même en temps de paix l'armée est l'école du crime. Elle maintient l'impérialisme français dans les pays d'outre-mer, et n'hésite pas à tirer (Antilles).

QUI VA EN PRISON?

Il est clair que la majorité de la population pénitentiaire est composée de jeunes chômeurs et de smigards; ceci pour les voleurs. Les autres sont quelques capitalistes-truands, proxénètes, plus expéditifs dans la méthode d'exploitation. Ils transgressent trop visiblement la loi du vol légal bourgeois. Ils escroquent, spéculent, et prostituent totalement les personnes, sans fard ni artifice. Leurs attaches avec les mercenaires du capital (flics, magistrats; cf l'affaire Javillier et celle de Lyon), leur permettent d'éviter le pourrissoir.

Les lois ne sont faites que pour défendre les exploités et tous les parasites sociaux (avocats, curés, militaires, flics).

MAIS ALORS QU'EST-CE QUE LE DROIT, LA LOI ?

Qui vole un pain, va en prison.

Qui vole des millions, va au Palais Bourbon!

Le droit bourgeois n'est que l'idéologie législative pour défendre le capital. Les lois ne sont qu'un ensemble de combines dont se sert la classe au pouvoir pour se protéger, pour exploiter et pour assassiner. (les guerres qui sont faites pour des raisons économiques sont des assassinats légaux).

La société est un immense racket sur les prolétaires. Il ne peut exister de véritable égalité sans l'égalité économique, et de liberté sans celle qui émane par la mienne, celle des autres, à l'infini.

L'EXPROPRIATION DES EXPROPRIATEURS, COMME FORME DE LUTTE CONSCIENTE.

Le mouvement social actuel tend de plus en plus à dépasser la forme spontanée de la reprise individuelle, qui n'est généralement, qu'appropriative. Cela va de la reprise de stock par les producteurs eux-mêmes, jusqu'aux actions de l'ex-MIL - attaques de banques - Ces actions se trouvent sur le chemin historique de la répartition des biens suivant les besoins de chacun. Nous avons vu avec quelle répression le capital tente d'étouffer ce mouvement.

Ce texte participe de l'approfondissement communiste du mouvement social actuel et c'est en ce sens qu'il

tente d'inscrire le «vol» dans la forme auto-organisée de destruction de cette société en esquissant le dépassement. C'est en ce sens que la pratique de l'expropriation, quel qu'en soit le niveau, doit s'inscrire dans un processus de lutte de classes de plus en plus clair. Mais cependant l'action des camarades de l'ex-MIL emprisonnés, si elle a prouvé la possibilité d'agir en Espagne, appelle aussi certaines critiques; l'expropriation, - comme acte exemplaire, avec distribution de communiqué lors du braquage et financement de grèves ouvrières lors des luttes, - s'inscrit comme substitution aux prolétaires en lutte.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA LEUR OEUVRE PROPRE !

CONCLUSION

De la révolte à la révolution !

En s'attaquant individuellement au capital, au niveau aveugle de la révolte, on se heurte au pouvoir répressif qui nous isole. La révolte des prisons, par le mouvement social irréversible qu'elle a enclenché, ouvre la voie à la destruction de l'enfer carcéral.

A tous les prolétaires maintenant, de s'attaquer à toutes les prisons, à celle qui les fait se prostituer quotidiennement en vendant leur force de travail, leur taule à eux; l'usine, et leur esclavage le salariat!

Que nous tous prolétaires agissons par la grève expropriatrice et insurrectionnelle, pour l'application de la démocratie directe des assemblées générales avec des délégués, élus et révocables à tous moments, pour détruire radicalement les fondements de cette société capitaliste, bureaucratique, étatique et bourgeoise.

Supprimons tout ce qui nous empêche de vivre libre, repassions la vie !

Mouvement pour la destruction de la société marchande et l'abolition du salariat.

N.B. Le degré de liberté d'une société peut être comparé au nombre d'emprisonnés; l'URSS avec 50 personnes sur 1000 détient le record du monde totalitaire. La France 7 sur 1000) Gageons que la révolution communiste libertaire commencera comme avec Makno à dynamiter les prisons.

Deux affaires de pillage découvertes dans le port de Marseille

TROIS POLICIERS VOLAIENT les marchandises saisies par leur service

Deux affaires de trafic de marchandises volées sur le port viennent d'être découvertes simultanément à Marseille. L'une d'elles met en cause trois policiers qui sont actuellement entendus par deux envoyés de l'inspection générale de la police nationale venus spécialement de Paris. Les trois hommes, qui avaient accès aux locaux où étaient entreposées les marchandises récupérées par leur service sur des pillards de quais, les pillaient à leur tour.

L'autre affaire a été découverte le 25 juillet dernier, après l'arrestation de quatre employés travaillant sur le port — un chef de service d'une société d'import-export, un commis des douanes et deux dockers — convaincus de pillage sur les quais. MM. Antoine Ricard, Fernand Fardela, Roger Caramanica et Joseph Debiase étaient aussitôt écroués. Une perquisition organisée par le service régional de police judiciaire de Marseille au domicile de M. Caramanica permettait de retrouver seize cartons de marchandises. Peu après, les enquêteurs appréhendaient M. Louis Piana, soixante-sept ans, déjà plusieurs fois impliqué dans des affaires de recel, et découvraient chez lui cent trente-sept tapis dont il ne pouvait expliquer l'origine. M. Piana a toutefois été laissé en liberté.

L'enquête permettait ensuite de remonter jusqu'à deux autres personnes : M. Jacques Estelle, trente-trois ans, fils d'un gardien

de la paix et agent d'une société de surveillance, et son épouse, Mme Jacqueline Estelle, vingt-neuf ans, secrétaire de l'antenne des renseignements généraux du port autonome.

Il semble que M. Estelle organisait — avec le concours de son père, selon certains enquêteurs — le pillage sur les quais, en liaison avec des camionneurs qui emportaient de nuit le butin, essentiellement des téléviseurs, des magnétophones et des appareils photographiques. Mme Estelle, pour sa part, prenait les commandes — sur des carnets à en-tête du ministère de l'intérieur — et encaissait les recettes.

Il semble que sa clientèle se soit située pour une large part parmi ses collègues. Le trafic qui durait depuis trois ans, aurait rapporté 6 000 à 8 000 francs par mois au couple, qui a été placé sous mandat de dépôt par Mlle Monique Mabelly, juge d'instruction chargé du dossier.

APPROFONDIR LE MOUVEMENT SOCIAL

Nos positions et celles de l'Ex-M.J.L. contre toutes les fractions du Capital

Le capitalisme depuis le début de sa décadence, vers la première guerre, se voit obligé de centraliser au maximum ses ressources économiques à fin d'avoir le capital et le prolétariat sous une direction plus rigoureuse et contrôler ainsi son chaos et ses contradictions marchandes. La vieille bourgeoisie, en voie de disparition, se montre toujours fidèle aux mots d'ordre de la Révolution Française. Un nouveau courant est cependant tout prêt à réaliser la continuation de vieux esprit marchand en la troquant par une hystérie de la centralisation poussée des moyens de production et distribution. Ce courant, plus capitaliste que la bourgeoisie même, veut sauver le capitalisme de la façon suivante : nationalisation des moyens de production, centralisme idéologique de parti ou de « partis », bureaucratisation, patriotisme, « libération nationale », « anti-fascisme », « anti-impérialisme », autogestion, révision ou soi-disant radicalisation de la démocratie bourgeoise, déification et par conséquence éternisation de la classe ouvrière. Ce courant ne peut s'appeler que la grande rapacité capitaliste d'état. Elle a cristallisé ses ambitions dans les pays qu'elle appelle « pays ouvriers » : pays de l'Est, Chine, Cuba et une partie de l'Afrique du Nord. Elle tâche de le faire en Occident. Voici ses représentants en France : PCF-CGT, PS, PSU-CFDT, OCI-AJS, ROUGE, Lutte ouvrière, les Maos etc. Dans le reste du monde : les homologues de tous les cités ci-dessus. Ils sont partout ils ont pour tâche primordiale celle d'enterrer et calomnier la pensée révolutionnaire. C'est pour cela qu'ils se sont manifestés (sans considérer son retard calculé) contre la mort de Salvador Puig Antich en troquant, comme de bons boutiquiers, les conceptions révolutionnaires de l'Ex-MIL contre un vrai borbier d'idées réactionnaires (anti-fascisme, républicanisme, démocratisme, catalanisme).

Nous avons en conséquence, entrepris de faire connaître l'ensemble des positions théoriques que l'Ex-MIL comme nous considérons imminent de les étendre à * intervention communiste au sein de la lutte révolutionnaire. Et ainsi il apparaît que l'Ex-MIL et leurs prétendus défenseurs sont naturellement des barricades opposées :

- Le travail salarié comme marchandise;
- La marchandise comme axe et noyau du système capitaliste;
- Le capital comme plus value accumulée;

- * L'ensemble du prolétariat mondial comme base à une
- * L'Est dans les relations internationales capitalistes

- Le capitalisme comme système où le capital a acquis la suprématie ;
- Le processus de concentration du capital ou impérialisme, le capitalisme n'a pas de frontières ;
- L'Est comme ensemble de pays où persistent le travail salarié et le règne de la marchandise ;
- Le social-impérialisme en URSS, en CHINE ;
- * Le prolétariat, base et négation du capitalisme ;
- L'organisation du prolétariat dans l'optique de Marx, Stirner, Bakounine, Pannekoek, et dans celle de l'ultra-gauche ;
- La critique du léninisme comme conscience extérieure à la classe ouvrière, et ses conséquences politiques et organisationnelles ;
- La révolution comme abolition des rapports de production capitalistes (travail salarié, marchandises) et non comme transformation des modes de gestion du capital ;
- Le capitalisme porte en son sein le communisme ;
- La situation de la lutte des classes en Espagne par rapport à la lutte internationale ;
- Le communisme comme suppression de la loi de la valeur ;
- Synthèses actuelles du processus révolutionnaire international ;
- L'Espagne capitaliste dans l'ensemble du capitalisme mondial ;
- Les formes fascistes du pouvoir comme recours pour l'industrialisation capitaliste en temps de crise et comme frein à la lutte révolutionnaire du prolétariat ;
- Le développement des forces productives en Espagne, et la situation du prolétariat ;
- La lutte des classes en Espagne par rapport au mouvement de lutte international ; critique de la théorie illusoire et rétrograde du « maillon le plus faible » appliquée à l'Espagne
- Les formes capitalistes de contrôle au sein de la classe ouvrière : groupuscules, partis, syndicats, leurs manifestations idéologiques ;
- Etc . » (Barcelone , le 21 Avril 1973)
- « On a beaucoup parlé de « lutte contre la répression », tout en restant en position défensive et à moitié chemin, sans voir qu'il n'y a pas d'autre lutte contre la répression que l'insurrection généralisée . » (MIL - Extrait de CIA N° 1 , Octobre 1972)

Notre unique barricade est la classe ouvrière, se trouve-t-elle en insurrection générale « moment de la création de son organisation unitaire » ou en démoralisation totale. Ce n'est qu'en nous fondant dans le sein de ses luttes que nous pourrons être et rester communistes dans son vrai sens.

La classe ouvrière doit créer son propre système pour se libérer. Elle n'a aucun pouvoir à prendre ni de coup d'état à soutenir. Elle doit assurer son hégémonie en détruisant tous les pouvoirs existents

Si la situation Espagnole devenait le Portugal

Les travailleurs portugais sont-ils trop impatientes ?

Le régime fasciste est tombé, mais le capitalisme demeure ! Ce changement de régime politique a fait naître un sentiment de libération, de suppression des entraves sociales et policières, qui est principalement ressenti par la classe qui porte, plus que toute autre, le poids de l'exploitation : la classe ouvrière.

Mais la chute du régime ancien s'est fait hors des voies légales : elle a déclenché un processus nouveau, transférant dans la rue la politique et l'action. Les manifestations et la fraternisation entre soldats et ouvriers, les actions directes et violentes contre l'ancien appareil d'Etat qui a cessé momentanément de contrôler la vie sociale, tout cela libère des énergies collectives nouvelles et renforce la volonté d'agir et d'aller plus loin. Rapidement, le foyer de cette agitation collective quitte la rue où patrons et ouvriers saluaient côte-à-côte la fin du fascisme, pour les lieux de travail, où ils se retrouvent face-à-face.

La force collective s'impose et impose des changements dans l'appareil de production, où la répression fasciste servait à garantir le maintien des rapports sociaux. C'est pourquoi, dans le mouvement de grève actuel, la question de l'épuration est l'un des points essentiels. Mais les attitudes des directeurs du personnel, surveillants et contremaîtres, que les ouvriers dénoncent comme des attitudes fascistes, *existeront toujours tant qu'il y aura du travail salarié*. C'est pourquoi les capitalistes résistent à ces mesures d'épuration.

Ce qu'ils ne peuvent pas mettre en jeu, c'est la « discipline » qui est la base de la production, et il est dangereux que les ouvriers s'habituent à vouloir imposer leur volonté sur ce terrain.

Mais derrière la chute du fascisme se profilent déjà d'autres formes du pouvoir capitaliste. Les actions ouvrières, les manifestations de force collective rencontrent chaque fois une plus grande résistance. En un sens, la Junta apparaît comme l'intermédiaire ayant pour fonction de faire accepter aux travailleurs les intérêts des capitalistes. Réclamer l'intervention de la Junta, lui faire confiance cela revient à refuser de décider et d'agir directement face aux patrons, c'est abdiquer sa force collective. C'est ce qui s'est passé par ex. à la TIMEX, où les ouvriers unis et décidés ont été demander l'intervention de la Junta, celle-ci leur faisant finalement accepter une proposition que ne sert que la Direction. Ailleurs, c'est le souci de légalité qui a bloqué toute action. Avant même de savoir ce qui sera légal ou non, les gens prennent d'avance position contre l'illégalité. C'est ce qu'on peut lire dans la déclaration du personnel de l'Institut de Physique-Mathématique adressée à la Junta, où il est dit que l'on « condamne toutes les initiatives prises en dehors de la légalité démocratique qui est en cours d'élaboration ». D'autres, comme certaines directions des syndicats et des partis, ne cessent d'agiter la menace du chaos économique. Cela revient à adopter la position des capitalistes, selon qui on ne peut accorder quoi que ce soit aux ouvriers que si la productivité et les bénéfices (donc l'exploitation) s'élèvent eux aussi. A considérer la formation du gouvernement provisoire, la tendance est très nettement dans ce sens. Il s'agit de convaincre les travailleurs que « l'heure est venue de sacrifices pour tous les Portugais » (travailleurs des assurances « La Sociale »). On a déjà entendu ça quelque part ! Comme si tous les Portugais avaient des intérêts identiques ! Si les capitalistes ont un souci du salut de la société, pourquoi serait-ce toujours aux travailleurs de faire des sacrifices ?

Des communiqués de ce genre, il en apparaît de tous côtés, exprimant souvent l'opinion des travailleurs eux-mêmes : J. Pimenta, Firestone, etc. D'ores et déjà, cette attitude a pour résultat de faire renaitre la peur qui avait disparu, détruisant ainsi la détermination de lutter. En affirmant qu'il « est impossible de céder à ces revendications », on oublie que cette réponse a toujours été celle des patrons, même avant le 25 avril. Tout dépend finalement de la force de la classe ouvrière. *Ce qui est possible, c'est ce qu'elle aura la force d'imposer.*

Tout cela ne suffisant pas, on commence à parler aussi de « provocateurs », des « impatientes », des « aventuristes ». La Junta a publié un communiqué mettant en garde contre l'existence de provocateurs dans le bâtiment : le même jour, 14 mai, les patrons de J. Pimenta distribuent ce même communiqué en réponse aux revendications des travailleurs ! Comme disait l'autre, « dis mois qui sera la Junta, je te dirai qui la Junta sert ». Aux chantiers de la Lisnave, la commission des travailleurs déclare « défendre les siens de l'entreprise et de l'administration », pendant qu'à la TAP, les syndicats s'en prennent aux ouvriers qui se comportent avec « la liberté » qui leur a été offerte comme des enfants à qui on donne un jouet et qui n'ont pas de répit avant de l'avoir cassé ». Chose intéressante, les partis et les organisations politiques qui, sous le fascisme, étaient tout excités par les grèves ouvrières, se mettent tout d'un coup à recommander le calme et font tout pour mettre fin aux conflits. A. Cunhal dit aux journalistes que « l'impatience pose des problèmes », comme on peut le lire à côté du communiqué des Forces Armées donnant le nom des jeunes morts à la guerre. Beau résultat de la patience ! Le PCP n'hésite pas du reste à dire que seuls les réactionnaires « ont intérêt à ce que la tension se développe ». Bientôt, les travailleurs veulent faire grève se verront accusés d'être des agents de l'ex-PIDE ! Aux mines de Panasqueira, les messieurs du Comité d'Entreprise de Covilha s'efforcent inlassablement d'étouffer le conflit, mais les ouvriers rejettent leurs propositions. Au point que les luttes ouvrières apparaissent maintenant comme une menace pour les sièges qu'ils occupent ou pensent occuper bientôt...

Une fois le fascisme abattu, les travailleurs ne doivent pas désarmer. Ce qui a été obtenu par la force est la meilleure garantie pour le futur. C'est maintenant qu'il faut avancer des revendications, au moment où les anciennes institutions sont à terre et où les nouvelles ne sont pas encore consolidées. C'est maintenant que nous sommes forts ! La menace de retour du fascisme ne sert qu'à entraver la lutte ouvrière et le développement de la conscience de classe des travailleurs.

Tout le problème actuel du capitalisme, c'est de passer d'une forme arriérée et rigide de domination — le fascisme — à un encadrement démocratique, avec cogestion et participation des travailleurs à leur propre exploitation. En leur donnant l'illusion d'être maîtres de leur propre destin.

Tant qu'existent le capitalisme et l'Etat, fondés sur le salariat, les travailleurs ne peuvent rien contrôler du tout. Il n'y a pas d'étapes de pouvoir intermédiaire. Ou bien le pouvoir est entre nos mains, reposant sur des organisations démocratiques de base qui gèrent l'ensemble de la vie sociale, ou bien il est dans celle de l'Etat capitaliste. Et en attendant, la seule chose que nous puissions contrôler et gérer, ce sont nos propres luttes : en préservant le pouvoir de décision des assemblées générales, en utilisant comme moyen de pression l'action directe, en refusant les délégations permanentes de pouvoir, qui font surgir des « sauveurs professionnels », auxquels nous devons, une fois de plus, faire confiance. De même, le ralentissement des cadences (Convex), la réduction de l'échelle des salaires (Compagnie Aérienne, Bâtiments), les augmentations égales pour tous, le refus de percevoir les titres de transports (Soc. Estoril, Belos), enfin le refus des compromis et des négociations en fixant des dates limites de réponse aux directions voilà des exemples de développement des luttes ouvrières. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions faire face aux groupes politiques, grands ou petits, qui ne voient dans la lutte de classe qu'un moyen pour renforcer leurs organisations.

C'est de la capacité de contrôler les luttes d'aujourd'hui, en réfléchissant sur nos actions collectives et sur leurs conséquences, que naîtra la force et la volonté qui nous permettra d'en finir une bonne fois avec l'exploitation du travail (le salariat), avec cette société de merde et toutes ses institutions, ses postes, ses bonzes, ses sauveurs professionnels, etc...

TRAVAILLEURS, SOYONS IMPATIENTS ! COMPTONS SUR NOS PROPRES FORCES !

Groupe lutte de classe

(Tract distribué à Lisbonne)

Le poids
des masses

" LA PSYCHOLOGIE DE MASSE DU FASCISME "

La peste brune. Quand elle a commencé de recouvrir l'Europe à partir de 1933, ce fut l'étonnement. Il dure encore. Ces uniformes noirs, ces croix gammées, ces têtes de mort sur les casquettes, ces parades, ces cris rythmés, la voix du « grand psychopathe », Hitler, conduisant le peuple de Goethe à des rassemblements barbares, puis à la mise en œuvre d'une solution finale contre les Juifs ; ces ingénieurs devenant des bourreaux, construisant Auschwitz et Treblinka, sans qu'aucune rationalité économique puisse réellement expliquer le phénomène, tout cela demeure encore obscur, trouble, et l'on répète : pourquoi ? Comment ? On pressent, devant ces faits, ces foules hystériques qui applaudissent Hitler, ces aberrations de la politique nazie, que les explications du nazisme par les déterminismes économiques et sociaux, ou par le pouvoir et l'attrait d'un Führer, ne sont pas suffisantes. Quelles manquent un aspect peut-être essentiel de ce mouvement collectif, qu'il faut fouiller au plus profond de l'homme pour comprendre.

Cette recherche, Wilhelm Reich l'a tentée dès 1933, et, après quarante ans, ses interprétations sont d'une étonnante actualité. A les suivre, on a le sentiment de se trouver en présence d'idées que l'Histoire a fait germer.

Cela tient au fait que Reich, malgré son point de départ, s'est livré à bien plus qu'à une simple étude du fascisme.

En fait, il s'est servi de son expérience historique particulière pour aborder le problème de l'homme dans son comportement social. L'analyse du fascisme est, pour lui, le biais qui conduit au cœur de l'organisation biologique de l'homme. C'est qu'il est médecin, qu'il a, depuis plusieurs années, examiné les réactions face à la sexualité de ces ouvriers, de ces petits-bourgeois allemands qui vont subir ou soutenir le nazisme. Il est donc attentif, au-delà des attitudes politiques, au comportement physique et psychologique de l'homme. Et sa tentative consiste à considérer le fascisme — et l'Histoire — comme des révélateurs.

Des animaux sexuels

Reich découvre d'abord, au plus profond de l'homme, une rationalité naturelle, une énergie vitale (partie d'une Energie Cosmique Primordiale) d'origine sexuelle. Dans la vie naturelle, il y a spontanément, selon lui, « autorégulation » de cette énergie. Mais, depuis six mille ans, une organisation autoritaire a provoqué ce que Reich appelle l'« engourdissement biologique » de l'homme, sa « rigidité caractérielle ». Famille autoritaire, répression sexuelle des enfants et des adolescents sont responsables de cet engourdissement.

L'Histoire fabrique ainsi, grâce aux institutions et aux tabous, des hommes consentants, reproducteurs eux-mêmes de la civilisation autoritaire et mécaniste.

Car Reich part aussi en guerre contre la machine, son idéologie, ses serviteurs, les « hommes robots », qui refusent de s'accepter comme « animaux sexuels », qui rejettent leur réalité biologique et ne sont plus que des « machines cérébrales ». En eux, en nous, alors, se superposent des couches caractérielles antagonistes.

A la surface, une couche superficielle, le « vernis de civilisation » de l'homme apparemment fraternel et respectueux de l'autre. Au fond de la structure caractérielle, un « noyau biologique » : foyer d'honnêteté réelle, d'énergie vitale, de sociabilité naturelle. Mais, entre ce noyau et la surface une seconde couche caractérielle — celle de l'inconscient freudien. Là, les pulsions naturelles se transforment, dévient ; là, est le lieu où s'ancrent le sadisme, les perversions. Le fascisme exprime cette seconde couche.

PAR

W. REICH

Une peste émotionnelle

On voit combien cette analyse doit à Freud. Mais Reich s'inscrit aussi dans la lignée de Marx. Car cette seconde couche s'est constituée historiquement. Et elle s'exprime dans le comportement

des masses. Ainsi, selon Reich, ce ne sont ni Hitler, ni Staline, ni le capitalisme, ni les dégénérescences bureaucratiques du socialisme qui sont responsables du nazisme, du stalinisme ou des guerres. Les responsables, ce sont les masses elles-mêmes. Ce sont elles qui acclament, acceptent, appellent les dictatures, elles qui suscitent l'irrationnel mystique, qui défient le Führer ou l'Etat. Les masses ont peur de la liberté, parce que l'humanité est biologiquement malade, parce que l'organisation autoritaire et mécaniste de la civilisation a détruit le fonctionnement biologique naturel de l'homme. Dès lors, toute société porte en soi le fascisme, parce que tout homme a été marqué par la répression historique menée par la civilisation contre la nature.

La politique, dans ces conditions, ne peut être qu'une « peste émotionnelle » (et parfois une peste dictatoriale). Faute de pouvoir s'appuyer sur le rationnel enfoui, elle s'adresse à la seconde couche caractérielle exploitant les émotions, l'irrationnel, le mysticisme latent, la soif d'argent, de pouvoir, tous ces substituts au bonheur d'aimer irréalisé.

Sinistre tableau. Mais Reich ne désespère pas. La liberté inscrite dans la nature peut l'emporter. Il est possible de parvenir à l'« autogestion libérale de la vie humaine », de retrouver l'autorégulation naturelle, et la rationalité profonde de la vie. Il suffit de briser la famille autoritaire, de laisser s'exprimer librement la sexualité des enfants, de séparer les nouvelles générations, à chaque fois portées de la joie de vivre, des anciennes, mutilées, enchaînées. Il faut s'écarter de la civilisation mécaniste en créant la « démocratie naturelle du travail ».



WILHELM REICH.

Toute société porte en soi le fascisme.

• AVANTI POPULO •

La classe ouvrière, de part la place qu'elle occupe « source des richesses » est l'élément fondamental de la transformation communiste Libertaire de la société.

De fait, il existe depuis Mai 68, un potentiel ouvrier révolutionnaire qui se définit dans sa pratique, ses luttes.

Plusieurs facteurs ont joué dans l'apparition d'une alternative ouvrière. La destruction capitaliste, la division toujours plus grande du travail et la séparation des pouvoirs ont entraîné une réactualisation des thèmes fondamentaux de lutte de la classe ouvrière. (voir texte : approfondir le Mouvement Social)

Ces thèmes sont émis par des prolétaires d'ores et déjà en rupture avec les représentations bureaucratiques.

Soit parce que, nouveaux, dans la classe ouvrière et échappant aux schémas traditionnels, et y compris parce que les vieilles structures réformistes n'ont pas abordé des thèmes considérés comme négligeables et qui touchent le quotidien.

Soit parce que des travailleurs ont rompus avec des formes d'action qui ne menaient nulle part, sinon qu'à une autre facette capitaliste, cette fois-ci d'Etat. (nationalisation)

Ce mouvement, bien qu'informel, apparaît dans les luttes qu'il mène. Ce mouvement s'inscrit comme nouvelle alternative face aux organisations traditionnelles et pose dans la lutte, une autre conception de l'organisation et du pouvoir. Ce mouvement tend à l'autonomie: par autonome nous entendons, en rupture avec l'idéologie bourgeoise et ses formes d'organisation hiérarchisées (partis, syndicats, groupuscules)

Les thèmes que l'on rencontre remettent en cause l'organisation du travail et ses pendants politiques. La lutte contre la hiérarchie à tous les niveaux, l'auto-organisation de la classe (prenons nos affaires en main), la démocratie directe (tout le pouvoir à la base, tout le pouvoir aux A.G.), l'action directe de masse (occupations, séquestrations), la lutte contre la division du travail (cadences, parcellisation des tâches...), luttes sur des points remettant en question le système (temps de travail, remise en question du travail, absentéisme, turn-over...)

Tous ces thèmes se retrouvent et dans les revendications quotidiennes et dans le refus des structurations traditionnelles (réformisme, néo-réformisme gauchiste), mais aussi dans une problématique de la lutte de classes à un niveau international, par les trusts multi-nationaux.

Sur le plan de la stratégie immédiate, la tâche des révolutionnaires est de fusionner à la base avec les autres prolétaires, de provoquer la rupture avec la social-démocratie et le gauchisme.

IL EST DONC NECESSAIRE AUJOURD'HUI

De renforcer, sinon de susciter des pôles révolutionnaires de travailleurs pour rompre l'isolement. Ces pôles révolutionnaires composés d'individus autonomes devrait s'assurer de plusieurs éléments pour tendre à une véritable autonomie.

1/- Elément relationnel : contacts, fusion avec le milieu où l'on se trouve.

2/- Collecter et interpréter les renseignements de tout ordres, sur les patrons, les divers forces de répressions spatio-temporelles.

3/- Se donner une base logistique, c'est l'auto-organisation, acquisition de moyen matériel autonome qui permettent d'intervenir rapidement, approvisionnements divers, transport, moyens de résister à la répression capitalo-Etatique-léniniste

4/- Etudier des tactiques d'intervention et d'agitation les faire connaître pour quelles soient reprises.

5/- Passer à l'agitation qualitativement, en approfondissant le mouvement social.

De pratiquer une solidarité et une fraternité révolutionnaire internationale.

A ce sujet :

L'arrestation en France des camarades du G.A.R.I., permet de mobiliser directement, pour leur défense, le mouvement révolutionnaire international.

Les actions qu'ils revendiquent s'inscrivent dans une lutte économique et politique contre le capital qu'il soit Espagnol ou Français (destructions de lignes électriques qui partent en Espagne, financement de cette activité par expropriation (en France attaque de banques), ce qui fait la liaison directe entre les droits communs et les politiques (l'arrestation des camarades anarchistes Irlandais est similaire dans son contenu).

De plus, internationalement nous assistons clairement à une collaboration entre la France et le « Janus » Giscard.

" D'autre part, l'ambassadeur d'Espagne à Paris a été reçu le 23 septembre par M. Michel Poniatowski. Le ministre d'Etat a informé le diplomate des mesures prises par les autorités françaises contre l'organisation terroriste GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste), responsable, entre autres actions, de l'enlèvement d'un banquier espagnol, M. Suarez. M. Poniatowski a, en outre, rappelé qu'il appartenait au gouvernement espagnol de mettre en œuvre une procédure d'extradition à l'égard de ses ressortissants vivant en France et contre lesquels il souhaite engager des poursuites judiciaires. "

A Hendaye

La décision a pris de court touristes et transporteurs routiers

De notre correspondant

L'état Franquiste rentre en contradiction avec le développement de son propre capital national en bloquant les frontières, il augmente les tracasseries douanières, il freine ainsi lui-même la circulation des marchandises. Cela est une conséquence de l'action entreprise par les camarades du GARI et celle des Basques.

Pour rompre l'isolement de ses camarades, nous proposons de rompre le spectacle d'actions ultra-minoritaires et de nous lancer dans une stratégie qui a pour but de provoquer ouvertement :

LE BLOCUS ECONOMIQUE, POLITIQUE ET CULTUREL DE L'ESPAGNE

APPROFONDIR LES CONTRADICTIONS DU CAPITAL ICI

OBTENIR LA LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS ESPAGNOLS, FRANCAIS, IRLANDAIS.

COMMENT

Par une lutte prolongée à la base, par une recherche systématique de renseignements sur les relations commerciales, culturelles et politiques entre la France et l'Espagne, l'Irlande et l'Espagne.

POSSIBILITES D'ACTIONS:

-Sur les lycées, et les facs

Agitation et propagande, surtout en cours d'Espagnol, nous faisons la proposition aux lycéens de foutre en l'air le programme et les bouquins de cours, et de les remplacer par un long débat autour de cette brochure.

Dans les facs, viser le blocage et la grève de l'institution pour la libération de tous les prisonniers. Il est évident que le sabotage des cours peut-être possible par cette frange de semi-étudiants qui n'intervient nulle part (voir, Ni bruit de chiottes Ni petites bourgeoisie). Avant de lancer des mouvements mobiliser par tracts et A.G. pendant plusieurs jours.

-Sur l'Armée

En même temps que la campagne anti-militariste, dénoncer les manoeuvres Franco - Espagnoles sur le territoire.

- Sur les usines :

Il va de soit que les objectifs de luttes doivent se faire contre le capital. Ils doivent représenter les intérêts généraux du mouvement prolétarien (lutte contre le salariat les cadences, la division du travail, la hiérarchie). Mais s'il y a possibilité au travers de ces luttes de montrer une solidarité effective avec les prolétariat Espagnol, cela doit être fait.

Dans la forme de grèves,, saboter les marchandises et les marchés avec l'Espagne, si les relations du trust possède des filiales en Espagne.

La stratégie est de ne pas tomber dans l'anti-franquisme et le localisme, mais de pratiquer une solidarité internationale. Par exemple : si Renault ou solex Espagne se mette en grève, bloquer en France la production de ses entreprises pour ne pas saboter leur grève et augmenter une pression sur le capital Espagnol et vice versa.

-Vers les paysans:

Développer une agitation qui a pour but de provoquer le protectionnisme des produits agricoles français, sur les produits espagnols (vins, agrumes) Cela peut déboucher sur le blocage des arrivages et leur destruction.

Développons parallèlement une critique du marché du capital.

-Vers les Quartiers:

Dresser des listes de boycott des produits espagnols. Intervenir dans les marchés gare, chez les travailleurs des transports routiers, SNCF, dockers, pour refuser les déchargements de toute marchandise vers l'Espagne ou de sa provenance.

Faire une publicité sur le coût de barre qui attend les touristes en Espagne (cet été 30 % de moins de touristes ne sont pas partis en Espagne ce qui représente des milliards de devises perdues.)

Le problème fondamental est la fusion de tous ces éléments sur des bases anti-capitalistes et anti-hiérarchique. Liaisons informelles, sans se connaître de tous ceux qui se battent aujourd'hui, explications globales et actions sur tous les problèmes rencontrés avec un dénominateur commun l'oppression et l'exploitation générale.

Nous sommes donc reliés par de mêmes buts, de mêmes pratiques, dans le mouvement social général.

Prenons garde de ne pas tomber dans une lutte qui serait prise comme nationaliste. Ce mouvement social doit permettre la création d'un rapport de force ici et internationalement anti-capitaliste et anti-bureaucratique.

Le but est clair provoquer, accentuer la crise qui sévit en Europe, tant en Espagne qu'en France. Sabotons le plan d'austérité de Giscard, nous ne nous pélerons pas les couilles cet hiver.

LE CAPITAL EST MALADE QU'IL CREVE !